



# L'ETAT ACTIONNAIRE

## RAPPORT 2002

**Rapport remis au Parlement et au Haut Conseil  
du secteur public  
en application de l'article 42 de la loi  
sur les nouvelles régulations économiques**

**Octobre 2002**



# SOMMAIRE

|   | Page      |
|---|-----------|
| <b>Introduction.....</b>  | <b>3</b>  |
| <b>Ie Partie : Panorama général.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>I.1 Situation économique et financière des principales entreprises publiques.....</b>  | <b>5</b>  |
| 1.1.1 Mise en perspective et présentation du périmètre.....   | 5         |
| 1.1.2 Situation économique et financière des entreprises publiques.....   | 6         |
| 1.1.3 Evolutions sectorielles.....  | 8         |
| 1.1.4 Actualité du droit européen et de la jurisprudence européenne concernant les entreprises publiques : services d'intérêt économiques généraux, action spécifique ..... | 10        |
| 1.1.5 Evaluation du patrimoine de l'Etat.....   | 14        |
| <b>I.2 Opérations de transfert au secteur privé.....</b>  | <b>16</b> |
| 1.2.1 Cadre juridique.....  | 16        |
| 1.2.2 Orientations générales.....   | 18        |
| 1.2.3 Recrutement des conseils du gouvernement.....   | 19        |
| 1.2.4 Opérations de cession et de respiration.....  | 20        |
| 1.2.5 Recettes de cession et leur utilisation.....  | 25        |
| 1.2.6 Frais liés aux opérations de cession.....   | 26        |
| <b>I.3 Exercice par l'Etat de sa mission d'actionnaire.....</b>   | <b>27</b> |
| 1.3.1 Stratégie industrielle .....  | 28        |
| 1.3.2 Emploi et aspects sociaux.....  | 32        |
| 1.3.3 Gouvernement d'entreprise.....  | 34        |
| 1.3.4 Formation des représentants de l'Etat.....  | 38        |
| 1.3.5 Amélioration de la communication financière et de la présentation des comptes.....  | 39        |
| <b>I.4 Données financières globales (chiffre d'affaires, résultats nets, capitaux propres).....</b>   | <b>39</b> |
| <b>Ile Partie : Présentation par entreprise <sup>1</sup>.....</b>   | <b>44</b> |
| <b>II.1 Entreprises du secteur des transports</b>   |           |
| - <b>Synthèse sectorielle.....</b>  | <b>45</b> |
| - <b>ADP.....</b>   | <b>46</b> |
| - <b>Air France.....</b>  | <b>52</b> |
| - <b>RATP.....</b>  | <b>58</b> |
| - <b>RFF.....</b>   | <b>64</b> |
| - <b>SNCF.....</b>  | <b>69</b> |

<sup>1</sup> Chaque entreprise donne lieu à une présentation de son statut, de son activité, du fonctionnement de ses organes des faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002, d'un commentaire des comptes et du fonctionnement de ses organes sociaux.

|   |            |
|---|------------|
| <b>II.2 Entreprises du secteur de l'énergie</b>                       | <b>76</b>  |
| - <b>Synthèse sectorielle</b> .....                                   | <b>77</b>  |
| - <b>Areva</b> .....  | <b>78</b>  |
| - <b>CDF</b> .....  | <b>85</b>  |
| - <b>CNR</b> .....  | <b>91</b>  |
| - <b>EDF</b> .....  | <b>97</b>  |
| - <b>GDF</b> .....  | <b>105</b> |
| <br>  |            |
| <b>II.3 Entreprises du secteur de l'armement et de l'aéronautique</b> | <b>114</b> |
| - <b>Synthèse sectorielle</b> .....                                   | <b>115</b> |
| - <b>GIAT-Industries</b> .....  | <b>116</b> |
| - <b>SNECMA</b> .....   | <b>120</b> |
| - <b>SNPE</b> .....   | <b>125</b> |
| <br>  |            |
| <b>II.4 Entreprises du secteur financier</b>                          | <b>130</b> |
| - <b>BDPME</b> .....  | <b>131</b> |
| - <b>CCR</b> .....  | <b>136</b> |
| - <b>CNP Assurances</b> .....   | <b>141</b> |
| <br>  |            |
| <b>II.5 Autres entreprises</b>  | <b>146</b> |
| - <b>Autoroutes du Sud de la France (ASF)</b> .....                   | <b>147</b> |
| - <b>EMC</b> .....  | <b>153</b> |
| - <b>France Télécom</b> .....   | <b>160</b> |
| - <b>La Poste</b> .....   | <b>167</b> |
| <br>  |            |
| <b>Liste des tableaux et graphiques encartés dans le rapport</b>      | <b>172</b> |
| <b>Lexique terminologique</b>   | <b>173</b> |

**Annexe <sup>2</sup> :**

- Lexique terminologique
- Eléments détaillés sur les opérations de transfert au secteur privé et les respirations
- Extraits des comptes des entreprises analysées dans la seconde partie du rapport

---

<sup>2</sup> Cette annexe figure dans un volume distinct.

## Introduction

Ce rapport est le second à être présenté au Parlement et au Haut Conseil du secteur public en application de l'article 142 de la loi du 15 mai 2001 relatives aux nouvelles régulations économiques<sup>3</sup>. Il reprend la structure du document présenté il y a un an en l'enrichissant d'informations nouvelles concernant notamment l'utilisation qui a été faite sur moyenne période des produits tirés de la cession de titres détenus par l'Etat, ou concernant l'évaluation des immobilisations financières de l'Etat.

Dans la ligne du rapport 2001, les analyses et synthèses qui vont être développées portent sur les entreprises les plus significatives intervenant dans les secteurs d'activité dans lesquels l'Etat demeure présent : soit fortement dans les transports, l'énergie, l'armement et l'aéronautique, les télécommunications et le secteur postal, soit plus modestement dans le secteur financier. Il n'a pas pour but d'être exhaustif, et la grande hétérogénéité du secteur public limite la pertinence de l'analyse globale ; les modifications de périmètre des groupes incitent également à une certaine prudence dans le commentaire des statistiques globales. Les vingt entreprises publiques qui sont présentées sont soit des établissements industriels et commerciaux soit des sociétés détenues directement ou indirectement à plus de 50% par l'Etat ; ce sont les entreprises les plus significatives, notamment en terme d'activité<sup>4</sup>.

En revanche dans sa présentation de l'exercice par l'Etat de sa mission d'actionnaire ou de tuteur des entreprises publiques, le rapport couvre un champ plus large et notamment les entreprises dans lesquelles l'Etat détient une participation minoritaire. Cet élargissement permet notamment d'appréhender les pratiques du gouvernement d'entreprise dans les entreprises privées dans lesquelles l'Etat détient une participation minoritaire.

Les périodes couvertes sont également hétérogènes afin de donner au lecteur l'information la plus à jour à la date de rédaction du rapport. Les analyses de la situation financière des entreprises sont essentiellement fondées sur les comptes du dernier exercice clos<sup>5</sup> approuvés selon le cas, par les Assemblées générales ou par le ministre<sup>6</sup> sans toutefois s'interdire, lorsque cela est possible, de couvrir une période plus longue et de présenter les principales évolutions enregistrées au cours du premier semestre 2002. Les opérations sur le capital couvrent la période du 30 août 2001 au 30 septembre 2002.

Depuis la rédaction du précédent rapport la situation des entreprises publiques a été marquée par la dégradation de la conjoncture qui a affecté leurs résultats, certaines entreprises ayant toutefois mieux résisté que leurs concurrentes; c'est dans ce contexte qu'a été opérée l'ouverture du capital d'une entreprise autoroutière (ASF) et qu'a été poursuivie la montée en puissance d'actionnaires privés au capital de Renault et TMM.

---

<sup>3</sup> L'article 142 de la loi, qui abroge les dispositions antérieures, dispose qu'au plus tard le 30 septembre de chaque année, le Gouvernement présente au Parlement et au Haut Conseil du secteur public un rapport sur lequel le Haut Conseil délivre un avis remis au Parlement au plus tard le 15 octobre.

<sup>4</sup> La CNR bien que détenue à près de 47 % minoritairement par l'Etat a été maintenue dans le champ du rapport afin de permettre les comparaisons d'une année sur l'autre.

<sup>5</sup> Au 31 décembre 2001, sauf pour Air France dont les comptes sont clos au 31 mars 2002.

<sup>6</sup> S'agissant des EPIC.

Le présent rapport comporte deux parties. La première partie dresse un panorama général de la situation économique et financière des entreprises, des opérations de transfert au secteur privé ainsi que des conditions de l'exercice par l'Etat de sa mission d'actionnaire. Le rapport reprend dans ce cadre certains développements de l'édition 2001 du rapport, notamment lorsqu'ils présentent le cadre législatif et réglementaire de l'action de l'Etat actionnaire. Le rapport affirme là sa vocation de document de synthèse regroupant des informations jusqu'alors éparses et rappelle que l'action de l'Etat actionnaire est fortement encadrée par des règles spécifiques qui doivent être articulées avec le droit commun. La seconde partie propose une présentation détaillée des évolutions qui ont marqué chacune des vingt principales entreprises publiques au cours de la période sous revue. Enfin le lecteur trouvera en annexe des éléments complémentaires sur les opérations de cession réalisées en 2001 et 2002 <sup>7</sup> ainsi que des extraits des comptes des entreprises analysées.

Le présent rapport a été rédigé par le service des participations de la direction du Trésor avec le concours du service du contrôle d'Etat et les contrôleurs d'Etat en poste dans les entreprises dont l'activité est présentée ci-après.

---

<sup>7</sup> Ouverture du capital d'ASF, cessions de participations dans Renault et TMM.

# Ière partie: Panorama général

## I.1 Situation économique et financière des principales entreprises publiques

### 1.1.1 Mise en perspective et présentation du périmètre

L'analyse de la situation économique et financière porte sur les vingt principales entreprises publiques qui sont soit des établissements publics de l'Etat exerçant une activité industrielle ou commerciale, soit des sociétés dont l'Etat détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital<sup>8</sup>.

Depuis la rédaction du précédent rapport, le secteur public n'a pas connu d'évolution notable en terme de périmètre. Le secteur public est resté fortement concentré autour de groupes investis de missions d'intérêt général ou présentant un intérêt stratégique pour la Nation. Les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications représentent aujourd'hui l'essentiel du secteur public.

Seront analysées les vingt entreprises ou groupes suivants : Aéroports de Paris (ADP), Autoroutes du Sud de la France (ASF), Air France, Areva, la Banque du développement des PME (BDPME), la Caisse centrale de réassurance (CCR), CNP Assurances, Charbonnages de France (CDF), la Compagnie nationale du Rhône (CNR), EDF, l'Entreprise minière et chimique (EMC), France Telecom, GIAT Industries, GDF, La Poste, la RATP, Réseau Ferré de France (RFF), la SNCF, SNECMA et SNPE.

Pour disposer d'une vision statistique plus exhaustive des entreprises françaises contrôlées directement et indirectement par l'Etat, il convient de se reporter au Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement, directement ou indirectement, par l'Etat (RECME) établi annuellement par l'INSEE sur la base d'une enquête annuelle de mise à jour<sup>9</sup>.

Par ailleurs, une présentation de nature patrimoniale des participations de l'Etat est donnée dans le compte général de l'administration des finances, qui retrace annuellement l'évolution des participations directes de l'Etat dans les entreprises et établissements publics, y compris de ses participations minoritaires.

Ne sont pas incluses dans le présent rapport les entités suivantes :

- La Banque de France du fait de la particularité de son activité et qui fait l'objet par ailleurs d'un rapport annuel de son Gouverneur au Parlement ;
- La Caisse des Dépôts et Consignations qui, compte tenu des spécificités de ses missions publiques (épargne réglementée, financement du logement social), est placée au terme de ses statuts sous la tutelle du Parlement, auquel le Président de la Commission de surveillance adresse annuellement un rapport.

<sup>8</sup> A l'exception de la CNR (cf. note n° 4).

<sup>9</sup> Au 31 décembre 2001, dernières statistiques disponibles, l'Etat contrôlait, directement ou indirectement, 1551 entreprises dont 99 de premier rang. Ces entreprises sont celles dont le siège est situé en France.

|  | 1997  | 1998   | 1999  | 2000  | 2001 * |
|--|-------|--------|-------|-------|--------|
| Total au 31 décembre   | 2.510 | 1.785  | 1.657 | 1.569 | 1.551  |
| Dont, de premier rang  | 101   | 101    | 99    | 99    | 99     |
| En % de l'emploi salarié total   | 6,3 % | 5,8 %  | 5,3 % | 5,2%  | 5,3%   |
| Entreprises de 1 <sup>er</sup> rang en % de l'emploi du secteur public |       | 85,7 % | 86,5% | 84,7% | 84,6 % |

\* Données provisoires INSEE au 31 août 2001

- Les sociétés du secteur audiovisuel (France Télévision, Radio France, RFI et RFO) qui font l'objet d'un rapport spécifique associé à la loi de finances, en application de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée et complétée par la loi n°2000-719 du 1<sup>er</sup> août 2000 ;

Ne sont pas incluses dans le présent rapport les entités suivantes :

- Les sociétés d'autoroutes qui sont organisées sous la forme de SEMCA qui ne font pas cette année l'objet d'une analyse consolidée ; seule ASF (Autoroutes du Sud de la France) fait l'objet d'une présentation détaillée dans la forme que la société revêt depuis l'ouverture de son capital. Cette société n'est toutefois pas incluse dans le périmètre du secteur des transports afin d'en permettre la comparaison de l'évolution d'une année sur l'autre.
- Les filiales de la Caisse des Dépôts et Consignations (C3D et CDC Ixis) qui feront l'objet d'une présentation dans le prochain rapport.

Au total, parmi les entreprises du champ, ayant la forme de société, détenues directement à plus de 50%, celles qui font l'objet d'une analyse détaillée sont celles qui ont enregistré un chiffre d'affaire supérieur à 800 M € en 2001<sup>10</sup>. S'y ajoutent AREVA, CNP Assurances.

| SOCIÉTÉS   | DÉTENTION PAR L'ÉTAT | CA 2001 (en M€) | OBSERVATIONS  |
|--|----------------------|-----------------|---|
| THOMSON S.A.   | 100,00%              | n.s.            | Sté holding, porte part Etat<br>Prime Brute d'Assurance |
| <b>CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE S.A. (CCR)</b>               | 100,00%              | 899             |   |
| COMPAGNIE GENERALE MARITIME FINANCIERE - C.G.M.F.              | 100,00%              | 250             | CA.2000   |
| D.C.N. INTERNATIONAL   | 100,00%              | 603             |   |
| FRANCE TELEVISION  | 100,00%              | 2 180           |   |
| <b>GLIAT INDUSTRIES</b>  | 100,00%              | 802             |   |
| RADIO FRANCE INTERNATIONALE - R.F.I.                           | 100,00%              | 128             |   |
| SN RADIO France  | 100,00%              | 473             |   |
| SOCIETE DE GESTION ET PARTICIPATIONS AERONAUTIQUES - SOGE.P.A. | 100,00%              | -               |   |
| SOCIETE IMPRIMERIE NATIONALE                                   | 100,00%              | 272             |   |
| STE. RADIODIF. ET TELEVISION POUR L'OUTRE-MER - R.F.O.         | 100,00%              | 225             |   |
| <b>SNPE</b>  | 99,87%               | 853             |   |
| <b>SNECMA</b>  | 97,22%               | 6 893           | Sté holding, porte part Etat<br>CA.2000                 |
| SOCIETE NATIONALE IMMOBILIERE                                  | 73,56%               | 294             |   |
| LA FRANCAISE DES JEUX  | 72,00%               | 495             |   |
| CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE - C.A.D.E.C.               | 67,00%               | 1               |   |
| DAGRIS (ex C.F.D.T.)   | 64,20%               | 275             |   |
| AUTOROUTES ET TUNNEL DU MONT-BLANC (ATMB)                      | 57,88%               | 50              |   |
| SONACOTRA  | 57,10%               | 214             |   |
| S.E.M.M.A.R.I.S.   | 56,86%               | 65              |   |
| <b>SOCIETE AIR France</b>                                      | 55,94%               | 12 528          |   |
| <b>FRANCE TELECOM</b>  | 55,52%               | 43 026          |   |
| S.A.N.E.M.S.T.A.D.E. DE France                                 | 51,00%               | 8               | Produit Net Bancaire                                    |
| <b>BANQUE DU DEVELOPPEMENT DES P.M.E. - B.D.P.M.E.</b>         | 50,53%               | 283             |   |
| <b>AUTOROUTES DU SUD DE LA France - A.S.F.</b>                 | 50,30%               | 1 930           |   |
| DEFENSE CONSEIL INTERNATIONAL GROUPE D.C.I.                    | 50,00%               | 112             |   |

## 1.1.2 Situation économique et financière des entreprises publiques

Les entreprises du secteur public qui avaient renoué avec un résultat net cumulé positif entre 1998 et 2000 ont vu leur situation se dégrader en 2001 dans un contexte pourtant marqué par une nouvelle augmentation de leur chiffre d'affaire (+14% par rapport à 2000 pour les entreprises des secteurs non financiers après une croissance de près de 13% en 2000/1999.

Dans ce contexte, le montant des dividendes perçus par l'Etat a fléchi et devrait s'établir en 2002 à 990 M €<sup>11</sup> en 2002 (contre 1,4 Md € en 2001 perçus au titre de l'exercice 2000<sup>12</sup>).

<sup>10</sup> A l'exception de la BDPME, ne sont pas répertoriées ni les structures en liquidation (Sofirad ...), ni les défaisances.

On rappellera que la pertinence d'une analyse globale est limitée par la grande hétérogénéité du secteur public illustrée par les différences de statut (les établissements publics voisinent avec des sociétés), la disparité des secteurs et la diversité des évolutions internes qui sont intervenues. Les modifications de périmètre des groupes analysés incitent également à une certaine prudence dans le commentaire des statistiques globales <sup>13</sup>

Cinq grandes tendances se dégagent des données agrégées pour l'ensemble des groupes analysés <sup>14</sup>:

- La progression du chiffre d'affaires global <sup>15</sup> s'est poursuivie en 2002, prolongeant une tendance enregistrée depuis 1996 (+ 44 % en cinq exercices), pour s'établir à +14% en 2001 par rapport à 2000. Le secteur de l'énergie a contribué pour une large part à cette augmentation.
- Le résultat net global <sup>16</sup> des entreprises des secteurs non financiers qui avait confirmé son redressement pour la quatrième année consécutive en 2000, au cours de laquelle il avait atteint 4,5 Md € s'est fortement dégradé en 2001 à -10,4 Md € Le résultat de France Télécom (près de - 9 Md €) explique l'essentiel de ce résultat mais d'autres entreprises enregistrent soit un résultat négatif (SNCF), soit voient leur résultat positif se réduire sensiblement (EDF). Seul GDF enregistre une évolution inverse. Le résultat des entreprises du secteur financier demeure positif, en croissance par rapport à 2001 (+ 31%).
- Dans ce contexte, les capitaux propres <sup>17</sup> qui s'établissaient au 31 décembre 2001 à près de 62,5 Md € retrouvent un niveau proche de celui de 1999 à 48,6 Md€ soit -22% par rapport à 2000. Ce recul de -13,8 Md€ résulte à hauteur de 12 Md € de l'évolution négative des capitaux propres de France Télécom. Les capitaux propres des entreprises du secteur financier progressent de plus d'1 Md €.
- L'endettement à moyen et long terme a poursuivi sa progression mais à un rythme beaucoup plus faible que celui enregistré en 2000 (+7% après +55%) ; l'augmentation de la dette de France Télécom contribue à près de 30 % à cette évolution, EDF à 53 %.
- Les effectifs des entreprises entrant dans le champ du rapport ont, en moyenne annuelle, progressé à nouveau entre 2000 et 2001 (+4,7% après +4,2% en 2000/1999). Cette progression résulte de l'évolution du périmètre des entreprises (opérations de croissance externe) et de l'achèvement de la mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans les entreprises.

---

<sup>11</sup> Md = milliard, M = million. Comme dans le précédent rapport les données sont présentées en euros courants.

<sup>12</sup> Dividendes des entreprises financières (hors Banque de France et CDC) et non financières. En 2002 le paiement du dividende France Telecom à l'Etat s'est effectué en actions (32 516 276 actions nouvelles au prix unitaire de 19,66 euros soit 639 269 986,16 euros).

<sup>13</sup> On rappellera que les chiffres du présent rapport ne sont pas directement comparables à ceux qui figuraient dans la présentation de la situation économique et financière du secteur public des années antérieures. Certaines entreprises sont sorties du champ (Crédit Lyonnais, Thomson SA, Hervet ...).

<sup>14</sup> Le champ (19 entreprises, ASF n'ayant pas été intégré dans les données consolidées) est, hors variation des périmètres internes, identique sur l'ensemble de la période. ASF n'a pas été intégrée à ce stade, les données rétrospectives n'ayant pu être traitées de manière homogène comme celles des autres entreprises.

<sup>15</sup> Résultat de l'agrégation, certes un peu artificielle, du chiffre d'affaires des groupes industriels ou de services, du produit net bancaire de la BDPME et des primes brutes d'assurances (CNP Assurances) et de réassurances (CCR).

<sup>16</sup> Agrégation des résultats nets revenant à l'entreprise consolidante pour les groupes établissant des comptes consolidés et des résultats sociaux pour les entreprises qui n'en établissent pas.

<sup>17</sup> Agrégation des capitaux-part du groupe pour les groupes établissant des comptes consolidés et des capitaux propres sociaux pour les entreprises n'en établissant pas.



## SYNTHESE DES SEIZE ENTREPRISES DES SECTEURS

Aéronautique, armement, énergie, transports et autres

| En millions d' Euros                                     |   | 1997      | 1998      | 1999      | 2000      | 2001      |
|--|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>résultat</b>               | Chiffre d'affaires  | 123 896   | 127 442   | 137 413   | 154 755   | 176 474   |
|  | dont réalisé à l'étranger                                 | 19 561    | 22 521    | 28 672    | 37 534    | 51 735    |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 8 379     | 8 971     | 10 690    | 10 424    | 10 612    |
|  | Résultat financier  | -4 762    | -4 946    | -4 427    | -6 476    | -8 528    |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 20 446    | 22 112    | 23 614    | 19 590    | 19 817    |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | -70       | 1 948     | 3 827     | 4 547     | -8 726    |
| <b>II-<br/>Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                          | 227 293   | 238 503   | 247 634   | 337 960   | 349 123   |
|  | dont écart d'acquisition net                              | 1 193     | 3 607     | 4 418     | 40 006    | 39 559    |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 1 872     | 2 496     | 3 426     | 18 212    | 21 023    |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 36 814    | 37 461    | 40 336    | 68 968    | 72 073    |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                         | 34 399    | 39 150    | 46 254    | 62 414    | 48 605    |
| <b>IV-<br/>Dividendes et autres versements assimilés</b> | Intérêts minoritaires                                     | 2 486     | 4 018     | 5 248     | 6 622     | 12 422    |
| <b>V - Provisions</b>                                    | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 120       | 1 173     | 1 164     | 1 401     | 2 431     |
|  | dont reçus par l'Etat                                     | 0         | 743       | 647       | 702       | 736       |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                            | 660       | 701       | 502       | 506       | 23        |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>     | Provisions pour risques et charges                        | 57 969    | 63 120    | 67 513    | 73 865    | 82 173    |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                         | Dettes financières nettes                                 | 103 170   | 101 994   | 99 193    | 147 682   | 156 263   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 90 733    | 92 606    | 92 590    | 112 067   | 135 173   |
| <b>VIII -<br/>Ratios</b>                                 | Effectifs en moyenne annuelle                             | 1 024 500 | 1 043 674 | 1 063 957 | 1 108 757 | 1 160 402 |
|  | Charges de personnel                                      | 38 402    | 41 941    | 43 438    | 63 209    | 89 911    |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | /         | /         | /         | /         | /         |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 37        | 40        | 41        | 57        | 77        |
| <b>IX - Ratios</b>                                       | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | /         | /         | /         | /         | /         |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 279,7%    | 236,3%    | 192,6%    | 213,9%    | 256,1%    |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

## SYNTHESE DES TROIS ENTREPRISES DU SECTEUR FINANCIER

(CCR, CNP assurances et BDPME)

| En millions d'Euros          |  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  |
|------------------------------|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>I - Résultat</b>          | Résultat net de l'ensemble consolidé     | 335   | 375   | 524   | 611   | 799   |
| <b>II - Capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe        | 3 205 | 3 693 | 4 074 | 4 532 | 5 682 |
| <b>III-<br/>Dividendes</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice | 75    | 76    | 101   | 130   | 170   |
|                              | dont reçus par l'Etat                    | 41    | 16    | 16    | 13    | 24    |
| <b>IV - Données sociales</b> | Effectifs en moyenne annuelle            | 4 167 | 2 680 | 2 739 | 2 868 | 2 876 |

### 1.1.3 Evolutions sectorielles

Pour l'analyse de ces évolutions, les regroupements sectoriels ont été opérés sur la base de la proximité des services rendus, des produits élaborés ou des technologies utilisées ainsi que de la complémentarité entre différents produits.

Ainsi ADP, Air France, la RATP, RFF et la SNCF ont été regroupés dans le secteur des transports; Areva (ex CEA Industrie), CDF, la CNR, EDF et GDF dans le secteur de l'énergie; GIAT-Industrie, la SNECMA et la SNPE au sein d'un secteur "armement et aéronautique". Pour les raisons de méthode exposées plus haut le secteur autoroutier fait l'objet d'une présentation distincte non directement basée sur l'analyse consolidée des comptes des entreprises.

Ces quatre secteurs font seuls, en tant que tels, l'objet d'une analyse qui serait, en revanche, dépourvue de pertinence concernant le regroupement d'EMC, France Télécom, d'ASF et de La Poste sous la rubrique "autres entreprises" <sup>18</sup>. Par ailleurs, une seule de ces entreprises, la BDPME, appartient au secteur bancaire <sup>19</sup> et le secteur des assurances ne comporte plus qu'une entreprise spécialisée en assurance vie (CNP Assurances) et une entreprise de réassurance (la CCR) dont près des deux tiers de l'activité couvrent des risques exceptionnels bénéficiant de la garantie de l'Etat; pour ces raisons il n'est pas non plus proposé d'analyse sectorielle les concernant.

<sup>18</sup> Le lecteur pourra également se reporter aux tableaux sectoriels et aux fiches individuelles figurant dans la seconde partie du rapport.

<sup>19</sup> Elle a la caractéristique d'être une banque de place.

## LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Le chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur qui avait connu une progression régulière depuis 1997 a faiblement augmenté en 2001 par rapport à l'année précédente (+1,4% contre +16% en 2000/1999). La SNCF demeure le principal contributeur (50% au chiffre d'affaires du secteur)<sup>20</sup> devant Air France (32%).

Les résultats globaux de ces entreprises publiques, qui bien que restant fortement négatifs s'étaient sensiblement améliorés entre 1997 et 2000 (passant de -1,9 Md € à -0,8 Md €) ont retrouvé en 2001 un niveau proche de celui du début de période (-1,6 Md €). Le résultat net négatif récurrent de RFF (-1,6 Md € en 2001) explique une large part de ce résultat mais il n'a pas été contrebalancé en 2001 par un résultat significativement positif des autres entreprises; la SNCF a notamment renoué avec un résultat négatif, en liaison avec les provisions importantes liées aux participations détenues dans Geodis et le Sernam, marquant ainsi une rupture avec la tendance observée depuis 1999.

La dette nette du secteur a repris sa progression. Cette tendance concerne toutes les entreprises à l'exception de la SNCF dont l'endettement continue sa décroissance (-6,7 Md € depuis 1997 soit -22%). La dette de RFF qui s'était stabilisée autour de 23 Md € au cours des années précédentes a repris sa progression pour s'établir à 25,8 Md € en 2001 soit près de la moitié de la dette cumulée du secteur.

Les effectifs ont progressé de 3,3% entre 2000 et 2001, à un rythme plus faible que les années précédentes.

## LE SECTEUR DE L'ENERGIE

Le secteur de l'énergie (Areva, EDF, GDF et CNR) a de nouveau enregistré une progression significative de son chiffre d'affaires (+7,7%) entre 2000 et 2001. Il reste marqué en 2001 comme au cours des quatre exercices précédents par la prédominance d'EDF qui représente 62% du chiffre d'affaires du secteur. La part du chiffre d'affaires réalisées à l'étranger progresse et passe de 25% en 2000 à 31% en 2001 (14% en 1997); il est passé de 7 Md € à 20 Md € (dont 14 Md € pour EDF) en cinq ans.

En revanche, le résultat net du secteur a fortement chuté, passant de +1,5 Md € à +300 M €, marqué par les pertes récurrentes de CDF (-1,1 Md €) et le résultat négatif d'Areva (-400 M €). La contraction du résultat d'EDF (850 M € en 2001 contre +1,1 Md € en 2000) est contrebalancée par la progression de celui de GDF (+470 M € par rapport à 2000 à 950 M €). Les provisions pour risques et charges du secteur ont augmenté de +14% (+8 Md €) principalement sous l'effet des provisions exceptionnelles passées par EDF (+5 Md €) et Areva (quote-part des dépenses de démantèlement des installations nucléaires).

L'endettement du secteur a fortement progressé en 2001 (+22% soit +5,6 Md €) en raison de l'augmentation de la dette d'EDF (+4,6 Md € à 22,2 Md €). Cette progression résulte principalement des acquisitions des filiales à l'étranger et de la prise en compte de leur endettement (Edenor, Light, EnBW).

Les effectifs du secteur ont augmenté de +2,3%.

## LE SECTEUR DE L'ARMEMENT ET DE L'AERONAUTIQUE

Le chiffre d'affaires du secteur a progressé de près de +22% en 2002 par rapport à 2001 pour s'établir à 8,5 Md € dont la moitié réalisé à l'étranger. Le résultat net qui s'était fortement contracté en 2000 a retrouvé en 2001 son niveau antérieur principalement sous l'effet de la progression du résultat de Snecma (+15% en 2001/2000) et de l'amélioration du résultat de GIAT, qui demeure toutefois négatif, et résulte de la reprise des livraisons des chars aux EAU. La forte baisse de l'endettement net du secteur (-60%) et du ratio dettes financières sur fonds propres s'explique par l'évolution de ce ratio pour la Snecma.

Les effectifs progressent de 14% en liaison notamment avec les acquisitions réalisées par Snecma.

---

<sup>20</sup> 55% avec RFF.

## LE SECTEUR AUTOROUTIER

Ce secteur a enregistré de fortes évolutions depuis deux ans qui ont consisté en la réforme de la TVA autoroutière en 2000<sup>21</sup> et des concessions autoroutières en 2001. Cette réforme issue de l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001, avait pour objectif de transformer les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes (SEMCA) en sociétés de droit commun, susceptibles de se porter candidates à de nouvelles concessions dans le respect des règles européennes de concurrence et dans les mêmes conditions que des sociétés relevant du secteur privé. Cette ordonnance a adopté les modifications suivantes qui ont affecté la structure financière et les méthodes comptables des SEMCA :

- suppression des engagements de reprise du passif par l'Etat en fin de concession ;
- suppression du principe de l'adossement en vertu duquel les sections non rentables d'autoroutes étaient financées par les recettes des portions d'autoroutes rentables ; l'attribution des sections d'autoroutes donne désormais lieu à mise à concurrence et l'équilibre du financement des projets non rentables est assuré, le cas échéant, par des subventions versées par l'Etat et/ou les collectivités locales ;
- suppression du mécanisme des charges de structure différées, régime dérogatoire comptable qui permettait aux SEMCA d'immobiliser à l'actif de leur bilan les charges de structure (amortissements de caducité, frais financiers) que les produits de leur exploitation ne leur avaient pas permis d'absorber ; en conséquence de ce régime, les SEMCA présentaient un résultat égal à zéro jusqu'à la résorption complète des charges ainsi différées ;
- En contrepartie de la suppression des engagements de reprise du passif et du mécanisme des charges différées, une prorogation de la durée des contrats de concession, d'une durée de 12 à 15 ans, a été accordée aux SEMCA. Le terme de la concession d'ASF a ainsi été reporté de 2019 à 2032 et celui de la concession d'ESCOTA de 2014 à 2026.

C'est dans ce contexte que les statuts d'ASF ont été modifiés pour tenir compte du processus de réforme autoroutière. Son objet social a été élargi, afin de permettre à la société de se développer en saisissant des opportunités de relais de croissance liés à son cœur de métier, et son capital a été ouvert en mars 2002.

### 1.1.4 Actualité du droit européen et de la jurisprudence concernant les entreprises publiques

Cette actualité concerne les directives européennes non encore transposées, la jurisprudence récente de la Cour de justice des Communautés européennes en matière de service d'intérêt économiques généraux (SIEG) et celle relative au régime des actions spécifiques (*golden share*) détenues par l'Etat dans les entreprises privatisées.

**Trois textes adoptés au niveau européen vont être retranscrits en droit interne et conduiront à des mutations du secteur public français.** Il s'agit des textes relatifs au marché intérieur du gaz naturel, au cadre réglementaire pour les services postaux et à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.

---

<sup>21</sup> Suite à un arrêt rendu le 12 septembre 2000 par la Cour de justice des Communautés Européennes déclarant non conforme le régime d'assujettissement à la TVA des péages autoroutiers, un nouveau régime d'imposition a été instauré par la loi de finances rectificative du 31 décembre 2000. En application du nouveau régime, d'une part les péages sont soumis à la TVA au taux normal (19,6%) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et d'autre part, les sociétés d'autoroutes peuvent, depuis le 12 septembre 2000, récupérer la TVA grevant leurs dépenses d'investissements. Des dispositions transitoires ont prévu la récupération de la TVA sur les dépenses de travaux engagées avant le 12 septembre 2000 sur des sections non mises en service à cette date.

**La directive 98/30/CE du Parlement et du Conseil du 22 juin 1998 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel** prévoit une ouverture progressive à la concurrence pour les plus gros consommateurs de gaz naturel. Elle devait être transposée en août 2000.

Une deuxième directive européenne est en préparation. Ses principaux enjeux sont les échéances d'ouverture totale à la concurrence des marchés du gaz, une séparation accrue de l'activité de transport au sein des entreprises intégrées telles que Gaz de France, et le renforcement de la régulation publique des marchés ouverts.

La Commission a introduit un recours en manquement contre la France devant la Cour de justice des communautés européennes au sujet du défaut de transposition de la directive 98/30/CE. Même si cette directive n'a pas encore fait l'objet d'une transposition en droit français, l'entreprise a ouvert *de facto* son réseau aux « clients éligibles », le 10 août 2000, après en avoir publié les conditions d'accès sur internet.

Le projet de loi transposant cette directive a été voté par le Sénat le 16 octobre 2002.

**Le cadre réglementaire de l'Union européenne pour les services postaux** a été fixé par la directive initiale relative aux services postaux (97/67/CE). Elle impose notamment la séparation entre les organes de réglementation et l'opérateur postal. Sa transposition était prévue pour février 1999.

La nouvelle directive relative aux services postaux, définitivement adoptée en mai 2002, modifie ce cadre principalement en énonçant l'exigence de mettre en œuvre une ouverture graduelle et contrôlée du marché des services postaux à la concurrence, tout en maintenant un service postal universel.

La Commission a adressé aux Autorités françaises le 27 juin 2002 un avis motivé pour non-transposition de la directive 97/67/CE. Un délai a été obtenu jusqu'au 27 septembre 2002 et une réponse a été adressée à la Commission indiquant que le gouvernement travaille activement à une nouvelle organisation de la régulation postale.

**Enfin, la directive 2000/52/CE modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques** a été adoptée par la Commission et publiée au JOCE le 29 juillet 2000. Dans sa nouvelle version, la directive impose aux entreprises qui sont à la fois actives dans un secteur concurrentiel et pourvues d'une mission de service public de tenir une comptabilité séparée entre ces deux types d'activités. La date de transposition était fixée, pour les secteurs non couverts, au 31 juillet 2001. La Commission a communiqué aux Autorités françaises un avis motivé daté du 26 juin 2002. Le délai de réponse a été repoussé au 30 septembre 2002 et un projet de décret portant transposition va être prochainement adressé à la Commission.

Les obligations comptables imposées par la directive sont purement internes et sans conséquence sur la présentation des comptes annuels publiés. Elles ont pour but de permettre à la Commission de contrôler l'absence de flux financier résultant de l'activité liée à l'exécution d'un service public vers le secteur d'activité strictement concurrentiel qui fausserait la concurrence. Toutes les informations se rapportant à cette obligation de comptabilité séparée devront être conservées pendant cinq ans à disposition de la Commission.

## **La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes relative aux aides publiques.**

Par décision du 16 mai 2002, la CJCE a annulé la décision de la Commission européenne, du 8 septembre 1999, concernant les aides accordées par la France à la SA Stardust Marine entre 1995 et 1997 ; au motif principal que la Commission n'a pas démontré l'imputabilité de l'aide à l'Etat et, à titre accessoire, qu'elle a fait une interprétation erronée du critère d'investisseur avisé.

La conséquence la plus importante de l'arrêt du 16 mai 2002 sur le régime juridique des aides publiques est que l'octroi d'une mesure d'aide par une entreprise publique sous le contrôle de l'Etat ne saurait être retenu comme seul critère d'imputabilité de cette aide à l'Etat.

Concernant les aides accordées dans le cadre de l'accomplissement d'une mission d'intérêt général (MIEG<sup>22</sup>), la CJCE, a considéré dans son arrêt du 22 novembre 2001 (Ferring), que l'article 86§2 du Traité des Communautés Européennes, qui permet d'autoriser une aide publique lorsqu'elle est nécessaire à l'exécution d'une MIEG sans, pour autant, l'exonérer de la qualification d'aide d'Etat, au sens de l'article 87§1 du TCE, et donc de son obligation de notification préalable, devait "être interprété en ce sens qu'il ne couvre pas un avantage fiscal dont bénéficient des entreprises chargées de la gestion d'un service public..., dans la mesure où cet avantage excède les surcoûts du service public". De cette décision, on peut donc estimer, a contrario, que les financements publics ne sont pas considérés comme des aides d'Etat dès lors qu'ils se bornent à compenser les surcoûts liés à l'exécution d'obligations de service public.

Toutefois, on ne connaît pas encore, à ce stade, la réaction de la Commission sur cette jurisprudence. Par ailleurs, dans deux affaires pendantes devant la CJCE, les conclusions des avocats généraux sont divergentes. Dans la première affaire, les financements publics ne seraient pas considérés comme des aides d'Etat dès lors qu'ils compenseraient le surcoût occasionné par des MIEG clairement identifiées, ce qui semble confirmer la jurisprudence Ferring. Dans la seconde, les conclusions sont inverses.

Le sommet de Barcelone (mars 2002) a pour la première fois posé le principe selon lequel une directive communautaire porterait sur les services publics en général. Ce pourrait être pour la Commission un moyen d'accroître son pouvoir sur la qualification de SIEG par les Etats et de faire prévaloir un socle commun d'obligations de service universel.

## **Le régime juridique des actions spécifiques de l'Etat dans les entreprises privatisées.**

En application de l'article 10 de la loi du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations, lorsque le principe constitutionnel de protection des intérêts nationaux<sup>23</sup> l'exige, lors de la privatisation des entreprises publiques les plus importantes, un décret transforme une action ordinaire de l'Etat en action dite « spécifique » assortie de tout ou partie des droits suivants :

- agrément préalable par le ministre de l'économie pour le franchissement par un investisseur de seuils de détention du capital ou des droits de vote de l'entreprise ;
- nomination au sein du conseil d'administration ou de surveillance d'un ou deux représentants de l'Etat désignés par décret sans voix délibérative ;
- pouvoir de s'opposer à des décisions de cession ou d'affectation à titre de garantie d'actifs de la société ou de ses filiales de nature à porter atteinte aux intérêts nationaux.

---

<sup>22</sup> Aux termes d'une communication de la Commission (11 septembre 1996), les services d'intérêt général sont les activités de service, marchand ou non, considérées d'intérêt général par les autorités publiques et soumises pour cette raison à des obligations spécifiques de service public. Les services d'intérêt économique général (SIEG) mentionnés, mais non définis par l'article 86 du Traité, désignent les activités de service marchand remplissant des missions d'intérêt général et soumises de ce fait par les Etats membres à des obligations spécifiques de service public.

<sup>23</sup> Jurisprudence du Conseil Constitutionnel : considérant n°60 de la décision n° 86-207 DC des 25 et 26 juin 1986 et considérant n° 6 de la décision n° 89-254 DC du 4 juillet 1989.

Aux termes de la loi, une action spécifique ne peut être transformée définitivement en action ordinaire que si la protection des intérêts nationaux n'est pas en cause.

Les décrets n°86-1141 du 25 octobre 1986 et n° 93-1296 du 13 décembre 1993 et une circulaire du 5 avril 1994 complètent le dispositif.

Sous ce régime instauré par la loi de privatisation du 19 juillet 1993, trois actions spécifiques ont été prises : une dans Elf-Aquitaine (décret n° 93-1298 du 13 décembre 1993), une dans Thomson CSF devenue Thales (décret n° 97-198 du 4 mars 1997) et une dans Aerospatiale (décret n° 99-97 du 15 février 1999).

**Les droits attachés à l'action spécifique dans d'Elf-Aquitaine** sont l'approbation préalable par le ministre de l'économie de tout franchissement des seuils de détention directe ou indirecte du dixième, du cinquième ou du tiers du capital ou des droits de vote de la société, la nomination de deux représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration sans voix délibérative et la possibilité pour le ministre de l'économie de s'opposer aux décisions de cession ou d'affectation à titre de garantie de quatre filiales d'Elf-Aquitaine.

Ce décret a fait l'objet en 1999 d'un recours pour manquement devant la CJCE par la Commission européenne. Dans un arrêt du 4 juin 2002, la Cour a estimé que l'action spécifique constituait une restriction exagérée à la liberté de circulation des capitaux à l'intérieur de l'Union prévue par l'article 56 du Traité CE.

Le décret n° 93-1298 du 13 décembre 1993 vient d'être abrogé (décret n° 2002-1231 du 3 octobre 2002), ce qui ne devrait cependant pas avoir de conséquences importantes. En premier lieu, si l'Etat perd le levier qui lui permettait de s'opposer à une éventuelle tentative de prise de contrôle contraire aux intérêts nationaux de TotalFinaElf (TFE) par un de ses concurrents, du fait de la taille aujourd'hui acquise par TFE, une telle prise de contrôle inamicale semble plutôt théorique. En deuxième lieu, si l'Etat perd le contrôle qu'il détenait sur les filiales Elf-Gabon et Elf-Congo, ce qui fait disparaître la possibilité de réquisitionner en cas de crise la production de ces deux entités, celles-ci ne représentent plus en 2001 qu'environ le dixième de la production du groupe TFE.

Conclue pour 90 ans lors de la fusion des groupes français Aerospatiale-Matra, allemand DASA et espagnol CASA au sein d'une nouvelle société dénommée EADS, une convention entre EADS et l'Etat français sur les missiles balistiques protège l'Etat français des évolutions de l'actionnariat d'EADS au moyen d'une promesse de vente en sa faveur des activités concernées. Cette convention a remplacé **l'action spécifique instaurée au moment de la privatisation d'Aerospatiale-Matra** qui a été transformée en action ordinaire au moment de la dissolution d'Aerospatiale-Matra (décret n° 2000-630 du 7 juillet 2000).

Les droits attachés à **l'action spécifique dans Thales** sont l'approbation préalable par le ministre de l'économie de tout franchissement des seuils de détention directe ou indirecte du dixième ou d'un multiple du dixième du capital ou des droits de vote de la société, la nomination d'un représentant de l'Etat sur proposition du ministre de la défense au sein du conseil d'administration sans voix délibérative et la possibilité pour le ministre de l'économie de s'opposer aux décisions de cession ou d'affectation à titre de garantie de filiales de Thales énumérées par le décret.

L'article 10 de la loi du 6 août 1986 comporte un autre dispositif de protection des intérêts nationaux en prévoyant que dans les sociétés relevant des secteurs de la santé, de la sécurité ou de la défense, les prises de participation des investisseurs étrangers excédant 5% du capital doivent être agréées par le ministre de l'économie.

La loi du 6 août 1986 comportait deux autres dispositifs de protection des intérêts nationaux :

- le premier avait été mis en place par la loi n° 89-465 du 10 juillet 1989 dite de « dénoyautage » pour d'une part permettre la désagrégation des « noyaux durs » mis en place dans les opérations de privatisation hors marché et d'autre part instituer jusqu'au 31 décembre 1992 dans les sociétés privatisées un mécanisme de déclaration de franchissement du seuil de détention du capital d'au moins 10% avec pouvoir d'opposition reconnu au ministre de l'économie si la protection des intérêts nationaux l'exigeait ;
- le second, institué par la loi du 19 juillet 1993, prévoyait que le nombre total de titres cédés par l'Etat à une personne physique ou morale étrangère lors d'une privatisation ou au capital d'une entreprise privatisée ne pouvait excéder 20% du capital de l'entreprise, sauf dérogation par décret sur avis conforme de la commission de la privatisation pour les cessions de titres intervenant dans le cadre d'un accord de coopération industrielle, commerciale ou financière. Cette disposition, qui n'était pas applicable aux investissements communautaires, a été abrogée par la loi n° 96-314 du 12 avril 1996.

### **1.1.5 Evaluation du patrimoine de l'Etat**

Deux séries d'informations peuvent être données s'agissant des participations détenues par l'Etat. La plus complète, de nature comptable, est extraite du bilan établi annuellement par l'Etat. L'autre porte exclusivement sur la partie du patrimoine composé de titres cotés d'entreprises que détient l'Etat ; les comparaisons d'une période sur l'autre doivent être réalisées avec prudence compte tenu des variations des taux de détention qui sont intervenues.

#### **VALEUR COMPTABLE DES PARTICIPATIONS DÉTENUES PAR L'ETAT**

Les participations détenues par l'Etat dans des entités (sociétés, établissements publics...) ainsi que les créances qui leur sont rattachées sont retracées à l'actif du bilan de l'Etat dans les immobilisations financières. La valeur des participations de l'Etat dans les sociétés et des dotations en capital aux établissements publics figure au compte "*Dotations, participations et créances rattachées*" et font l'objet à chaque clôture d'une mise à jour.

Cette valorisation s'effectuait précédemment sur la base de la situation nette comptable des sociétés ou organismes bénéficiaires. Des modifications sont intervenues dans le cadre de la mise en oeuvre de la réforme de la comptabilité de l'Etat dont l'aboutissement trouvera sa concrétisation dans la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances qui fait résolument entrer l'Etat dans le droit commun comptable. Celles-ci ont visé d'une part la méthode d'évaluation, d'autre part le classement des entreprises.

#### **Méthode d'évaluation des participations de l'Etat**

Le système de valorisation mis en place en 1999 retient comme base d'évaluation la quote-part des capitaux détenus par l'Etat et prévoit l'exploitation des bilans consolidés dès lors que l'entité en publie. Cette technique peut donc s'assimiler à l'évaluation par équivalence. Cependant, la méthode retenue par l'Etat n'est pas totalement conforme à la norme applicable aux entreprises. La méthode est appliquée à l'ensemble des participations et dotations contrairement à la règle du plan comptable général (PCG) qui ne l'offre qu'aux entités établissant des comptes consolidés et ne vise que les titres des sociétés contrôlées de façon exclusive.

Néanmoins compte tenu de l'absence de disponibilités des comptes de l'exercice N des entités à la date d'établissement du Compte Général de l'Administration des Finances - CGAF, sont exploités les comptes de l'exercice N-1 corrigés des éventuelles opérations en capital opérées au cours de l'exercice N.

Cette méthode présente toutefois l'avantage de fournir une information plus pertinente que la méthode des coûts historiques qui retrace le coût d'entrée des titres ou le montant des dotations effectuées par l'Etat et qui n'admet, en application du principe de prudence, que la prise en compte des probables dépréciations.

### **Classement des participations de l'Etat**

Intervenue simultanément au changement sur la méthode d'évaluation, la révision du classement a permis de mieux rendre compte de l'activité économique réelle des entités et a amélioré ainsi la lisibilité du CGAF. Le classement des entités repose désormais sur quatre critères :

- ✓ un classement entre secteur marchand et secteur non marchand ;
- ✓ au sein du secteur marchand, les titres de participations sont classés en fonction de la part du capital détenu par l'Etat : détention supérieure à 50 %, comprise entre 20 % et 50 % et inférieure à 20 % ;
- ✓ au sein du secteur non marchand, le classement s'attache à l'activité économique des entités (enseignement, santé, culture...) ;
- ✓ les structures de défaillance sont présentées de façon isolée.

### **Les chiffres clés pour 2001**

En 2001, les participations de l'Etat au capital des entreprises et les dotations aux établissements publics nationaux représentaient plus des 4/5<sup>ème</sup> du poste "*Immobilisations financières*" du bilan de l'Etat<sup>24</sup> pour un encours de 143 Md € Cette valeur a enregistré une variation de + 19 Md € par rapport à l'exercice 2000.

Au 31 décembre 2001, 772 entités étaient répertoriées au compte 26 de l'Etat dont une centaine de sociétés (France métropolitaine, DOM et TOM).

L'examen du classement des sociétés du secteur marchand en fonction du taux de participation détenu par l'Etat fait apparaître que ce dernier détient, pour 43 % d'entre elles, une participation supérieure à 50 % et pour 40 %, une participation inférieure à 20 %.

S'agissant du secteur non marchand, et tout secteur d'activité confondu, l'activité "Enseignement" représente environ 75 % des entités. Dans ce dernier secteur, la moitié des entités ont des capitaux propres inférieurs à 7,5 M€

La part de l'Etat, en terme de capitaux propres, est supérieure à 150 M€ dans 15 sociétés<sup>25</sup>.

### **VALORISATION DES PARTICIPATIONS COTÉES DE L'ETAT**

Le compte retraçant les immobilisations financières décrit les opérations selon une approche comptable c'est à dire à partir d'une valeur bilantielle. Les éléments fournis ne peuvent donc pas être rapprochés de la valeur boursière ou d'un prix de cession. En effet, la valeur boursière et la détermination d'un prix de cession prennent en considération d'une part la valeur actuelle des éléments bilantiels de l'entité, d'autre part des éléments prospectifs tels que les flux nets de trésorerie futurs engendrés par l'activité du groupe.

---

<sup>24</sup> Le solde du poste est constitué par les prêts et avances ainsi que des créances correspondant aux valeurs du Trésor émises au profit du Fonds de soutien des rentes.

<sup>25</sup> Ces entreprises sont les suivantes : Autoroutes du Sud de la France (ASF) Banque du développement des PME (BDPME), Caisse Centrale de Réassurance SA, Crédit Lyonnais, France Télécom, France Télévision, La Française des Jeux, Renault SA, SGGP, SNECMA, SNPE, Société Air France, Société de Gestion et Participations Aéronautiques (SOGEPA), Société Imprimerie Nationale et Thomson SA.



La valeur boursière totale du patrimoine composé de titres cotés de l'Etat est passée de 35 Md € à la date de la rédaction du précédent rapport à environ 17,2 Md € fin septembre 2002. Cette évolution résulte de l'évolution très défavorable des marchés boursiers (- 19Md € au titre de la seule évolution des cours), de la réduction de la part de l'Etat au capital de sociétés cotées (Renault et TMM: -2Md €) contrebalancée par l'entrée dans le portefeuille de titres d'ASF (+3,2 Md €).

|                     | 30 septembre 2001      |                                  |   | 30 septembre 2002      |                                  |   |
|---------------------|------------------------|----------------------------------|---|------------------------|----------------------------------|---|
|                     | Cours du jour en euros | Part de l'État dans l'entreprise | Valorisation de la participation de l'Etat (MEuros) | Cours du jour en euros | Part de l'État dans l'entreprise | Valorisation de la participation de l'Etat (MEuros) |
| France Télécom      | 35                     | 56%                              | 22 180  | 7                      | 56%                              | 4 662   |
| Air France          | 12                     | 56%                              | 1 475   | 7                      | 54%                              | 873   |
| ASF                 | -                      | -                                | -   | 27                     | 50%                              | 3 142   |
| EADS                | 12                     | 17%                              | 1 593   | 11                     | 15%                              | 1 319   |
| Crédit Lyonnais (1) | 35                     | 12%                              | 1 379   | 33                     | 11%                              | 1 260   |
| TMM                 | 22                     | 38%                              | 2 163   | 16                     | 21%                              | 936   |
| Thalès (ex TCSF)    | 40                     | 33%                              | 2 191   | 27                     | 33%                              | 1 481   |
| Renault             | 32                     | 44%                              | 3 393   | 44                     | 26%                              | 3 218   |
| Dassault-Systemes   | 33                     | 16%                              | 596   | 16                     | 16%                              | 278   |
| Bull                | 0,8                    | 16%                              | 22  | 0,4                    | 16%                              | 11  |
| CNP                 | 34                     | 1%                               | 58  | 34                     | 1%                               | 54  |
| Péchiney            | 42                     | 0,1%                             | 2   | 27                     | 0,1%                             | 1   |
| Usinor              | 9                      | 0,1%                             | 1   | 10                     | 0,0%                             | 1   |
| <b>Total</b>        |                        |                                  | <b>35 053</b>                                       |                        |                                  | <b>17 236</b>                                       |

## I.2 Opérations de transfert au secteur privé

En application du deuxième alinéa de l'article 142-I de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, Cette partie du rapport retrace les opérations de transfert au secteur privé réalisées en application de la loi n°86-912 de 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations, en distinguant celles fondées sur le titre II de la loi (société de premier rang) et celles fondées sur le titre III (filiales). Elle fait état des produits encaissés par l'Etat en cours d'exercice et de leur utilisation et couvre la période du 16 août 2000 au 30 septembre 2002<sup>26</sup>.

En application des dispositions de l'article 40 de la loi de finances rectificative pour 1997 (loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997), il est également rendu compte des opérations liées à la prise en charge, par l'Etat, des pertes et charges auxquelles la Société Centrale du GAN (devenue SGGP: Société de garantie et de gestion des participations) devra faire face à raison des prêts à la Société Bâticrédit Finance et Compagnie qu'elle a garantis le 19 juin 1997.

### 1.2.1 Cadre juridique

Selon l'article 34 de la Constitution, " la loi fixe les règles concernant les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé ". En application de cette disposition trois lois sont intervenues qui fixent le cadre juridique général : la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, la loi n° 86-912 du 6 août 1986 et la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993. Les lois du 2 juillet 1986 et du 19 juillet 1993 définissent le champ des différentes opérations et la loi du 6 août 1986 organise la procédure applicable à ces opérations. Des lois particulières sont parfois intervenues pour adapter ce cadre juridique général en tenant compte des spécificités de certaines opérations (privatisations de TF 1 et de la Seita ou encore mutualisation/privatisation du Crédit agricole).

<sup>26</sup> Sont décrites les opérations intervenues d'août 2001 à août 2002.

En substance, la loi du 6 août 1986 comporte un titre II applicable aux privatisations des sociétés détenues directement et majoritairement par l'Etat et un titre III applicable aux autres privatisations, qui concernent essentiellement des filiales des entreprises publiques (" respirations ") et les sociétés d'économie mixte locale (SEML). La procédure du titre II est également applicable aux ouvertures minoritaires de capital des sociétés de premier rang (France Télécom ou Air France) et aux transferts au secteur privé des participations de l'Etat dans certaines sociétés privatisées tant que l'Etat détient directement plus de 20 p. 100 du capital (Renault, Thales et Thomson Multimédia sont sous ce régime). Dans ces deux cas, le régime du titre II a été aménagé par la loi sur l'épargne salariale du 19 février 2001 pour la réalisation d'opérations réservées à l'actionnariat des salariés.

Schématiquement, les lois de 1986 et de 1993 s'ordonnent autour des grands principes suivants pour les opérations relevant du titre II de la loi du 6 août 1986 :

- les privatisations des entreprises les plus importantes sont d'abord approuvées par la loi puis décidées par décret. Les autres opérations sont directement autorisées par décret ;
- le prix de cession arrêté par le ministre de l'économie ne saurait être inférieur à l'évaluation de la Commission des participations et des transferts (C.P.T.)<sup>27</sup>. En cas de cession hors marché, le ministre de l'économie arrête le choix du ou des acquéreurs et les conditions de la cession sur avis conforme de la C.P.T. ;
- les personnes physiques et les salariés de l'entreprise bénéficient d'avantages spécifiques (actions réservées, actions gratuites, délais de paiement et, pour les salariés, rabais) ;
- lorsque la protection des intérêts nationaux l'exige, il est prévu d'instituer dans les sociétés privatisées une " action spécifique " à laquelle sont attachés divers droits pour l'Etat. En outre, dans les sociétés relevant des secteurs de la santé, de la sécurité et de la défense, les prises de participations par des investisseurs étrangers excédant 5 p. 100 doivent recevoir l'agrément du ministre de l'économie.

Pour la mise en œuvre du titre III, la procédure (simple déclaration au ministre de l'économie, autorisation tacite sous 10 jours, décret pris sur avis conforme de la C.P.T. pour les cas les plus importants) dépend de la taille de l'entreprise cédée. La cession s'appuie généralement sur une évaluation par un expert indépendant ; pour les opérations les plus importantes, la C.P.T. fixe la valeur de l'entreprise, en dessous de laquelle elle ne peut être cédée.

### **La commission des participations et des transferts (CPT)**

La loi n° 86-912 du 6 août 1986 a créé une Commission de la privatisation chargée de procéder à l'évaluation des entreprises privatisées. Sans en changer la composition ni les attributions, le décret n° 88-1054 du 22 novembre 1988 l'a intitulée Commission d'évaluation des entreprises publiques. La loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 est revenue à la dénomination initiale et a renforcé les pouvoirs de la Commission, tant pour ce qui est de l'évaluation des actifs transférés au secteur privé que pour la détermination des modalités de cession. Le décret n° 98-315 du 27 avril 1998 a changé le nom en Commission des participations et des transferts.

**S'agissant de l'évaluation des actifs transférés**, la Commission intervient pour la détermination de la valeur des entreprises privatisables inscrites sur la liste annexée à la loi du 19 juillet 1993, des prises de participation du secteur privé, dans le capital d'une entreprise dont l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social, et des entreprises faisant l'objet d'une opération de " respiration " dans les cas les plus importants (cessions d'entreprises dont l'effectif dépasse 2 500 personnes ou le chiffre d'affaires 375 M €). En outre, dans l'hypothèse où le paiement des actifs transférés est effectué par échange de titres ou par apport en nature, la Commission intervient dans les mêmes conditions pour la détermination de la parité ou du rapport d'échange.

<sup>27</sup> Cf. encadrés sur la commission des participations et des transferts et sur son activité.

Le prix d'offre ou de cession arrêté par le ministre de l'économie, des finances ne peut être inférieur à l'évaluation faite par la Commission qui est valable un mois.

La Commission peut également être consultée pour les autres opérations de respiration où sa consultation n'est pas obligatoire.

**Sur les modalités de cession**, au pouvoir initial d'avis concernant les procédures de mise sur le marché, la loi du 19 juillet 1993 a ajouté l'obligation pour le ministre de l'économie d'obtenir un avis conforme de la Commission sur le choix du ou des acquéreurs pour les opérations réalisées en dehors du marché financier, ainsi que sur les conditions de la cession. Dans sa rédaction initiale, la loi de 1986 ne prévoyait qu'un avis simple de la Commission qui ne liait par la décision du ministre.

La Commission des participations et des transferts est composée de sept membres nommés par décret pour cinq ans et choisis en fonction de leur compétence en matière économique, financière ou juridique. Ses membres sont astreint au secret professionnel. Par décret du 30 juillet 1998, ont été nommés membres de la Commission : MM. François Lagrange, Président, André Blanc, Robert Drapé, Daniel Deguen, Jean-Daniel Le Franc, Jacques Maire et Jean Sérisé.

## 1.2.2 Orientations générales

Les projets d'ouvertures de capital ou de privatisation sont, d'une manière générale, analysés avec pragmatisme, au cas par cas, en tenant compte de l'intérêt des entreprises et des perspectives d'alliances et de développement.

**Au plan juridique**, quatre entreprises qui figurent sur la liste annexée à la loi de privatisation du 19 juillet 1993 n'ont pas fait, à ce jour, l'objet d'un transfert au secteur privé :

- Air France ;
- Caisse centrale de réassurance ;
- CNP Assurances ;
- Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) ;

Le capital d'**Air France** et celui de **CNP Assurances** ont été ouverts dans le cadre d'une mise sur le marché, respectivement en 1998 et 1999.

L'ouverture d'environ un quart du capital de la SNECMA devait intervenir à l'automne 2001. Les conditions du marché ne s'y prêtant pas, cette opération a été ajournée le 17 septembre 2001.

### Evolution d'EDF et de Gaz de France

Dans son discours de politique générale du 3 juillet 2002, le Premier ministre a annoncé une ouverture progressive du capital d'EDF et de Gaz de France. Cette évolution importante dans la vie des entreprises est nécessaire pour leur permettre faire face:

- à l'ouverture des marchés européens de l'énergie à la concurrence;
- à la restructuration du secteur énergétique européen en cours depuis plusieurs années et à laquelle les entreprises doivent participer pour répondre à l'émergence de groupes énergétiques européens;
- aux nouvelles attentes des clients industriels qui souhaitent une offre élargie sur le plan géographique et des services;
- pour Gaz de France, à la nécessité de disposer des réserves en amont et des parts de marchés suffisantes en Europe pour bénéficier d'un approvisionnement en gaz le plus compétitif possible.

Pour permettre la mise en œuvre de ce projet industriel, le gouvernement a décidé l'ouverture minoritaire du capital d'EDF et de Gaz de France qui est indispensable dans la mesure où:

- le secteur de l'énergie étant intensif en capital, le développement de ces entreprises suppose une augmentation des fonds propres que l'Etat ne peut pas apporter;
- le caractère public d'EDF et de Gaz de France les handicape fortement dans leur développement européen ; certains pays refusant de privatiser leurs entreprises publiques pour les voir racheter par des entreprises publiques étrangères.

Pour autant, l'Etat entend veiller à ce que ces évolutions se fassent dans le respect des principes du service public et notamment le maintien de la péréquation tarifaire, l'égalité entre les citoyens, la sécurité d'approvisionnement, la nécessaire solidarité entre les territoires et envers les plus démunis. Par ailleurs, le statut du personnel actuel sera maintenu et le système spécifique de retraite recevra les garanties nécessaires.

### **Evolution d'Air France**

Le Gouvernement a décidé de lancer le processus pour réduire la participation actuellement détenue par l'Etat dans le capital de la compagnie Air France (54,4 %).

Grâce aux efforts accomplis par l'ensemble de ses personnels, Air France est en effet devenue l'une des premières compagnies aériennes mondiales. La compagnie a conclu dans le cadre de Sky Team des alliances fortes, qui ont vocation à s'approfondir et à s'étendre. Air France a mieux résisté que la plupart des autres compagnies aux aléas de la conjoncture. Elle a vocation à jouer un rôle majeur dans la compétition internationale.

Pour permettre à la compagnie d'accélérer la modernisation de sa flotte, de consolider ses alliances et nouer des partenariats, l'Etat doit lui donner de nouveaux espaces de liberté. Dans ce but, il réduira sa participation au capital tout en restant l'un des principaux actionnaires. Les droits de trafic détenus par Air France seront bien entendu préservés.

La direction de l'entreprise ouvrira, dans les plus brefs délais, une phase de consultation des salariés qui devra permettre de prendre pleinement en compte leurs intérêts. En tout état de cause, le statut du personnel sera prorogé pendant une période transitoire, permettant de négocier les futurs accords d'entreprise. Le principe de la participation des salariés à la gestion de l'entreprise sera maintenu. Les salariés auront la possibilité d'accroître leur place dans le capital en souscrivant à une offre qui leur sera réservée dans le cadre de l'opération.

Un projet de loi sera déposé au Parlement pour procéder aux nécessaires adaptations des textes concernant la compagnie. L'opération de cession interviendra lorsque les conditions de marché le permettront.

### **1.2.3 Recrutement des conseils du gouvernement**

Dans le cadre de la préparation des opérations d'ouverture du capital des entreprises publiques ou des opérations de cession de titres, l'Etat s'entoure d'un ou de plusieurs conseil(s) (banque d'affaires, cabinet d'avocat ...) qui est recruté après mise en concurrence de plusieurs candidats potentiels sur l'avis d'un comité constitué de personnalités indépendantes nommées par le ministre de l'économie et choisies parmi les membres du Conseil d'Etat ou de la Cour des Comptes. Les principaux points des consultations consistent notamment à demander aux banques de conseiller l'Etat sur le cadre général du montage d'une opération de privatisation, d'effectuer pour le compte de l'Etat des études d'évaluation. Dans le cas des cabinets d'audit, les cahiers des charges portent en général sur l'évaluation d'un actif, les perspectives stratégiques, les systèmes de gestion et d'information.

Les membres du comité de sélection examinent les candidatures, avec la participation de représentants de la direction du Trésor, et remettent un avis au ministre sur le choix du conseil de l'Etat pour une opération donnée. Cet avis est en pratique toujours suivi. Le comité examine la rémunération demandée pour la réalisation de la prestation mais aussi l'expérience antérieure du conseil dans le secteur d'activité concerné par l'opération envisagée, la compétence des équipes qu'il entend mettre au service de l'opération ainsi que l'existence d'éventuels conflits d'intérêt qui conduirait le conseil à ne pas pouvoir donner un avis entièrement objectif à l'Etat, qu'il s'agisse de la valorisation de l'entreprise ou de sa stratégie.

## **1.2.4 Opérations de cession et de respiration**

### **TRANSFERTS AU SECTEUR PRIVE**

Au cours de la période sous revue, seule la SFP (Société Française de Production et de création audiovisuelle) a été cédée au secteur privé.

On rappellera que l'engagement du processus de recherches d'acquéreurs de la **SFP** avait été annoncé, le 12 avril 2001. Comme la loi en prévoit la possibilité, l'opération prend la forme d'une cession de gré à gré. Monsieur Bruno Lasserre, Conseiller d'Etat, a été désigné en qualité de personnalité indépendante chargée de veiller à l'équité de la procédure. Trois candidats ont déposé une offre le 22 juin 2001 :

- Euromedia Télévision en association avec la société Bolloré Investissement,
- C2FGR, société constituée par cinq membres du comité de direction de SFP,
- Daniel Lebard Management Development.

Par arrêté du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie du 8 octobre 2001, et après avis conforme de la Commission des Participations et des Transferts, le transfert au secteur privé de la Société française de production et de création audiovisuelle a été effectué par la cession à Domitie, société anonyme constituée de Euromedia Télévision et de Bolloré Investissement des 4.834.420 actions représentant 100% du capital de la SFP pour un prix total de 30.000.000 F (4,57 M€). Le projet de reprise, s'appuyant sur l'ensemble des moyens industriels de l'entreprise, visait à la constitution d'un pôle significatif dans le domaine de la prestation technique audiovisuelle. Il était conditionné au financement par l'Etat d'une restructuration de l'entreprise permettant de ramener ses effectifs à 140 personnes et à une décision positive de la Commission européenne sur le schéma de cession incluant ce soutien financier de l'Etat.

Au terme des échanges avec la Commission européenne, les acquéreurs ont accepté de garder à leur charge le montant des indemnités légales et conventionnelles dues dans le cadre du plan social prévu, et la Commission a considéré que le soutien de l'Etat ne comprenait dès lors pas d'élément d'aide, rendant une décision positive le 17 juillet 2002.

Le coût pour l'Etat du plan de réduction des effectifs de la SFP, estimé initialement à 48,4 M€ a donc été ramené à 43,1 M€. Cette cession marque l'aboutissement de la privatisation de la SFP, après plusieurs tentatives infructueuses.

### **LES OUVERTURES DE CAPITAL**

#### **AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE**

Le 16 octobre 2001, le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a annoncé son intention de procéder à une ouverture du capital minoritaire du groupe Autoroutes du Sud de la France (ASF). Décidée le 7 mars 2002, l'introduction en bourse, réalisée auprès des particuliers et des investisseurs institutionnels, s'est accompagnée d'une augmentation de capital de l'ordre de 800 M€. Cette opération va permettre au groupe ASF de poursuivre son développement dans son métier de concessionnaire d'autoroutes, et d'aborder l'avenir fort d'un actionariat diversifié, avec le dynamisme et la visibilité d'une société cotée. ASF et sa filiale ESCOTA venaient de conclure avec l'Etat la modernisation de leurs contrats de concession et la négociation de nouveaux contrats d'entreprise pour les années 2002-2006.

L'opération d'ouverture du capital a porté sur :

- 75,5 millions d'actions détenues par l'Etablissement public Autoroutes de France ;
- 37,1 millions d'actions nouvellement émises (dont 5,5 millions d'actions réservées aux salariés) dans le cadre de l'augmentation de capital par une offre à prix ouvert auprès des particuliers et un placement global garanti auprès d'investisseurs institutionnels français et étrangers.

Sur la base de l'avis de la Commission des Participations et des Transferts en date du 21 mars 2002, le Ministre a fixé le prix de cession des actions à 25 € pour les investisseurs institutionnels et à 24 € pour les particuliers.

Le placement auprès des investisseurs institutionnels a suscité une demande très importante et a été souscrit plus de 19 fois. L'option de sur-allocation a porté sur 8,6% du contingent initial. 900.000 ordres (portant sur un total de 56 millions de titres) ont été reçus dans le cadre de l'offre réservée aux particuliers. Plus de 90 % des salariés d'ASF ont souscrit à l'augmentation de capital qui leur était réservée. Le succès rencontré par l'ouverture du capital d'ASF a témoigné de la confiance apportée à la société, à son souhait de développement et à sa volonté d'associer ses personnels à la vie de la société.

Le produit net de l'opération s'est élevé à environ 1,8 Md€ ce qui a permis à l'Etat de financer à hauteur de 1,5 Md€ : le fonds de provisionnement des charges de retraites (FRR), des mesures de soutien aux PME et l'amélioration des conditions de sécurité dans le transport aérien,

A l'issue de l'opération le capital d'Autoroutes du Sud de la France est composé de la manière suivante:

- Etat et Autoroutes de France : 50,4 %,
- Public: 46,3 %,
- Salariés: 2,4 %,
- Collectivités territoriales et chambres consulaires : 0,9 %.

## **SUITES D'OPERATIONS ANTERIEURES**

### **LA CONTRE-GARANTIE DU GAN**

En vertu de l'article 40 de la loi de finances rectificative pour 1997, le Parlement a autorisé "le ministre chargé de l'économie à faire supporter par l'Etat les pertes et charges auxquelles la Société Centrale du Groupe des Assurances Nationales devra faire face à raison des prêts à la société Bâticrédit et Compagnie qu'elle a garantis le 19 juin 1997 à hauteur d'un montant estimé à 9 milliards de francs au 31 décembre 1996 et dans la limite d'un montant maximal en principal de 10,9 milliards de francs" ; les paiements correspondants devront être effectués au plus tard le 31 décembre 2008.

En application de ce texte le Gouvernement doit rendre compte chaque année au Parlement des opérations liées à cet engagement et des apports en résultant<sup>28</sup>.

Depuis l'adoption de cette disposition législative, la Société Centrale du GAN (dont la dénomination est devenue SGGP: Société de garantie et de gestion des participations) a cédé ses filiales et a reçu le produit des cessions qui permettent de couvrir la garantie à première demande accordée en 1996 à Bâticrédit et Compagnie. Dans ces conditions, la contre-garantie apportée par l'article 40 de la loi de finances rectificative pour 1997 ne devrait pas être appelée à jouer.

## **CESSIONS DE PARTICIPATIONS MINORITAIRES**

Deux opérations ont été conduites dans ce cadre depuis la rédaction du précédent rapport; elles concernent Thomson multimédia (TMM) et Renault.

---

<sup>28</sup> L'article 40 de la LFR 97 prévoit que ce rapport prend place dans un chapitre particulier du rapport sur la mise en oeuvre des privatisations prévu à l'article 24 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation.

## THOMSON MULTIMEDIA

A l'issue de la deuxième opération d'ouverture de capital, dont les modalités avaient été définies par l'arrêté du 5 octobre 2000 (cf l'Etat actionnaire – rapport 2001 pages 20 et 21), le capital de Thomson Multimedia se composait de la manière suivante:

- Thomson SA: 36,56%
- Alcatel: 6,38%
- NEC: 6,38%
- Direct TV: 4,87%
- Microsoft: 6,38%
- Public: 33,64%
- Salariés: 5,84%
- Autodétention 0,04%.

Afin de permettre à Thomson Multimedia de poursuivre sa stratégie industrielle, de conforter sa position sur la chaîne de l'image et de disposer des moyens lui permettant de financer son développement et notamment d'éventuelles acquisitions, le Gouvernement a, en février 2002, autorisé le principe d'une nouvelle opération de marché comprenant une levée de fonds par Thomson Multimedia et la cession d'une partie de la participation détenue par l'Etat via Thomson SA.

Les modalités d'attribution d'actions de Thomson Multimedia ont été définies par l'arrêté du 4 mars 2002:

- cession d'un maximum de 40.177.777 actions détenues par Thomson SA se décomposant en :
- 1) placement en France et sur le marché international de 32.000.000 actions, au prix unitaire de 30 €, garanti par un syndicat bancaire assorti d'une option d'allocation supplémentaire de 4.160.000 actions;
- 2) réservation de 3.555.555 actions (pouvant être augmentée dans la limite de un neuvième de l'allocation supplémentaire) à la souscription des salariés au prix de 24 €.
- émission d'un maximum de 14.814.815 obligations à option de conversion et/ou d'échange au prix de 40,5 €

La cession des titres détenus indirectement par l'Etat, par l'intermédiaire de Thomson SA a en définitive porté sur 36.160.000 actions pour un produit brut de 1,08 Md€ L'émission d'obligations convertibles a apporté 600 M€ à l'entreprise. Par ailleurs, 2,5 millions d'actions ont été souscrites par les salariés.

Cette opération a permis de conforter la base actionnariale de Thomson Multimedia, de poursuivre le désendettement de Thomson SA et de permettre à Thomson Multimedia de disposer de moyens significatifs pour financer la poursuite de son développement notamment dans ses domaines d'activité liés au numérique.

A l'issue de cette opération, et en tenant compte du désengagement de certains partenaires industriels, le capital de Thomson Multimedia se décompose de la manière suivante:

- Thomson SA: 21%
- Carlton: 5,5%
- NEC: 1,1%
- Microsoft: 4,3%
- Direct TV: 3,1%
- Public: 59,4%
- Salariés: 4,4%
- Autodétention: 1,2%

## RENAULT

Suite à la privatisation réalisée en 1994, l'Etat demeurait détenteur d'une participation importante dans le capital de Renault. Au 31 décembre 2001, cette participation s'élevait à 43,78 %.

Dans le cadre de l'alliance conclue en 1999, Renault et Nissan Motor Co Ltd ont décidé d'accélérer le développement du groupe binational Renault-Nissan. La conclusion de cet accord de coopération, justifiée par le succès du plan de redressement de Nissan et l'engagement de nombreux projets communs, a modifié la composition du capital des deux sociétés. Renault a porté sa participation au capital de Nissan de 36,8% à 44,4%. Une filiale de Nissan, Nissan Finance Co Ltd, est entrée à hauteur de 15% dans le capital de Renault, par le biais d'une augmentation de capital réservée. Au terme de cette opération, autorisée par l'arrêté du 28 mars 2002, la part de l'Etat dans le capital de Renault se trouvait réduite à 37,21%

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a décidé, le 3 avril 2002 de céder 30.037.360 actions à des investisseurs institutionnels français et internationaux dans le cadre d'un placement accéléré<sup>29</sup>. Le produit brut de cette cession de titres par l'Etat s'est élevé à 1,56 Md€ Dans le cadre de l'opération salariée associée à l'opération, 2,17 millions d'actions ont été souscrites pour un montant de 90 millions d'euros.

Au 3 juillet 2002, le capital de Renault est composé de la manière suivante:

- Etat: 25,91%,
- Nissan Finances CO Ltd: 15%,
- Groupe Lagardère: 1,26%,
- Caisse des Dépôts et Consignations: 0,87%,
- Banque Cantonale Vaudoise: 0,34%,
- Salariés: 3,36%,
- Auto-détention: 2,98%,
- Public: 50,28.

## **OPERATIONS DE RESPIRATION**

Le tableau ci-après retrace les opérations réalisées pendant la période sous revue en application des articles 20 et 21 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 modifiée (Titre III).

L'initiative et la conduite des opérations de cession de participations indirectes de l'Etat (opérations dites de respiration) revient en pratique à l'entité publique qui détient cette participation. Pour les opérations de transfert de la majorité du capital<sup>30</sup> des entreprises dont l'effectif est supérieur à 1000 salariés (ou le chiffre d'affaire est supérieur à 150 M €) l'autorisation est donnée par décret<sup>31</sup> au vu d'un dossier analysé par la direction du Trésor et qui comprend l'évaluation de l'entreprise par des experts indépendants. En deçà de ce seuil, le ministre dispose d'un délai d'opposition après déclaration préalable de l'opération.

Le nombre d'opérations réalisées au cours de cette période est de onze dont huit ont été autorisées tacitement, trois ont fait l'objet d'une déclaration a posteriori. Au cours de la période, les opérations les plus importantes (en prix de cession) ont été :

- la cession de ATEA Industrie (103 salariés 18 M€de chiffre d'affaires) par AREVA. ATEA Industrie était en phase de sous-activité chronique à cause de l'absence de construction de nouvelles centrales nucléaires. AREVA souhaitait par ailleurs céder les actifs non stratégiques de cette société. ATEA Industrie a été cédée à la société REEL pour un montant de 34,69 M€

---

<sup>29</sup> Ce type de placement ne s'adresse qu'aux investisseurs institutionnels. Son caractère essentiellement privé (il est régi par le droit commun en matière de vente entre particuliers) permet d'alléger le dispositif de mise sur le marché (pas de visa de documents par la COB). Il permet de réaliser une opération de placement dans des délais très brefs.

<sup>30</sup> Le transfert d'une simple participation relève de la décision de l'entreprise publique détentrice de la participation.

<sup>31</sup> Le décret est pris sur avis conforme de la CPT si l'effectif est > à 2500 ou le CA >375 M €



- la cession de ALCOR (573 salariés, 98,48 M€ de chiffres d'affaires), par la filiale de la Caisse des Dépôts, Caisse des Dépôt – Développement (CDDD)

Par cette opération, CDDD a poursuivi son retrait des activités liées à l'environnement. ALCOR a été cédé à SECHE ENVIRONNEMENT pour un montant de 30,49 M€

Les actifs cédés en application du titre III de la loi du 6 août 1986, au cours de la période couverte par le présent rapport, représentent un chiffre d'affaires de 245,77 M€ et un effectif total de 1.696 salariés.

|                     | 1993   | 1993/94 | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997 /1998 (1) | 1998/ 1999 | 1999 /2000 | 2000 /2001 | 2001 /2002 |
|---------------------|--------|---------|---------|---------|---------|----------------|------------|------------|------------|------------|
| Nombre d'opérations | 44     | 37      | 39      | 51      | 46      | 49             | 28         | 21         | 24         | 11         |
| Chiffres d'affaires |        |         |         |         |         |                |            |            |            |            |
| En MF               | 11 488 | 14 539  | 22 932  | 31 042  | 11 999  | 14 469         | 28 287     | 9 374      | 9 258      | 1 612      |
| En M€               | 1 751  | 2 216   | 3 495   | 4 732   | 1 829   | 2 205          | 4 312      | 1 429      | 1 411      | 246        |
| Effectifs           | 10 229 | 12 440  | 24 188  | 29 122  | 22 294  | 14 736         | 31 419     | 7 076      | 14 096     | 1 696      |

(1) Hors cession des filiales de la Société Centrale du GAN

#### OPERATIONS DE RESPIRATION d'AOUT 2001 à AOUT 2002

| GROUPE VENDEUR           | ACTIF CEDE                | ACQUEREUR             | C.A (M€) | EFFECTIFS | PRIX (M€) | AUTORISE LE | FORME       |
|--------------------------|---------------------------|-----------------------|----------|-----------|-----------|-------------|-------------|
| CDDD                     | ALCOR                     | Séché Environnement   | 98,48    | 573       | 30,49     | 23/08/2001  | Tacite      |
| CCI Montpellier          | SICCIM                    | Sarl Océanis          | 0,19     | 2         | 0,72      | 27/08/2001  | Déclaration |
| CDDD                     | Jean Muller International | Tyco                  | 12,26    | 110       | 11,14     | 04/09/2001  | Tacite      |
| FRAMATOME                | PROSERNAT                 | Isis                  | 22,40    | 51        | 3,52      | 20/10/2001  | Tacite      |
| France Télémusique       | Mezzo-Muzzik              | Lagardère Thématiques | 3,66     | 18        |           | 07/12/2001  | Déclaration |
| CDDD                     | ECA                       | Management ECA        | 42,00    | 510       | 0         | 17/01/2002  | Tacite      |
| AREVA                    | ATEA                      | REEL                  | 18,00    | 103       | 34,69     | 25/01/2002  | Tacite      |
| AREVA                    | SOVAKLE                   | GSFR                  | 24,80    | 61        | 121       | 11/02/2002  | Tacite      |
| Département de la VIENNE | SEML Palais des Congrès   | S.A FUTUROSCOPE       | 2,73     | 18        | 2,74      | 12/04/2002  | Déclaration |
| Ville de BORDEAUX        | IEEV                      | Laboratoire CLABO     | 5,25     | 90        | 1         | 20/07/2002  | Tacite      |
| ADP                      | S&Aa                      | SAT                   | 16,00    | 160       | 0,38      | 29/07/2002  | Tacite      |
|                          |                           | TOTAL                 | 245,77   | 1 696     | 205,68    | Nombre      | 11          |

## **1.2.5 Recettes de cession et leur utilisation**

### **PRINCIPE GENERAL**

Le compte d'affectation, dont la structure actuelle a été fixée en 1997, est l'héritier du compte de privatisation créé par la loi de finances rectificative pour 1986. Ce mécanisme, strictement encadré par l'Ordonnance de 1959 et la LOLF d'août 2001 permet une gestion consolidée des flux budgétaires liés aux participations de l'Etat. En pratique, il permet notamment d'éviter l'affectation de produits de cession à un secteur d'activité et, dans une certaine mesure, de consacrer en priorité les gains en capital de l'Etat à l'investissement plutôt qu'à des dépenses courantes. Ce compte permet également de réaliser des achats de titres destinés à restructurer le capital d'une entreprise préalablement à la cession partielle ou totale du capital détenu par l'Etat.

Il est soumis au vote du Parlement, auquel est proposé une estimation des recettes et dépenses; des dépenses ne peuvent être opérées que dès lors que des recettes sont enregistrées. Ces recettes proviennent du produit de l'ouverture du capital des entreprises publiques, quelles qu'en soient les modalités, ou du budget général; c'est là une de ses souplesses puisqu'il peut être abondé de cette manière à hauteur d'au plus 20% de la prévision de dépenses de l'année.

Depuis 1986 et jusqu'à la date de rédaction du présent rapport, le total net des recettes de cession d'actifs s'élève, en euros courants, à un peu moins de 60 Md €. Sur l'ensemble de cette période, les recettes ont financé le désendettement de l'Etat à hauteur de 9 Md € (principalement de 1986 à 1988), elles ont permis de financer des dépenses courantes de l'Etat pour environ 12 Md €, essentiellement au début des années 90, et 1.1 Md € a été versé au Fonds de Réserve des Retraites. Le solde, soit 38 Md €, a été utilisé pour recapitaliser les entreprises publiques.

### **MECANISME D'IMPUTATION BUDGETAIRE**

Aux termes de la loi de finances rectificative pour 2001 et de la loi de finances initiale pour 2002, le compte spécial 902-24 retrace:

- en recettes, le produit des ventes par l'Etat de titres, de parts ou de droits de sociétés, le reversement, sous toutes ses formes, par la société Thomson SA, du produit résultant de la cession de titres des sociétés Thomson CSF et Thomson Multimédia, le reversement sous toutes ses formes, par la Compagnie financière Hervet du produit résultant de la cession ou du transfert des titres de la société Banque Hervet, les versements résultant des investissements réalisés par l'Etat dans des fonds de capital-investissement, le reversement, par l'établissement public Autoroutes de France du produit résultant de la cession de titres qu'il détient dans la Société des autoroutes du sud de la France, le reversement d'avances d'actionnaires ou de dotations en capital et produits de réduction du capital ou de liquidation ainsi que les versements du budget général ou d'un budget annexe;

- en dépenses, les dépenses afférentes aux ventes de titres, de parts ou de droits de sociétés, les dotations en capital, avances d'actionnaire et autres apports aux entreprises publiques et aux établissements publics, les investissements réalisés directement ou indirectement par l'Etat dans des fonds de capital-investissement, en 2002, dans la limite de 1,24 Md€ les versements au Fonds de réserve pour les retraites, les versements au budget général, les versements à la Caisse d'amortissement de la dette publique et les versements au fonds de soutien des rentes.

### **DECOMPOSITION DES RECETTES 2001/2002**

Le montant des recettes brutes, comptabilisées au cours de la période couverte par le présent rapport et dont les tableaux détaillés figurent en annexe, s'est élevé à 4.689 M€:

- 4,1 Md € correspondant aux souscriptions ordinaires lors des opérations de privatisation ou d'ouverture de capital réalisées au cours de la période étudiée;

- 18 M€ correspondant aux opérations de souscriptions différées lors d'opérations réalisées antérieurement à la période étudiée. Ces recettes correspondent aux échéanciers accordés aux salariés;
- 533 M€ correspondant, essentiellement, à un remboursement de prime d'émission suite à la privatisation du GAN (489 M€), à la quatrième annuité de remboursement de l'avance d'actionnaire accordée à la SEMMARIS (2 M€) et aux remboursements d'avances d'actionnaires par la Compagnie Financière Hervet (37 M€) et par AVANTIS, au titre d'avances accordées à Rhône-Poulenc (37 M€);
- 2 M€ représentant les versements résultant des investissements réalisés par l'Etat dans les fonds de capital-investissements (0,28M€) et les deux premiers remboursements du fonds pour l'équipement informatique des établissements scolaires (1,72 M€).

## UTILISATION DES RECETTES 2001/2002

Depuis la date de rédaction du précédent rapport, le montant des dépenses totales concernant les opérations financées par l'Etat à partir des recettes de privatisation ou de cession de titres s'est élevé à 5.457 M€.

Au titre des dotations en capital, avances d'actionnaires ou apports à des entreprises publiques, le montant des dépenses s'est élevé à 4.257 M€ Les versements les plus importants ont été les suivants :

- RFF: 1.829 M€
- EPFR: 869 M€
- Bull: 450 M€
- CdF: 404 M€
- GIAT: 304 M€

Au titre des acquisitions de titres, le montant de 4,46 M€ est principalement constitué par l'acquisition de 330.700 actions "Banque Hervet" auprès de la Compagnie Financière Hervet.

Les dépenses afférentes aux ventes de titres, dont de détail fait l'objet de développements dans la partie intitulée "frais liés aux opérations de cession", se sont élevées à 84,66 M€

Les investissements réalisés par l'Etat dans des fonds de capital-investissement se sont élevés à 10 M€ enfin 1,1 Md€ ont été versés au Fonds de réserve pour les retraites.

### 1.2.6 Frais liés aux opérations de cession

Les dépenses engagées dans le cadre d'opérations de cession peuvent être imputées soit sur crédits budgétaires<sup>32</sup> soit au titre du compte d'affectation spéciale 902-24.

Sont financés sur crédits budgétaires les dépenses d'études préalables à toute décision de cession. Sont imputés sur le compte d'affectation spéciale, à la rubrique "dépenses afférentes aux ventes de titres" les dépenses postérieures à la prise de décision de cession. Cette catégorie regroupe les frais de mission de conseil du Gouvernement, la quote-part de l'Etat afférent aux frais de campagne de communication (définies par des conventions de partage de frais), les commissions de garantie, de placement et de direction, les honoraires d'incitation (*incitive fees*),

D'août 2001 à août 2002, le montant des dépenses afférentes aux ventes de titres figurant dans les tableaux joints en annexe, s'est élevé à 84,66 M€ Les dépenses les plus importantes ont concerné deux opérations : Renault (29,8 M€) et ASF (54,8 M€).

Au cours de la même période, le montant des dépenses imputées sur crédits budgétaires s'est élevé à 2,34 M€. Les principales études réalisées ont eu pour objet :

- la réorganisation du secteur nucléaire: 0,72 M€,
- le rapprochement DCN / THOMSON-CSF: 0,54 M€
- le pôle multimodal alpin: 0,35 M€
- le Crédit Lyonnais: 0,13 M€
- le rapprochement CDC / Caisses d'Epargne: 0,12 M€.

<sup>32</sup> Article 81 du chapitre 37-75 du budget du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

### I.3 Exercice par l'Etat de sa mission d'actionnaire

C'est au sens strict une notion ambiguë car l'Etat n'est pas détenteur d'actions dans les établissements publics industriels et commerciaux qui sont dépourvus de capital au sens du Code de commerce et dont certains sont encore des acteurs très importants. Cependant, en pratique, la gestion des grands EPIC qui subsistent, est très proche de celles des entreprises publiques de forme sociétale.

Si elle recouvre des réalités juridiques différentes, cette notion renvoie néanmoins clairement à la relation de propriété, totale ou partielle, des entreprises publiques. L'Etat actionnaire doit veiller à gérer au mieux et faire prospérer le patrimoine collectif que représentent les entreprises publiques. Comme un actionnaire privé il doit veiller à la santé financière, au développement des entreprises et à la juste rémunération des capitaux investis. Il agit sous contraintes, comme un actionnaire privé, qu'elles soient internes (les sources de financement ne sont pas illimitées) ou externes (contraintes communautaire en matière de concurrence ou d'aides d'Etat).

Sa spécificité est triple :

- Le propriétaire est la collectivité (la Nation)<sup>33</sup>, ce qui justifie des contraintes, des garanties et procédures particulière. Cela est vrai en matière :
  - o de gestion (la rémunération des dirigeants d'entreprises publiques, présence de contrôleurs d'Etat).
  - o d'orientation de son action. Dans l'exercice de sa mission d'actionnaire, l'Etat a souvent pris en compte des orientations macro économiques, qu'il s'agisse de l'emploi, des relations sociales (ex de la loi DSP), de la stratégie industrielle, du développement durable; il doit également s'attacher à préserver l'égal accès de tous au service public.
  - o d'aliénation de ce patrimoine afin d'éviter des opérations peu transparentes ou financièrement désavantageuses (loi de privatisation, commission des participations et des transferts ...)
  
- L'Etat exerce parallèlement deux autres fonctions :
  - o celle de tutelle qui est d'autant plus forte que l'activité de l'entreprise est peu concurrentielle ou fortement subventionnée.
  - o celle de régulateur qui consiste à arbitrer le fonctionnement d'un secteur d'activité (ART, CRE ...) ou le marché (Conseil de la concurrence)
    - Cela permet à l'Etat de disposer d'instruments et à exercer des responsabilités qui excèdent ceux d'un actionnaire de droit commun (il peut par exemple être nécessaire de légiférer pour fixer les règles de fonctionnement d'une société: ou de créer des actions dites spécifiques).
    - L'exercice de ces fonctions peut en revanche brouiller la politique de l'Etat actionnaire notamment sur la forme avec la représentation multiple de l'Etat aux CA, les différents corps de contrôle: contrôle d'Etat, CGA ... qui au total font que les représentants de l'Etat sont porteurs de préoccupations plus diversifiées que le seul intérêt social de l'entreprise.
  
- Il exerce aujourd'hui de plus en plus sa mission au côté d'actionnaires privés, ce qu'il a d'ailleurs fortement encouragé, essentiellement pour trois raisons:
  - o la réglementation européenne en faveur de l'ouverture des marchés et de la disparition des monopoles même si les textes européens ne fixent pas le régime de la propriété des biens.
  - o la nécessité de nouer des partenariats et permettre le développement des entreprises dont les marchés sont européens ou mondiaux
  - o la volonté d'exercer une contrainte plus forte pour améliorer la gestion des entreprises publiques

<sup>33</sup> Le capital ou les dotations de ces entreprises proviennent de ressources publiques.

Le rôle de l'Etat actionnaire s'exerce dans un environnement de plus en plus exigeant. Les principes de responsabilité et de transparence des entreprises et de leurs organes sociaux sont désormais reconnus et mis en œuvre sous le contrôle de tous les acteurs de la vie économique: partenaires sociaux, clients, pouvoirs publics, actionnaires. Dans ce contexte, la mission des représentants de l'Etat dans les conseils d'administration ou de surveillance des établissements publics et des sociétés prend un relief particulier ; les représentants de l'Etat sont chargés de conduire, par leurs participations aux conseils d'administration, les entreprises du secteur public dans leur modernisation, leur adaptation aux attentes du public et à un environnement de plus en plus compétitif.

Cinq thèmes seront successivement passés en revue: l'emploi, la stratégie industrielle, le fonctionnement des organes dirigeants des entreprises publiques, la formation des représentants de l'Etat et la communication financière.

### **1.3.1 Stratégie industrielle**

A l'égard du secteur public, l'Etat agit par nature en sa qualité d'actionnaire et de régulateur de certains secteurs économiques. La conciliation de ces rôles est parfois délicate. Tout en respectant l'autonomie de gestion des entreprises publiques, l'Etat doit jouer pleinement son rôle dans l'élaboration de leurs orientations stratégiques et, pour celles qui en sont chargées, dans la définition des obligations de service public et des modalités de leur mise en œuvre.

Une méthode efficace est la contractualisation pluriannuelle entre l'Etat et les entreprises des relations financières et des obligations liées à l'exercice de missions de service public. Ces contrats, qualifiés de contrats d'entreprise ou de groupe, sont préparés par l'entreprise et l'ensemble des administrations concernées. Ils sont fondés sur des objectifs concrets de performance et de qualité. La contractualisation vise également à mieux encadrer l'exercice des obligations de service public, en s'assurant de leur financement, à préciser les conditions dans lesquelles les risques sont partagés, en crédibilisant les engagements de l'Etat, et à clarifier la stratégie des entreprises.

L'Etat doit également s'assurer que la conduite à moyen terme de la stratégie et des projets d'investissement des grandes entreprises publiques s'effectue dans le respect des grands équilibres financiers. Symétriquement une bonne visibilité sur leur programme d'investissement constitue pour les entreprises un élément clef de leur gestion prévisionnelle.

Le Comité des investissements à caractère économique et social (CIES)<sup>34</sup> est un des instruments permettant d'atteindre ces deux objectifs. Ce comité qui s'est substitué au Fonds de développement économique et social est une structure interministérielle<sup>35</sup> qui se prononce sur les programmes d'investissement et de financement des entreprises ou organismes publics des secteurs de l'énergie, des transports et de la poste en fonction des politiques publiques, de la situation des entreprises concernées, des finances publiques et des marchés financiers.

Le comité se réunit deux fois par an et examine notamment les programmes d'Aéroports de Paris, de CDF, de la CNR, ceux d'EDF, de GDF, de La Poste, de la RATP, de la SNCF et de RFF<sup>36</sup>. Ce mode de coordination et de pilotage s'efface lorsque le capital de l'entreprise est ouvert à des actionnaires minoritaires (Areva, Air France, France Télécom).

---

<sup>34</sup> Il a été créé par le décret n° 96-1022 du 27 novembre 1996.

<sup>35</sup> Présidé par le ministre chargé de l'économie, le CIES est composé des ministres des transports, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, du budget et de l'industrie.

<sup>36</sup> Le CIES est également compétent pour les programmes de neuf aéroports de province, des ports fluviaux, des ports autonomes et d'intérêt national, de la Société nationale maritime Corse Méditerranée, des sociétés concessionnaires d'autoroute et de Voies navigables de France.

**Le Comité des investissements à caractère économique et social (CIES)**  
**- réunion du 22 juillet 2002 -**

Le Comité des investissements à caractère économique et social, s'est réuni le 22 juillet 2002, en présence de Mmes Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Nicole FONTAINE et de MM. Jean-Paul DELEVOYE, Alain LAMBERT et Dominique BUSSEREAU, sous la présidence de M. Francis MER, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Les ministres ont examiné les programmes d'investissements de 62 entreprises et établissements publics, dans les domaines de l'énergie, des transports et de la poste. Le montant global des investissements de ces entreprises pour l'année 2003 représente près de 19 Mds€

Les investissements approuvés pour les entreprises publiques du domaine de l'énergie représentent un peu moins de 10 Mds€ en 2003. Après des années 2001 et 2002 qui constituent des niveaux exceptionnels d'investissements pour les entreprises du secteur, compte tenu de prises de participations internationales dans le cadre de l'évolution du marché électrique européen, le montant d'investissements approuvé en 2003 constitue un retour à la normale.

Les investissements dans le secteur des transports continuent de progresser, avec un montant approuvé de près de 8,8 Mds€ pour 2003. Les investissements financés sur fonds propres (hors subventions) par les trois entreprises ferroviaires progressent de +13%, pour atteindre environ 3,1 Md €. Ces programmes sont marqués par une nette progression (+60% en 2003) des investissements totaux (Fonds propres, subventions) dans le domaine ferroviaire qui représentent près de 64 % de l'ensemble des investissements du secteur des transports en 2003 contre 54 % en 2002. Cette évolution est due à la montée en charge des projets d'infrastructure ferroviaire, notamment des projets décidés dans le cadre des contrats de plan entre l'Etat et les Régions. Les investissements pour le développement du trafic maritime et fluvial progressent de 17 % par rapport à 2002.

**2 001**  
**2 002**  
**2 003**

**programme**  
**programmes**  
**programmes**

*en millions d'Euros courants*

**réalisé**  
**autorisés**  
**autorisés**

*Secteur de l'énergie (EDF, GDF, CDF, CNR)*

**12 729**  
**11 190**  
**9 817**

*Secteur des transports*

5 913  
6 445  
8 758

*Aéroports (les onze plus grands)*

690  
889  
901

*Maritime et fluvial (Ports autonomes et d'intérêt national, VNF, ports fluviaux,SNCM)*

537  
747  
872

*Ferroviaire (RATP, RFF et SNCF)*

3 272  
3 512  
5 604

*Autoroutes*

1 414  
1 297  
1 381

*La Poste*

501  
603  
659

**TOTAL GENERAL**

**19 142**  
**18 237**  
**19 234**

## LE SECTEUR DE LA DEFENSE ET DE L'AERONAUTIQUE

*Pour deux des entreprises du secteur (Snecma et Snpe), l'exercice 2001 a été marqué par des événements exceptionnels dont les effets se feront essentiellement sentir les années suivantes*

Pour Snpe, l'année 2001 a été marquée par l'arrêt des usines toulousaines du groupe, suite à l'explosion survenue le 21 septembre 2001 dans l'usine voisine d'AZF. L'impact financier de cet arrêt a pu être limité dans les comptes 2001 grâce à la couverture par les assurances des pertes d'exploitation et des dommages subis. Le chiffre d'affaire de Snpe dans le domaine de la chimie, qui représente plus de la moitié de l'activité du groupe, est ainsi resté stable en 2001. Au-delà, le renoncement au redémarrage de la chimie du phosgène à Toulouse demandera un réexamen de la stratégie de l'entreprise dans le secteur de la chimie fine.

L'activité de Snecma en 2001 est restée soutenue. La progression du chiffre d'affaires a été sensible, en particulier pour ce qui concerne le niveau des livraisons de moteurs CFM56 qui atteint 1044 exemplaires. Cette évolution s'inscrit toutefois dans un contexte de fin de cycle aéronautique. En effet, la baisse du trafic aérien, déjà sensible mi 2001, a été brutalement amplifiée à la suite des événements dramatiques de septembre aux Etats-Unis. Snecma reste prudente sur l'avenir, évoquant une réduction de son chiffre d'affaire de l'ordre de 10% en 2002.

Les activités militaires des entreprises du secteur (Snpe, GIAT Industries, Snecma) ont continué à être confrontées à une diminution des budgets publics et à une concurrence vive sur les marchés étrangers.

GIAT Industries réalise la quasi-totalité (98%) de son activité dans le secteur militaire et a réalisé des pertes lors de chacun des exercices 1996-2001. En 2001 aucun nouveau contrat de chars lourds à l'exportation, permettant de prendre le relais après la dernière tranche de la commande de chars Leclerc par l'armée française, n'a été signé.

Snpe et Snecma dont les activités civiles (chimie et aéronautique civile respectivement) sont prépondérantes, sont moins sensibles à l'évolution des dépenses militaires.

### *Le secteur doit poursuivre sa réorganisation*

Le secteur de l'aéronautique et de la défense a engagé, à partir de l'été 1997, un vaste mouvement de réorganisation avec la création d'un pôle électronique autour de Thomson CSF et un pôle aéronautique autour d'Aérospatiale Matra puis la fusion des activités d'Aérospatiale Matra, Dasa et Casa au sein d'EADS. Ces entreprises aujourd'hui privées sont exclues de l'analyse du présent rapport.

Les entreprises du secteur qui sont restées publiques doivent aujourd'hui faire face à des coûts de développement plus importants et à des conditions de concurrence plus difficiles, dans un environnement où les autres acteurs européens et mondiaux se restructurent et opèrent des rapprochements. Elles doivent poursuivre l'adaptation de leurs structures et consolider leurs axes de développement.

Une nouvelle recapitalisation de GIAT à hauteur de 591M€ a été souscrite par l'Etat fin 2001 (ce qui porte à 3 246 M€ le montant total des augmentations de capital souscrites depuis 1990). L'entreprise a poursuivi, dans le cadre de son plan stratégique, économique et social, la réduction de ses sureffectifs.

Peu après les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement a annoncé le report du projet d'introduction en bourse de Snecma. Dans l'attente d'une visibilité suffisante sur la reprise du secteur aéronautique permettant d'envisager l'ouverture de son capital, Snecma s'est concentrée sur des projets de réorganisation interne visant à améliorer l'efficacité de sa gestion et parfaire l'intégration des acquisitions réalisées au cours des dernières années.



La réorganisation du secteur passe aussi par des acquisitions et/ou des partenariats permettant d'acquérir une taille suffisante, d'investir de nouveaux marchés et de dégager des synergies. Snpe et Snecma ont annoncé la constitution d'une filiale commune dans le domaine de la propulsion solide. Par ailleurs, Snpe examine avec des partenaires scandinaves la possibilité de rapprocher leurs activités de poudres et d'explosifs militaires.

## L'ELECTRICITE

Depuis l'adoption de la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, la concurrence sur le marché électrique français a poursuivi son développement sous l'effet de plusieurs facteurs:

- EDF s'est engagé à accorder à ses concurrents un accès à ses capacités de production par mise aux enchères de 6000MW de capacités d'ici novembre 2003. En mars 2002, 2200MW avaient été mis en vente. Ces capacités sont mises en vente sous forme de contrats mis aux enchères à intervalle d'environ 3 mois et qui donnent droit à l'achat d'énergie sous certaines conditions. 5 tours d'enchères ont déjà eu lieu depuis le début de l'opération en septembre 2001.
- Plusieurs producteurs étrangers (Endesa et Electrabel) sont entrés sur le marché français via des prises de participations dans des entreprises françaises d'électricité (respectivement la SNET et Electricité du Rhône, filiale de la CNR).
- Depuis le 26 novembre 2002, la société Powernext SA anime une bourse française de l'électricité où sont quotidiennement négociés la veille pour le lendemain des produits horaires livrables sur le réseau de transport électrique français. Depuis le début de l'année 2002, les volumes échangés sont en augmentation constante, franchissant la barre des 20 000 MWh en février 2002. Le nombre d'intervenants sur le marché est également en croissance, passant de 7 entreprises en septembre 2001 à 28 en juin 2002.

Le seuil actuel d'éligibilité actuellement fixé à 16GWh, ce qui correspond à une ouverture de plus de 30% de la consommation française devrait être abaissé à l'occasion de la prochaine phase d'ouverture prévue par la directive électricité début 2003. Fin avril 2002, 20% du marché des clients éligibles était approvisionné par des fournisseurs autres qu'EDF, dont 7% sont relatifs à la fourniture des pertes du réseau de transport.

Le tarif d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité a été publié au JO du 23 juillet 2002 (décret n°2002-1014). Il sera appliqué à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2002. Il constitue un élément central de l'accès régulé et non discriminatoire des tiers aux réseaux et consolide l'ouverture du marché français à la concurrence européenne. Ce tarif est destiné à remplacer le barème provisoire mis en place par EDF en mars 1999. Avec l'indépendance reconnue d'un gestionnaire unique du réseau de transport (RTE) et la publicité donnée à la liste des consommateurs éligibles ou en passe de le devenir, l'application de ce tarif conforte la mise en oeuvre de l'accès régulé au réseau électrique et favorise l'exercice d'une concurrence équitable et non discriminatoire.

## LE GAZ

La directive sur le "marché intérieur du gaz naturel" du 22 juin 1998 devrait être transposée très prochainement. Un projet de loi a été déposé en ce sens au Parlement et doit être examiné en première lecture au Sénat en octobre 2002. Ce projet définit les conditions de l'ouverture progressive du marché du gaz naturel à la concurrence, autour de quatre principes fondamentaux :

- garantir aux clients "éligibles" - soit, dans un premier temps, les entreprises fortement consommatrices - la possibilité de choisir librement leur fournisseur;
- définir les obligations de service public qui s'imposent aux différents acteurs afin, notamment, de garantir la sécurité des approvisionnements, la protection de l'environnement et la solidarité au titre de l'aménagement du territoire ainsi qu'envers les citoyens les plus démunis;

- imposer aux opérateurs des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel le libre accès à leurs réseaux;
- élargir les compétences de l'actuelle commission de régulation de l'électricité au secteur du gaz afin de garantir le bon fonctionnement du marché et la coexistence harmonieuse du service public et de la concurrence.

Outre la transposition de la directive communautaire, la loi comprend également des dispositions de simplification en matière de réglementation relative aux stockages souterrains de gaz naturel.

La transposition de cette directive viendra notamment conforter sur le plan juridique le régime transitoire "d'accès au réseau" mis en place dès le 10 août 2000 pour les premiers clients éligibles (clients dont la consommation annuelle de gaz naturel est supérieure à 25 millions de m<sup>3</sup> sur un même site). Ce dispositif avait déjà permis, dès le début de l'année 2002, à des consommateurs représentant 22,5TWh soit 25% de la consommation totale des éligibles et 5% du marché total de changer de fournisseur et quatre nouveaux opérateurs sont apparus sur le marché français.

## 1.3.2 Emploi et aspects sociaux

### EVOLUTION DES EFFECTIFS

Les effectifs globaux des 19 groupes examinés ont progressé de + 4,6% entre 2000 et 2001; ils s'établissent au 31 décembre 2001 à près de 1,2 millions. Les taux de croissance les plus marquants sont, comme en 2000 ceux de Snecma (+ 23%), d'Air France (+8,4%) et de France Telecom (+9,2%) ; ils traduisent les opérations de croissance externe de ces groupes. En nombre de salariés, les évolutions les plus significatives sont celles de France Telecom (croissance de près de +17.000), La Poste (+ 12.000) Air France (+ 5.000) et de SNECMA (+7.000 environ).

### EFFECTIFS

| Comptes consolidés*         | En moyenne annuelle |                  |                  |                  |                  |
|-----------------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
|                             | 1997                | 1998             | 1999             | 2000             | 2001             |
| A D P °                     | 7 420               | 7 662            | 7 814            | 7 959            | 8 189            |
| A I R F R A N C E           | 54 325              | 55 199           | 59 190           | 64 717           | 70 156           |
| A R E V A                   | 42 847              | 46 294           | 52 807           | 51 811           | 50 835           |
| C C R °                     | 161                 | 174              | 179              | 188              | 196              |
| C D F                       | 14 325              | 13 099           | 11 748           | 10 373           | 9 311            |
| B D P M E                   | 1 568               | 1 457            | 1 334            | 1 263            | 1 238            |
| C N P                       | 2 438               | 2 506            | 2 560            | 2 680            | 2 680            |
| C N R °                     | 651                 | 651              | 650              | 660              | 697              |
| E D F                       | 122 615             | 129 109          | 132 501          | 135 448          | 140 005          |
| E M C                       | 14 641              | 14 614           | 12 768           | 13 145           | 13 237           |
| F R A N C E T E L E C O M   | 165 042             | 169 099          | 174 262          | 188 866          | 206 184          |
| G D F                       | 30 254              | 30 947           | 31 391           | 32 217           | 34 870           |
| G I A T I N D U S T R I E S | 12 999              | 10 565           | 9 517            | 8 309            | 7 460            |
| L A P O S T E               | 286 635             | 288 015          | 291 700          | 302 221          | 313 854          |
| R A T P °                   | 39 461              | 39 637           | 39 655           | 40 301           | 41 666           |
| R F F °                     | 14                  | 62               | 142              | 188              | 210              |
| S N C F                     | 207 828             | 210 437          | 210 911          | 216 605          | 220 747          |
| S N E C M A                 | 20 262              | 23 111           | 23 533           | 30 481           | 37 501           |
| S N P E                     | 5 181               | 5 173            | 5 368            | 5 462            | 5 480            |
| <b>TOTAL</b>                | <b>1 028 667</b>    | <b>1 047 811</b> | <b>1 068 030</b> | <b>1 112 894</b> | <b>1 164 516</b> |
| <b>EVOLUTION EN %</b>       | <b>-1,10%</b>       | <b>1,86%</b>     | <b>1,93%</b>     | <b>4,20%</b>     | <b>4,64%</b>     |

\* Effectifs de l'entité consolidante et des sociétés contrôlées  
 ° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)

## POLITIQUE SALARIALE

La politique salariale dans les entreprises et organismes publics relève d'une concertation entre les administrations de tutelle technique et la direction du budget au titre de la tutelle financière. Les modalités spécifiques du contrôle de la politique salariale dans le secteur public sont fondées sur le décret du 9 août 1953 dont l'article 6 institue la Commission interministérielle de coordination des salaires (CICS). Cette commission a une compétence consultative ; son secrétariat est assuré depuis 1999 par une mission du contrôle d'Etat <sup>37</sup> qui est également chargée d'observer les conditions d'emploi et de rémunération dans les organismes publics. Le contrôle de la mise en œuvre de cette politique est assuré par le service du contrôle d'Etat ou par la direction du Trésor pour les institutions financières.

Toutes les entreprises et organismes autres que les entreprises cotées en bourse, ou celles pour lesquelles le jeu de la concurrence exerce une pression régulatrice <sup>38</sup>, soumettent leurs projets de mesures salariales à leur tutelle technique et à la direction du budget. Pour les entreprises ou organismes les plus importants (87 à ce jour), ce cadrage est formalisé par la CICS lors d'une réunion d'examen de l'évolution de la masse salariale au cours de l'année précédente. Cette procédure permet aux ministères de tutelle technique de disposer d'une expertise technique de la portée des mesures salariales de l'entreprise mais aussi de donner à cette dernière un mandat précis de négociation. Pour les autres entreprises ou organismes, ce cadrage est formalisé par secteur, les contrôleurs d'Etat assurant son adaptation à chaque cas particulier.

Par ailleurs, depuis cette année, les entreprises publiques (SA ou EPIC et institutions financières) communiquent à la CICS les indications nécessaires pour permettre la mesure de l'évolution de la rémunération moyenne du personnel en place (RMPP). Enfin la détermination et le contrôle de la rémunération des dirigeants fait l'objet d'un dispositif spécifique (cf encadré).

La participation et l'intéressement sont deux dispositifs permettant à l'entreprise publique d'associer ses salariés aux résultats qu'ils ont contribué à réaliser. Leurs modalités d'application aux entreprises publiques ont été précisées par des textes spécifiques. Ces deux dispositifs peuvent être prolongés par des plans d'épargne d'entreprise qui ouvrent aux salariés la possibilité de participer avec l'aide de l'entreprise à la constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières. Ces dispositifs ont été renforcés par la loi du 19 février 2001 sur l'épargne salariale avec, notamment, la création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV). Cette loi a également simplifié les opérations d'actionnariat salarié des entreprises publiques cotées dont l'Etat détient directement la majorité du capital, ainsi que des entreprises privatisées dans lesquelles la participation de l'Etat reste supérieure à 20%.

Dans le champ des 83 entreprises publiques soumises au contrôle de la CICS, la participation concernait en 2001 6 entreprises (21.200 salariés) et les accords d'intéressement couvraient en 2000 environ 230.000 salariés (37 entreprises publiques), soit un quart de l'effectif potentiel, proportion analogue à celle du secteur privé. Deux accords d'intéressement ont été signés en juin 2001 à la RATP et à La Poste et produiront leur premier effet en 2002. 36 entreprises disposent d'un PEE (250.000 salariés) soit un taux de couverture de 27% légèrement supérieur au taux du secteur privé (26%).

---

<sup>37</sup> La mission d'observation des conditions d'emploi et rémunération dans les organismes publics.

<sup>38</sup> L'évolution de l'emploi et des rémunérations étant par ailleurs décidés sous le contrôle de leurs organes sociaux.

### **La rémunération des dirigeants d'entreprises publiques**

La rémunération des dirigeants des organismes soumis au décret n° 53-707 du 9 août 1953 modifié relatif au contrôle de l'Etat sur, notamment, les entreprises publiques nationales, les établissements publics de l'Etat de caractère industriel et commercial et les sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat possède la majorité du capital social est fixée par décision conjointe du ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre intéressé.

Par dirigeants on entend les présidents, les directeurs généraux lorsqu'ils sont nommés par décision réglementaire ou par délibération du conseil d'administration, les présidents-directeurs généraux, les présidents et membres de directoires, les directeurs d'établissements publics et, d'une manière générale, les personnes qui, quel que soit leur titre, exercent les fonctions équivalentes.

Les sociétés concernées sont, sauf exceptions résultant de l'usage, celles dont l'Etat détient directement la majorité du capital. Sont aussi fixés par décision conjointe du ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre intéressé les rémunérations des dirigeants de certaines sociétés filiales ou co-détenues lorsqu'elles ont fait l'objet d'une mesure spécifique d'assujettissement au décret du 9 août 1953 modifié.

### **1.3.3 Gouvernement d'entreprise**

Les entreprises du secteur public partagent les mêmes préoccupations que celles du secteur privé, qui sont à nouveau un sujet d'actualité. Les faillites majeures intervenues aux Etats-Unis (Enron, Worldcom), en soulevant les problèmes de transparence et de régularité du gouvernement de ces entreprises, ont conduit l'ensemble des autorités de régulation et les acteurs de l'économie eux-mêmes dans les principaux pays industrialisés à réexaminer les règles et les pratiques du gouvernement d'entreprise.

En France, cet examen a donné lieu au rapport rédigé par M. Bouton dans le cadre d'un groupe de travail rassemblant des personnalités du monde de l'entreprise, de la banque ou ayant exercé des fonctions de régulation.

Le gouvernement a pris acte de ces recommandations. Il entend leur donner un prolongement et un complément dans le cadre d'une loi sur la sécurité financière qui sera prochainement présentée au Parlement.

L'Etat actionnaire se doit de veiller à l'application exemplaire des meilleures pratiques du gouvernement d'entreprise à l'ensemble des entreprises dont il est actionnaire. Ceci suppose une action déterminée à plusieurs niveaux :

- dans le fonctionnement régulier des instances dirigeantes des entreprises. Il convient de veiller à ce que le Conseil d'administration se prononce sur toute décision stratégique engageant l'entreprise. Le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a rappelé ce principe à tous les dirigeants d'entreprises publiques début septembre.
- dans les relations entre les entreprises publiques et l'Etat. L'appartenance au secteur public induit des spécificités juridiques et une complexité particulière souvent héritée des liens historiques de tutelle, qui nécessitent une réflexion et des mesures adaptées pour permettre la mise en œuvre complète des meilleures pratiques du gouvernement d'entreprise.
- dans l'organisation interne de l'Etat pour exercer sa mission d'actionnaire. Il importe notamment de renforcer l'unité de la représentation de l'Etat et de faire de ses représentants un véritable collège, apte à porter les préoccupations de l'Etat actionnaire au sein du conseil d'administration ou de surveillance.

Dans ce but, le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a décidé de confier à un ensemble de personnalités ayant l'expérience des secteurs public et privé, une mission d'analyse des règles et des pratiques actuelles pour les entreprises du secteur public et de propositions de mesures qui pourraient être prises.

L'action de l'Etat est d'ores et déjà guidée par les principes suivants :

- éviter les conflits d'intérêts potentiels;
- s'assurer du plein exercice de leur mission par les représentants de l'Etat. La loi du 26 juillet 1983 fixe à quatre le nombre maximal de mandats qui peuvent être exercés par un même administrateur dans les entreprises publiques de premier rang et les dispositions de la loi NRE s'appliquent aux administrateurs représentants l'Etat (5 mandats maximum).  
La pratique actuelle vise à élargir cette règle à l'ensemble des entreprises au conseil desquelles siège un représentant de l'Etat; des compétences spécifiques peuvent toutefois justifier que certains représentants siègent dans un nombre plus important de conseils d'entreprises d'un même secteur. Elle se heurte manifestement à la disponibilité des ressources humaines ad hoc.
- désigner les représentants en tenant compte des diverses compétences techniques, économiques et financières nécessaires pour développer une vision stratégique des activités de l'entreprise et assurer un contrôle rigoureux de leur gestion ;
- assurer une coordination spécifique entre représentants de l'Etat pour préparer les conseils.

#### **LES DISPOSITIONS PRINCIPALES CONCERNANT LA COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

Les règles relatives à la composition des conseils d'administration des entreprises du secteur public ont été unifiées par la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. Les organes délibérants des principales entreprises associent aux représentants de l'Etat actionnaire ou tuteur, des représentants des salariés (dont l'institution n'est que facultative et limitée en droit commun des sociétés commerciales), ainsi que des personnalités qualifiées dont l'expérience enrichit la représentation publique.

##### **1 – SOCIÉTÉS SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CHAPITRE IER DU TITRE II DE LA LOI DE 1983**

Par dérogation au droit commun des sociétés commerciales, la loi du 26 juillet 1983 instaure un régime spécifique tenant compte de la part des capitaux publics investis.

**Dans les sociétés de premier rang dont plus de 90 % du capital est détenu par des personnes morales de droit public.** Le conseil a la composition tripartite suivante :

- un tiers de représentants de l'Etat et, le cas échéant, des représentants des autres actionnaires nommés par l'assemblée générale ;
- un tiers de personnalités qualifiées choisies en fonction de leurs compétences personnelles ou parce qu'elles représentent des intérêts économiques et sociaux. Elles ne peuvent être choisies parmi les fonctionnaires en activité (à l'exception des chercheurs, enseignants-chercheurs et autres personnels régis par les statuts répondant aux exigences posées à l'article 25 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 ou à l'article 57 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984) et sont nommées par décret après consultation, le cas échéant, d'organismes représentatifs ;
- un tiers de représentants des salariés élus par les salariés dans les conditions prévues au chapitre II du titre II de la loi du 26 juillet 1983. Le mandat des représentants des salariés est gratuit, ce qui entraîne une atténuation de la responsabilité civile susceptible d'être engagée au titre de leur mandat.

La loi fixe à six le nombre de représentants de chaque catégorie. Ce nombre est de cinq dans les conseils d'administration des établissements de crédit à statut légal spécial dont les effectifs sont inférieurs à 30.000.

**Dans les sociétés de premier rang dont moins de 90 % du capital est détenu par des personnes morales de droit public,** le conseil d'administration est composé de représentants des salariés et de représentants des actionnaires élus par l'assemblée générale, sous réserve des représentants de l'Etat qui sont nommés par décret. Le nombre de membres varie selon la part du capital possédée directement par l'Etat : il est de dix-huit au sein des sociétés dont la majorité du capital est détenue par l'Etat et de neuf à dix-huit dans les autres cas. Le nombre des représentants des salariés varie de trois membres au tiers des membres du conseil.

##### **2 – SOCIÉTÉS NON SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CHAPITRE IER DU TITRE II DE LA LOI DU 26 JUILLET 1983**

Pour les sociétés dans lesquelles l'Etat détient plus de la moitié du capital qui ont moins de 200 salariés et ne possèdent aucune filiale au sens du 4 de l'article 1er de la loi, le conseil d'administration est composé de neuf à dix-huit membres (**Sociétés visées à l'article 4 de la loi du 26 juillet 1983**), il comprend des représentants des salariés, élus dans les conditions prévues au chapitre II du titre II de la loi. En dehors des cas où leur nombre est prévu par une disposition législative, celui-ci est fixé par décret en Conseil d'Etat. Ce nombre est au moins égal à deux et au plus au tiers du nombre des membres du conseil d'administration.

**Dans chacune des sociétés visées à l'article 44 de la loi du 30 septembre 1986 (secteur public de la communication audiovisuelle), le conseil d'administration comprend douze membres dont le mandat est de trois ans :**

- deux parlementaires désignés respectivement par l'Assemblée nationale et par le Sénat ;
- quatre représentants de l'Etat nommés par décret ;
- quatre personnalités qualifiées nommées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- deux représentants du personnel élus.

## **FONCTIONNEMENT DES CONSEILS D'ADMINISTRATION**

L'Etat est attentif à la mise en œuvre des principes de responsabilité et de transparence dans toutes les entreprises dont il est actionnaire, et en particulier dans les sociétés dont le capital a été ouvert à des investisseurs privés.

L'examen des pratiques récentes dans les principales entreprises dans lesquelles l'Etat était représenté fait apparaître les enseignements suivants :

- La qualité des documents préparatoires aux conseils d'administration (CA) est jugée plutôt satisfaisante. En revanche le délai de transmission des documents qui s'était plutôt amélioré reste très largement perfectible même si certaines entreprises justifient par l'urgence et/ou la nécessité de limiter au maximum la circulation d'informations sensibles. L'adoption par le conseil d'un règlement intérieur fixant le délai normal de transmission des dossiers aux administrateurs avant les réunions du conseil ainsi que le contenu de ces documents, assorti de possibilité de demander le report des réunions, peut constituer un levier efficace d'amélioration de la pratique.
- Les principales entreprises publiques ou à participation publique tiennent environ sept conseils en moyenne annuelle. Dans la plupart des entreprises, le conseil débat régulièrement de la croissance externe et de la stratégie de l'entreprise, des risques relatifs aux filiales et de ceux inhérents aux instruments financiers. La gestion des ressources humaines est en revanche assez peu souvent abordée par les conseils.
- Plusieurs voies d'amélioration apparaissent envisageable et notamment la systématisation, d'une évaluation annuelle de l'activité des CA.
- Le Ministre a adressé en septembre 2002 aux dirigeants des entreprises publiques une lettre leur demandant (i) de veiller à ce que le conseil d'administration soit systématiquement consulté pour les investissements stratégiques ou les plus importants en montant, (ii) ainsi que de respecter des délais d'information des administrateurs suffisants pour permettre à ceux-ci d'assurer une instruction complète des dossiers.

## **COMITES SPECIALISES**

### **Buts visés**

La création de comités spécialisés (d'audit et parfois de stratégie ou de rémunérations) permet au conseil d'administration d'exercer pleinement ses missions et prérogatives. Dotés d'un règlement intérieur, les comités du conseil peuvent être en relation directe avec les cadres dirigeants de l'entreprise après en avoir informé le Président et s'appuyer sur des expertises extérieures. Ils rendent compte de leurs travaux au conseil qu'ils contribuent ainsi à éclairer.

Les comités d'audit doivent assurer une surveillance attentive des risques et promouvoir l'amélioration constante de l'information financière. Ils veillent notamment à ce que le conseil d'administration publie rapidement les comptes consolidés définitifs et, le cas échéant, des comptes consolidés semestriels.

## **Les comités d'audit des CA des entreprises publiques**

Les entreprises publiques présentaient, il y a peu, un retard certain par rapport aux sociétés privées en matière de création de comités d'audit. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, grâce, notamment, à l'action des représentants de l'Etat au conseil d'administration. Après une forte impulsion en 1999 notamment dans le secteur des transports (Air France, SNCF), et de l'énergie (EDF, GDF), une seconde vague de création a été enregistrée au premier semestre 2001 (RATP, ADP, La Poste, AREVA); à ce jour les grandes entreprises sont toutes dotées d'un comité d'audit.

La plupart des comités d'audit comportent de 4 à 6 membres avec en moyenne deux représentants de l'Etat. Cette présence est importante dans les EPIC (SNCF (4) ; RFF (3) ; RATP (3)) et dans les sociétés détenues majoritairement par l'Etat (La Française des Jeux ; France Télévision : 3). Des personnalités qualifiées sont représentées dans la moitié des comités, ce qui constitue un gage supplémentaire d'indépendance. La moitié des comités est présidée par une personnalité qualifiée, l'autre moitié par un représentant de l'Etat, souvent lui-même dirigeant ou ancien dirigeant d'entreprise publique.

Dans la grande majorité des cas, les réunions ont lieu en présence des commissaires aux comptes (systématiquement s'agissant des séances consacrées aux comptes) et donnent lieu à la communication régulière d'un rapport au conseil d'administration. Ces comités se réunissent en moyenne trois fois par an, rythme proche de celui observé dans les entreprises du secteur privé. En revanche, peu d'entreprises publiques évoquent encore les travaux du comité d'audit dans leur rapport annuel.

La plupart des comités d'audit examinent le contrôle interne et de la cartographie des risques de l'entreprise. Une majorité d'entre eux étudient les risques dérivés des filiales, les risques financiers, ainsi que la gestion de la trésorerie. Ils interviennent en matière de recrutement des commissaires aux comptes en s'assurant de la réalité de leur indépendance à leur rémunération.

Leur champ de compétence et la formalisation de leur mission (règlement intérieur) sont donc cohérents avec les recommandations des rapports Viénot et Bouton. En revanche la présence d'administrateurs indépendants ou de personnalités qualifiées ayant des compétences affirmées en matière financière gagnerait à être renforcées (le rapport Bouton préconise qu'ils représentent 2/3 de l'effectif du comité). Cela rejoint assez largement la préoccupation de nommer des personnalités qualifiées disposant de compétences et d'une expérience qui apportent une réelle plus-value aux CA.

## **Les autres comités spécialisés des CA des entreprises publiques**

Les comités de stratégie, lorsqu'ils sont créés, produisent pour le conseil des analyses et préconisations visant à renforcer la cohérence du développement de l'entreprise, à développer les partenariats et les alliances souhaitables aux plans national et international et à maîtriser les perspectives d'évolution de son périmètre d'activités. La création de tels comités n'est cependant pas très fréquente, à ce stade, parmi les entreprises publiques. Certaines entreprises ont également créé un comité des rémunérations lorsque cela est utile<sup>39</sup>.

---

<sup>39</sup> Le faible nombre de comités de rémunération est notamment à rapprocher de la nomination des dirigeants des entreprises publiques par l'Etat, qui fixe également leur rémunération. Un comité des rémunérations existe chez Renault depuis 1996 et France Télécom depuis 1997 et chez TMM. Sa création est en projet à Air France. Un comité de stratégie existe à Air France, à la Snecma, à EDF et chez Renault.

## **Les recommandations concernant la création et le fonctionnement des comités d'audit des entreprises publiques**

Ces recommandations concernent en premier lieu la composition de ces comités dont l'effectif peut varier de 3 à 5 membres qui ne peuvent pas se faire représenter. La présence d'administrateurs indépendants<sup>40</sup> est fortement recommandée de même que la présence d'administrateurs salariés dont le choix est laissé aux administrateurs salariés). En revanche le président et les autres dirigeants de l'entreprise qui doivent être conviés aux réunions lorsque leur présence s'avère nécessaire ne peuvent être membre de ces comités. Dans les entités soumises au contrôle économique et financier de l'Etat, la présence du contrôleur d'Etat sans voix délibérative est également recommandée.

Quatre grandes missions peuvent être assignées aux comités d'audit qui doivent rapporter les conclusions de leurs travaux au conseil d'administration.

- S'assurer de la pertinence, la permanence et la fiabilité des méthodes comptables mises en œuvre pour l'établissement des comptes et publication de toute information financière. Le comité doit donc se réunir au minimum, 2 fois par an (comptes annuels et consolidés, comptes semestriels)
- Donner son avis sur le choix et les honoraires des commissaires aux comptes (compétence et indépendance) et examiner le programme de travail, les conclusions et les recommandations des commissaires aux comptes (suivi des recommandations formulées par ces derniers et par le comité d'audit).
- Examiner les procédures internes de collecte d'informations, le programme, les conclusions et les recommandations du contrôle interne (suivi des recommandations formulées par le contrôle interne et le comité d'audit)
- Emettre son avis sur la stratégie financière, les opérations de capital significatives, la gestion et la politique des risques.

Le comité doit bien évidemment pouvoir fonctionner efficacement. Outre la communication des documents de travail dans un délai compatible avec un examen suffisant, les membres du comité doivent pouvoir demander la participation à ses travaux de toute personne qu'il juge utile, avoir accès à toute information interne jugée nécessaire, disposer de moyens suffisants, notamment financier pour faire effectuer toute étude qu'il juge utile. Les membres du comité doivent maintenir la plus stricte confidentialité sur les informations qu'ils détiennent de par leur fonction.

### **1.3.4 Formation des représentants de l'Etat**

Comme cela a déjà été souligné, les représentants de l'Etat ont un rôle particulier pour assurer un bon fonctionnement des conseils d'administration. Ils doivent être les promoteurs des bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise et souligner que le non-respect de celles-ci met en cause de la responsabilité de l'ensemble des administrateurs.

Il est donc primordial que les administrateurs représentant l'Etat aient une connaissance approfondie de leurs droits et obligations et disposent des outils techniques nécessaires pour remplir leurs fonctions.

Dans ce but, l'organisation par le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie d'un cycle de formation adapté aux missions spécifiques des représentants de l'Etat a été poursuivie en 2001 et en 2002. Ces cycles visent à fournir un référentiel juridique et technique (notamment en matière financière) commun à une population de fonctionnaires hétérogène (différents corps et ministères d'origines au sein desquels sont exercées les fonctions) et très mobile (taux de renouvellement important) afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle au sein des conseils d'administration des entreprises et des comités spécialisés de ces conseils. Dans ce cadre est notamment abordé le respect de la confidentialité.

---

<sup>40</sup> Définition de l'administrateur indépendant au sens du rapport Vienot II complété par le rapport Bouton: " *Un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société ou son groupe qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement* "



### **1.3.5 Amélioration de la communication financière et de la présentation des comptes**

Les entreprises publiques qui s'étaient attachées, au cours de ces dernières années, à améliorer de façon notable leur information financière (délai de production des comptes raccourci, information de l'annexe plus conséquente et pertinente) ont poursuivi cette démarche. Ainsi 28 entités suivies par le Service des Participations de la Direction du Trésor avaient arrêté leurs comptes au 31 mars 2002 alors qu'elles étaient 19 au 31 mars 2001. Cette démarche commune à toutes les entreprises publiques - qu'elles établissent ou non des comptes consolidés, qu'elles fassent ou non appel public à l'épargne - a été fortement soutenue, voire initiée par les administrateurs représentant l'Etat et les comités d'audit.

Si CNR a établi et publié, pour la première fois, des comptes consolidés en 2001, la RATP le fera à compter de l'exercice 2002 compte tenu de son objectif de se développer hors de la Région Ile-de-France. Etablissement public soumis aux règles de la comptabilité publique, ADP n'est pas soumis à cette obligation ainsi qu'à celle de faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes.

Quant à l'établissement de comptes semestriels, seules Air France, France Telecom et CNP Assurances et, à compter de 2002, ASF, sociétés cotées, sont soumises à cette obligation. Néanmoins, toutes les entreprises émettant des titres sur le marché établissent et publient des comptes semestriels ou le feront en 2002, au plus tard en 2003.

Par ailleurs, les sociétés cotées et les établissements publics dont le statut pourrait prochainement évoluer se sont engagés dans des travaux de réflexion afin qu'en 2005, leurs comptes consolidés puissent être établis selon les normes de l'International Accounting Standards Board comme le requiert le règlement européen du 19 juillet 2002 pour les sociétés cotées.

Les mandats des commissaires aux comptes de plusieurs entreprises publiques sont venus à échéance après approbation des comptes 2001. Conformément à la loi modifiée n°92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, la SNCF, EDF et GDF ont effectué une mise en concurrence selon la procédure régie par la directive 93/38 du 14 juin 1993. Néanmoins, les entreprises non contraintes par la loi à effectuer une mise en concurrence lors de la première désignation ou le renouvellement de leurs commissaires aux comptes ont mis en place de telles procédures sur décision des conseils d'administration, selon des modalités arrêtées par les comités d'audit. Ces derniers chargés de formuler une proposition, au conseil d'administration, sur le choix des commissaires ont veillé à ce que la sélection s'opère sur des critères du "mieux-disant" et non du "moins-disant". Le recours quasi-systématique à une mise en concurrence conjuguée à la création de comités d'audit participe ainsi à l'amélioration de l'information financière par la richesse du dialogue qui s'instaure entre les administrateurs et les commissaires aux comptes ainsi qu'à l'indépendance de ces derniers.

## **I.4 Données financières globales**

L'élaboration des tableaux chiffrés présentés ci-après, établis en collaboration par le Service du Contrôle d'Etat du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et par le service des Participations de la direction du Trésor, est un exercice délicat, dont les limites doivent être précisées. Pour favoriser les comparaisons et disposer d'agrégats par secteurs, les tableaux sont dressés selon un modèle commun à toutes les entités (entreprises ou groupes).

Les nombreuses options comptables, offertes pour l'établissement des comptes consolidés, conduisent à une absence d'homogénéité d'un groupe à l'autre. Pour l'élaboration des tableaux, des retraitements, dont l'existence est signalée au lecteur, ont été effectués<sup>41</sup>.

---

<sup>41</sup> Les définitions sont données dans le lexique terminologique figurant à la fin du rapport.

L'application de nouvelles normes comptables rend difficile la comparabilité de certains agrégats dans le temps. Les présentations de comptes pro-forma ne sont pas uniformes, les données insérées dans les tableaux sont donc celles publiées au titre de l'exercice considéré ; lorsque cela a été jugé pertinent, des informations pro-forma sont données. Ainsi l'exercice 2000 a été celui de la première application de trois règlements importants du Comité de la réglementation comptable adoptés en 1999 : le règlement n° 99-02 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises ; le règlement n° 99-07 relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière et le règlement n° 99-08 modifiant les dispositions du plan comptable général relatives au traitement comptable des contrats à long terme. L'exercice a vu la première application du règlement n°2000-05 relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances et des institutions de prévoyance régies par la sécurité sociale ou par le code rural.

Il faut également avoir toujours à l'esprit l'impact des variations de périmètre de consolidation pour apprécier la variation des agrégats dans le temps. Cet impact est important du fait de la croissance externe de certaines entreprises.

## Evolution du chiffre d'affaires

### Secteurs non financiers

En millions d'euros

| Comptes consolidés    | 1997           | 1998           | 1999           | 2000           | 2001           |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| ADP °                 | 1 116          | 1 210          | 1 321          | 1 394          | 1 356          |
| AIR France            | 9 256          | 9 100          | 10 325         | 12 280         | 12 528         |
| AREVA                 | 8 172          | 7 845          | 9 517          | 9 042          | 8 902          |
| CDF (groupe)          | 1 171          | 1 057          | 967            | 1 031          | 967            |
| CNR °                 | 276            | 433            | 378            | 339            | 357            |
| EDF                   | 28 957         | 29 494         | 32 057         | 34 424         | 40 716         |
| EMC                   | 3 024          | 2 973          | 2 316          | 2 607          | 2 653          |
| FRANCE TELECOM        | 23 893         | 24 648         | 27 233         | 33 674         | 43 026         |
| GDF                   | 9 199          | 9 353          | 9 109          | 11 211         | 14 357         |
| GIAT Industries       | 1 027          | 1 079          | 884            | 565            | 802            |
| LA POSTE              | 13 702         | 14 236         | 15 315         | 16 020         | 17 028         |
| RATP °                | 2 877          | 2 947          | 3 097          | 4 085          | 3 939          |
| RFF °                 | 1 349          | 1 380          | 1 974          | 1 777          | 1 968          |
| SNCF                  | 15 617         | 16 552         | 17 216         | 19 839         | 20 129         |
| SNECMA                | 3 515          | 4 340          | 4 860          | 5 646          | 6 893          |
| SNPE                  | 745            | 794            | 844            | 822            | 853            |
| <b>TOTAL</b>          | <b>123 896</b> | <b>127 442</b> | <b>137 413</b> | <b>154 755</b> | <b>176 474</b> |
| <b>EVOLUTION en %</b> | <b>6,68%</b>   | <b>2,86%</b>   | <b>7,82%</b>   | <b>12,62%</b>  | <b>14,03%</b>  |

° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)

### Secteur financier

Produit net bancaire ou primes brutes d'assurances

En millions d'euros

| Comptes consolidés    | 1997          | 1998          | 1999          | 2000          | 2001          |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| BDPME                 | 263           | 249           | 247           | 259           | 283           |
| CCR °                 | 596           | 575           | 838           | 820           | 899           |
| CNP                   | 16 894        | 15 765        | 17 004        | 17 518        | 17 290        |
| <b>TOTAL</b>          | <b>17 753</b> | <b>16 589</b> | <b>18 089</b> | <b>18 597</b> | <b>18 472</b> |
| <b>EVOLUTION en %</b> | <b>11,35%</b> | <b>-6,56%</b> | <b>9,04%</b>  | <b>2,81%</b>  | <b>-0,67%</b> |

° Comptes sociaux

## Evolution du résultat net

### Secteurs non financiers

Résultat net total\*

En millions d'euros

| Comptes consolidés | 1997       | 1998         | 1999         | 2000         | 2001           |
|--------------------|------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| ADP °              | 76         | 93           | 117          | 134          | 30             |
| AIR France         | 289        | 253          | 357          | 425          | 156            |
| AREVA              | 456        | 558          | 1212         | 785          | -367           |
| CDF (groupe)       | -923       | -902         | -919         | -927         | -1 167         |
| CNR °              | -4         | -33          | 0            | 0            | 23             |
| EDF                | 72         | 1 116        | 1 196        | 1 166        | 848            |
| EMC                | -153       | -83          | -78          | -50          | -86            |
| FRANCE TELECOM     | 2 116      | 2 167        | 2 571        | 3 712        | -8 994         |
| GDF                | 542        | 756          | 469          | 483          | 954            |
| GIAT Industries    | -434       | -139         | -144         | -280         | -207           |
| LA POSTE           | 9          | 51           | 285          | 144          | -92            |
| RATP °             | 13         | 11           | 1            | 22           | 22             |
| RFF °              | -2 149     | -2 091       | -1 580       | -1 701       | -1 647         |
| SNCF               | -101       | -83          | 40           | 296          | -210           |
| SNECMA             | 114        | 260          | 275          | 331          | 382            |
| SNPE               | 7          | 14           | 26           | 6            | -20            |
| <b>TOTAL</b>       | <b>-70</b> | <b>1 948</b> | <b>3 827</b> | <b>4 546</b> | <b>-10 375</b> |

\* Comptes consolidés : résultat-part du groupe + résultat-part des minoritaires

° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)

(1) Avant prélèvements proportionnel et/ou variable de l'Etat jusqu'à 2000 inclus pour EDF et GDF

### Secteur financier

Résultat net total\*

En millions d'euros

| Comptes consolidés | 1997       | 1998       | 1999       | 2000       | 2001       |
|--------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| BDPME              | 8          | 21         | 25         | 29         | 33         |
| CCR °              | 44         | 41         | 24         | 73         | 98         |
| CNP                | 283        | 313        | 476        | 509        | 668        |
| <b>TOTAL</b>       | <b>335</b> | <b>375</b> | <b>524</b> | <b>611</b> | <b>799</b> |

\* Comptes consolidés : résultat-part du groupe + résultat-part des minoritaires

° Comptes sociaux

# Evolution de la rentabilité

## Secteurs non financiers

| Résultat net/Chiffre d'affaires | 1997     | 1998     | 1999    | 2000    | 2001     |
|---------------------------------|----------|----------|---------|---------|----------|
| ADP °                           | 6,81%    | 7,69%    | 8,86%   | 9,61%   | 2,21%    |
| AIR France                      | 3,12%    | 2,78%    | 3,46%   | 3,46%   | 1,25%    |
| AREVA                           | 5,58%    | 7,11%    | 12,73%  | 8,68%   | -4,12%   |
| CDF (groupe)                    | -78,82%  | -85,34%  | -95,04% | -89,94% | -120,68% |
| CNR °                           | -1,45%   | -7,62%   | -0,08%  | -0,09%  | 6,48%    |
| EDF                             | 0,25%    | 3,78%    | 3,73%   | 3,39%   | 2,08%    |
| EMC                             | -5,06%   | -2,79%   | -3,37%  | -1,92%  | -3,24%   |
| FRANCE TELECOM                  | 8,86%    | 8,79%    | 9,44%   | 11,02%  | -20,90%  |
| GDF                             | 5,89%    | 8,08%    | 5,15%   | 4,31%   | 6,64%    |
| GIAT Industries                 | -42,22%  | -12,89%  | -16,34% | -49,57% | -25,86%  |
| LA POSTE                        | 0,07%    | 0,36%    | 1,86%   | 0,90%   | -0,54%   |
| RATP °                          | 0,46%    | 0,38%    | 0,02%   | 0,53%   | 0,56%    |
| RFF °                           | -159,29% | -151,52% | -80,02% | -95,71% | -83,67%  |
| SNCF                            | -0,65%   | -0,50%   | 0,23%   | 1,49%   | -1,04%   |
| SNECMA                          | 3,24%    | 5,99%    | 5,66%   | 5,86%   | 5,54%    |
| SNPE                            | 0,94%    | 1,81%    | 3,08%   | 0,78%   | -2,36%   |

° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)

## Secteur financier

| Résultat net/Produit net bancaire/capitaux bruts d'assurance | 1997  | 1998  | 1999   | 2000   | 2001   |
|--|-------|-------|--------|--------|--------|
| EDFME  | 3,19% | 8,50% | 10,00% | 11,11% | 11,60% |
| CCR°   | 7,31% | 7,18% | 2,82%  | 8,90%  | 10,90% |
| CNP  | 1,67% | 1,98% | 2,80%  | 2,91%  | 3,88%  |

° Comptes sociaux

# Evolution des capitaux propres\*

## Secteurs non financiers

En millions d'euros

| Comptes consolidés    | 1997          | 1998          | 1999          | 2000          | 2001           |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| ADP °                 | 1 062         | 1 147         | 1 256         | 1 382         | 1 416          |
| AIR France            | 2 407         | 2 704         | 3 485         | 3 875         | 3 961          |
| AREVA                 | 3 234         | 3 270         | 3 914         | 4 170         | 4 187          |
| CDF (groupe)          | -3 862        | -4 393        | -4 993        | -5 367        | -8 263         |
| CNR °                 | 7             | -26           | -26           | -9            | 15             |
| EDF                   | 11 168        | 11 706        | 12 643        | 13 526        | 13 711         |
| EMC                   | -357          | -478          | -592          | -912          | -1 007         |
| FRANCE TELECOM        | 14 286        | 16 991        | 18 904        | 33 157        | 21 087         |
| GDF                   | 2 219         | 2 668         | 4 598         | 5 050         | 5 962          |
| GIAT Industries       | -1 535        | -155          | -299          | -579          | -195           |
| LA POSTE              | 1 010         | 1 319         | 1 477         | 1 621         | 1 630          |
| RATP °                | 1 058         | 1 078         | 1 085         | 1 112         | 1 142          |
| RFF °                 | -74           | -640          | -314          | -185          | -763           |
| SNCF                  | 3 578         | 3 510         | 4 177         | 4 351         | 4 216          |
| SNECMA                | 4             | 239           | 705           | 992           | 1 278          |
| SNPE                  | 195           | 208           | 237           | 247           | 228            |
| <b>TOTAL</b>          | <b>34 399</b> | <b>39 150</b> | <b>46 254</b> | <b>62 431</b> | <b>48 605</b>  |
| <b>EVOLUTION en %</b> | <b>61,61%</b> | <b>13,81%</b> | <b>18,15%</b> | <b>34,97%</b> | <b>-22,15%</b> |

° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)

(1) 1997 : augmentation de capital (bidu 10 novembre 1997)

## Secteur financier

En millions d'euros

| Comptes consolidés    | 1997          | 1998          | 1999          | 2000          | 2001          |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| EDFME                 | 488           | 453           | 470           | 517           | 540           |
| CCR°                  | 561           | 593           | 604           | 667           | 743           |
| CNP                   | 2 206         | 2 647         | 2 999         | 3 348         | 4 399         |
| <b>TOTAL</b>          | <b>3 255</b>  | <b>3 693</b>  | <b>4 074</b>  | <b>4 532</b>  | <b>5 682</b>  |
| <b>EVOLUTION en %</b> | <b>25,98%</b> | <b>15,23%</b> | <b>10,32%</b> | <b>11,24%</b> | <b>25,39%</b> |

° Comptes sociaux

Comptes consolidés : Capitaux propres revenant à l'entreprise consolidante (capitaux propres-part du groupe)

## Evolution de la dette financière nette \*

| Comptes consolidés  | En millions d'euros |                |               |                |                |
|---|---------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
|   | 1997                | 1998           | 1999          | 2000           | 2001           |
| ADP °   | 1 104               | 1 268          | 1 317         | 1 539          | 1 701          |
| AIR France  | 2 473               | 2 278          | 2 034         | 2 915          | 2 953          |
| AREVA   | -1 879              | -364           | -534          | -137           | 945            |
| CDF (groupe)  | 4 861               | 4 905          | 5 305         | 5 514          | 5 367          |
| CNR °   | 288                 | 156            | 101           | 59             | 46             |
| EDF   | 19 928              | 19 470         | 17 444        | 17 560         | 22 209         |
| EMC   | 1 169               | 1 274          | 1 372         | 1 551          | 1 780          |
| FRANCE TELECOM  | 15 396              | 13 067         | 14 628        | 60 998         | 63 423         |
| GDF   | 1 275               | 1 746          | 1 348         | 2 853          | 2 894          |
| GIAT Industries   | -421                | -546           | -980          | -501           | -580           |
| LA POSTE  | 2 407               | 2 920          | 2 695         | 2 522          | 2 254          |
| RATP °  | 4 225               | 4 053          | 4 088         | 3 839          | 3 967          |
| RFF °   | 22 568              | 23 232         | 23 420        | 23 911         | 25 783         |
| SNCF  | 29 735              | 28 497         | 27 236        | 24 158         | 23 016         |
| SNECMA  | 229                 | 133            | -282          | 472            | 356            |
| SNPE  | 184                 | 235            | 299           | 384            | 366            |
| <b>Sous-total</b>   | <b>103 543</b>      | <b>102 324</b> | <b>99 491</b> | <b>147 638</b> | <b>156 479</b> |
| Dette financière du Service annexe de la dette SNCF                 | 8 943               | 8 767          | 9 444         | 9 288          | 9 291          |
| Dette SNCF "transférée" à RFF (art. 7 de la loi du 13 février 1997) | -20 342             | -19 304        | -18 175       | -16 262        | -14 296        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>92 144</b>       | <b>91 787</b>  | <b>90 760</b> | <b>140 664</b> | <b>151 474</b> |
| <b>EVOLUTION en %</b>   | <b>11,5%</b>        | <b>-0,4%</b>   | <b>-1,1%</b>  | <b>55,0%</b>   | <b>7,7%</b>    |
| Coefficient Dette nette sur fonds propres **                        | 249,8%              | 212,6%         | 176,2%        | 203,7%         | 248,3%         |

° Comptes sociaux  
\* Four ce tableau, dette financière nette = dette financière brute - (valeurs mobilières de placement + liquidités) - dette financière du Service annexe de la dette SNCF - dette SNCF transférée à RFF  
\*\* Fonds propres = capitaux propres + intérêts minoritaires + titres participatifs de GDF

## Evolution de la capacité d'autofinancement ou de la marge brute d'autofinancement (nominale et variation)

| Comptes consolidés | En millions d'euros |        |       |       |       |
|--------------------|---------------------|--------|-------|-------|-------|
|                    | 1997                | 1998   | 1999  | 2000  | 2001  |
| ADP°               | 245                 | 274    | 309   | 351   | 342   |
| AIR France         | 1 065               | 891    | 1 036 | 947   | 920   |
| AREVA              | 2 071               | 2 188  | 3 100 | 1 818 | 1 361 |
| CDF ("Groupe")     | -604                | -628   | -597  | -814  | -623  |
| CNR°               | 67                  | 158    | 67    | 55    | 47    |
| EDF                | 8 624               | 9 059  | 8 287 | 6 807 | 6 539 |
| EMC                | 89                  | 82     | 82    | 95    | 41    |
| FRANCE TELECOM     | 6 289               | 6 853  | 7 436 | 6 863 | 7 406 |
| GDF                | 1 571               | 1 909  | 1 710 | 1 502 | 2 224 |
| GIAT Industries    | -240                | -557   | -439  | -402  | -264  |
| LA POSTE           | 518                 | 738    | 980   | 824   | 542   |
| RAIP°              | 408                 | 455    | 477   | 537   | 510   |
| RFF°               | -1 220              | -1 301 | -809  | -874  | -784  |
| SNCF               | 1 006               | 1 399  | 1 318 | 1 223 | 800   |
| SNECMA             | 491                 | 520    | 580   | 601   | 678   |
| SNPE               | 64                  | 71     | 78    | 57    | 78    |

| Comptes consolidés | N/N-1    |         |         |         |         |
|--------------------|----------|---------|---------|---------|---------|
|                    | 1997     | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    |
| ADP°               | 6,45%    | 11,51%  | 12,74%  | 13,87%  | -2,67%  |
| AIR France         | 126,72%  | -16,35% | 16,32%  | -8,59%  | -2,85%  |
| AREVA              | 34,40%   | 5,64%   | 41,69%  | -41,35% | -25,14% |
| CDF ("Groupe")     | (1)      | (1)     | (1)     | (1)     | (1)     |
| CNR°               | 37,15%   | 136,13% | -57,85% | -17,48% | -14,55% |
| EDF                | 0,93%    | 5,04%   | -8,53%  | -17,86% | -3,93%  |
| EMC                | 22,98%   | -8,17%  | -0,56%  | 15,76%  | -56,62% |
| FRANCE TELECOM     | -11,29%  | 8,96%   | 8,51%   | -7,71%  | 7,91%   |
| GDF                | -13,15%  | 21,48%  | -10,43% | -12,16% | 48,08%  |
| GIAT Industries    | (1)      | (1)     | (1)     | (1)     | (1)     |
| LA POSTE           | 22,58%   | 42,52%  | 32,67%  | -15,89% | -34,22% |
| RATP°              | -6,28%   | 11,47%  | 4,73%   | 12,66%  | -5,01%  |
| RFF°               | (1)      | (1)     | (1)     | (1)     | (1)     |
| SNCF               | -351,58% | 39,07%  | -5,79%  | -7,20%  | -34,58% |
| SNECMA             | 30,28%   | 6,01%   | 11,51%  | 3,62%   | 12,73%  |
| SNPE               | 1,09%    | 11,23%  | 10,39%  | -26,71% | 36,03%  |

° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)  
(1) CAF/MBA négative

° Comptes sociaux (CNR : comptes consolidés à compter de 2000)

(1) Avant prélèvements proportionnel et/ou variable de l'Etat jusqu'à 2000 inclus pour EDF et GDF

## Ile partie : Présentation par entreprise

Les précautions méthodologiques présentées dans la première partie du rapport valent naturellement pour les analyses individuelles des 20 entreprises publiques regroupées en quatre secteurs d'activité (transports, énergie, armement et aéronautique, financier) et des trois autres entreprises du secteur financier. Ces analyses sont précédées pour chacun de ces secteurs d'activité d'un tableau de synthèse.

### II.1 Entreprises du secteur des transports

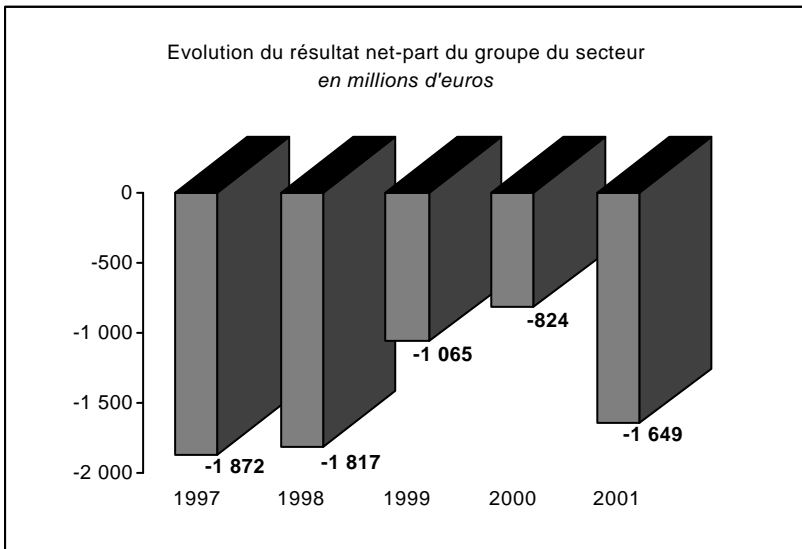
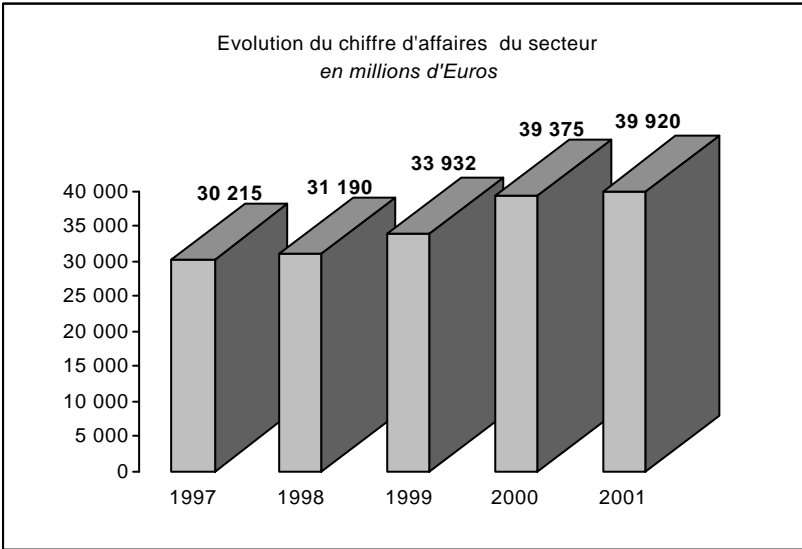
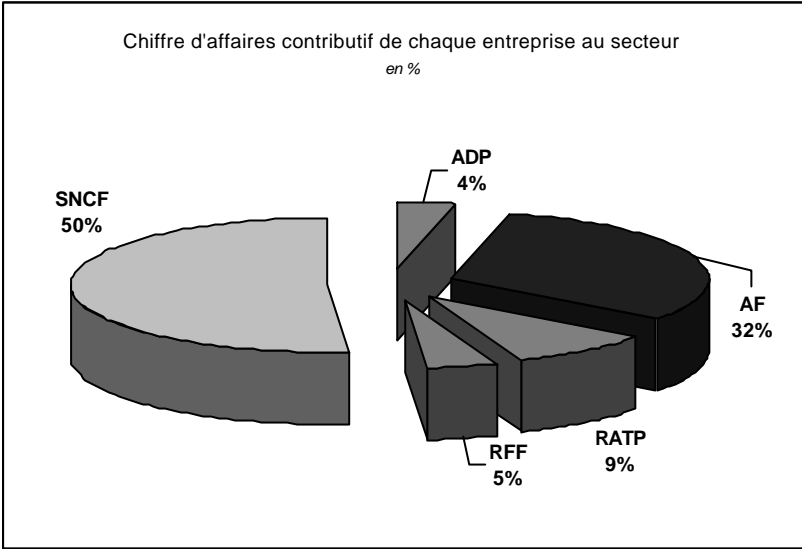
#### Synthèse sectorielle

|  | En millions d' Euros                                      | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS     |
|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|------------------|
|  | Chiffre d'affaires  | 30 215  | 31 190  | 33 932  | 39 375  | 39 920  |                  |
|  | dont réalisé à l'étranger                                 | 7 006   | 6 935   | 8 160   | 9 316   | 10 174  |                  |
| <b>I- Activité</b>                                   | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 119     | 536     | 1 174   | 1 137   | 618     |                  |
| <b>et</b>  | Résultat financier  | -2 175  | -2 403  | -2 274  | -2 408  | -2 349  |                  |
| <b>résultat</b>                                      | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 1 505   | 1 718   | 2 330   | 2 184   | 1 788   |                  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | -1 872  | -1 817  | -1 065  | -324    | -1 649  |                  |
| <b>II-</b>   | Total des immobilisations nettes                          | 75 358  | 76 525  | 77 609  | 77 857  | 80 210  |                  |
|  | dont écart d'acquisition net                              | 61      | 108     | 231     | 389     | 367     |                  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 401     | 370     | 407     | 403     | 390     |                  |
| <b>Immobilisations nettes</b>                        | dont immobilisations financières nettes                   | 22 550  | 21 545  | 20 762  | 18 330  | 19 058  |                  |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                         | 8 030   | 7 799   | 9 688   | 10 535  | 9 972   |                  |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 255     | 220     | 235     | 328     | 249     |                  |
| <b>IV-</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 0       | 0       | 0       | 34      | 61      |                  |
| <b>Dividendes et autres versements assimilés</b>     | dont reçus par l'Etat                                     | 0       | 0       | 0       | 17      | 0       |                  |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                            | 13      | 13      | 13      | 13      | 23      |                  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                        | 2 366   | 2 898   | 3 523   | 3 632   | 3 911   |                  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b> | Dettes financières nettes                                 | 60 105  | 59 328  | 58 095  | 56 363  | 57 420  |                  |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 55 358  | 54 511  | 55 541  | 51 863  | 50 415  |                  |
| <b>VII-</b>  | Effectifs en moyenne annuelle                             | 309 048 | 312 997 | 317 712 | 329 770 | 340 968 |                  |
| <b>Données sociales</b>                              | Charges de personnel                                      | 12 838  | 13 203  | 13 682  | 14 513  | 15 033  |                  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | /       | /       | /       | /       | /       |                  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 42      | 42      | 43      | 44      | 44      | Résultat négatif |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | /       | /       | /       | /       | /       |                  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 725,5%  | 738,9%  | 515,5%  | 519,0%  | 561,8%  |                  |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

# Secteur Transport

## ADP, Air France, RATP, RFF, SNCF



## Transports

|  | En millions d' Euros                                    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS     |
|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|------------------|
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>résultat</b>               | Chiffre d'affaires                                      | 30 215  | 31 190  | 33 932  | 39 375  | 39 920  |                  |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 7 006   | 6 935   | 8 160   | 9 816   | 10 174  |                  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 119     | 536     | 1 174   | 1 137   | 618     |                  |
|  | Résultat financier                                      | -2 175  | -2 403  | -2 274  | -2 408  | -2 349  |                  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 1 505   | 1 718   | 2 330   | 2 184   | 1 788   |                  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | -1 872  | -1 817  | -1 065  | -824    | -1 649  |                  |
| <b>II-<br/>Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                        | 75 358  | 76 525  | 77 609  | 77 857  | 80 210  |                  |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 61      | 108     | 231     | 389     | 367     |                  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 401     | 370     | 407     | 403     | 390     |                  |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 22 550  | 21 545  | 20 762  | 18 330  | 19 058  |                  |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                       | 8 030   | 7 799   | 9 688   | 10 535  | 9 972   |                  |
| <b>IV-<br/>Dividendes et autres versements assimilés</b> | Intérêts minoritaires                                   | 255     | 220     | 235     | 326     | 249     |                  |
| <b>V - Provisions</b>                                    | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0       | 0       | 0       | 34      | 61      |                  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>     | dont reçus par l'Etat                                   | 0       | 0       | 0       | 17      | 0       |                  |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                         | Autres rémunérations de l'Etat                          | 13      | 13      | 13      | 13      | 23      |                  |
| <b>VIII -<br/>Ratios</b>                                 | Provisions pour risques et charges                      | 2 366   | 2 888   | 3 523   | 3 632   | 3 911   |                  |
|  | Dettes financières nettes                               | 60 105  | 59 328  | 58 095  | 56 363  | 57 420  |                  |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 55 358  | 54 511  | 55 541  | 51 863  | 50 415  |                  |
|  | Effectifs en moyenne annuelle                           | 309 048 | 312 997 | 317 712 | 329 770 | 340 968 |                  |
|  | Charges de personnel                                    | 12 838  | 13 203  | 13 682  | 14 513  | 15 033  |                  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | /       | /       | /       | /       | /       | Résultat négatif |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 42      | 42      | 43      | 44      | 44      |                  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | /       | /       | /       | /       | /       |                  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 725,5%  | 739,9%  | 585,5%  | 519,0%  | 561,8%  |                  |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau



## ADP (Aéroports de Paris)

| Comptes sociaux                                      | En millions d' Euros                                    | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public.</b>       | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires                                      | 1 116  | 1 210  | 1 321  | 1 394  | 1 356  |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 19     | 16     | 2      | 13     | 7      |  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 209    | 251    | 284    | 286    | 201    |  |
|  | Résultat financier                                      | -91    | -82    | -83    | -95    | -97    | Pour 1997 à 2001, recalculés par les   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 245    | 274    | 309    | 351    | 342    | rédateurs du rapport (avant rémunération de  |
|  | Résultat net - part du groupe                           | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 76     | 93     | 117    | 134    | 30     | Résultat social recalculé par les rédacteurs du rapport (avant rémunération de l'Etat) |
| <b>II- Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                        | 2 420  | 2 681  | 2 864  | 3 184  | 3 441  |  |
|  | dont écart d'acquisition net                            | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 3      | 3      | 4      | 2      | 2      |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 22     | 26     | 27     | 124    | 181    |  |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                       | 1 062  | 1 147  | 1 256  | 1 382  | 1 416  | Hors subventions d'investissement  |
|  | Intérêts minoritaires                                   | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                      | 127    | 150    | 166    | 164    | 188    |  |
| <b>VI- Informations sur endettement financier</b>    | Dettes financières nettes                               | 1 104  | 1 268  | 1 317  | 1 539  | 1 701  |  |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 1 070  | 1 114  | 1 108  | 1 311  | 1 664  |  |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                           | 7 420  | 7 662  | 7 814  | 7 959  | 8 189  | Calculés par les rédacteurs du rapport   |
|  | Charges de personnel                                    | 361    | 389    | 414    | 412    | 421    |  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 6,8%   | 7,7%   | 8,9%   | 9,6%   | 2,2%   | Résultat avant rémunération de l'Etat et fonds propres hors "droits du concédant"      |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 49     | 51     | 53     | 52     | 51     |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 7,2%   | 8,1%   | 9,3%   | 9,7%   | 2,1%   |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 104,0% | 110,6% | 104,8% | 111,4% | 120,1% |  |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

| Autre information complémentaire |  | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 |
|----------------------------------|--|---|---|---|---|---|
| Droits du concédant              |  | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 |

## Air France

| Comptes consolidés                                   | En millions d' Euros                                      | 1997/1998 | 1998/1999 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | OBSERVATIONS   |
|--|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 94,2      | 73,4      | 56,8      | 55,9      | 55,9      |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)      | 0,0       | 0,0       | 0,0       | 0,0       | 0,0       |  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12   | /         | /         | 2 003     | 2 385     | 2 459     | Cotation sur le premier marché règlement mensuel à compter du 22 février 1999  |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires  | 9 256     | 9 100     | 10 325    | 12 280    | 12 528    |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                                 | 4 224     | 4 211     | 4 871     | 6 094     | 6 242     | Zone géographique de vente hors France Métropolitaine  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 337       | 208       | 333       | 355       | 157       | Recalculé par les rédacteurs du rapport (hors cessions de matériels aéronautiques et amortissements sur écarts d'acquisition). |
|  | Résultat financier  | -170      | -126      | -188      | -137      | -112      |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 1 065     | 891       | 1 036     | 947       | 920       | Calculé par les rédacteurs du rapport; MBA depuis l'exercice 1999/2000   |
|  | Résultat net - part du groupe                             | 286       | 249       | 354       | 421       | 153       |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                      | 3         | 4         | 4         | 4         | 3         |  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | 289       | 253       | 357       | 425       | 156       |  |
| <b>II- Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                          | 6 678     | 6 747     | 7 488     | 8 908     | 9 148     |  |
|  | dont écart d'acquisition net                              | 0         | 0         | 52        | 133       | 125       |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 234       | 226       | 212       | 206       | 190       |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 266       | 261       | 487       | 543       | 540       |  |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                         | 2 407     | 2 704     | 3 485     | 3 875     | 3 961     |  |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 20        | 23        | 22        | 25        | 29        |  |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 0         | 0         | 0         | 34        | 61        |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                     | 0         | 0         | 0         | 17        | 0         |  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Autres rémunérations de l'Etat                            | /         | /         | /         | /         | /         | Sans objet   |
|  | Provisions pour risques et charges                        | 1 198     | 1 076     | 1 093     | 994       | 937       |  |
| <b>VI- Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                                 | 2 473     | 2 278     | 2 034     | 2 915     | 2 953     | Y compris obligations remboursables en actions (ORA) et titres à durée indéterminée (TDI)                                      |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 3 510     | 3 173     | 2 884     | 3 319     | 3 482     | Y compris ORA et TDI   |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                             | 54 325    | 55 199    | 59 190    | 64 717    | 70 156    |  |
|  | Charges de personnel                                      | 2 799     | 2 961     | 3 094     | 3 435     | 3 738     |  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | 3,1%      | 2,8%      | 3,5%      | 3,5%      | 1,2%      |  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 52        | 54        | 52        | 53        | 53        |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 11,9%     | 8,3%      | 9,4%      | 10,2%     | 3,7%      | Dettes financières y compris ORA et DTI ;  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 101,9%    | 83,5%     | 58,0%     | 74,8%     | 74,0%     | fonds propres hors ORA et DTI  |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

|  |                                      |     |     |     |     |     |  |
|--|--------------------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| <b>Autres informations complémentaires</b> | Obligations remboursables en actions | 194 | 193 | 0   | 0   | 0   |  |
|  | Titres à durée indéterminée          | 366 | 335 | 298 | 259 | 216 |  |

## RATP

| Comptes sociaux  | En millions d' Euros                                    | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|---|
| Degré d'appartenance au Secteur Public.                      | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>résultat</b>                   | Chiffre d'affaires                                      | 2 877  | 2 947  | 3 097  | 4 085  | 3 939  | De 97 à 99 y compris indem. compensatrice ; 2000 à 2001 y compris indem. compensatrice et cont. forfaitaire |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 281    | 290    | 280    | 297    | 249    |   |
|  | Résultat financier                                      | -274   | -271   | -246   | -245   | -217   |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 408    | 455    | 477    | 537    | 510    | CAF   |
|  | Résultat net - part du groupe                           | /      | /      | /      | /      | /      |   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | /      | /      | /      | /      | /      |   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 13     | 11     | 1      | 22     | 22     | Résultat social   |
| <b>II-<br/>Immobilisations nettes</b>                        | Total des immobilisations nettes                        | 7 243  | 7 415  | 7 524  | 7 562  | 7 595  |   |
|  | dont écart d'acquisition net                            | /      | /      | /      | /      | /      |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 60     | 63     | 68     | 78     | 77     |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 193    | 178    | 184    | 159    | 238    |   |
| <b>III- Informations<br/>sur les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                       | 1 058  | 1 078  | 1 085  | 1 112  | 1 142  | Y compris contre-valeur des immobilisations mises à disposition et hors                                     |
|  | Intérêts minoritaires                                   | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
| <b>IV-<br/>Dividendes et autres<br/>versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
| <b>V - Provisions</b>  | Autres rémunérations de l'Etat                          | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
| <b>VI- Informations sur<br/>l'endettement financier</b>      | Provisions pour risques et charges                      | 112    | 307    | 520    | 884    | 1 254  |   |
|  | Dettes financières nettes                               | 4 225  | 4 053  | 4 088  | 3 839  | 3 967  |   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 4 100  | 3 760  | 4 092  | 4 092  | 3 713  |   |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                             | Effectifs en moyenne annuelle                           | 39 461 | 39 637 | 39 655 | 40 301 | 41 666 |   |
|  | Charges de personnel                                    | 1 855  | 1 889  | 1 985  | 2 054  | 2 118  |   |
| <b>VIII -<br/>Ratios</b>                                     | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 0,5%   | 0,4%   | 0,0%   | 0,5%   | 0,6%   |   |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers)   | 47     | 48     | 50     | 51     | 51     |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 1,3%   | 1,0%   | 0,1%   | 2,0%   | 1,9%   |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 399,4% | 376,1% | 376,8% | 345,2% | 347,4% |   |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

|                                     |   |     |     |     |       |       |
|-------------------------------------|---|-----|-----|-----|-------|-------|
| Autres informations complémentaires | Contre-valeur des immobilisations mises à disposition | 251 | 251 | 251 | 251   | 251   |
|                                     | Indemnité compensatrice                               | 970 | 915 | 942 | 1 043 | 1 085 |
|                                     | Contribution forfaitaire                              |     |     |     | 681   | 680   |

## RFF (Réseau Ferré de France)

| Comptes sociaux                                      | En millions d' Euros                                    | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public.</b>       | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires                                      | 1 349  | 1 380  | 1 974  | 1 777  | 1 968  |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | -645   | -641   | -183   | -208   | -9     | Hors quote-part des subventions d'investissement   |
|  | Résultat financier                                      | -1 535 | -1 504 | -1 437 | -1 598 | -1 593 |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | -1 220 | -1 301 | -809   | -874   | -784   | CAF  |
|  | Résultat net - part du groupe                           | /      | /      | /      | /      | /      |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | /      | /      | /      | /      | /      |  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | -2 149 | -2 091 | -1 580 | -1 701 | -1 647 | Résultat social  |
| <b>II- Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                        | 23 654 | 24 708 | 25 533 | 26 225 | 29 225 |  |
|  | dont écart d'acquisition net                            | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 0      | 0      | 0      | 0      | 1      |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 0      | 0      | 0      | 0      | 2 549  | A compter de 2001, reclassement du portefeuille de restructuration de la dette transférée au niveau des immobilisations fin.   |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                       | -74    | -640   | -314   | -185   | -763   | Hors subventions d'investissement  |
|  | Intérêts minoritaires                                   | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                      | 113    | 85     | 130    | 205    | 238    |  |
| <b>VI- Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                               | 22 568 | 23 232 | 23 420 | 23 911 | 25 783 | A compter de 2001, reclassement du portefeuille de restructuration de la dette transférée au niveau des immobilisations fin. : dettes financière nette de ce dernier |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 19 860 | 21 368 | 24 441 | 23 719 | 24 087 |  |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                           | 14     | 62     | 142    | 188    | 210    | 1997 : effectif au 31/12   |
|  | Charges de personnel                                    | 1      | 4      | 6      | 9      | 15     |  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | /      | /      | /      | /      | /      |  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 54     | 69     | 45     | 48     | 72     | Résultat, valeur ajoutée et fonds propres structurellement négatifs  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | /      | /      | /      | /      | /      |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | /      | /      | /      | /      | /      |  |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\* En 2001, changements de méthodes : reclassement du portefeuille de restructuration de la dette transférée en immobilisations financières, subvention méritée sur immobilisations en cours reclassée de dettes en capitaux propres, quotes-part des subventions portées en résultat classées d'exceptionnel en exploitation

|                            |   |        |        |        |        |        |                          |
|----------------------------|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------------|
| <b>Autres informations</b> | Redevance Gestionnaire délégué de l'infrastructure                            | 2 561  | 2 531  | 2 623  | 2 618  | 2 633  |                          |
|                            | Redevance d'utilisation de l'infrastructure                                   | 901    | 931    | 1 456  | 1 499  | 1 630  |                          |
|                            | Production immobilisée réalisée par SNCF dans le cadre d'un contrat de mandat | 0      | 1 930  | 1 558  | 1 492  | 1 194  |                          |
|                            | Quote-part des subventions portées en résultat                                | 21     | 30     | 40     | 62     | 71     |                          |
| <b>complémentaires</b>     | Dettes transférées (art. de la loi du 13 février 1997)                        | 20 342 | 19 304 | 18 175 | 16 262 | 14 296 |                          |
|                            | Portefeuille de restructuration de la dette                                   |        | 212    | 3 149  | 3 047  | 2 549  |                          |
|                            | Effectifs mis à disposition moyen   | 14     | 38     | 41     | 51     | 57     | 1997 : effectif au 31/12 |
|                            | Coût du personnel mis à disposition (charges externes)                        | 0,6    | 1,5    | 5      | 5      | 6      |                          |

|  |   | <b>SNCF</b>                 |         |         |         |         |  |
|--|---|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|--|
|  |   | 1997                        | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    |  |
| <b>Comptes consolidés</b>                            |   | <b>En millions d' Euros</b> |         |         |         |         | <b>OBSERVATIONS</b>  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0                       | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)     | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       | Sans objet   |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12    | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       | Sans objet   |
| <b>I - Actifs</b>                                    | Chiffre d'affaires  | 15 617                      | 16 552  | 17 216  | 19 639  | 20 129  | Y compris travaux effectués pour EPP en tant que maître d'ouvrage  |
|  | dont : réalisés à l'étranger                              | 2 794                       | 2 790   | 3 287   | 3 789   | 3 921   |  |
| <b>et</b>  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | -63                         | 420     | 459     | 487     | 20      |  |
| <b>et</b>  | Résultat financier  | -185                        | -421    | -519    | -533    | -530    | 1990 : y compris quote-part en opérations faites en commun   |
| <b>résultat</b>                                      | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 1 096                       | 1 389   | 1 318   | 1 223   | 880     | 1997 à 1999 : CAF calculée par les rédacteurs du rapport, à compter de 2000 : MDA                                      |
|  | Résultat net - part du groupe                             | -82                         | -87     | 51      | 177     | -180    |  |
|  | Résultat net - activités associatives                     | -6                          | -36     | -11     | 119     | -70     |  |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé                      | -181                        | -83     | -60     | 296     | -210    |  |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>                   | Total des immobilisations nettes                          | 35 364                      | 34 970  | 34 199  | 31 970  | 30 581  | Y compris cotisation de la SNCF au EPP   |
|  | dont : état d'acquisition net                             | 61                          | 180     | 179     | 256     | 261     |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 194                         | 70      | 121     | 117     | 120     |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 22 068                      | 21 088  | 20 060  | 17 584  | 15 550  |  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>      | Capitaux propres - part du groupe                         | 3 576                       | 3 514   | 4 177   | 4 351   | 4 216   |  |
| <b>IV - Dividendes et autres versements associés</b> | Intérêts minoritaires                                     | 235                         | 196     | 213     | 381     | 220     |  |
|  | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                     | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       |  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Autres réserves/autres de l'Etat                          | 1                           | 1       | 1       | 1       | 1       | Sans objet   |
|  | Provisions pour risques et charges                        | 615                         | 1 276   | 1 614   | 1 384   | 1 294   | 1990 : Impact du changement de méthode en dé de l'ISIRI  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b> | Dettes financières nettes                                 | 29 720                      | 28 497  | 27 226  | 24 150  | 23 016  | Mont de la dette au service au cours de l'exercice de la dette (SAAD) ; la dette n'est pas nette de la créance sur EPP |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 28 614                      | 25 095  | 23 016  | 19 422  | 17 469  | Mont de la dette SAAD  |
| <b>VII - Données sociales</b>                        | Effectifs en moyenne annuelle                             | 207 628                     | 210 437 | 210 911 | 216 683 | 210 747 | Depuis 1999, effectifs moyens équivalant temps plein   |
|  | Charges de personnel                                      | 7 621                       | 7 961   | 8 183   | 8 682   | 8 741   |  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + associatives) / Chiffre d'affaires     | -0,4%                       | -0,5%   | 0,2%    | 1,5%    | -1,8%   |  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 36                          | 38      | 39      | 40      | 40      | Résultat net consolidé 1997 à 1999, 2001 : relatif   |
|  | Résultat (groupe + associatives) / Fonds propres          | -2,6%                       | -2,3%   | 0,9%    | 6,4%    | -4,7%   | Dettes financières hors SAAD   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 776,8%                      | 763,8%  | 620,4%  | 519,3%  | 513,0%  |  |

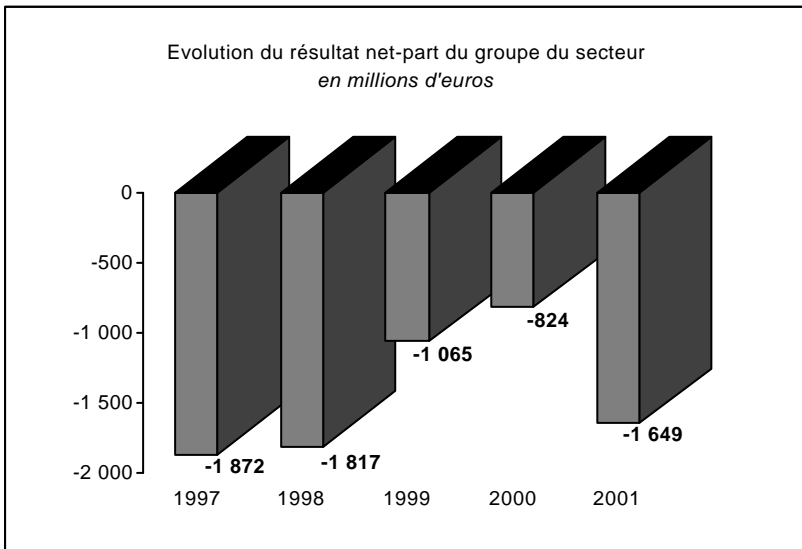
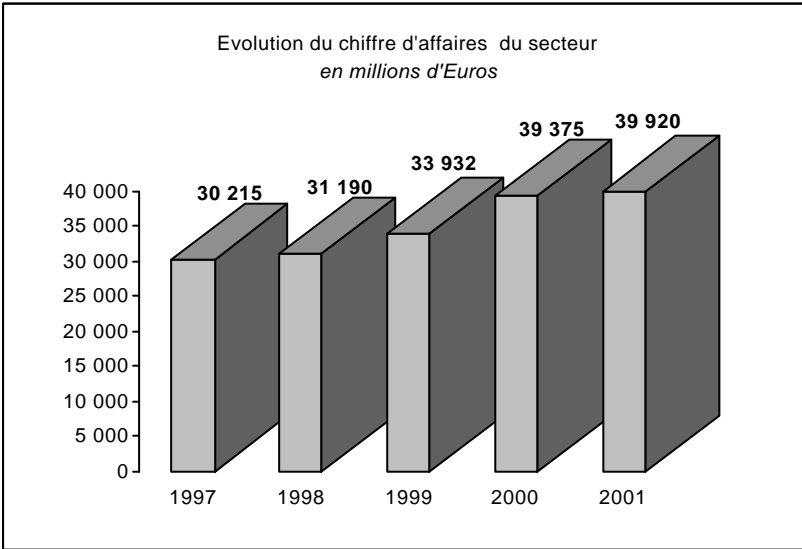
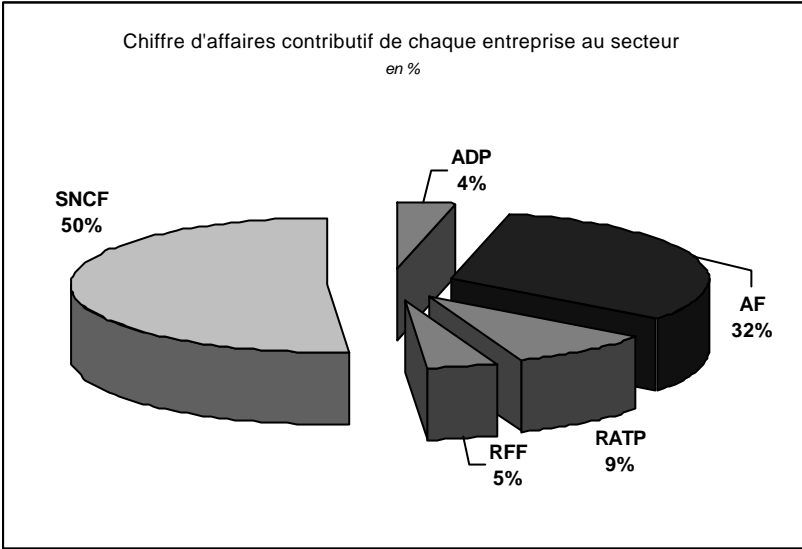
NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'en page VI) de ce tableau

En 2000, changement de méthode : inclusion des "contributions publiques" dans le "chiffre d'affaires" et non plus en "valorisation d'exploitations" (1 759M), exclusion des provisions pour risque et quote-part en dé de "provisions pour risques et charges" en "charges de personnel" et en "dettes d'exploitations" et non plus respectivement en "dettes associatives d'exploitations" (148M) et en "provisions pour risques et charges" et en "dettes associatives exceptionnelles" (60M) et "provisions pour risques et charges"

|  |  | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   |  |
|--|--|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| <b>Autres informations complémentaires</b> | Travaux effectués pour EPP                                     | 1 383  | 844    | 829    | 815    | 716    | Mont de la dette effectuée au nom et pour le compte de EPP |
|  | Exercices d'investissement obligés de l'infrastructure         | 2 361  | 2 346  | 2 673  | 2 617  | 2 615  |  |
|  | Exercices d'investissement de l'entretien                      | 861    | 821    | 1 426  | 1 361  | 1 486  |  |
|  | Travaux réalisés par EPP (art. 7 de la loi de 11 février 1995) | 30 337 | 30 384 | 31 736 | 31 311 | 34 207 |  |
|  | Services annexes de la dette - dette financière                | 8 840  | 8 367  | 8 446  | 8 200  | 8 201  |  |

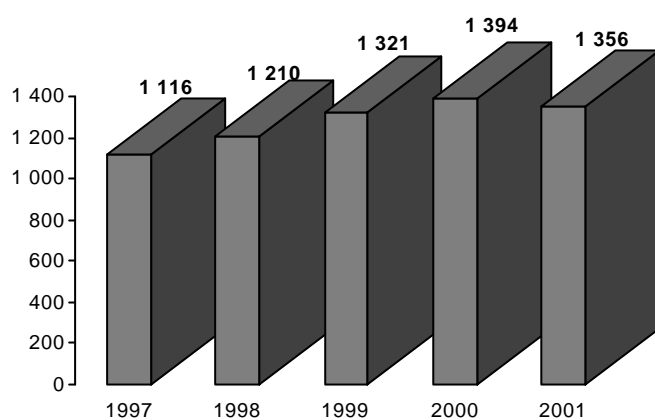
## Secteur Transport

ADP, Air France, RATP, RFF, SNCF

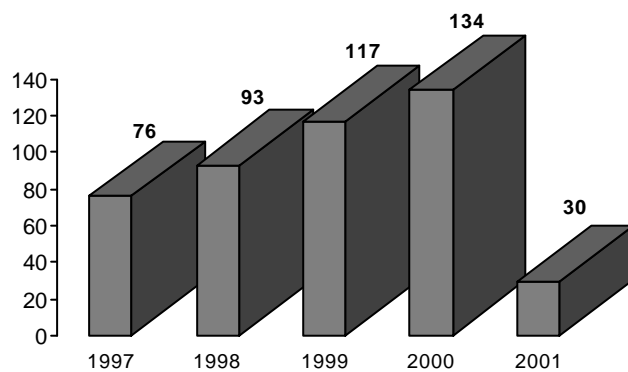


## Aéroports de Paris

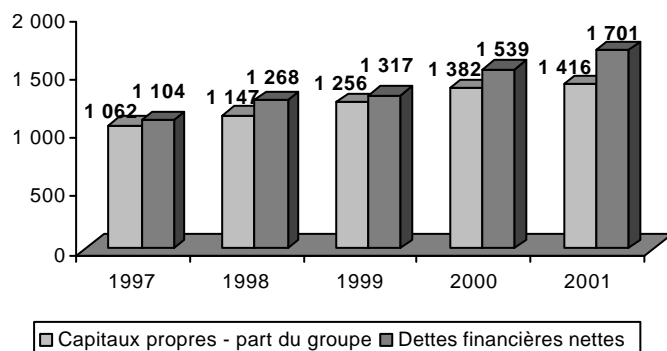
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



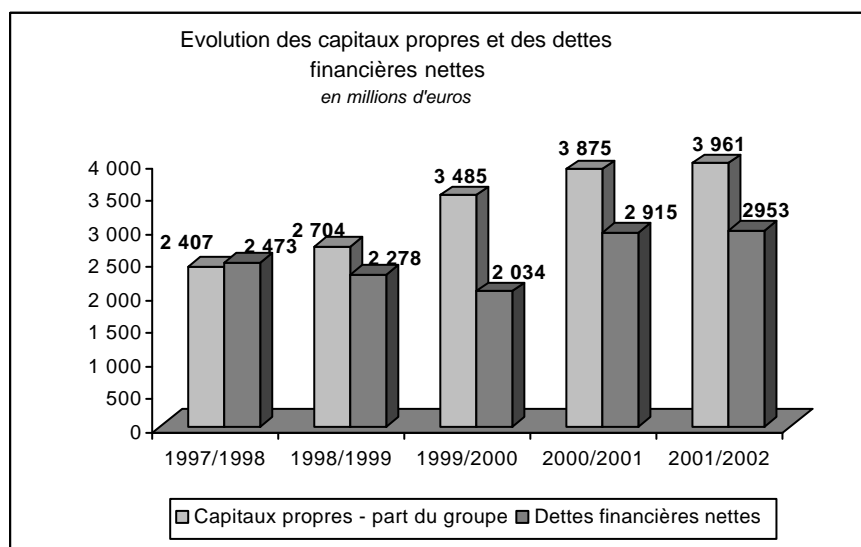
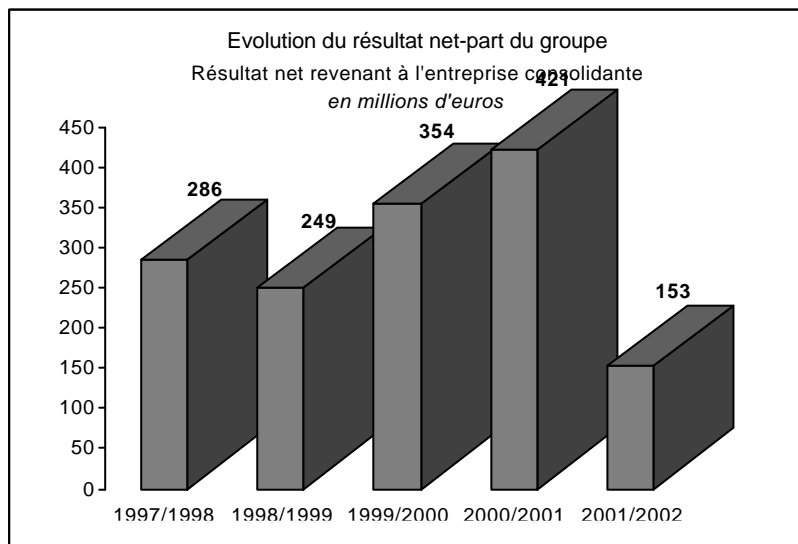
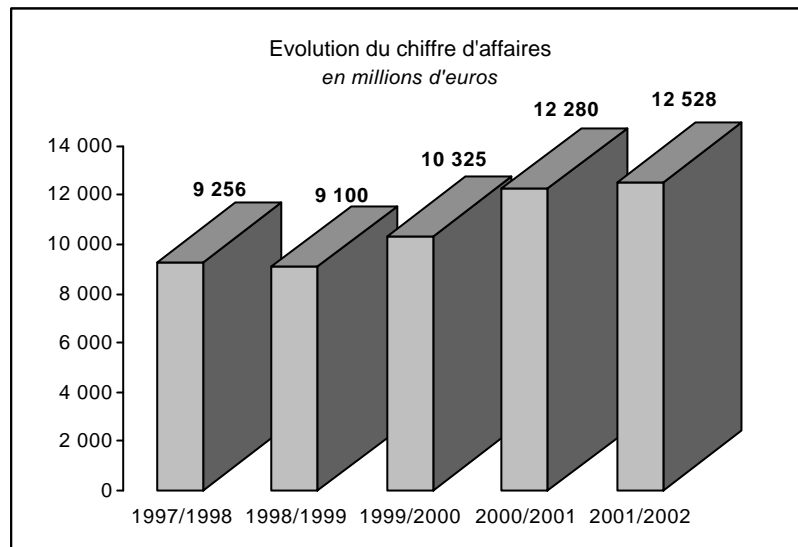
Evolution du résultat net de l'entreprise  
*en millions d'euros*



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*



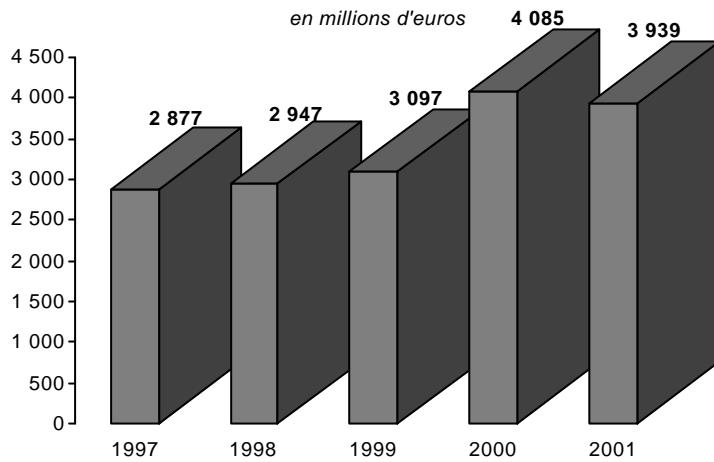
## Air France



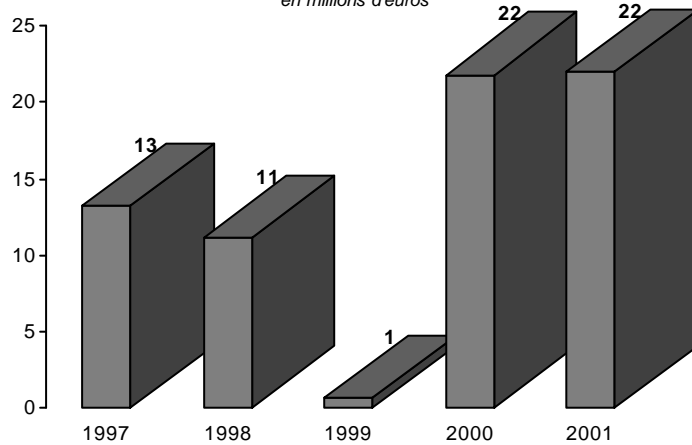


# RATP

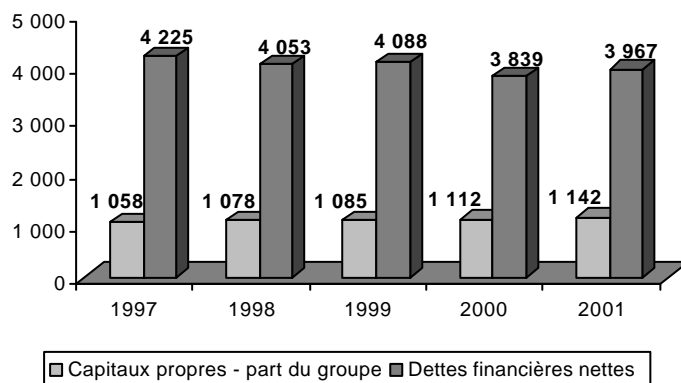
Evolution du chiffre d'affaires  
en millions d'euros



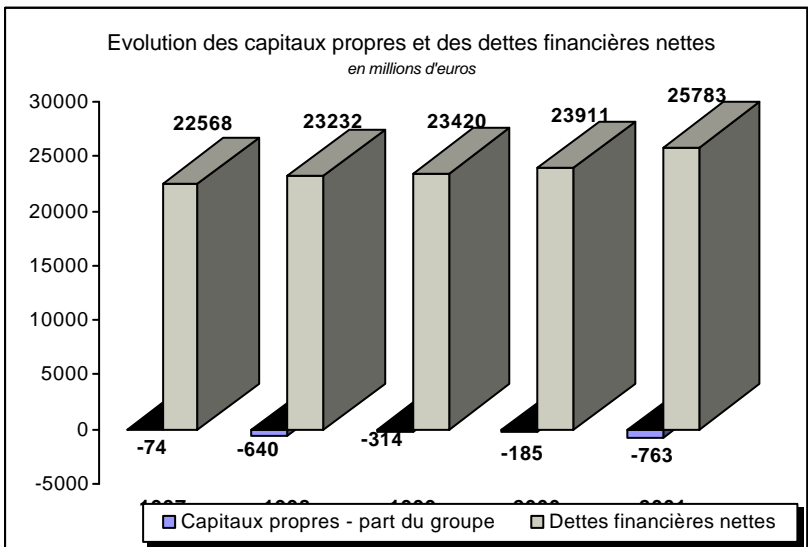
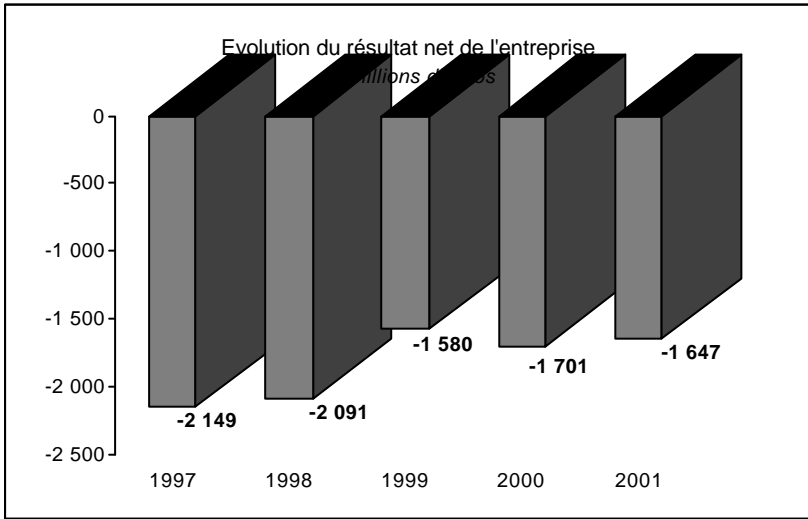
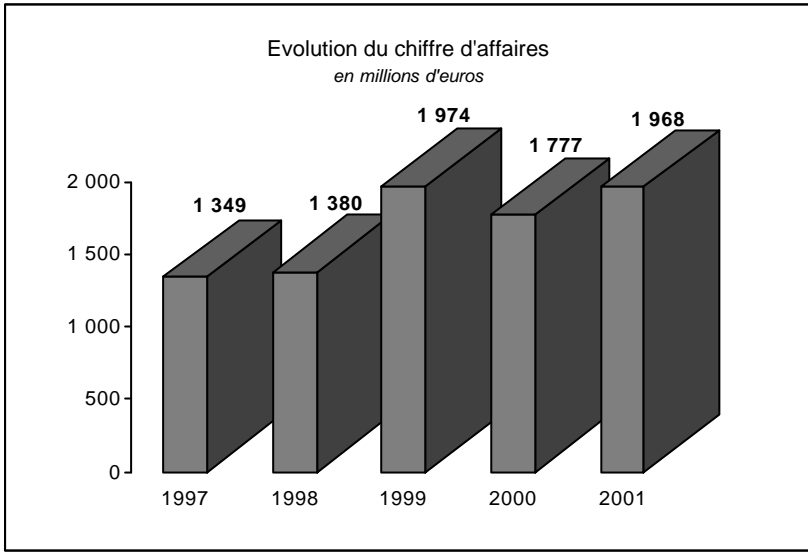
Evolution du résultat net de l'entreprise  
en millions d'euros



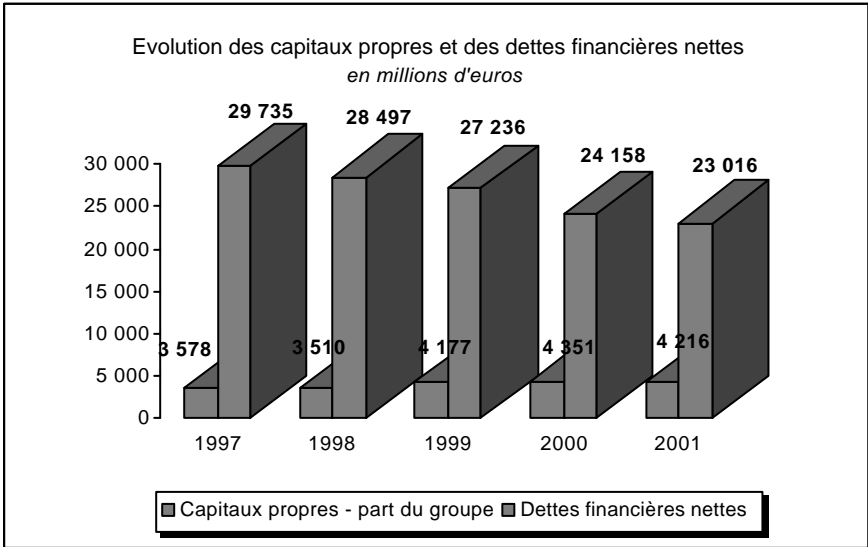
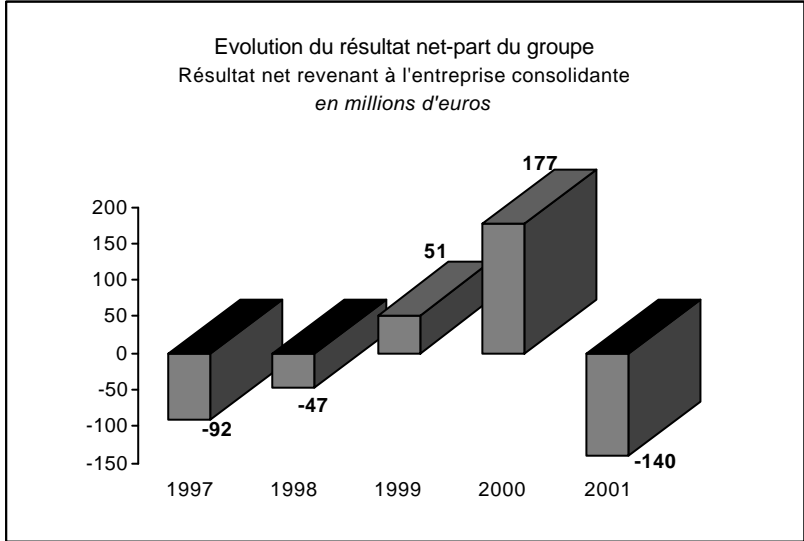
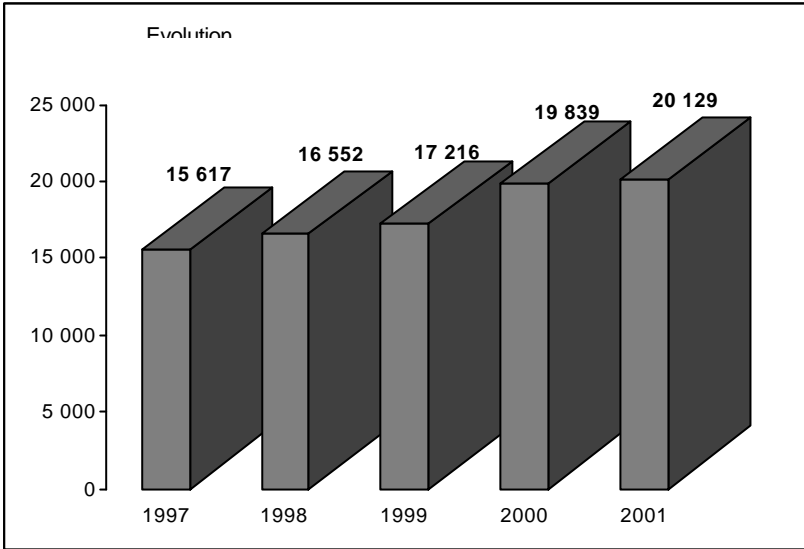
Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
en millions d'euros



**R F F**



# S N C F



# ADP

Aéroports de Paris (ADP) est un établissement public qui est principalement chargé d'aménager, d'exploiter et de développer l'ensemble des installations de transport aérien ayant leur centre dans la région Ile de France.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

L'entreprise a connu à l'automne 2001 un changement de l'équipe de direction avec la nomination de M. Pierre Chassigneux comme président et de M. Hubert du Mesnil comme Directeur général.

### Eléments de conjoncture et de contexte

L'année 2001 a été marquée par la chute du trafic à la suite des attentats du 11 septembre. Le nombre de passagers traités sur les plates-formes aéroportuaires a ainsi diminué de 3,5 % en 2001 alors qu'il avait augmenté de 6,4 % en 2000. La baisse du trafic est également due aux difficultés de la compagnie aérienne Air Lib et de la mise en service, au printemps, du TGV-Méditerranée qui impactent essentiellement l'aéroport d'Orly. L'autre conséquence des attentats du 11 septembre est l'intensification des tâches relatives à la sécurité et à la sûreté, que l'entreprise a dû mettre en œuvre à compter de la fin de l'année 2001.

Le début de l'année 2002 continue d'être marqué par un trafic atone. L'entreprise anticipe, à la date de la rédaction du rapport, une croissance de 1 % du trafic en 2002. Au-delà d'une évolution générale qui touche l'ensemble du monde aérien, ADP continue de subir les conséquences des difficultés d'Air Lib et de la mise en service du TGV-Méditerranée qui jouera en 2002 pour la première fois en année pleine.

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

L'entreprise, qui est un établissement public soumis aux règles de la comptabilité publique, n'est pas soumise à l'obligation de produire des comptes consolidés et à la certification de ses comptes par des commissaires aux comptes.

### La structure financière

Le principal problème de l'établissement public réside toujours dans sa capacité à financer son développement sur les plates-formes parisiennes. En effet, malgré l'évolution du trafic en 2001 et en 2002, les perspectives de trafic à moyen terme contraignent l'entreprise à mener de lourds programmes d'investissement afin d'accroître la capacité et la qualité des infrastructures de l'aéroport de Roissy. Les investissements en Région Parisienne<sup>1</sup> sont ainsi passés de 222,6 M€ en 1990 à 477 M€ en 2001. A cela s'est ajouté en 2001, une baisse des recettes de l'entreprise, due essentiellement au recul du trafic, qui s'est traduite par une diminution de la capacité d'autofinancement qui est passée de 338 M€ en 2000 à 318,5 M€ en 2001 après rémunération de l'Etat. Entre 1990 et 2001, le ratio de la dette à moyen et long terme rapporté à la capacité d'autofinancement s'est ainsi détérioré, passant de 3,4 à 5,4 ; les perspectives fournies par l'entreprise indiquent qu'il devrait continuer à progresser durant les prochaines années, malgré la progression de la capacité d'autofinancement du fait notamment de la forte hausse des investissements prévus (660 M€ en 2002 et 689 M€ en 2003). Ce problème de financement se traduit par une augmentation sensible de l'endettement financier net de l'entreprise qui a progressé de 500 M€ en 1990 à 1,7 Md€ en 2001.

---

<sup>1</sup> Source : Comité des investissements à caractère économique et social.

## **L'exploitation**

La baisse du trafic s'est traduite par une diminution sensible des recettes d'ADP. Cette chute est surtout sensible s'agissant des recettes commerciales et des produits de l'assistance en escale qui subissent les effets de l'intensification de la concurrence au sein de ce secteur libéralisé, depuis 1999. L'entreprise a mis en œuvre à compter de novembre 2001 un plan d'économies mais n'a pas pu suffisamment ajuster l'évolution de ses charges d'exploitation à la diminution de son activité. Ainsi, alors que le chiffre d'affaires de l'entreprise a diminué de 2,7 %, les charges courantes ont progressé de 4 %. Par ailleurs, l'entreprise a été amenée à intégrer dans ses comptes plusieurs risques existants ou intervenus en 2001 qui ont dégradé ses résultats.

Le résultat net de l'entreprise s'est ainsi établi à 7 M€ contre 121,6 M€ en 2001 après rémunération de l'Etat.

## **Les principales données hors bilan**

Les engagements donnés par l'établissement s'élèvent à 103 M€ dont 2,6 M€ de cautions et de garanties, 53,3 M€ de redevances de crédit bail restant à courir et 47 M€ d'indemnités de départ à la retraite. S'agissant de ces dernières, l'entreprise provisionne et externalise chaque année une partie de ces engagements. En 2001, l'entreprise a accéléré son rythme de provisionnement. Les engagements pour les agents ayant travaillé 18 ans ou plus sont désormais couverts alors que seuls les engagements relatifs aux agents ayant travaillé 23 ans ou plus étaient couverts à la fin de l'année 2000.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

La composition du conseil d'administration d'ADP qui s'est réuni à 16 reprises depuis le début de l'année 2001, est conforme aux prescriptions de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation dans le secteur public. Il est composé de vingt et un membres :

- sept représentants de l'Etat (deux représentants du ministre chargé des transports, un représentant du ministre chargé de la défense, un représentant du ministre chargé de l'économie et des finances, un représentant du ministre chargé du budget, un représentant du ministre chargé de l'environnement, un représentant du ministre chargé de l'intérieur) ;

- sept personnalités, dont une choisie en raison de sa connaissance des activités aéronautiques, deux choisies en raison de leur connaissance des questions liées aux transports, trois choisies parmi les élus de la région et des autres collectivités territoriales concernées et une choisie parmi les élus des compagnies consulaires intéressées ;

- sept représentants des salariés.

### **Les comités du conseil d'administration**

Le conseil d'administration a créé trois comités spécialisés composés d'administrateurs.

#### *Comité des engagements internationaux*

Le comité des engagements internationaux, qui a été créé en septembre 2000, est chargé d'examiner, les projets de prises de participation à l'étranger que l'entreprise mène principalement à travers sa filiale ADP Management. Il est composé de deux représentants de l'Etat, de deux représentants des salariés et de deux personnalités qualifiées. Il s'est réuni à neuf reprises en 2001.

### *Comité d'audit*

Le conseil d'administration a créé, le 17 avril 2001, un comité d'audit qui est chargé d'analyser les méthodes comptables et les risques financiers encourus par l'entreprise. Ce comité est composé de deux représentants de l'Etat et d'une personnalité qualifiée. Le comité s'est réuni à quatre reprises en 2001.

### *Comité de stratégie*

Le comité stratégique a été créé en juillet 2001. Sa mission est de mener une réflexion approfondie sur les dossiers ayant un impact substantiel et durable sur les activités d'ADP et de formuler des recommandations au conseil sur toute question ayant un caractère économique ou stratégique pour l'établissement. Ce comité est composé de trois administrateurs représentant l'Etat, de trois personnalités qualifiées et de deux représentants des salariés. Le comité, créé par l'ancienne direction peu avant son départ, ne s'est pas réuni à la date d'établissement du présent rapport.

## **Perspectives**

En 2002, l'entreprise devra de nouveau faire face à un infléchissement de la croissance du trafic. Ainsi, alors qu'à la fin de l'année 2001, l'entreprise anticipait une croissance de 2,7 %, elle prévoit désormais une croissance limitée à 1 %. Orly devrait être davantage touché que Roissy par cette inflexion du trafic. Toutefois au-delà de 2002, l'entreprise devrait renouer avec une croissance du trafic satisfaisante, à la date de rédaction du rapport l'entreprise anticipe une croissance du trafic de 5,6 % en 2003. Il est donc nécessaire que l'entreprise accentue ses efforts de productivité afin de retrouver en 2003 un niveau de résultat satisfaisant.

L'amélioration du résultat est d'autant plus nécessaire que l'entreprise doit augmenter sa capacité d'autofinancement afin de limiter la progression de sa dette. En effet, les programmes d'investissements importants sur Roissy devraient provoquer une hausse sensible de l'endettement de l'entreprise.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ADP AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Robert Esperou  
M. Bernard Irion  
M. Claude Martinand  
Mme Monique Papin  
M. Claude Terrazzoni  
M. Manuel Valls  
M. Gaston Viens

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Pierre Chassigneux, Président  
M. Alain Cadiou  
M. Philippe de Fontaine Vive  
M. Claude d'Harcourt  
Général Philippe Tilly  
M. Yves Toffin  
M. Philippe Vesseron

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Claude Condamine  
M. Jean-Louis Dauje  
M. Robert Deroudille  
M. Jean Etcheheguy  
M. Jean-Louis Gilat  
M. Gérard Girard  
M. Jean-Louis Guy

### **Commissaire du gouvernement**

M. Pierre Graff

### **Commissaire du gouvernement adjoint**

M. Claude Azam

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Jean Peyrot, Chef de mission  
M. Gilles Crespy, Contrôleur d'Etat

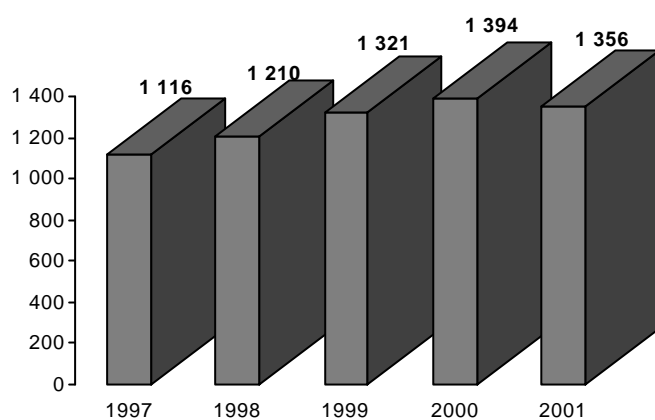
## ADP – EXERCICES 1997 À 2001

|  |   | <b>ADP (Aéroports de Paris)</b> |        |        |        |        |  |
|--|---|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--|
|  |   | <b>En millions d' Euros</b>     |        |        |        |        |  |
| Comptes sociaux  |   | 1997                            | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>  | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0                           | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)     | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet   |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12    | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet   |
|  | Chiffre d'affaires  | 1 116                           | 1 218  | 1 320  | 1 394  | 1 326  |  |
|  | dont : etats à l'étranger                                 | 19                              | 16     | 2      | 13     | 1      |  |
| <b>I - Actes</b>   | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 309                             | 250    | 336    | 336    | 331    |  |
| <b>et</b>  | Résultat financier  | -91                             | -52    | -53    | -93    | -93    | Pour 1997 à 2001, recalculé par les rédacteurs du rapport (avant réévaluation de l'Etat) |
| <b>résultat</b>  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 245                             | 274    | 309    | 351    | 342    |  |
|  | Résultat net - part du groupe                             | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                      | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet   |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé                      | 76                              | 93     | 113    | 134    | 38     | Résultat social recalculé par les rédacteurs du rapport (avant réévaluation de l'Etat)   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>   | Total des immobilisations nettes                          | 2 428                           | 2 650  | 2 894  | 3 194  | 3 443  |  |
|  | dont : état d'acquisition est                             | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet   |
|  | dont immobilisations au passif nettes                     | 3                               | 3      | 4      | 2      | 2      |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 22                              | 26     | 27     | 124    | 161    |  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>  | Capitaux propres - part du groupe                         | 1 662                           | 1 847  | 1 256  | 1 382  | 1 416  | Moy. subordonnée d'investissement  |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet   |
| <b>IV - Dettes et autres versements sociaux</b>  | Dettes liées au cours de l'exercice                       | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | dont reçues par l'Etat                                    | 0                               | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | Autres réévaluations de l'Etat                            | 13                              | 13     | 13     | 13     | 23     |  |
| <b>V - Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges                        | 123                             | 158    | 166    | 164    | 168    |  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>   | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 1 394                           | 1 368  | 1 317  | 1 328  | 1 793  |  |
|  | Effetifs en moyenne annuelle                              | 1 678                           | 1 114  | 1 128  | 1 313  | 1 694  |  |
| <b>VII - Données sociales</b>  | Charges de personnel                                      | 7 428                           | 7 662  | 7 814  | 7 959  | 8 189  | Calculé par les rédacteurs du rapport  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | 3,6%                            | 3,7%   | 4,9%   | 5,0%   | 3,2%   |  |
| <b>VIII - Autres</b>   | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 49                              | 50     | 53     | 52     | 51     | Résultat avant réévaluation de l'Etat et fonds propres hors "fonds de consolidés"        |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 7,2%                            | 8,1%   | 9,3%   | 9,7%   | 3,1%   |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 194,0%                          | 116,0% | 194,0% | 111,4% | 126,1% |  |
| <b>NOTA : voir le lexique pour le détail de chacune des lignes (sauf au point VII) de ce tableau</b> |   |                                 |        |        |        |        |  |
| <b>Autre information complémentaire</b>  | Droit de conseil  | 2                               | 2      | 2      | 2      | 2      |  |

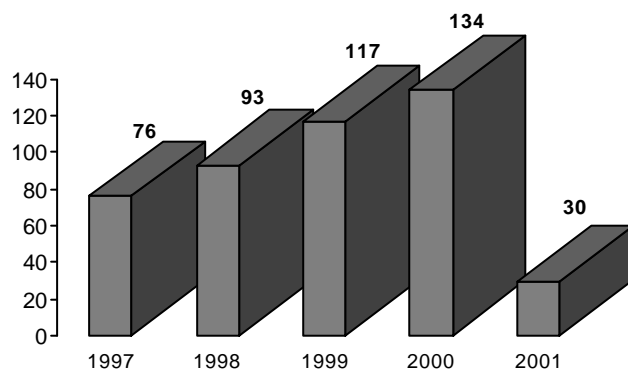


## Aéroports de Paris

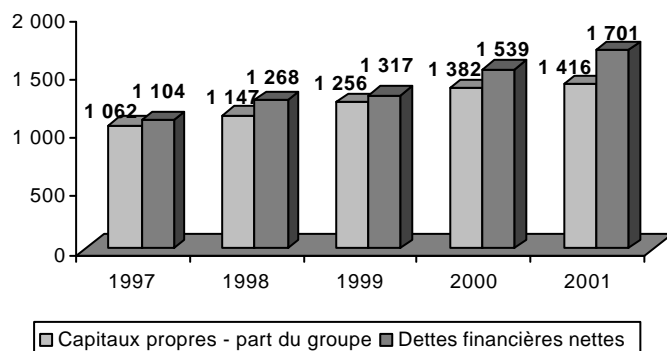
Evolution du chiffre d'affaires  
en millions d'euros



Evolution du résultat net de l'entreprise  
en millions d'euros



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
en millions d'euros



# AIR FRANCE

La compagnie Air France est une société anonyme cotée à la bourse de Paris depuis le mois de février 1999. Le capital de la société, au 31 mars 2002, est détenu par l'Etat à hauteur de 55,9 % et par le personnel d'Air France à hauteur d'environ 11 %.

La groupe Air France est présent dans quatre principaux métiers: le transport de passagers, le cargo, la maintenance aéronautique (Air France Industrie) et le catering (Servair). La compagnie détient par ailleurs une participation de plus de 23 % au capital de la société Amadeus qui est l'un des principaux Global Distribution System (GDS) mondiaux.

## Faits majeurs de l'exercice 2001-2002 (1<sup>er</sup> avril 2001 - 31 mars 2002)

Cet exercice a été marqué par une crise sans précédent pour le transport aérien. Au ralentissement économique mondial qui a débuté début 2001 se sont ajoutées les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 qui ont entamé la confiance des passagers dans ce mode de transport et entraîné le dépôt de bilan d'un certain nombre de compagnies aériennes.

### Eléments internes à l'entreprise

L'alliance Sky Team officialisée le 22 juin 2000 et qui regroupe Air France, Delta, Aeromexico, Korean Air et CSA a été étendue à Alitalia en juillet 2001. Sky Team s'impose comme l'une des alliances les plus puissantes grâce à la résonance entre les principaux « hubs » des différentes compagnies, à la complémentarité de leurs réseaux et à une intégration commerciale forte. Cette alliance dans le secteur du transport de passagers a été déclinée dans celui du Cargo avec le lancement de Sky Team Cargo en septembre 2000.

Air France a continué à renforcer sa position sur le marché domestique en poursuivant la restructuration de son pôle régional dont elle avait pris le contrôle en 2000 dans le cadre de la fusion entre Regional Airlines avec Proteus et Flandre Air.

### Eléments de conjoncture et de contexte

#### *Conjoncture*

La conjoncture s'est révélée particulièrement défavorable pour le secteur au cours de l'exercice 2001-2002 avec une diminution de 4,1% du trafic. Dans ce contexte déprécié, Air France a bien résisté avec un trafic progressant de 1,6 % pour l'activité de transport de passagers et diminuant de 5% pour l'activité fret. Avec une offre en progression de 3,5% contre une diminution globale de l'offre mondiale de 1,8%, Air France a été l'un des principaux bénéficiaires de la reprise du trafic enregistrée au 4<sup>e</sup> trimestre de l'exercice et des difficultés d'un certain nombre de compagnies (Swiss Air, Sabena, Air Lib).

#### *Contexte*

Le marché domestique a été profondément bouleversé au début de l'exercice. D'une part, le pôle français de Sair Group, composé d'AOM, d'Air Liberté et d'Air Littoral, a rencontré des difficultés importantes nécessitant une réduction du périmètre de son réseau. D'autre part, le TGV Méditerranée, qui est entré en service le 7 juin 2001, a entraîné une réduction de la part de marché de l'aérien par rapport au ferroviaire sur les liaisons entre Paris et le Sud-Est de la France.

## *Statut*

Le statut d'Air France avait été modifié de manière importante au cours de l'exercice précédent. La loi du 4 janvier 2001 et le décret du 21 juin 2001 ont allégé les modalités d'exercice de la tutelle de l'Etat au profit d'un renforcement du rôle du conseil d'administration, dont la composition a été modifiée pour prendre en compte l'ouverture du capital réalisée en 1999 et le développement important de l'actionnariat salarié.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

L'exercice 2001/2002 a été marqué par la prise en compte en année pleine dans le périmètre de consolidation des compagnies régionales (Régional Airlines, Birt Air, City Jet) et par l'intégration de 24 filiales du groupe Servair et de Fréquence plus.

Sur l'exercice, l'offre passagers (en siège-kilomètres offerts) a augmenté de 3,5%, tandis que le trafic (exprimé en passagers-kilomètres transportés) progressait de 1,6% entraînant une diminution du taux de remplissage qui atteint 76,6% (une performance qui demeure néanmoins satisfaisante si on la compare à celle de 1999, soit 76,1%). Le maintien du remplissage ne s'est pas fait au détriment de la recette unitaire (RPKT) qui est stable (-0,6%, -0,4 % après prise en compte des effets de réseau et de change). Au sein des compagnies aériennes européennes, Air France a encore gagné des parts de marché, passant de 15,4% à 16,9%. Ce résultat a été obtenu dans un contexte de crise majeure pour le secteur du transport aérien au niveau mondial. L'adaptation de l'offre, le caractère performant du hub de Roissy, son réseau équilibré ainsi que la défaillance de plusieurs compagnies aériennes ont permis à Air France de dégager des résultats positifs sur l'année contrairement à la plupart des compagnies aériennes<sup>1</sup>.

### **La structure financière**

La compagnie, engagée dans un programme important de renouvellement de sa flotte, en particulier sur le segment des appareils moyens et longs courriers, a néanmoins adapté ce programme pour préserver sa structure financière dans le contexte des événements du 11 septembre 2001. Les investissements, au niveau du groupe, ont ainsi représenté 1475 M€ au cours de l'exercice 2001/2002 contre 2043 M€ au cours de l'exercice 2000/2001. Les produits de cessions d'immobilisations et de filiales ont porté sur près de 513M€. Les investissements nets ont été financés par les flux générés par l'exploitation. La trésorerie du groupe s'est légèrement consolidée (1047M€ au 31 mars 2002). Le ratio d'endettement est stable à 0,74 en 2002. Les fonds propres atteignent 3,99Md€ et l'endettement net est resté stable à 2,95Md€.

### **L'exploitation**

La compagnie a enregistré une progression de 2% (0,1% à périmètre constant) de son chiffre d'affaires qui s'élève à 12,53 Md€.

L'EBITDAR (earning before interest, taxes, depreciation, amortization and rentals ou excédent brut d'exploitation avant déduction des loyers opérationnels aéronautiques) progresse de seulement 2,5 % (baisse de 1,3% à périmètre constant), pour atteindre 1,65 Md€ ce qui souligne l'impact de l'augmentation importante des coûts. Cette évolution s'explique avant tout par la maîtrise des charges externes (7 466M€) qui diminuent de 0,3% (diminution de 1,1% à périmètre constant) suite à la mise en place d'un plan d'économie.

---

<sup>1</sup> Lufthansa et British Airways affichent ainsi des résultats avant impôts respectivement de -663M€ et -806M€

Le résultat net part du groupe est en diminution de 63% (57 % à périmètre constant) pour atteindre 153 M€ Ce résultat est néanmoins remarquable dans le contexte de la crise frappant le secteur (Air France est la 3<sup>e</sup> compagnie au monde par sa rentabilité derrière Singapour Airlines et Quantas) et du fait de l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions.

Les résultats d'Air France ont permis de dégager un dividende à 0,10€ par action, en diminution de 55 % par rapport à l'exercice précédent.

## **Les principales données hors bilan**

Les engagements sociaux de la compagnie provisionnés au bilan s'élèvent à 576M€ dont 327 M€ au titre des retraites et 249 M€ au titre des indemnités de départ à la retraite et de cessation de service.

Les engagements relatifs à la flotte comprennent les engagements de locations et les commandes de matériels aéronautiques, en particulier d'appareils. S'agissant des locations, les engagements du groupe Air France s'élèvent à 3 853 M€ soit 1 736 M€ au titre des locations financement et 2 746 M€ au titre des locations opérationnelles. S'agissant des commandes de matériel aéronautique, les engagements de la compagnie s'élèvent à 5327 M€ Ces engagements comprennent les commandes fermes 7 Airbus A380 passées au cours de l'exercice et livrables au-delà de 5 ans.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration s'est réuni à sept reprises au cours de l'exercice 2001-2002.

Le conseil d'administration a été modifié par la loi du 4 janvier 2001 et par le décret du 21 juin 2001. Le nombre d'administrateurs a été porté de 18 à 21 et sa composition a été modifiée pour prendre en compte l'ouverture du capital et le développement de l'actionariat salarié. Le conseil d'administration est désormais composé de six représentants de l'Etat, cinq personnalités qualifiées, six représentants des salariés, deux représentants des salariés actionnaires et deux représentants des actionnaires autres que l'Etat et les salariés.

### **Les comités du conseil d'administration**

Le conseil d'administration a créé en septembre 1999 deux comités spécialisés :

#### *Comité d'audit*

Le comité d'audit est composé de deux personnalités qualifiées, d'un administrateur représentant de l'Etat, d'un administrateur représentant des pilotes-actionnaires et d'un administrateur représentant des autres catégories de personnel. Ce comité a pour principale attribution d'examiner les comptes sociaux et consolidés afin d'éclairer le conseil d'administration sur leur contenu et de veiller à la fiabilité et à la qualité des informations. Le comité s'est réuni à deux reprises au cours de l'exercice 2001-2002 pour examiner les comptes sociaux et consolidés semestriels au 30 septembre, et examiner le programme d'audit pour l'exercice 2002 ainsi que les conséquences des changements de normes comptables (passage aux normes IASC).

#### *Comité de stratégie*

Le comité de stratégie est composé du Président de la compagnie, de deux administrateurs représentant l'Etat, d'une personnalité qualifiée, d'un administrateur représentant les pilotes, de deux administrateurs représentant les autres catégories de personnel et d'un administrateur représentant les pilotes-actionnaires. Ce comité est chargé de l'étude des orientations stratégiques concernant l'activité du groupe, les évolutions de son périmètre en matière de flotte ou de filiales, l'acquisition ou la cession d'actifs aériens ou non aériens, la politique de sous-traitance et d'alliances. Le comité s'est réuni une fois pour débattre de la stratégie de la compagnie face à la menace des compagnies à bas prix (Low Cost) et du projet de prise de participation d'Air France au capital d'une nouvelle compagnie aérienne panafricaine suite à la faillite d'Air Afrique.

## **Perspectives**

Les résultats d'Air France confirment la pertinence de la stratégie de la compagnie. Cette stratégie repose sur un « hub » performant, une alliance mondiale et une consolidation du marché domestique. Les principaux enjeux pour la compagnie consistent à valoriser au mieux ces atouts pour faire face aux incertitudes qui pèsent sur la croissance mondiale et l'évolution du coût du carburant. D'une part, Air France prévoit d'élargir l'alliance Sky Team à de nouveaux partenaires. D'autre part, la compagnie a engagé un plan de restructuration de son pôle régional qui devrait parvenir à l'équilibre d'ici deux ans.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION D' AIR FRANCE AU 31 MARS 2002**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Jean-Cyril Spinetta, Président

M. Jean-Marc Espalioux

M. Francesco Mengozzi

M. Pierre Richard

M. Pierre Weill

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Jean-Pierre Aubert

M. Bruno Fareniaux

M. Michel Guyard

M. Jean-Pierre Jouyet

Mme Sophie Mahieux

M. Georges Mercadal

### **Administrateur représentant les salariés actionnaires**

M. Christian Magne

M. Christian Paris

### **Administrateurs représentant les actionnaires autres que l'Etat et les salariés**

M. Jean-François Dehecq

M. Francis Mer

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Hughes Gendre

M. Paul Laprévote

M. Daniel MacKay

M. Pierre Magnol

M. Pascal Mathieu

M. Yvon Touil

### **Censeur**

M. Hebert

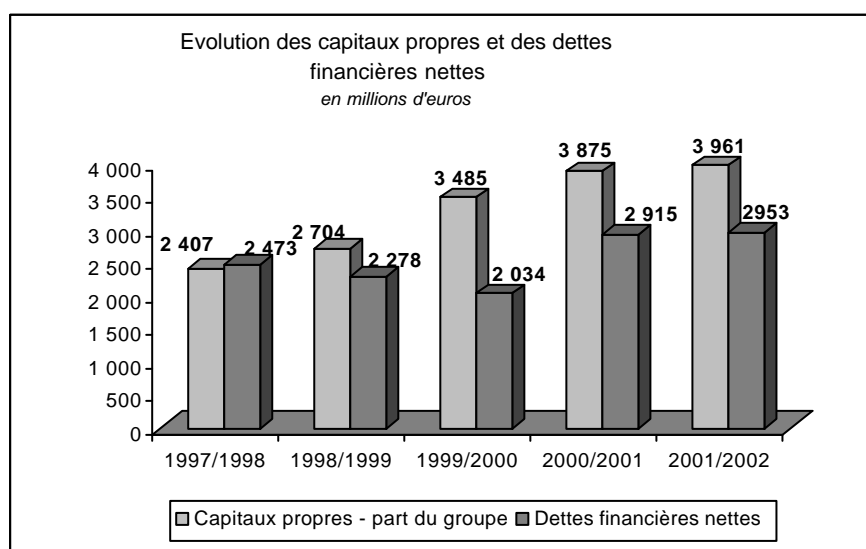
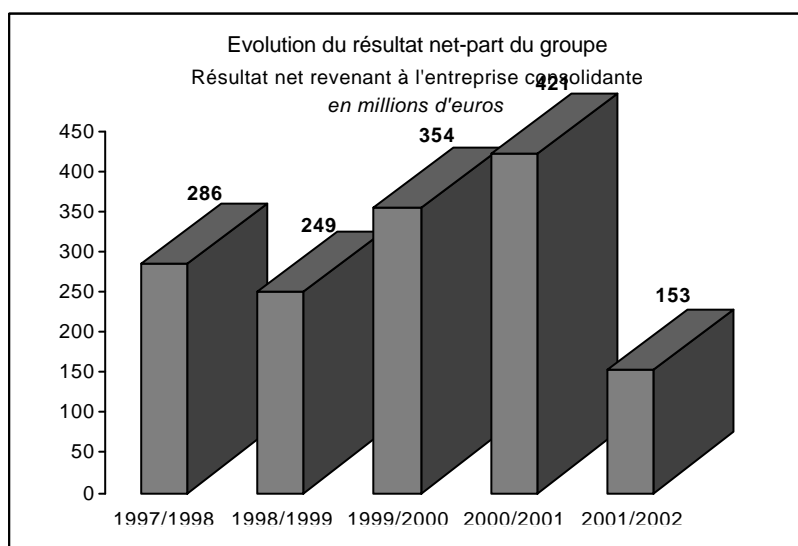
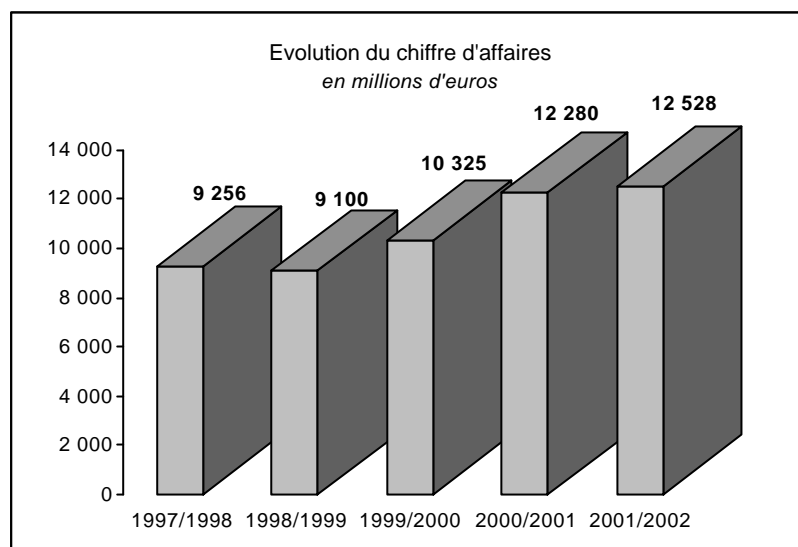
### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Jean Peyrot, Chef de mission

# AIR FRANCE – EXERCICES 1997 À 2001

|  |  | <b>Air France</b>           |                  |                  |                  |                  |   |
|--|--|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---|
|  |  |                             |                  |                  |                  |                  |   |
| <b>Comptes consolidés</b>  |  | <b>En millions d' Euros</b> |                  |                  |                  |                  | <b>OBSERVATIONS</b>   |
|  |  | <b>1997/1998</b>            | <b>1998/1999</b> | <b>1999/2000</b> | <b>2000/2001</b> | <b>2001/2002</b> |   |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>  | Capital détenu par l'Etat (en %)                         | 94,2                        | 71,4             | 56,8             | 55,9             | 55,9             |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)    | 0,8                         | 0,0              | 0,8              | 0,0              | 0,0              |   |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12   | 0                           | 0                | 2 083            | 2 305            | 2 439            | Coûtée sur le premier marché réglementé coté à compter du 22 février 1999   |
|  | Chiffre d'affaires                                       | 9 256                       | 9 109            | 10 520           | 12 209           | 12 520           |   |
| <b>I</b>   | dont réalisé à l'étranger                                | 4 124                       | 4 211            | 4 871            | 6 894            | 6 243            | Zone géographique de route Air France Métropolitaine. Récalculé par les rédacteurs du rapport (sans correction de méthode comptable) et ajustements sur écrits d'acquisition. |
| <b>Activité et résultat</b>  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel           | 337                         | 265              | 503              | 335              | 157              |   |
|  | Résultat financier                                       | -176                        | -126             | -188             | -137             | -112             |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ usage hors d'autofinancement | 1 065                       | 891              | 1 026            | 847              | 928              | Calculé par les rédacteurs du rapport, MRA depuis l'exercice 1999/2000  |
|  | Résultat net - part du groupe                            | 226                         | 249              | 354              | 421              | 153              |   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                     | 3                           | 4                | 4                | 4                | 3                |   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                     | 229                         | 253              | 357              | 425              | 156              |   |
|  | Total des immobilisations nettes                         | 6 670                       | 6 747            | 7 488            | 8 968            | 9 148            |   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>   | dont droit d'acquisition net                             | 8                           | 0                | 52               | 135              | 125              |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                | 224                         | 226              | 212              | 206              | 196              |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                  | 398                         | 261              | 487              | 543              | 548              |   |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>  | Capital propre - part du groupe                          | 2 427                       | 2 764            | 3 425            | 3 875            | 3 961            |   |
|  | Intérêts minoritaires                                    | 26                          | 22               | 22               | 25               | 29               |   |
| <b>IV - Dividendes et autres versements attribués</b>  | Dividendes versés au cours de l'exercice                 | 8                           | 0                | 8                | 24               | 61               |   |
|  | dont reçu par l'Etat                                     | 8                           | 0                | 8                | 17               | 6                |   |
| <b>V - Provisions</b>  | Autres réserves de l'Etat                                | 0                           | 0                | 0                | 0                | 0                | Titre objet   |
|  | Provisions pour risques et charges                       | 1 198                       | 1 876            | 1 093            | 894              | 927              |   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>   | Dettes financières nettes                                | 2 473                       | 2 275            | 2 024            | 2 915            | 2 953            | Y compris obligations remboursables en actions (ORA) et titres à durée indéterminée (TDI)   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                 | 3 518                       | 3 179            | 2 884            | 3 319            | 3 482            | Y compris ORA et TDI  |
| <b>VII - Données sociales</b>  | Effectif en moyenne annuelle                             | 58 525                      | 55 199           | 59 198           | 64 717           | 78 156           |   |
|  | Charges de personnel                                     | 2 799                       | 2 841            | 3 094            | 3 425            | 3 728            |   |
| <b>VIII - Ratios</b>   | Résultat (groupe + intérêts) / Chiffre d'affaires        | 3,1%                        | 2,9%             | 3,3%             | 3,5%             | 1,3%             |   |
|  | Charges de personnel / Effectif moyen (en milliers €)    | 52                          | 54               | 52               | 53               | 51               |   |
|  | Résultat (groupe + intérêts) / Fonds propres             | 11,9%                       | 8,3%             | 9,4%             | 10,9%            | 3,7%             | Dettes financières y compris ORA, et DTI / Fonds propres hors ORA et DTI  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                | 101,9%                      | 83,5%            | 58,8%            | 74,8%            | 74,8%            |   |
| <b>NOTA : voir le tableau pour la définition de chacune des lignes (groupes en gras) VIDE en italique.</b> |  |                             |                  |                  |                  |                  |   |
| <b>Autres informations complémentaires</b>   | Obligations remboursables en actions                     | 394                         | 192              | 8                | 0                | 8                |   |
|  | Titres à durée indéterminée                              | 368                         | 302              | 280              | 229              | 234              |   |

## Air France



# RATP

La RATP est un établissement public à caractère industriel et commercial qui a pour principale mission d'exploiter les réseaux et les lignes de transport en commun qui lui ont été confiés par la loi du 21 mars 1948. La RATP peut également être chargée d'assurer l'exploitation et la construction de lignes nouvelles en Ile-de-France. Une modification législative récente de son principe de spécialité l'autorise à intervenir en province et à l'étranger.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

L'année 2001 continue d'être marquée par la mise en application du contrat qui lie, depuis 2000, la RATP et le Syndicat des Transports en Ile-de-France (le STIF) et qui constitue un changement radical des conditions d'exercice de l'entreprise. En effet, jusqu'en 1999, les pertes de l'entreprise étaient a posteriori couvertes par un concours public complémentaire versé par l'Etat et les départements d'Ile-de-France. Si le résultat d'un exercice était positif, il était pris en considération pour déterminer le besoin en concours public de l'exercice suivant. L'entreprise n'était donc pas responsabilisée sur l'évolution de ses charges.

Depuis 2000, l'entreprise s'engage vis-à-vis du STIF sur la qualité et la quantité de service qu'elle fournit jusqu'en 2003. Cet engagement sur la qualité est notamment suivi, de façon synthétique, par des indicateurs dont le non-respect donne lieu à un malus. En cas de dépassement de ces indicateurs, l'entreprise perçoit un bonus. L'entreprise s'engage également sur une croissance minimum en volume du trafic payé (0,5 % par an).

En contrepartie, le STIF verse annuellement à l'entreprise, au-delà des compensations tarifaires, un concours forfaitaire pré-déterminé qui doit permettre à l'entreprise non seulement d'être à l'équilibre mais également de dégager une marge. Ce concours a été fixé sur la base d'une maquette financière qui retrace l'évolution prévisionnelle des charges et des recettes de l'entreprise jusqu'en 2003. La marge a été fixée à 22,9 M€ en 2000 et à 30,5 M€ à compter de 2001. L'entreprise s'est fixé comme objectif un résultat équivalent à cette marge prévisionnelle. Si la RATP est donc désormais en mesure de dégager un résultat, elle est également responsable de l'évolution de ses charges et, dans une moindre mesure, de ses recettes. Par ailleurs, ce contrat comporte des clauses d'intéressement de l'entreprise à l'amélioration de la qualité de service et à la progression des recettes.

L'année 2001 a été également marquée par la conclusion d'un accord entre la RATP et Transdev, filiale du groupe de la Caisse des dépôts et Consignation, spécialisée dans les transports publics de voyageurs en province. Le conseil d'administration de la RATP a ainsi acté une prise de participation de 25 % de la RATP dans le capital de Transdev qui est le principal volet de l'alliance des deux entreprises pour leur développement à l'international et en France. Cette prise de participation devra être complétée par une prise de participation réciproque de 25 % du groupe Caisse des dépôts dans RATP-France et RATPI, les deux filiales de la RATP dédiées au développement hors Ile-de-France. Cette dernière opération est en cours de finalisation.

Cette alliance deviendra effective une fois qu'elle aura obtenu l'approbation du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie s'agissant de sa conformité au droit de la concurrence et des concentrations.

### Eléments de conjoncture et de contexte

#### *Conjoncture*

L'entreprise a continué de bénéficier d'une croissance robuste du trafic qui a progressé de 2,9 % en 2001 contre 4,7 % en 2000.



# Commentaire sur l'activité et la situation financière

## La structure financière

Les investissements<sup>1</sup> de la RATP sont en diminution constante (593 M€ en 2001) du fait de l'achèvement de la plupart des projets décidés au titre des 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> contrats de plan. En 2001, les projets décidés dans le cadre du 12<sup>ème</sup> plan sont encore au stade des études et devraient commencer à impacter fortement la politique d'investissement de l'entreprise à compter de 2002 ou 2003. Les investissements d'entretien, de modernisation et de matériel roulant, qui sont exclusivement financés sur fonds propres par la RATP, sont relativement stables depuis 1995 (de 559 M€ à 514 M€ en 2001).

L'évolution de l'endettement constitue un des principaux enjeux pour l'avenir de la RATP. L'endettement net de l'entreprise est ainsi passé de 2,4 Md€ en 1990 à près de 4,0 Md€ en 2001, soit 7,8 fois la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

## L'exploitation

La RATP ne produit pas, à ce stade, de comptes consolidés. En effet, la consolidation ne constitue pas une obligation pour la RATP, eu égard au caractère aujourd'hui non significatif de l'activité des filiales par rapport à l'activité de la maison mère. Néanmoins l'entreprise a comme objectif d'établir et de publier les comptes consolidés de l'exercice 2002. Cet objectif est cohérent avec la volonté de l'entreprise de se développer en province et à l'étranger.

Le dynamisme du trafic a permis une progression du chiffre d'affaires de 1,5 %. Les recettes totales du trafic (recettes en provenance des voyageurs et compensations tarifaires versées par le STIF) ont progressé ainsi de 1,6 %, après application du mécanisme de partage du surcroît de recettes entre la RATP et le STIF.

Bien que la RATP stabilise, en 2001, le résultat atteint en 2000 (+22 M€) l'entreprise ne parvient pas à atteindre, malgré la hausse du trafic, son objectif de 30 M€. La dérive des charges de fonctionnement, qui provoque une baisse de l'excédent brut et de la capacité d'autofinancement, est la cause principale de cette performance en demi-teinte.

## Les principales données hors bilan

Les engagements donnés par l'établissement s'élèvent à 5,3 Md€ dont 0,3 Md€ de cautions accordées au personnel de l'entreprise, 1,7 Md€ d'opérations d'échange de taux et 3 Md€ au titre des opérations de « leasehold » portant sur le matériel roulant. A ces montants, il convient d'ajouter 16 Md€ d'engagements en matière de retraites qui ne sont pas provisionnés.

## Gouvernement d'entreprise

### Le conseil d'administration

Le conseil d'administration de la RATP, qui s'est réuni à douze reprises depuis le début de l'année 2001, est organisé selon les prescriptions de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation dans le secteur public, il est composé de vingt sept membres dont :

- neuf représentants de l'Etat (un représentant du Premier ministre, deux représentants du ministre chargé des transports, un représentant du ministre chargé de l'intérieur, un représentant du ministre chargé de l'économie et des finances, un représentant du ministre chargé du budget, un représentant du ministre chargé du commerce extérieur, un représentant du ministre chargé de l'urbanisme et du logement et un représentant du ministre chargé de l'industrie) ;

---

<sup>1</sup> Source : Comité des investissements à caractère économique et social.

- neuf personnalités dont cinq membres des collectivités territoriales concernées par l'activité de l'entreprise, trois représentants des usagers et un membre choisi en raison de ses compétences personnelles dans le domaine des transports ;
- neuf représentants des salariés.

### **Les comités du conseil d'administration**

Le conseil d'administration a créé deux commissions et deux comités ayant pour mission d'approfondir des questions soumises à son examen.

#### *Commissions*

Deux commissions préparent les travaux du conseil en examinant la majorité des projets de décisions du conseil et en émettant un avis sur ces derniers. La première commission traite principalement des questions liées aux investissements et aux marchés. La seconde examine essentiellement les budgets, comptes et les questions relatives aux filiales.

#### *Comité d'audit*

En mars 2001, le conseil a créé un comité d'audit composé de trois représentants de l'Etat, de deux représentants des salariés et d'une personnalité qualifiée. Ce comité est principalement chargé de donner son avis au conseil d'administration sur les méthodes comptables et d'analyser les risques financiers encourus par l'entreprise. Ce comité, qui s'est réuni six fois depuis le début de l'année 2001, a examiné les comptes 2000 de l'entreprise et les principes comptables que l'entreprise retiendra pour l'établissement de comptes consolidés.

#### *Comité de suivi du contrat*

Ce comité, qui est composée de l'ensemble des administrateurs, est chargé de suivre l'évolution du contrat avec le STIF et d'examiner préalablement au conseil, les avenants apportés au contrat. Il s'est réuni à cinq reprises depuis le début de l'année 2001.

## **Perspectives**

La RATP doit faire face à moyen terme à trois enjeux majeurs :

- la réussite de la contractualisation. Un des indicateurs de cette réussite sera la capacité que l'entreprise aura à dégager un résultat au moins égal à la marge prévue par le contrat avec le STIF ;
- la conduite des projets du contrat de plan. L'entreprise doit mener les projets inscrits au contrat de plan tout en limitant son endettement qui risque, sauf modification des clefs de financement des infrastructures et des besoins en matériel roulant qu'elles engendrent, de s'accroître à moyen terme;
- le développement en province et à l'étranger.

Ce développement devra être assuré dans le respect d'une stricte séparation, juridique, comptable et financière entre les activités du groupe RATP en province et à l'étranger, et l'exploitation des transports en commun en Ile-de-France qui bénéficie de concours publics. Ce développement devra également être compatible avec les capacités financières de l'entreprise.

## **CONSEIL DE LA RATP AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Jean-Paul Bailly, Président  
M. André Bussery  
M. Jean-Pierre Caffet  
M. Daniel Feurtet  
M. Claude Fourneraut  
M. Claude Leroi  
M. Jean Macheras  
M. Serge Mery  
Mme Charlotte Nenner

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Alain de Cointet  
M. Christian de Fenoyl  
M. Philippe de Fontaine Vive  
M. Claude Gaillard  
M. Laurent Galzy  
M. Nicolas Jacquet  
M. François Orizet  
M. Jacques Rousset  
M. Claude Villain

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Guy Desbree  
M. Jean-Pierre Gueguen  
M. Etienne Lefur  
M. Alain Leguen  
M. Armand Mera  
M. Jean-Léon Montout  
M. Gilles Sacchi  
M. Patrick Stges  
M. Gérard Vitali

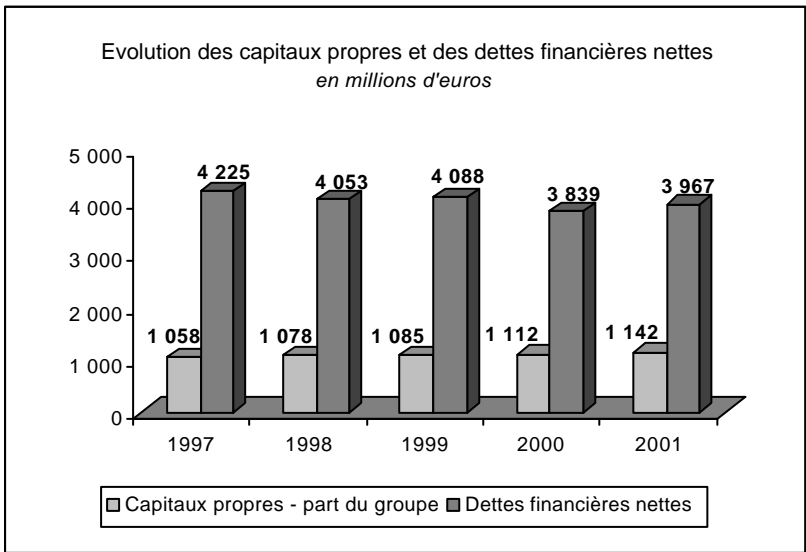
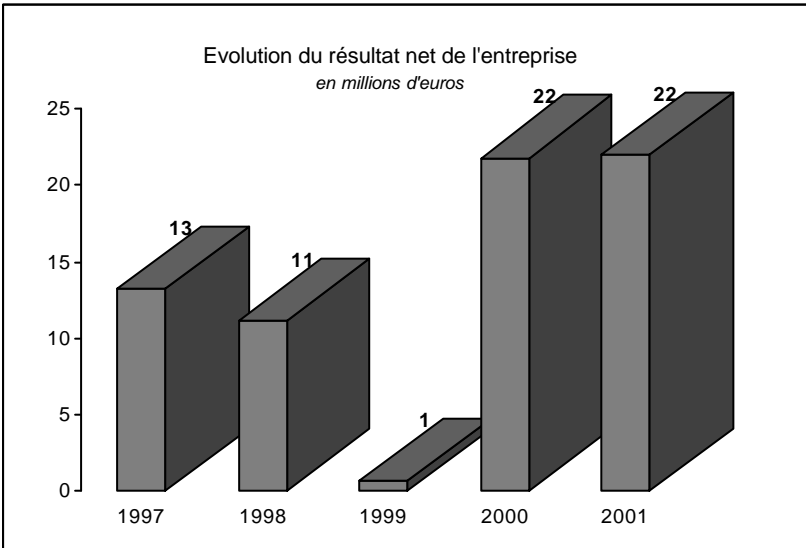
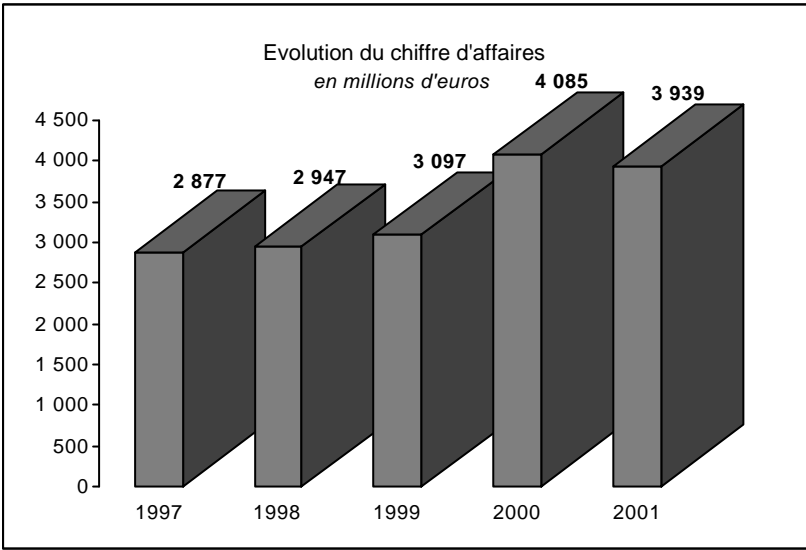
### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Alain Briffod, Chef de mission  
M. Bruno Rossi, Contrôleur d'Etat

# RATP – EXERCICES 1997 À 2001

|   |   | <b>RATP</b> |        |        |        |        |   |
|---|---|-------------|--------|--------|--------|--------|---|
|   |   |             |        |        |        |        |   |
| Comptes sociaux   | En millions d' Euros                                      | 1997        | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>   | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0       | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |   |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)     | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      | Etat objet  |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12    | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      | Etat objet  |
|   | Chiffre d'affaires  | 2 877       | 2 947  | 3 097  | 4 080  | 3 929  | De 97 à 99 y compris indemn. compensatoire, 2000 à 2001 y compris indemn. compensatoire et coût forfaitaire |
| <b>I.</b>   | dont réalisé à l'étranger                                 | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
| <b>Activité</b>   | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 210         | 298    | 218    | 297    | 249    |   |
| <b>et</b>   | Résultat financier  | -274        | -270   | -346   | -345   | -317   |   |
| <b>résultat</b>   | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 408         | 455    | 477    | 537    | 518    | CAP   |
|   | Résultat net - part du groupe                             | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Résultat net - activités accessoires                      | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | 13          | 11     | 11     | 22     | 22     | Résultat social   |
|   | Total des immobilisations nettes                          | 7 243       | 7 415  | 7 124  | 7 362  | 7 193  |   |
| <b>II.</b>  | dont : dont d'acquisition net                             | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
| <b>Immobilisations nettes</b>   | dont immobilisations acquises nettes                      | 68          | 63     | 68     | 78     | 71     |   |
|   | dont immobilisations financières nettes                   | 193         | 170    | 194    | 158    | 218    |   |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>  | Capitales propres - part du groupe                        | 1 058       | 1 076  | 1 080  | 1 112  | 1 142  | Y compris contre-valeur des immobilisations mises à disposition et hors subventions d'investissement        |
|   | Intérêts minoritaires                                     | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      | Etat objet  |
| <b>IV-</b>  | Dettes envers au cours de l'exercice                      | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
| <b>Dettes et autres engagements sociaux</b>   | dont reçus par l'Etat                                     | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Autres rétrocessions de l'Etat                            | 0           | 0      | 0      | 0      | 0      | Etat objet  |
| <b>V- Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges                        | 112         | 307    | 528    | 894    | 1 254  |   |
| <b>VI- Informations sur l'endettement financier</b>   | Dettes financières nettes                                 | 4 225       | 4 052  | 4 088  | 3 838  | 3 987  |   |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 4 208       | 3 798  | 4 092  | 4 092  | 3 713  |   |
| <b>VII.</b>   | Effet net en moyenne annuelle                             | 39 460      | 39 637 | 39 655 | 40 300 | 41 686 |   |
| <b>Données sociales</b>   | Charges de personnel                                      | 1 850       | 1 858  | 1 985  | 2 054  | 2 118  |   |
|   | Résultat (groupe + accessoires) / Chiffre d'affaires      | 0,5%        | 0,4%   | 0,5%   | 0,5%   | 0,5%   |   |
| <b>VIII - Ratios</b>  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 47          | 48     | 58     | 50     | 50     |   |
|   | Résultat (groupe + accessoires) / Fonds propres           | 1,3%        | 1,0%   | 0,1%   | 2,0%   | 1,9%   |   |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 399,4%      | 376,1% | 376,8% | 343,2% | 347,4% |   |
| <b>NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (groupes en pointillés ou italiques)</b> |   |             |        |        |        |        |   |
| <b>Actifs complémentaires</b>   | Contre-valeur des immobilisations mises à disposition     | 230         | 230    | 230    | 230    | 230    |   |
| <b>Informations complémentaires</b>   | Indemnité compensatoire                                   | 878         | 803    | 842    | 1 840  | 1 883  |   |
|   | Contributions forfaitaire                                 |             |        |        | 881    | 888    |   |

# R A T P



# RFF

## Réseau Ferré de France

Créé par la loi du 13 février 1997, RFF est un établissement public industriel et commercial, dont l'objet est l'aménagement, le développement, la cohérence et la mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national.

### Faits majeurs de l'exercice 2001

#### Eléments internes à l'entreprise

L'exercice 2001 a été marqué par la contribution de l'établissement au bilan de la réforme ferroviaire. L'organisation de RFF qui comprend huit directions : réseau ferré (convention de gestion, allocation des capacités et tarification, sécurité), développement (études en amont des projets), opérations d'investissement (maîtrise d'ouvrage), financière (programmation des investissements, affaires financières, audit et contrôle), relations institutionnelles et territoriales (organisation et de la gestion des délégations territoriales, représentation auprès des institutions nationales et européennes), patrimoine (valorisation du patrimoine), a été renforcée par une direction des ressources internes et de la communication. L'établissement public a poursuivi le renforcement de sa présence au niveau déconcentré en renforçant ses délégations régionales et les missions dédiées aux grands projets. D'autre part, les effectifs de RFF ont été portés à 318 personnes contre environ 216 à la fin de l'exercice précédent (dont 59 personnes mises à disposition par d'autres organismes comme la SNCF, la RATP et le Crédit foncier).

#### Eléments de conjoncture et de contexte

##### *Conjoncture*

L'année 2001 a été marquée par un net ralentissement de la croissance du trafic par rapport à 2000. Le trafic ferroviaire n'a ainsi progressé que de l'ordre de 1,9 % pour le transport de voyageurs et a régressé de 6,7 % pour le fret. Dans le même temps, les péages perçus par RFF ont augmenté fortement (+8,8%) pour atteindre 1 630 M€ en 2001 contre 1 499 M€ en 2000.

##### *Contexte*

Le contexte est principalement marqué par l'adoption par le Conseil des ministres et le Parlement européen du « premier paquet » ferroviaire<sup>1</sup>. Ce paquet ferroviaire affectera le fonctionnement de RFF à deux niveaux : i) la création du réseau trans-européen de fret ferroviaire (RTEFF) sur lequel le fret international sera libéralisé à partir de 2003 avant d'être libéralisé sur l'ensemble du réseau à partir de 2008 ; ii) la définition des modalités de répartition des capacités de l'infrastructure, des principes de la tarification et des certificats de sécurité. L'année 2001 restera également l'année de la mise en service de la ligne à grande vitesse Méditerranée et de l'évaluation de la réforme ferroviaire.

---

<sup>1</sup> Directives n°2001/12/CE modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires, 2001/13/CE modifiant la directive 95/18/CE concernant les licences des entreprises ferroviaires et 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité publiées au JOCE le 15 mars 2001. Voir SNCF – contexte.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

### **La structure financière<sup>2</sup>**

L'exercice 2001 constitue une année de transition entre l'achèvement des investissements importants liés au TGV-Méditerranée qui a été mis en service en juin 2001 et le démarrage des travaux du TGV-Est. Les investissements réalisés par RFF, qui constituent un point bas se sont ainsi à 1,3 Md€ en 2001 contre 1,49 Md€ en 2000. La capacité d'autofinancement de RFF s'est améliorée mais reste négative de -784 M€ contre 874 M€. Dans ces conditions, le financement de ces investissements a été réalisé grâce au versement par l'Etat d'une dotation en capital de 1,83 Md€ (versée effectivement en 2002) et à un accroissement des dettes financières nettes (25,8 Md€ en 2001 contre 23,9 Md€ en 2000).

### **L'exploitation**

Le résultat net s'élève à -1,65 Md€ en 2001 contre -1,7 Md€ en 2000. L'excédent brut d'exploitation, qui atteint 734 M€, enregistre une progression de 21% mais les dotations aux amortissements augmentent fortement du fait de la mise en service d'immobilisations<sup>3</sup> et le résultat d'exploitation présente une perte de -146 M€ soit une dégradation de 75 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier présente une perte de 1,6 Md€ stable par rapport à l'exercice 2000. Cette stabilité résulte d'une part d'un résultat de change sur les positions en Franc suisse en nette amélioration, compensé par un accroissement des charges financières lié à l'accroissement du stock de dettes.

Le résultat exceptionnel de 27 M€ contre 43 M€ en 2000 traduit les moindres plus values dégagées par RFF dans ses opérations de valorisation de son patrimoine mais également l'impact sur le réseau des intempéries survenues en 2001.

### **Les principales données hors bilan**

Les engagements hors bilan de RFF sont essentiellement financiers. Dans le cadre de la gestion de sa dette, RFF utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de taux et de change.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration s'est réuni à dix reprises au cours de l'exercice 2001. Il est composé de quatorze membres : sept représentants de l'Etat, cinq personnalités qualifiées, dont deux détenteurs d'un mandat électoral, local et deux représentants des salariés.

### **Les comités du conseil d'administration**

Le conseil d'administration a créé un comité financier en septembre 2000. Ce comité est composé de trois administrateurs représentant l'Etat et d'une personnalité qualifiée. Ce comité a pour principales attributions d'examiner les comptes semestriels et annuels, les comptes rendus sur la gestion financière, le choix des commissaires aux comptes, les programmes de travaux de ces derniers et leurs rapports, les comptes par projets et les procédures et méthodes de calcul mises en œuvre pour garantir le respect de l'article 4 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de RFF.

---

<sup>2</sup> RFF ne présente pas de comptes consolidés car l'établissement public ne détient pas de participations.

<sup>3</sup> Réalisation de nouveaux équipements ou modernisation d'anciens équipements.

## Perspectives

RFF est confronté à plusieurs enjeux majeurs. Tout d'abord, l'établissement public doit mener à bien la construction de la ligne à grande vitesse Est européenne dans la perspective d'une mise en service en 2007. Ensuite, RFF doit poursuivre les efforts engagés pour mieux assurer ses missions de maîtrise d'ouvrage, de gestion des capacités de l'infrastructure, d'entretien du réseau de gestion de son endettement. Le paquet ferroviaire renforce le rôle des gestionnaires d'infrastructure. Sa mise en œuvre du paquet ferroviaire pourrait conduire à revoir certaines dispositions d'organisation du système ferroviaire français.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RFF AU 31 DECEMBRE 2001

#### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Jean-Claude Berthod  
M. Alain Bonnafous  
M. Dominique Bussereau  
M. François Gerbaud  
M. Jacques Mallet

#### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Claude Martinand, Président  
M. Philippe de Fontaine Vive  
M. Laurent Galzy  
M. Claude Girault  
M. Michel Mathieu  
M. Olivier Paul-Dubois-Taine  
M. François Philizot

#### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Gabriel Bichot  
M. Didier Thomas

#### **Commissaire du gouvernement**

M. Patrice Raulin

#### **Commissaire du gouvernement adjoint**

M. Michel Aymeric

#### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Alain Briffod, Chef de mission  
M. Jean-Henri Lebrun, Contrôleur d'Etat



# RFF – EXERCICES 1997 À 2001

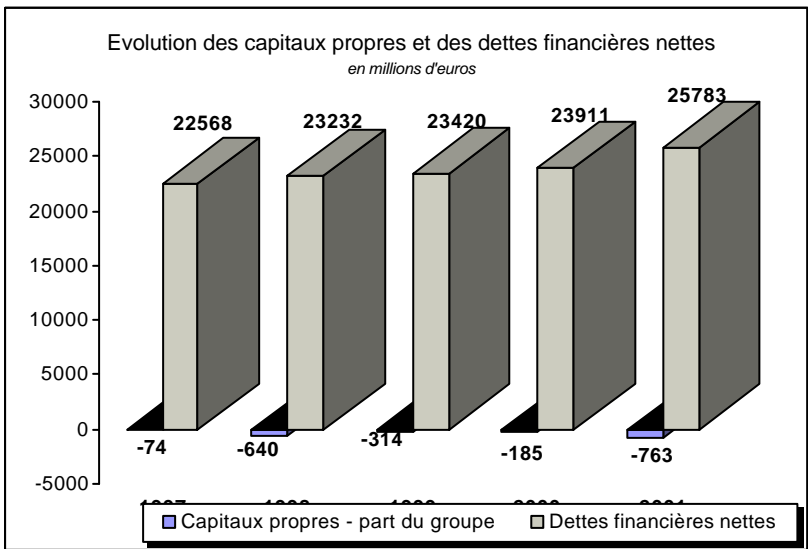
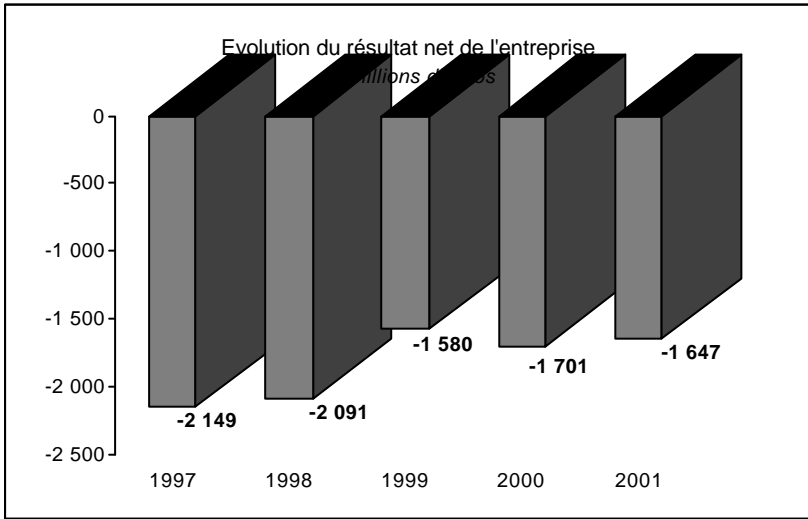
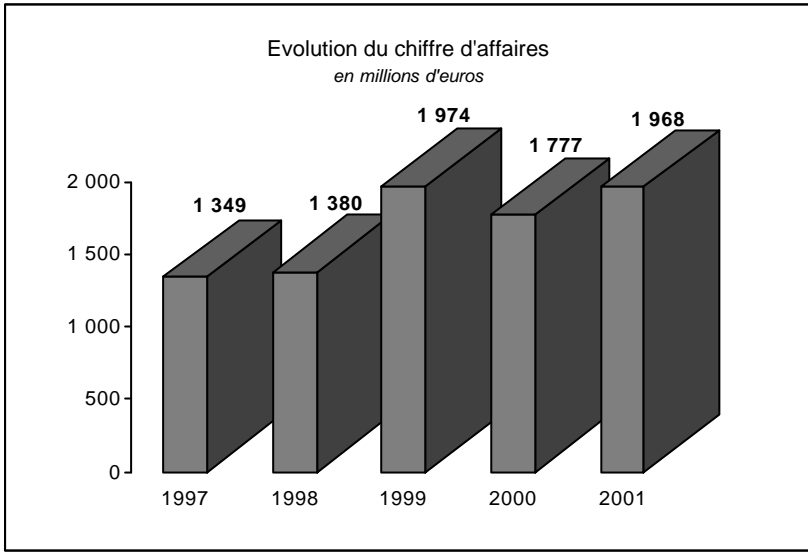
| <b>RFF (Réseau Ferré de France)</b>                     |  |                             |        |        |        |        |   |  |
|---|--|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|---|--|
|   |  | 1997                        | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |  |
| <b>Comptes sociaux</b>                                  |  | <b>En millions d' Euros</b> |        |        |        |        |   |  |
| <b>Degré d'appartenance au Réseau Public</b>            | Capital détenu par l'Etat (en %)                           | 100,0                       | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |   |  |
|   | Capital détenu par le Réseau Public hors Etat (en %)       | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      | 0 dans objet  |  |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12     | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      | 0 dans objet  |  |
|   | Chiffre d'affaire  | 1 349                       | 1 188  | 1 974  | 1 771  | 1 568  |   |  |
| <b>I -</b>  | dont réalisé à l'étranger                                  | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
| <b>Activité</b>   | Résultat d'exploitation / résultat opérationnel            | -645                        | -641   | -133   | -238   | -9     | Hors quote-part des subventions d'investissement  |  |
| <b>et</b>   | Résultat financier   | -1 525                      | -1 594 | -1 437 | -1 590 | -1 593 |   |  |
| <b>résultat</b>   | Capacité d'autofinancement / Marge brute d'autofinancement | -1 228                      | -1 303 | -808   | -874   | -794   | C.A.P   |  |
|   | Résultat net - part du groupe                              | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires                       | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                       | -2 149                      | -2 078 | -1 558 | -1 773 | -1 647 | Résultat social   |  |
|   | Total des immobilisations nettes                           | 23 654                      | 24 708 | 25 133 | 26 225 | 29 225 |   |  |
| <b>II -</b>   | dont : Actif d'apurement net                               | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      | 0 dans objet  |  |
| <b>Immobilisations nettes</b>                           | dont immobilisations incorporelles nettes                  | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
|   | dont immobilisations financières nettes                    | 0                           | 0      | 0      | 0      | 2 549  | A compter de 2001, reclassement du portefeuille de restructuration de la dette transférée au niveau des immobilisations fin.  |  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>         | Capitales propres - part du groupe                         | -74                         | -648   | -114   | -115   | -793   | Hors subventions d'investissement   |  |
|   | Intérêts minoritaires                                      | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      | 0 dans objet  |  |
| <b>IV -</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice                   | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
| <b>Dividendes et autres versements aux actionnaires</b> | Autres distributions de l'Etat                             | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
| <b>V - Provisions</b>                                   | Provisions pour risques et charges                         | 112                         | 85     | 138    | 205    | 238    |   |  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>    | Dettes financières nettes                                  | 22 568                      | 23 252 | 23 428 | 23 911 | 25 703 | A compter de 2001, reclassement du portefeuille de restructuration de la dette transférée au niveau des immobilisations fin : dettes financières sans de ce dernier |  |
| <b>VII -</b>  | Dettes financières brutes à plus d'un an                   | 19 858                      | 21 368 | 24 441 | 23 719 | 24 037 |   |  |
| <b>Données sociales</b>                                 | Effectif en moyenne annuelle                               | 14                          | 52     | 142    | 118    | 218    | 1997 : effectif au 31/12  |  |
|   | Charges de personnel                                       | 1                           | 4      | 6      | 9      | 13     |   |  |
| <b>VIII -</b>   | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaire       | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
| <b>Ratios</b>   | Charges de personnel / Effectif (moyenne les années N)     | 54                          | 69     | 45     | 48     | 72     | Résultat, valeur ajoutée et fonds propres structurellement alignés  |  |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres           | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                  | 0                           | 0      | 0      | 0      | 0      |   |  |

NOTA : voir le lexique pour le détail de chacune des lignes (groupes les plus utiles en italique)

\* En 2001, changement de méthodes : reclassement du portefeuille de restructuration de la dette transférée en immobilisations financières, subventions versées sur immobilisations en cours reclassées de dettes en capitaux propres, quote-part des subventions perçues en résultat classées d'exceptionnel en capitalisation.

|                            |  |        |        |        |        |        |                   |
|----------------------------|--|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------|
| <b>Autres informations</b> | Endettement financier net délégué de l'infrastructure                              | 2 261  | 2 231  | 2 622  | 2 618  | 2 622  |                   |
|                            | Endettement d'adhésions de l'infrastructure  | 891    | 891    | 1 426  | 1 489  | 1 428  |                   |
|                            | Productions immobilisées réalisées par S.A.P. dans le cadre d'un contrat de mandat | 0      | 1 578  | 1 338  | 1 482  | 1 194  |                   |
|                            | Quote-part des subventions perçues en résultat                                     | 21     | 38     | 48     | 62     | 71     |                   |
| <b>complémentaires</b>     | Dettes transférées (act. de la loi du 13 Février 1997)                             | 28 242 | 19 394 | 18 172 | 18 262 | 14 296 |                   |
|                            | Portefeuille de restructuration de la dette  | 0      | 0      | 2 149  | 2 147  | 2 248  |                   |
|                            | Effectif net à disposition moyen   | 14     | 38     | 41     | 31     | 23 887 | effectif au 31/12 |
|                            | Coût de personnel net à disposition (charges nettes)                               | 8,6    | 1,2    | 2      | 2      | 4      |                   |

**R F F**



# SNCF

Doté du statut d'établissement public industriel et commercial par la loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982, la SNCF a pour objet d'exploiter les services de transport ferroviaire sur le réseau ferré national et d'assurer la gestion déléguée de l'infrastructure.

La SNCF a progressivement constitué, à partir de ces activités de transport et de gestion de l'infrastructure, un groupe articulé autour de trois branches : le transport de voyageurs (transport international, Eurostar, Thalys, transport régional et local, Keolis...), le transport de marchandises (Géodis, transport combiné, wagons...) et l'infrastructure et la valorisation du savoir-faire et du patrimoine (Télécom développement, SHEM...). Les différentes filiales qui constituent ce groupe ont été progressivement regroupées au sein de la société holding SNCF Participations dont la SNCF détient plus de 99 %.

## Faits majeurs de l'exercice 2001

### Eléments internes à l'entreprise

La SNCF s'est engagée depuis la réforme ferroviaire réalisée en 1997 dans un projet industriel pluriannuel. La première étape de ce projet visait à mettre en œuvre la politique de volume adoptée par la SNCF. La seconde étape du projet qui a été lancée au début de l'année 2000 a une vocation plus qualitative. Ses principaux objectifs sont d'améliorer la qualité du service rendu aux clients, de renforcer la compétitivité de l'établissement public en Europe face au développement de la concurrence et de parvenir à une plus grande efficacité, en développant une culture de résultat.

Le groupe SNCF n'a pas connu de profondes modifications en 2001 de son périmètre. Le SERNAM a été transformé en filiale en juin 2001. La Commission Européenne a donné son accord à un plan de restructuration du Sernam bâti sur une recapitalisation importante ainsi qu'un plan de reprise progressif de son capital par le groupe Geodis (appartenant à SNCF participations). Le groupe a poursuivi le développement de ses activités de e-commerce avec la création par la société Voyages SNCF.com et le tour operator Expedia d'une agence de voyage virtuelle.

### Eléments de conjoncture et de contexte

#### *Conjoncture*

L'année 2001 a été marquée par un net ralentissement de la croissance du trafic par rapport à 2000. Le trafic ferroviaire n'a ainsi progressé que de l'ordre de 1,9 % pour le transport de voyageurs et a régressé de 6,7 % pour le fret.

Les résultats de l'exercice 2001 ont tout particulièrement été affectés par le conflit social qui s'est déroulé au sein de l'entreprise au printemps et qui a conduit à la paralysie d'une partie de la production et à l'arrêt de l'activité de chargement de fret. Les conséquences financières pour la SNCF peuvent être évaluées à minima à 160M€

#### *Contexte*

Le contexte a été principalement marqué par la publication du "paquet ferroviaire" approuvé par le Conseil des ministres et le Parlement européen<sup>1</sup>. Ce paquet ferroviaire comprend trois directives publiées le 15 mars 2001 qui prévoient notamment :

---

<sup>1</sup> Directives n°2001/12/CE modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires, 2001/13/CE modifiant la directive 95/18/CE concernant les licences des entreprises ferroviaires et 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité, publiées au JOCE le 15 mars 2001.

- une ouverture à la concurrence du fret d'abord limitée au réseau trans-européen de fret ferroviaire (RTEFF) à partir de 2003, puis étendue à partir de 2008 à l'ensemble du fret international ;
- une mise en place des licences ferroviaires valides sur l'ensemble du territoire de la communauté européenne ;
- une définition des modalités de répartition des capacités de l'infrastructure, des principes de la tarification et des certificats de sécurité.

Par ailleurs, la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain qui prévoit le transfert aux régions la responsabilité de l'organisation des transports ferroviaires régionaux de voyageurs, a été promulguée le 13 décembre 2000. La maison mère SNCF a mis en place un référentiel comptable pour chacune des activités TER qui a permis l'attestation des comptes du Transilien ainsi que de 20 activités TER dès 2000. L'extension de l'expérimentation engagée dans le cadre de six régions, depuis janvier 1997, a été poursuivie en 2001.

Enfin, s'agissant de l'Ile-de-France, la SNCF a conclu avec le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) un contrat pour la période 2000-2003. Ce contrat précise les services offerts, détermine les conditions de rémunération et prévoit des mécanismes d'intéressement au développement du chiffre d'affaires et à l'amélioration de la qualité de service.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

### **La structure financière**

L'exercice 2001 constitue une année de transition entre l'achèvement des investissements importants liés au TGV-Méditerranée, avec sa mise en service commercial en juin 2001, et l'apparition des conséquences de la volonté de la SNCF significativement d'augmenter ses investissements dans le matériel roulant, conformément à la politique de volume. Les acquisitions d'immobilisations au niveau du groupe ont ainsi représenté 1,88 Md€ en 2001 contre 1,17 Md€ en 2000 (hors variation du périmètre de consolidation). Ces acquisitions n'ont pu être que partiellement financées par les flux d'exploitation et les cessions d'actifs de sorte que l'endettement s'est accru. Les dettes financières nettes, après déduction de la créance sur RFF, représentent 8,12 Md€ en 2001 contre 7,6 Md€ en 2000.

### **L'exploitation**

Les comptes consolidés présentent un EBE (excédent brut d'exploitation) de 1,15 Md€ en retrait de 28 % par rapport à l'exercice 2000 malgré un chiffre d'affaires de 20,13 Md€, en progression de 1,5 %. Le résultat d'exploitation du groupe accuse une baisse sensible de 95% pour s'établir à 20 M€ contre 407 M€ en 2000.

La branche "transport de voyageurs" (43% du chiffre d'affaires et 77% de l'EBE) qui, outre l'établissement public intègre principalement Keolis, a ainsi vu son EBE diminuer de 21% pour atteindre 888M€ pour un chiffre d'affaires de 8,6 Md€. La contribution au résultat d'exploitation de la filiale de transport maritime Sea France s'est sensiblement améliorée par rapport à 2000, passant de -2 M€ à 6 M€. Cette filiale voit son chiffre d'affaires progresser de 17 % à 203 M€ grâce à la fiabilisation de son offre mais, malgré l'entrée en service d'un nouveau navire, son avenir au sein du groupe SNCF demeure incertain.

La branche "transport de marchandises" (33 % du chiffre d'affaires mais seulement 3% de l'EBE) connaît une chute spectaculaire de l'EBE de 80% qui s'établit à 37 M€ pour un chiffre d'affaires de 6,6 Md€, en raison des mauvaises performances économiques du Fret SNCF et des filiales ferroviaires. Ceci est partiellement contrebalancé au stade de l'EBE par l'amélioration significative de l'excédent du groupe Géodis de 24 % à 153 M€ qui ne se retrouve pas dans son résultat net en raison des provisions liées à la dépréciation de certains actifs et aux restructurations de filiales à l'international (en particulier United Carriers). Le SERNAM affiche toujours un EBE lourdement déficitaire de -84 M€

Enfin, la branche infrastructure, valorisation du savoir-faire et du patrimoine, (24 % du chiffre d'affaires et 20% de l'EBE), enregistre une progression du chiffre d'affaires de 3,8% (largement imputable à l'activité télécom) mais une baisse de l'EBE de 21% à 230M€ La baisse de l'EBE, affecté notamment par la fin de la construction du TGV Méditerranée, a été amplifiée par Télécom Développement, qui présente un EBE en forte baisse de plus de 20 % à 94 M€ du fait d'une augmentation des coûts d'interconnexion, alors que la SHEMA demeure stable avec un EBE de 52 M€

Le résultat net part du groupe ressort à -140 M€ en 2001 contre 177 M€ en 2000, malgré la cession de l'ancien siège de la SNCF qui dégage une plus-value de 96 M€

## **Les principales données hors bilan**

Les engagements sociaux du groupe SNCF s'élèvent à 4,9 Md€ dont 3,3 Md€ au titre des retraites, 1,1 Md€ au titre de la prévoyance et 0,5Md€ au titre des rentes accident du travail.

Les engagements financiers du groupe SNCF s'élèvent à 1,2 Md€ dont 778 M€ de cautions accordées au bénéfice de la filiale immobilière SOCRIF (hors du périmètre de consolidation) et 67 M€ de cautions dans le cadre de prêts souscrit par du personnel. Les engagements financiers reçus représentent 841 M€

Les engagements consentis par le groupe SNCF dans le cadre des investissements en matériel roulant liés à son activité de transporteur ferroviaire s'élèvent à 1,8 Md€ Ces engagements traduisent la volonté de la SNCF d'augmenter significativement ses investissements de matériel roulant.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration s'est réuni à onze reprises au cours de l'exercice 2001. Il est composé de dix-huit membres : sept représentants de l'Etat, cinq personnalités qualifiées, dont deux détenteurs d'un mandat électoral local et deux représentants des usagers, et six représentants des salariés. Le conseil a créé cinq comités et commissions ayant pour mission d'approfondir des questions soumis à son examen.

### **Les commissions du conseil d'administration**

#### *Commission "régionalisation"*

La commission "régionalisation", créée en mai 1997, est composée de quatre administrateurs représentant l'Etat, de trois personnalités qualifiées et de trois administrateurs représentant les salariés. Cette commission examine toutes les conventions conclues entre la SNCF et les régions.

#### *Commission "finances et plan"*

La commission "finances et plan", créée en février 1983, est composée de quatre administrateurs représentant l'Etat, de quatre administrateurs représentant les salariés et de trois personnalités qualifiées. Cette commission examine les comptes annuels sociaux et consolidés, les comptes intermédiaires ainsi que la démarche prévisionnelle réalisée par la SNCF. La commission s'est réunie à trois reprises au cours de l'exercice 2001 pour examiner ces questions.

#### *Commission des marchés*

La commission des marchés, créée en février 1983, est composée de quatre administrateurs représentant l'Etat, de quatre administrateurs représentant les salariés et d'une personnalité qualifiée. Cette commission examine l'ensemble des marchés portant sur un montant supérieur à 4,57M€ préalablement à son approbation par le conseil d'administration ou le président de la SNCF selon les seuils. La commission se réunit avant chaque séance du conseil d'administration.

### *Commission "groupe"*

La commission "groupe" créée en février 1983 est composée de quatre administrateurs représentant l'Etat, de trois administrateurs représentant les salariés et d'une personnalité qualifiée. La commission s'est réunie deux fois au cours de l'exercice 2001 pour examiner la question de l'évolution du Fret et le rapport de gestion du groupe.

## **Les comités du conseil d'administration**

### *Comité d'audit*

Le comité d'audit, créé en février 2000, est composé de trois administrateurs représentant l'Etat, d'une personnalité qualifiée et de deux administrateurs représentant les salariés. Ce comité a pour principales attributions d'examiner les comptes sociaux, consolidés et analytiques de la SNCF, le plan d'action pour le dispositif comptable, la gestion financière et de se prononcer sur le choix et le programme de travail des commissaires aux comptes afin d'éclairer le conseil d'administration sur leur contenu et de veiller à la fiabilité et à la qualité des informations financières. Le comité s'est réuni à cinq reprises au cours de l'exercice 2001. Le comité, après avoir déterminé un programme de travail, a examiné le plan d'action comptable de la SNCF, les comptes sociaux et consolidés semestriels et annuels, la démarche prévisionnelle et l'organisation de l'audit interne, la gestion financière et les risques associés.

## **Perspectives**

La SNCF doit faire face à des évolutions structurelles majeures aux niveaux communautaire et national qui entraîneront une intensification de la concurrence et un meilleur service aux clients. Les objectifs du plan industriel de la SNCF traduisent une volonté de s'adapter à ce nouveau contexte.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SNCF AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs délégués pour leurs compétences particulières**

M. Régis Bergounhou  
M. Jean Chazalon  
M. Hubert Haenel  
M. André Lajoinie  
M. Edmond Pachura

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Louis Gallois, Président  
M. Christian Brossier  
M. Christian de Fenoyl  
M. Jean-Pierre Falque-Pierrotin  
M. Jean-Louis Guigou  
M. Nicolas Jachiet  
Mme Sophie Mahieux

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Jean-Paul Decourcelles  
Mme Monique Fontaine  
M. Jean-Paul Lahouse  
M. Christian Seurre  
Mme Danièle Sinoquet

### **Commissaire du gouvernement**

M. Patrice Raulin

### **Commissaire du gouvernement adjoint**

M. Michel Aymeric

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Alain Broffod, Chef de mission  
M. Michel Belva, Contrôleur d'Etat

# SNCF – EXERCICES 1997 À 2001

|  |   | <b>SNCF</b>                 |         |         |         |         |   |
|--|---|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---|
|  |   | 1997                        | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    |   |
| <b>Comptes consolidés</b>                                    |   | <b>En millions d' Euros</b> |         |         |         |         | <b>OBSERVATIONS</b>   |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>                | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0                       | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)     | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       | Sans objet  |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12    | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       | Sans objet  |
| <b>I - Actifs</b>  | Chiffre d'affaires  | 15 617                      | 16 552  | 17 216  | 19 639  | 20 129  | Y compris travaux effectués pour EFP en tant que maître d'ouvrage   |
|  | dont réalisés à l'étranger                                | 2 794                       | 2 790   | 3 287   | 3 789   | 3 921   |   |
| <b>et</b>  | Résultat d'exploitations/ résultat opérationnel           | -63                         | 420     | 459     | 487     | 20      |   |
| <b>et</b>  | Résultat financier  | -185                        | -421    | -519    | -533    | -530    | 1990 : y compris quote-part sur opérations faites en commun   |
| <b>et</b>  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 1 094                       | 1 389   | 1 318   | 1 223   | 880     | 1997 à 1999 : CAF calculée par les rédacteurs du rapport, à compter de 2000 : MDA                                   |
|  | Résultat net - part du groupe                             | -82                         | -87     | 51      | 177     | -148    |   |
|  | Résultat net - activités accessoires                      | -8                          | -36     | -13     | 119     | -76     |   |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé                      | -191                        | -123    | -40     | 296     | -224    |   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>                           | Total des immobilisations nettes                          | 35 364                      | 34 975  | 34 199  | 31 975  | 30 581  |   |
|  | dont : état d'acquisition net                             | 61                          | 180     | 179     | 256     | 243     |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 194                         | 78      | 121     | 117     | 120     |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 12 068                      | 11 088  | 10 063  | 17 384  | 15 550  | Y compris créance de la SNCF sur EFP  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>              | Capitaux propres - part du groupe                         | 3 578                       | 3 514   | 4 177   | 4 351   | 4 224   |   |
| <b>IV - Dividendes et autres versements aux actionnaires</b> | Intérêts minoritaires                                     | 235                         | 196     | 213     | 381     | 220     |   |
|  | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       |   |
|  | dont reçus par l'Etat                                     | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       |   |
| <b>V - Provisions</b>  | Autres réserves/autres de l'Etat                          | 1                           | 1       | 1       | 1       | 1       | Sans objet  |
|  | Provisions pour risques et charges                        | 615                         | 1 276   | 1 614   | 1 384   | 1 294   | 1990 : Impact du changement de méthode né de l'ISMM   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>         | Dettes financières nettes                                 | 29 725                      | 28 497  | 27 226  | 24 150  | 23 016  | Mars dette du service avances d'amortissement de la dette (SAAD) ; la dette n'est pas soumise de la créance sur EFP |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 26 614                      | 25 095  | 23 016  | 19 422  | 17 469  | Mars dette du SAAD  |
| <b>VII - Données sociales</b>                                | Effectifs en moyenne annuelle                             | 207 628                     | 210 437 | 210 911 | 216 683 | 218 747 | Depuis 1999, effectifs moyens équivalents temps plein   |
|  | Charges de personnel                                      | 7 621                       | 7 961   | 8 183   | 8 682   | 8 741   |   |
| <b>VIII - Ratios</b>   | Résultat (groupe + accessoires) / Chiffre d'affaires      | -0,4%                       | -0,5%   | 0,2%    | 1,5%    | -1,8%   |   |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 36                          | 38      | 39      | 40      | 40      | Résultat net consolidé 1997 à 1999, 2001 relatif  |
|  | Résultat (groupe + accessoires) / Fonds propres           | -2,6%                       | -2,2%   | -0,9%   | 6,4%    | -4,7%   | Dettes financières hors SAAD  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 776,8%                      | 765,8%  | 620,4%  | 579,3%  | 513,0%  |   |

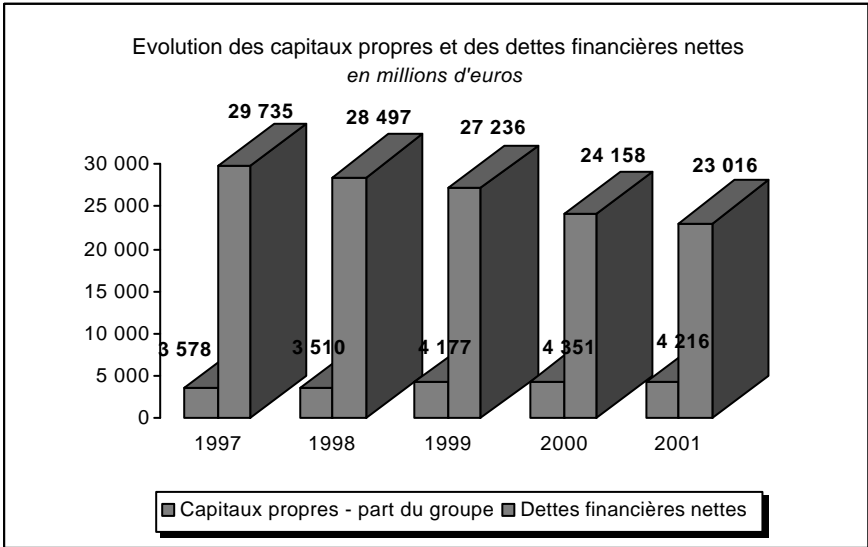
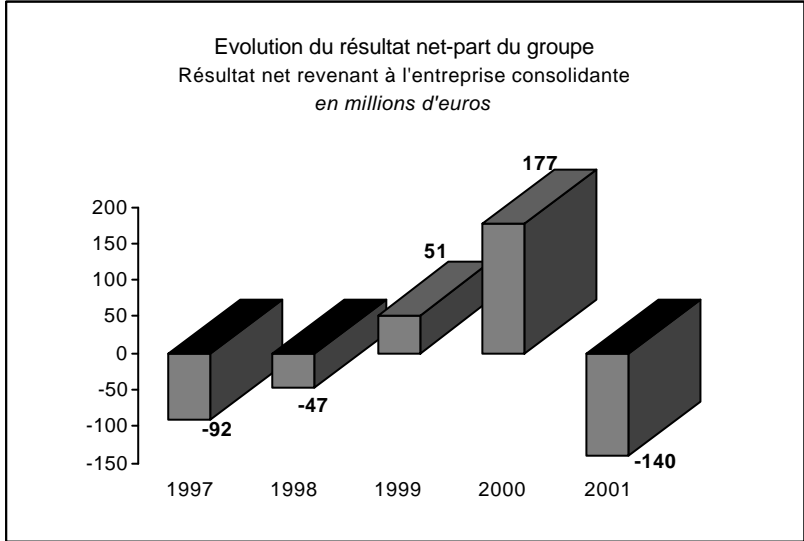
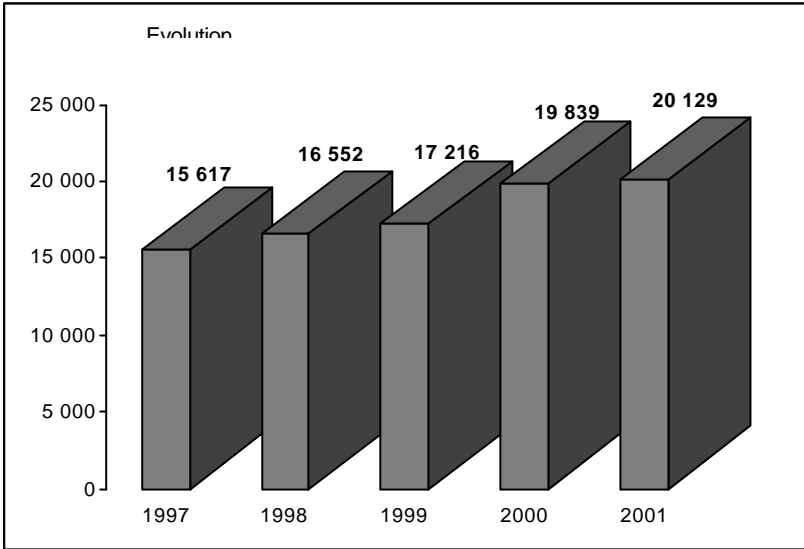
**NOTES :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'en page VI) de ce tableau

**En 2000, changement de méthode :** inclusion des "contributions publiques" dans le "chiffre d'affaires" et non plus en "valorisation d'exploitations" (1 759M), exclusion des provisions pour risque et quote-part et des "provisions pour risques et charges" en "Charges de personnel" et en "dettes d'exploitations" et non plus respectivement en "dettes accessoires" et "exploitations" (148M) et en "provisions pour risques et charges" et en "dettes accessoires exceptionnelles" (60M) et "provisions pour risques et charges"

|  |  | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   |   |
|--|--|--------|--------|--------|--------|--------|---|
| <b>Autres informations complémentaires</b> | Travaux effectués pour EFP                                     | 1 383  | 844    | 829    | 915    | 716    | Mars actifs effectués au nom et pour le compte de EFP |
|  | Exercices d'investissement obligés de l'infrastructure         | 2 361  | 2 346  | 2 671  | 2 617  | 2 615  |   |
|  | Exercices d'investissement de l'entretien                      | 961    | 931    | 1 426  | 1 361  | 1 486  |   |
|  | Travaux réalisés par EFP (art. 7 de la loi de 11 février 1995) | 30 337 | 30 364 | 31 176 | 31 311 | 34 207 |   |
|  | Services annexes de la dette - dette financière                | 8 843  | 8 367  | 8 444  | 8 200  | 8 281  |   |



**S N C F**



## II.2 Entreprises du secteur de l'énergie

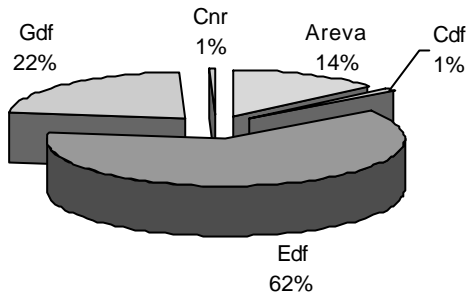
### Synthèse sectorielle

|   | En millions d' Euros                                       | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS |
|---|--|---------|---------|---------|---------|---------|--------------|
|   | Chiffre d'affaires   | 47 774  | 48 183  | 52 023  | 56 047  | 65 299  |              |
| <b>I -</b>  |  |         |         |         |         |         |              |
| <b>Activité</b>   | dont réalisé à l'étranger                                  | 6 793   | 7 777   | 10 998  | 14 085  | 20 204  |              |
| <b>et</b>   | Résultat d'exploitation / résultat opérationnel            | 3 973   | 3 887   | -4 144  | 3 543   | 3 860   |              |
| <b>résultat</b>   | Résultat financier   | -1 351  | -1 395  | -1 256  | -1 686  | -1 864  |              |
|   | Capacité d'autofinancement / Marge brute d'autofinancement | 31 738  | 32 687  | 32 568  | 33 385  | 39 548  |              |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                       | 142     | 1 494   | 1 938   | 1 857   | 290     |              |
| <b>II -</b>   | Total des immobilisations nettes                           | 112 942 | 119 656 | 122 050 | 127 822 | 140 782 |              |
|   | dont : écart d'acquisition net                             | 895     | 2 385   | 2 448   | 2 438   | 2 618   |              |
|   | dont immobilisations incorporelles nettes                  | 704     | 1 386   | 1 659   | 1 194   | 2 818   |              |
| <b>Immobilisations nettes</b>   | dont immobilisations financières nettes                    | 8 876   | 9 225   | 10 796  | 12 284  | 15 857  |              |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>   | Capitaux propres - part du groupe                          | 32 768  | 33 226  | 38 135  | 37 353  | 35 812  |              |
|   | Intérêts minoritaires                                      | 1 547   | 2 497   | 3 858   | 3 585   | 3 376   |              |
| <b>IV -</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice                   | 128     | 182     | 139     | 381     | 1 197   |              |
| <b>Dividendes et autres versements actualisés</b>   | dont reçu par l'Etat                                       | 8       | 0       | 8       | 0       | 8       |              |
|   | Autres rémunérations de l'Etat                             | 848     | 688     | 489     | 485     | 1 189   | EDF et GDF   |
| <b>V - Provisions</b>   | Provisions pour risques et charges                         | 48 271  | 52 770  | 58 244  | 57 999  | 65 874  |              |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                                  | 38 474  | 25 913  | 23 663  | 25 853  | 31 460  |              |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                   | 31 797  | 21 770  | 19 915  | 25 287  | 25 587  |              |
| <b>VII -</b>  | Effectifs en moyenne annuelle                              | 230 892 | 228 180 | 229 897 | 230 583 | 235 718 |              |
| <b>Données sociales</b>   | Charges de personnel                                       | 30 678  | 31 082  | 31 472  | 32 046  | 33 687  |              |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires      | 0,7%    | 3,1%    | 3,8%    | 3,3%    | 0,4%    |              |
| <b>VIII - Ratios</b>  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)    | 58      | 50      | 58      | 52      | 58      |              |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres           | 1,8%    | 8,9%    | 10,2%   | 7,2%    | 1,9%    |              |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                  | 171,8%  | 164,8%  | 123,3%  | 123,4%  | 165,7%  |              |
| <b>NOTA :</b> voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau |  |         |         |         |         |         |              |
| <b>ORF :</b> comptes sociaux jusqu'en 2000 et comptes consolidés en 2001                                  |  |         |         |         |         |         |              |

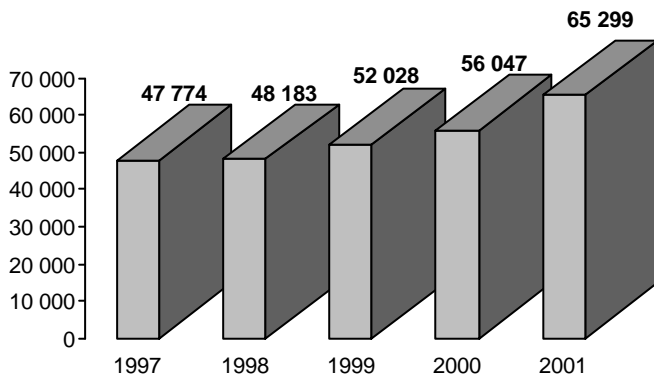
## Secteur Energie

**AREVA, EDF, GDF, CNR, CDF**

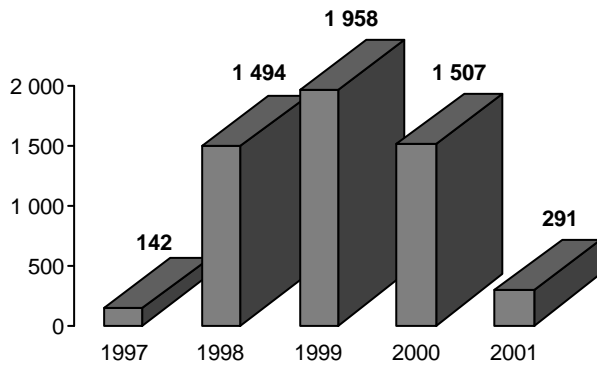
Chiffre d'affaires contributif de chaque entreprise au secteur



Evolution du chiffre d'affaires du secteur  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe du secteur  
*en millions d'euros*



## Energie

|  | En millions d' Euros                                    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS |
|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|--------------|
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>résultat</b>                   | Chiffre d'affaires                                      | 47 774  | 48 183  | 52 028  | 56 047  | 65 299  |              |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 6 793   | 7 777   | 10 998  | 14 088  | 20 204  |              |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 3 973   | 3 887   | 4 140   | 3 568   | 3 961   |              |
|  | Résultat financier                                      | -1 351  | -1 395  | -1 256  | -1 686  | -1 964  |              |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 11 730  | 12 687  | 12 566  | 9 368   | 9 548   |              |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 142     | 1 494   | 1 958   | 1 507   | 291     |              |
| <b>II-<br/>Immobilisations nettes</b>                        | Total des immobilisations nettes                        | 112 542 | 119 656 | 122 058 | 127 822 | 140 782 |              |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 695     | 2 265   | 2 440   | 2 478   | 2 610   |              |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 784     | 1 206   | 1 689   | 1 194   | 2 018   |              |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 8 876   | 9 225   | 10 796  | 12 294  | 15 857  |              |
| <b>III- Informations<br/>sur les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                       | 12 766  | 13 226  | 16 135  | 17 353  | 15 612  |              |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 1 547   | 2 497   | 3 050   | 3 598   | 3 376   |              |
| <b>IV-<br/>Dividendes et autres<br/>versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 120     | 182     | 139     | 301     | 1 197   |              |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |              |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                          | 648     | 688     | 489     | 493     | 0       | EDF et GDF   |
| <b>V - Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges                      | 48 271  | 52 770  | 56 246  | 57 999  | 65 874  | 13,6%        |
| <b>VI - Informations<br/>sur l'endettement financier</b>     | Dettes financières nettes                               | 24 474  | 25 913  | 23 663  | 25 853  | 31 461  |              |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 21 797  | 21 778  | 19 915  | 25 207  | 25 587  |              |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                             | Effectifs en moyenne annuelle                           | 210 692 | 220 100 | 229 097 | 230 503 | 235 718 |              |
|  | Charges de personnel                                    | 10 678  | 11 082  | 11 473  | 12 046  | 13 687  |              |
| <b>VIII -<br/>Ratios</b>                                     | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 0,3%    | 3,1%    | 3,8%    | 2,7%    | 0,4%    |              |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 51      | 50      | 50      | 52      | 58      |              |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 1,0%    | 9,5%    | 10,2%   | 7,2%    | 1,5%    |              |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 171,0%  | 164,8%  | 123,3%  | 123,4%  | 165,7%  |              |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau  
**CNR :** comptes sociaux jusqu'en 2000 et comptes consolidés en 2001



## Groupe Charbonnages de France

### Charbonnages de France, Houillères de Bassin de Lorraine, Houillères de Bassin du Centre et du Midi et leurs participations consolidé

| Comptes consolidés                                   | En millions d' Euros                                    | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|---|
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires                                      | 1 171  | 1 057  | 967    | 1 031  | 967    | En 2001, impact des changements de méthode : + 51M€                                       |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 78     | 71     | 64     | 79     | 95     |   |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | -298   | -331   | -302   | -289   | -518   |   |
|  | Résultat financier                                      | -300   | -286   | -255   | -297   | -252   |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | -604   | -628   | -597   | -814   | -623   | CAF calculée par les auteurs du rapport   |
|  | Résultat net - part du groupe                           | -940   | -919   | -936   | -944   | -1 204 |   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | 17     | 17     | 17     | 17     | 37     |   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | -923   | -902   | -919   | -927   | -1 167 |   |
| <b>II- Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                        | 2 794  | 2 565  | 2 487  | 2 332  | 2 307  |   |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 0      | 0      | 0      | 0      | 5      |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 2      | 6      | 8      | 4      | 3      |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 606    | 591    | 559    | 487    | 489    |   |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                       | -3 862 | -4 393 | -4 993 | -5 367 | -8 263 | Hors subventions d'investissement. En 2001, impact des changements de méthodes : +1 728M€ |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 230    | 227    | 239    | 226    | 567    |   |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | /      | /      | /      | 0      | 0      |   |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                          | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                      | 1 376  | 1 511  | 1 742  | 1 902  | 4 358  |   |
| <b>VI- Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                               | 4 861  | 4 905  | 5 305  | 5 514  | 5 367  |   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 4 576  | 4 096  | 4 313  | 4 318  | 4 196  |   |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                           | 14 325 | 13 099 | 11 748 | 10 373 | 9 311  | A compter de 1999, calculé par les rédacteurs   |
|  | Charges de personnel                                    | 571    | 542    | 501    | 482    | 578    |   |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | /      | /      | /      | /      | /      | Résultat et fonds propres négatifs  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 40     | 41     | 43     | 46     | 62     |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | /      | /      | /      | /      | /      |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | /      | /      | /      | /      | /      |   |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\* Comptes combinés au sens du Comité de Réglementation Comptable ; les trois établissements sont liés par des relations économiques et non des liens de participation.

\* En 2001, changements de présentation comptable du fait de l'arrêt de la plupart des unités d'exploitation et changements de méthodes d'évaluation des provisions GAE et GSA (application anticipée du règlement CRC 2000-06 relatif aux passifs)

|  |                                      |  |  |  |       |  |
|--|--------------------------------------|--|--|--|-------|--|
| <b>Informations pro forma 2000</b>         | Capitaux propres                     |  |  |  | 7 095 |  |
|  | Provisions pour risques et charges   |  |  |  | 3 631 |  |
|  | Dettes                               |  |  |  | -1    |  |
| <b>du fait des changements de méthodes</b> | Résultat d'exploitation              |  |  |  | -428  |  |
|  | Résultat financier                   |  |  |  | -265  |  |
|  | Résultat exceptionnel                |  |  |  | 33    |  |
|  | Résultat net - part du groupe        |  |  |  | -681  |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires |  |  |  | 17    |  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé |  |  |  | 664   |  |

## La Poste

| Comptes consolidés                                   | En millions d' Euros                                    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS  |
|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|---|
| Degré d'appartenance au Secteur Public               | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet  |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires                                      | 13 702  | 14 236  | 15 315  | 16 020  | 17 028  |   |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       | Information indisponible  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 295     | 387     | 600     | 420     | 182     | Y compris participation des salariés  |
|  | Résultat financier                                      | -220    | -177    | -178    | -141    | -146    |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 518     | 738     | 980     | 824     | 542     | MBA à partir de 1999  |
|  | Résultat net - part du groupe                           | 9       | 51      | 284     | 139     | -95     |   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | 0       | 0       | 1       | 5       | 3       |   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 9       | 51      | 285     | 144     | -92     |   |
| <b>II- Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                        | 5 758   | 6 267   | 6 609   | 19 693  | 24 852  |   |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 23      | 53      | 254     | 331     | 811     |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 52      | 61      | 121     | 141     | 186     |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 678     | 1 193   | 1 265   | 14 497  | 19 169  | 2000 : y compris titres d'investissement acquis par Efinoste dans le cadre de la gestion<br>2001 : impact des changements de méthodes comptables (-125M€) |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                       | 1 010   | 1 319   | 1 477   | 1 621   | 1 630   |   |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 1       | 1       | 14      | 21      | 11      |   |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |   |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |   |
| <b>V - Provisions</b>                                | Autres rémunérations de l'Etat                          | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet  |
| <b>VI- Informations sur l'endettement financier</b>  | Provisions pour risques et charges                      | 270     | 390     | 765     | 944     | 834     |   |
|  | Dettes financières nettes                               | 2 407   | 2 920   | 2 695   | 2 522   | 2 254   |   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 3 197   | 2 765   | 3 108   | 2 742   | 2 960   |   |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                           | 286 635 | 288 015 | 291 700 | 302 221 | 313 854 | Effectifs mensuels moyens   |
|  | Charges de personnel                                    | 9 559   | 9 708   | 9 965   | 10 531  | 11 016  | Y compris participation   |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 0,1%    | 0,7%    | 3,7%    | 1,8%    | /       | 2001 : résultat négatif   |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 33      | 34      | 34      | 35      | 35      |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 1,8%    | 7,8%    | 38,1%   | 17,2%   | -11,4%  |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 237,9%  | 221,2%  | 180,7%  | 153,6%  | 137,4%  |   |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

|   |   |  |  |  |        |        |  |
|---|---|--|--|--|--------|--------|--|
| <b>Autre information complémentaire</b> | Titres d'investissement acquis par Efinoste dans le cadre de la gestion des fonds CCP y compris intérêts courus |  |  |  | 13 757 | 18 363 |  |
|---|---|--|--|--|--------|--------|--|

## GDF

| Comptes consolidés                                   | En millions d' Euros                                      | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)      | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/1    | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires  | 9 199  | 9 353  | 9 109  | 11 211 | 14 357 |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                                 | 483    | 568    | 533    | 901    | 1 493  |  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 933    | 1 387  | 1 094  | 874    | 1 637  |  |
|  | Résultat financier  | -241   | -157   | -99    | -166   | -120   |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 1 571  | 1 909  | 1 710  | 1 502  | 2 224  | Avant rémunération de l'Etat   |
|  | Résultat net - part du groupe                             | 538    | 726    | 444    | 431    | 891    |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                      | 4      | 30     | 25     | 52     | 63     |  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | 542    | 756    | 469    | 483    | 954    |  |
| <b>II- immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                          | 10 922 | 12 530 | 13 104 | 14 745 | 15 721 |  |
|  | dont écart d'acquisition net                              | 40     | 396    | 281    | 361    | 403    |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 93     | 169    | 246    | 371    | 468    |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 461    | 873    | 1 115  | 1 405  | 1 354  |  |
| <b>III- Informations sur les fonds propres</b>       | Capitaux propres - part du groupe                         | 2 219  | 2 668  | 4 598  | 5 050  | 5 962  | 2000 : impact de changement de méthodes  |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 115    | 179    | 188    | 204    | 300    |  |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                     | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Autres rémunérations de l'Etat                            | 259    | 244    | 25     | 113    | /      |  |
| <b>VI- Informations sur l'endettement financier</b>  | Provisions pour risques et charges                        | 3 849  | 4 350  | 4 500  | 4 547  | 4 663  |  |
|  | Dettes financières nettes                                 | 1 275  | 1 746  | 1 348  | 2 853  | 2 894  |  |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 928    | 1 413  | 1 188  | 1 499  | 1 897  |  |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                             | 30 254 | 30 947 | 31 391 | 32 217 | 34 870 | Moyenne calculée par les rédacteurs du rapport   |
|  | Charges de personnel                                      | 1 467  | 1 595  | 1 585  | 1 710  | 1 900  |  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | 5,9%   | 8,1%   | 5,1%   | 4,3%   | 6,6%   | Résultat avant rémunération de l'Etat . Fonds propres y compris titres participatifs mais hors droits en nature des concédants |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers F)   | 49     | 52     | 51     | 53     | 54     |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 17,3%  | 21,2%  | 8,6%   | 8,4%   | 14,1%  |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 40,6%  | 49,0%  | 24,6%  | 49,7%  | 42,9%  |  |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\* Rémunération de l'Etat déductible du résultat comptable incluant une part fixe sur la base des dotations en capital et une part variable fixées par arrêté et figurant sur une ligne spécifique en fin du compte de résultat. L'article 79 de la loi de finances rectificative pour 2001 a mis fin à cette modalité de rémunération : pour les établissements publics ayant à titre principal un caractère industriel, commercial ou financier, le dividende qui constitue désormais le mode exclusif de rémunération de l'Etat est prélevé sur le bénéfice distribuable.

|  |                                     |       |       |       |       |       |  |
|--|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--|
| <b>Autres informations complémentaires</b> | Droits en nature des concédants     | 3 656 | 3 760 | 2 613 | 2 897 | 3 122 | 1999 : après imputation des subventions et participation de tiers 1,33 Md€ |
|  | Immobilisations mises en concession | 7 026 | 7 305 | 7 596 | 7 736 | 8 282 |  |
|  | Titres participatifs                | 804   | 719   | 692   | 485   | 485   |  |

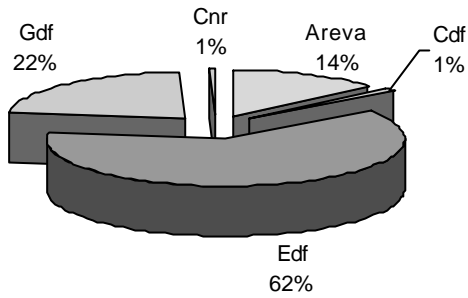




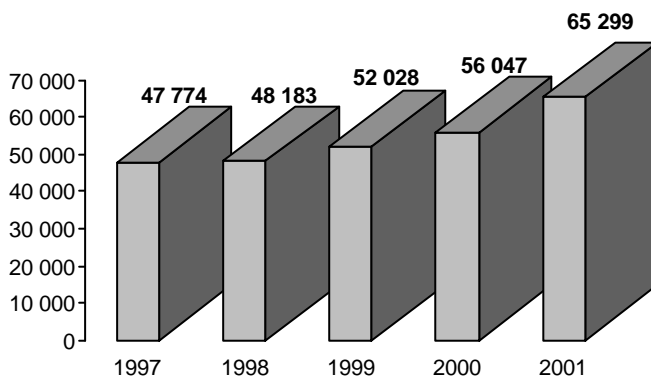
## Secteur Energie

**AREVA, EDF, GDF, CNR, CDF**

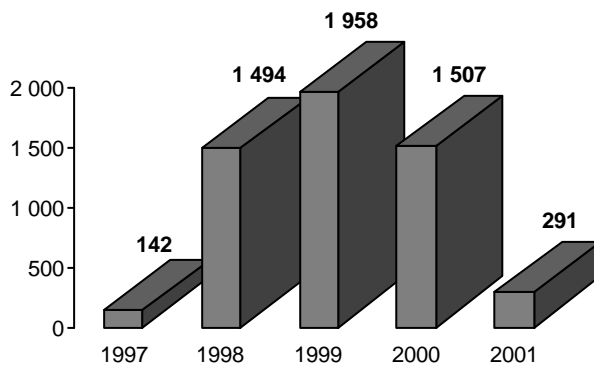
Chiffre d'affaires contributif de chaque entreprise au secteur



Evolution du chiffre d'affaires du secteur  
*en millions d'euros*

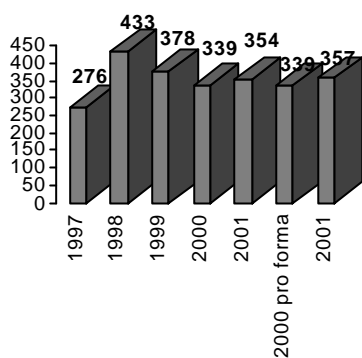


Evolution du résultat net-part du groupe du secteur  
*en millions d'euros*



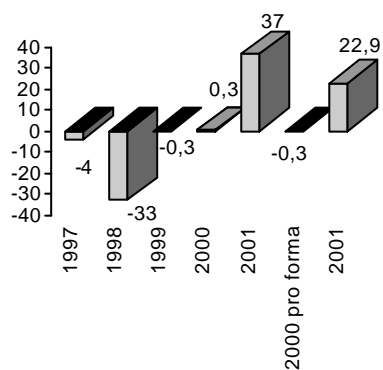
## Compagnie nationale du Rhône

Evolution du chiffre d'affaires  
en millions d'euros



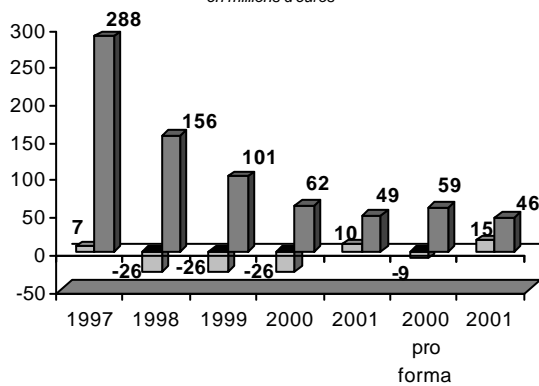
Deux derniers histogrammes : comptes consolidés

Résultat net - part du groupe  
en millions d'euros



Deux derniers histogrammes : comptes consolidés

Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
en millions d'euros

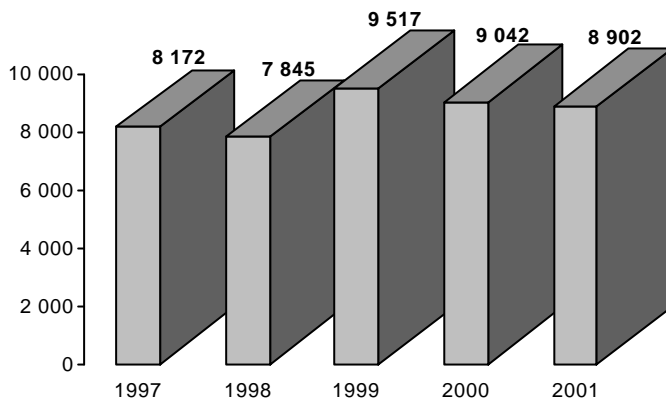


Deux derniers histogrammes : comptes consolidés

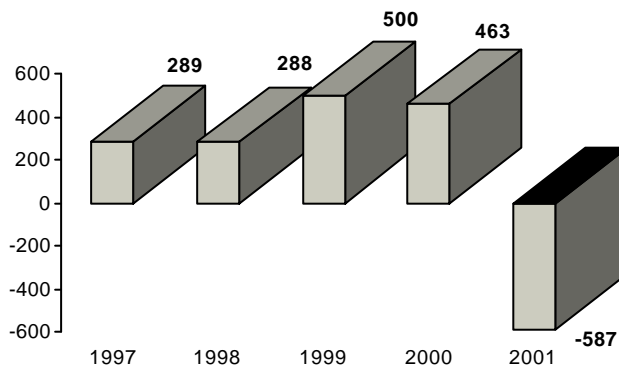
Capitaux propres - part du groupe
  Dettes financières nettes

# AREVA

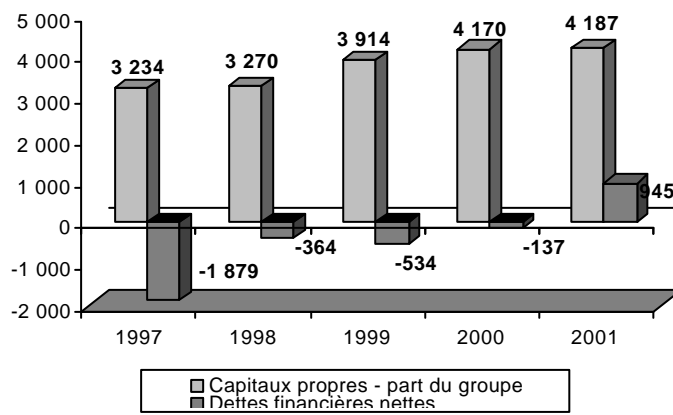
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*

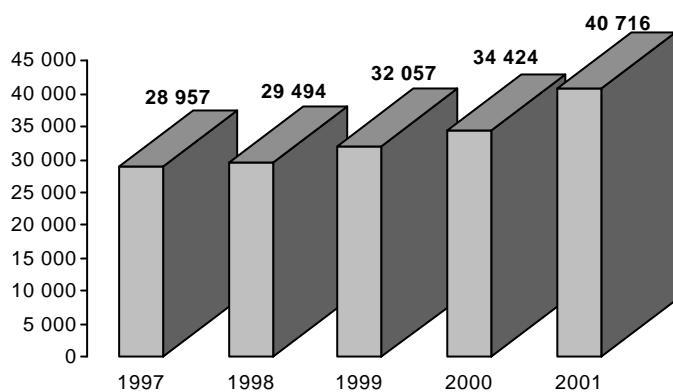


Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*

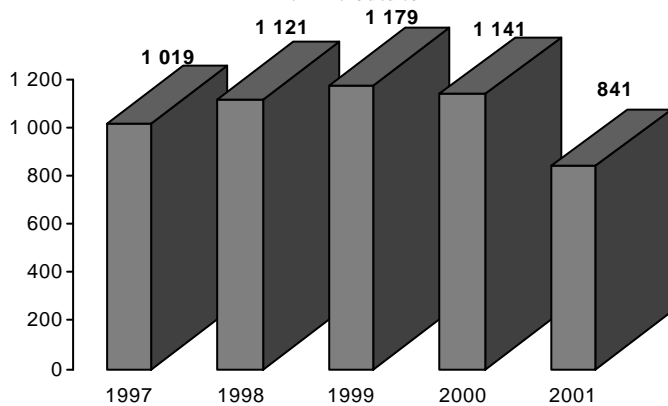


## Electricité de France

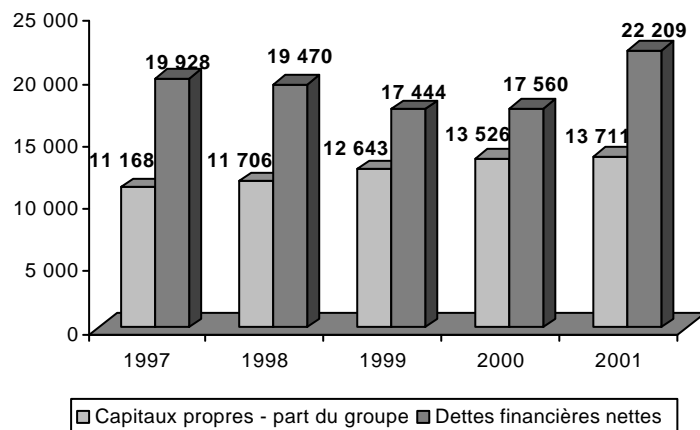
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*

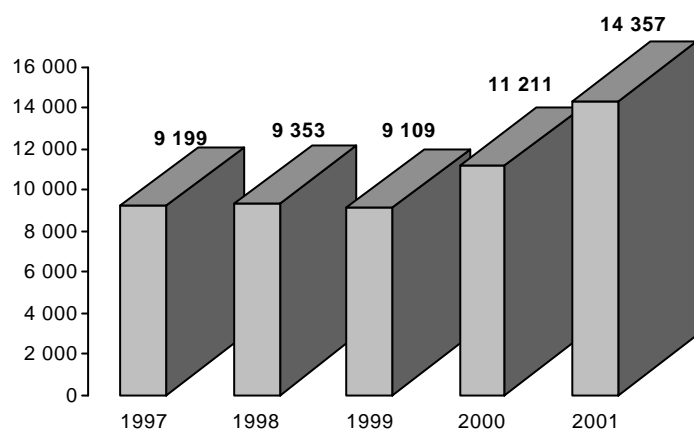


Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*

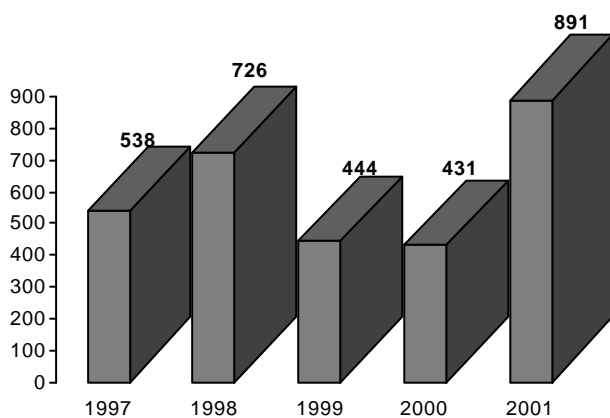


## Gaz de France

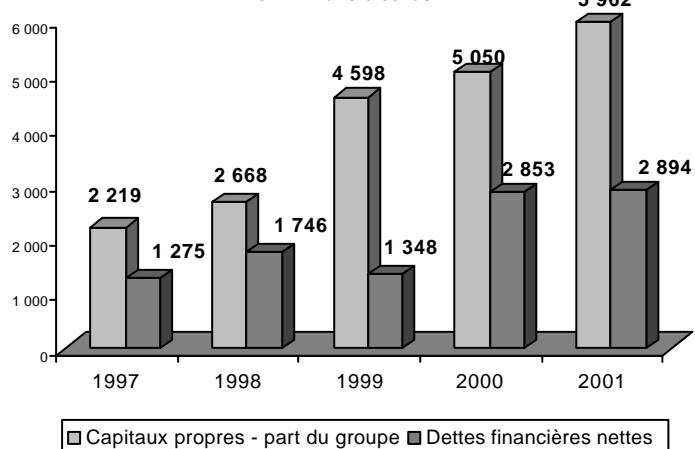
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



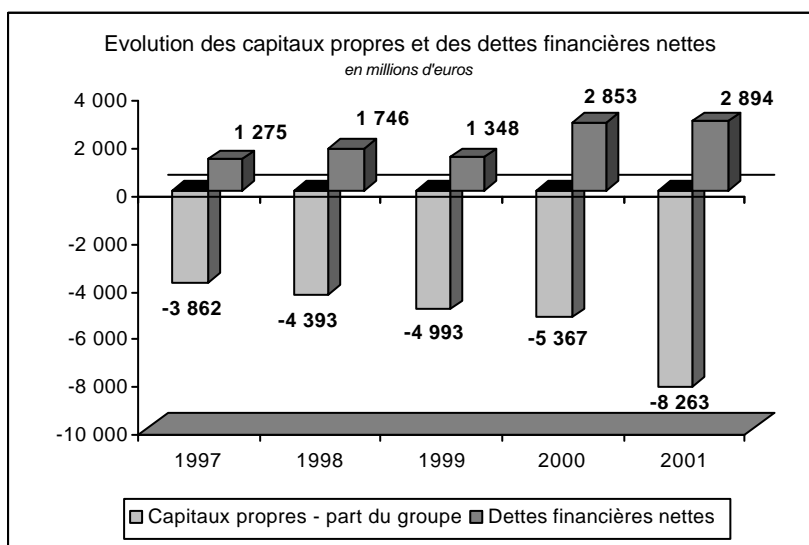
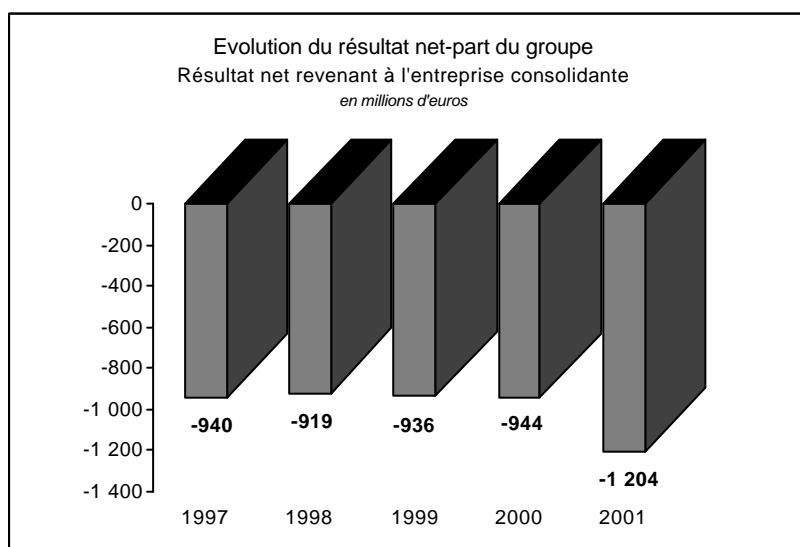
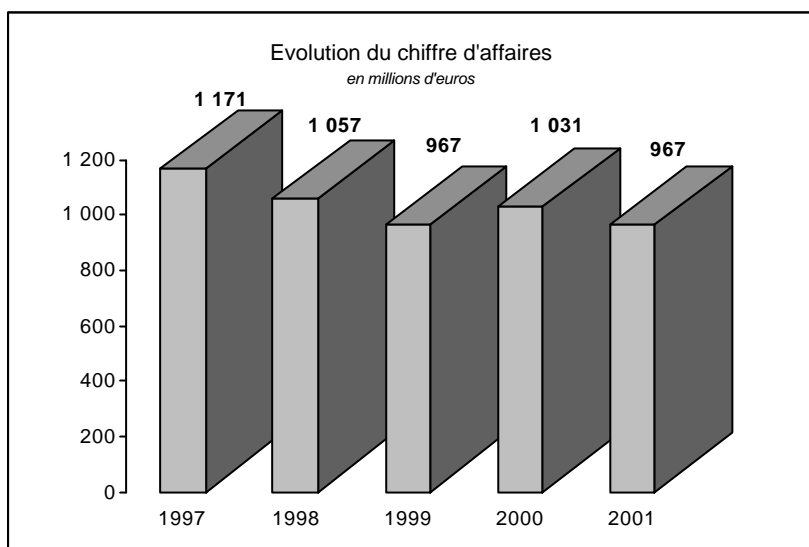
Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*



## Charbonnages de France



# AREVA

En septembre 2001, la Société des Participations du CEA – dont le nom commercial CEA-Industrie est devenu AREVA – a procédé à une simplification de ses structures en devenant la société de tête d'un nouveau groupe. Le groupe est présent sur l'ensemble de la filière nucléaire d'une part, où il occupe une position de leader mondial à travers les sociétés COGEMA (amont et aval du cycle) et Framatome ANP (constructions de réacteurs, de centrales, et de combustible nucléaire "classique") et dans le secteur de la connectique d'autre part, avec FCI (n°3 mondial). Il dispose également d'un portefeuille de participations, notamment des participations de 11,2% dans STM, 26% dans ERAMET, 1,8% dans TotalFinaElf. Composé de 50 000 salariés, le groupe AREVA réalise un chiffre d'affaires de 9 Md€ (71% dans le nucléaire, 29% dans la connectique).

## Faits majeurs de l'exercice 2001

### Eléments internes à l'entreprise

Outre la restructuration profonde du groupe, l'année 2001 a d'abord vu la concrétisation de l'accord FRAMATOME-SIEMENS fusionnant les activités nucléaires des deux groupes dans FRAMATOME-ANP : apport des activités allemandes de SIEMENS le 31 janvier 2001 et apport des activités américaines le 19 mars 2001. SIEMENS a complété ces apports par un versement en numéraire de 145 M€ afin de détenir au total 34% du capital de FRAMATOME-ANP.

Cette fusion a permis à AREVA de devenir le fournisseur unique de la nouvelle génération des réacteurs EPR et de prendre la première place mondiale dans la fourniture de combustible.

Dans le secteur nucléaire, le *pôle amont* a connu un accroissement de la capacité de la mine d'uranium de Mac Lean au Canada grâce au renouvellement de l'exploitation du site pour 4 ans et la fin de l'extraction d'uranium en France en raison de l'épuisement des réserves de la mine de Jouac, après 15 ans d'exploitation.

Le *pôle réacteurs et services* a été marqué par la signature en juin 2001 du contrat K2R4 visant à moderniser deux tranches nucléaires en Ukraine, afin de compenser la fermeture de l'unité 3 de Tchernobyl, par le chargement du réacteur de la centrale chinoise de Ling Ao (deux tranches de 1000 MWe dont la chaudière est de conception FRAMATOME-ANP), par l'acquisition de la société CANBERRA, ce qui permet à AREVA d'être désormais le leader mondial de la mesure nucléaire, et par la cession de la part détenue dans Clemessy (46,1%) au groupe DALKIA, à la suite du rapprochement d'EDF et de DALKIA dans le domaine des services en aval de la production d'électricité.

Les principaux événements affectant le *pôle aval* ont été la signature d'un accord avec EDF sur la gestion des combustibles usés, avec une convention de prix courant jusqu'en 2007, la poursuite du programme américain d'élimination du plutonium militaire en excès et la signature d'un accord avec Japan Nuclear Fuel Limited (JNFL) portant sur l'assistance au démarrage de l'usine japonaise de Rokkasho-Mura.

Dans le secteur des composants, FCI, filiale du groupe AREVA qui rassemble l'ensemble des activités de connectique, a été particulièrement affecté par le retournement des marchés télécoms et informatique, en régression de 50%. Ces marchés représentaient près de 70% du chiffre d'affaires de FCI, contre 60% aujourd'hui. FCI a dû mettre en place une politique de réduction des coûts, qui a en particulier entraîné la fermeture de six usines aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et en Europe.



## Éléments de conjoncture et de contexte

*Dans le domaine nucléaire*, l'événement le plus marquant sur la scène internationale a été, en mai 2001, la présentation de la politique énergétique américaine (*National Energy Policy*), qui appelle l'énergie nucléaire à devenir une composante majeure du "mix" énergétique américain, et recommande de revoir la position officielle américaine à l'égard du traitement des combustibles usés.

En novembre 2001, le Parlement européen a adopté une résolution, consacrée à l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne et que la Commission de Bruxelles avait préparé. Cette résolution reconnaît l'importance des objectifs du protocole de Kyoto et la contribution de l'énergie nucléaire à cet égard. Dans le même temps, le projet d'une cinquième centrale nucléaire a été voté par le Parlement finlandais, alors que le projet de loi formalisant l'abandon, étalé dans le temps, du nucléaire comme source de production d'électricité en Allemagne, était adopté.

Selon les données disponibles au début de 2002, la production mondiale d'électricité nucléaire aurait augmenté de 2,4% en 2001, pour atteindre 2 613 TWh. La production dans l'Union européenne s'est élevée à 880 TWh (+4,4% sur l'année précédente), dont près de la moitié (409 TWh) en France (+3,5%).

Enfin, après un arrêt de plus de trois ans, les gouvernements français et allemand se sont mis d'accord fin janvier 2001 pour reprendre les transports nucléaires entre les deux pays : ceux des résidus conditionnés vers l'Allemagne et ceux des combustibles usés des centrales allemandes vers La Hague. Conformément à cet accord, les transports de résidus vitrifiés allemands en provenance de La Hague vers le centre d'entreposage de Gorleben ont repris en mars, et ceux des combustibles usés allemands vers La Hague en avril.

*Dans le domaine des composants*, l'industrie mondiale de la connectique a connu au cours de l'exercice 2001 la plus mauvaise année de son histoire. Le *Bishop Report* de janvier 2002, qui retient une définition restrictive du marché de la connectique, connecteurs électriques, électroniques ou optiques, à l'exclusion de tout système d'interconnexion, considère que les ventes se sont élevées en 2001 à 25,6 Md\$, soit une baisse de 19,1% par rapport à l'année 2000. Selon ce même rapport, la taille du marché mondial de la connectique s'est contractée de manière significative après la croissance de 18,1% atteinte au cours de l'année 2000 pour revenir au niveau de l'année 1999. D'après ce rapport, le marché nord-américain a baissé de près de 30%, le marché européen de 12,4%, le marché japonais de 24%, le marché Asie-Pacifique de 8,1% et le reste du monde de 13,2%.

La chute brutale de l'activité du marché de la connectique résulte principalement de la récession économique, qui affecte particulièrement les marchés des télécommunications, y compris ceux de l'internet, du transfert de données et de l'informatique.

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

### La structure financière

Les capitaux propres du groupe AREVA sont restés stables à 4,2 Md€, l'augmentation de capital issue de la restructuration du groupe équilibrant la distribution de dividendes et la perte de l'exercice. Les provisions pour risque et charges y compris les pensions et avantages assimilés (5,7 Md€) incluent près de 2,8 Md€ de provisions représentatives de la quote-part d'AREVA dans les dépenses de démantèlement et de reprise des déchets des installations nucléaires. Afin de couvrir ces dépenses, un portefeuille financier dédié a été constitué et est inclus dans les immobilisations financières pour 2Md€ et dont la valeur de marché nette d'impôt fin 2001 était de 2,4 Md€.

La dette financière, nette de la trésorerie et hors TSDI, s'établit à 729 M€ fin 2001, contre une trésorerie nette hors TSDI de 354 M€ fin 2000. Elle représenté 13% du total des fonds propres (y compris les intérêts minoritaires). Ajustée de la valeur de marché des actifs financiers liquides (1,8 Md€), la trésorerie nette dont dispose le groupe AREVA dépasse 1Md€.

## **L'exploitation**

Le chiffre d'affaires du groupe AREVA a diminué de 1,6% de 2000 à 2001, pour s'établir à 8 902 M€ Notamment grâce à l'intégration des activités de la société SIEMENS dans le groupe, les activités du secteur nucléaire ont augmenté de 10%, tandis que le secteur des composants voyait son activité diminuer de 26%. A périmètre comparable (c'est-à-dire sans tenir compte de la fusion avec SIEMENS, de l'acquisition de CANBERRA et de la cession de CLEMESSY), le chiffre d'affaires a diminué de 7,4% de 2000 à 2001.

Le résultat opérationnel pour 2001 est de 122 M€, soit 1,4% du chiffre d'affaires. Il diminue de 80% par rapport à 2000. Il résulte d'évolutions contrastées : tandis que le résultat opérationnel du secteur nucléaire progresse de 76% avant éléments exceptionnels, le résultat opérationnel du secteur composants se dégrade très fortement, passant de 289 M€ en 2000 à une perte opérationnelle de 235 M€ en 2001, qui résulte en particulier d'une mauvaise anticipation du marché, avec une poursuite des investissements en 2001 sur un rythme proche de celui de 2000, en plein retournement du marché.

Compte tenu de l'amélioration des résultats financiers (+79%, à 199 M€), d'un résultat exceptionnel de 319 M€ enregistrant notamment les effets de la plus-value de dilution liée à l'entrée de SIEMENS dans le capital de FRAMATOME-ANP, d'un impôt sur les bénéfices en baisse de près de 60% et d'une baisse du montant des sociétés mise en équivalence (102 M€ au lieu de 443 M€ en raison de la chute du résultat de STMicroelectronics), le résultat net avant amortissement des écarts d'acquisitions ressort à 622 M€, soit une baisse de 34% par rapport à 2000. Le résultat net part du groupe avant amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition ressort à 143 M€, contre 463 M€ en 2000. Après écart d'acquisition, ce même résultat net part du groupe représente une perte de 587 M€, qui s'explique par un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition de BERG, société américaine du secteur de la connectique acquise en 1998, pour 730 M€. L'écart d'acquisition résiduel de la connectique figurant au bilan au 31 décembre 2001 s'élève à 794 M€

## **Les principales données hors bilan**

Au 31 décembre 2001, les engagements donnés par le groupe AREVA étaient de 667 M€ dont 509 M€ au titre des avals et cautions, parmi lesquels 103 M€ au titre de garanties sur affaires de COGEMA et 167 M€ au titre de Framépargne.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Les organes dirigeants**

La holding du groupe AREVA est une société à directoire et conseil de surveillance.

#### *Conseil de surveillance*

Le conseil de surveillance comprend treize membres et devrait comprendre à terme dix huit membres dont quatre représentants de l'Etat, et trois représentants des salariés élus, les autres membres étant nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

#### *Directoire*

Le directoire comprend deux membres et devrait comprendre cinq membres. Les deux premières nominations, Mme Anne Lauvergeon, présidente, et M. Gérard Arbola, ont été effectuées en juillet 2001 lors de la séance inaugurale du conseil de surveillance.

### **Les comités du conseil de surveillance**

Trois comités ont été créés au sein du conseil de surveillance en juillet 2001.

### *Comité d'audit*

Le comité d'audit, composé de trois membres du conseil de surveillance, est notamment chargé de vérifier l'existence et la pertinence des normes comptables, financières ou déontologiques et des procédures de contrôle interne, d'examiner les projets de budgets et de comptes annuels, d'établir une cartographie des risques susceptibles d'apparaître ou existant au sein du Groupe. Il se réunit au minimum une fois par trimestre et doit établir un rapport annuel sur la réalisation de sa mission.

### *Comité stratégique*

Le comité stratégique, composé de cinq membres du conseil de surveillance, est chargé d'éclairer le conseil de surveillance sur les objectifs stratégiques de la société et de ses filiales, d'apprécier le bien-fondé et les conséquences des décisions stratégiques les plus importantes proposées par le directoire au conseil de surveillance et de veiller à l'application de la politique stratégique de la société et à sa mise en œuvre au niveau des filiales. Il se réunit au minimum une fois par semestre et doit établir un rapport annuel sur la stratégie du groupe.

### *Comité des rémunérations et des nominations*

Le comité des rémunérations, composé de trois membres du conseil de surveillance, propose au conseil de surveillance des rémunérations, des régimes de retraite et de prévoyance, des avantages en nature pour les mandataires sociaux du groupe et examine l'opportunité et les modalités de mise en œuvre de plans d'actionnariat. Il se réunit au minimum une fois par semestre.

S'agissant des nominations, le comité examine les dossiers des personnalités pressenties aux fonctions de membre du directoire et communique son avis au conseil de surveillance.

## **Perspectives**

Avec la réorganisation de la filière nucléaire, AREVA est aujourd'hui le n°1 mondial du nucléaire. L'avenir du programme EPR (*European Pressurized Reactor*) et la capacité du futur groupe à s'implanter à l'étranger, notamment aux Etats Unis, constituent deux enjeux déterminants pour le développement du groupe.

Concernant le pôle composant, une réflexion sur son devenir au-delà des difficultés actuelles des marchés sera conduite par le conseil de surveillance.

# CONSEIL DE SURVEILLANCE D'AREVA AU 31 DECEMBRE 2001

## **Président**

M. Pascal Colombani

## **Membres représentant l'Etat**

M. Philippe de Fontaine Vive

M. Loic Hennekine

M. Dominique Maillard

Mme Jeanne Seyvet

## **Autres membres**

M. Philippe Pontet, Vice-Président

M. Euan Baird

M. Philippe Braidy

M. Patrick Buffet

M. Thierry Desmarest

M. Gaishi Hiraiwa

M. Daniel Lebègue

Cea représenté par M. Philippe Rouvillois

## **Représentants des salariés**

Trois représentants élus (élections à organiser)

## **Mission de contrôle économique et financier**

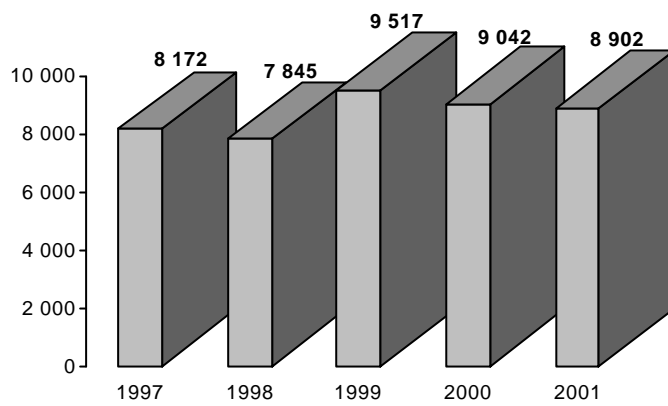
M. François Muller, Chef de mission

## AREVA (ex CEA – INDUSTRIE) – EXERCICES 1997 À 2001

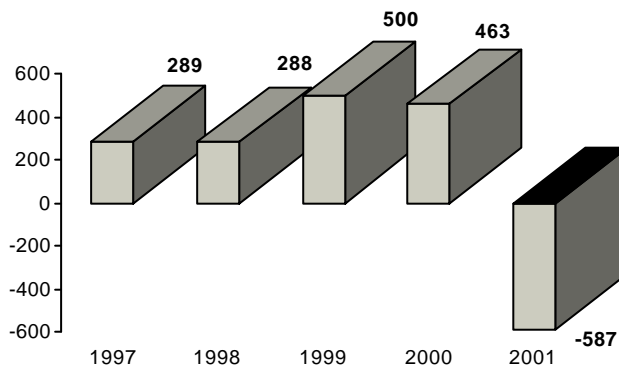
|   |  | AREVA  |        |        |        |        |  |
|---|--|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| Comptes consolidés  | En millions d' Euros                                       | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public:</b>  | Capital détenu par l'Etat (en %)                           | 93,8   | 93,8   | 93,8   | 93,8   | 93,8   | 5,2  |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)      | 95,8   | 95,8   | 95,8   | 95,8   | 95,8   | 89,8   |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12     | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0 sans objet   |
| <b>I.</b>   | Chiffre d'affaires   | 8 172  | 7 845  | 9 517  | 9 642  | 8 992  |  |
| <b>Activité</b>   | dont activité à l'étranger                                 | 3 298  | 3 702  | 4 138  | 5 081  | 4 708  |  |
| <b>et résultat</b>  | Résultat d'exploitation / résultat opérationnel            | 428    | 375    | 486    | 540    | 122    | A compter de 2001, résultat opérationnel incluant les coûts de restructuration et les résultats de cession d'immobilisations corporelles |
|   | Résultat financier   | 141    | 132    | -4     | -71    | 199    |  |
|   | Capacité d'autofinancement / Marge brute d'autofinancement | 2 077  | 2 153  | 3 138  | 1 318  | 1 380  | CAP jusqu'à 1999, MSA depuis 2000  |
|   | Résultat net - part du groupe                              | 288    | 288    | 508    | 463    | -187   |  |
|   | Résultat net - activités minoritaires                      | 167    | 278    | 712    | 322    | 228    |  |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                       | 456    | 566    | 1 220  | 785    | -367   |  |
|   | Total des immobilisations nettes                           | 11 644 | 12 499 | 13 643 | 13 131 | 12 938 |  |
| <b>II.</b>  | dont état d'acquisitions net                               | 655    | 1 348  | 2 157  | 2 113  | 2 195  |  |
| <b>Immobilisations nettes:</b>  | dont immobilisations non reprises nettes                   | 293    | 273    | 392    | 75     | 534    |  |
|   | dont immobilisations financières nettes                    | 3 728  | 3 948  | 4 445  | 5 114  | 4 838  |  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>   | Capitales propres - part du groupe                         | 5 254  | 5 278  | 5 914  | 4 178  | 4 187  |  |
|   | Intérêts minoritaires                                      | 1 528  | 1 652  | 2 019  | 2 434  | 1 094  |  |
| <b>IV.</b>  | Dépenses versées au cours de l'exercice                    | 128    | 182    | 138    | 301    | 1 197  |  |
| <b>Distributions et autres événements associés</b>  | dont reçus par l'Etat                                      | 0      | 0      | 0      | 0      | 11     | Jusqu'à 2000, dettes indirectes de l'Etat  |
|   | Autres rémunérations de l'Etat                             | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0 sans objet   |
| <b>V - Provisions</b>   | Provisions pour risques et charges                         | 4 741  | 5 028  | 5 085  | 5 412  | 5 715  |  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                                  | -1 078 | -364   | -134   | -127   | 948    | V comptes TSDI   |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                   | 652    | 2 005  | 367    | 2 114  | 288    |  |
| <b>VII.</b>   | Effet de sa couverture annuelle                            | 42 847 | 45 294 | 52 897 | 51 811 | 59 835 | Calculée par les éditeurs de rapport   |
| <b>Données variables</b>  | Charges de personnel                                       | 2 019  | 2 133  | 2 327  | 2 426  | 2 697  |  |
|   | Résultat (groupe * minoritaires) / Chiffre d'affaires      | 5,8%   | 7,1%   | 12,7%  | 8,7%   | -4,1%  |  |
| <b>VIII - Ratios</b>  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers F)    | 47     | 46     | 44     | 47     | 51     |  |
|   | Résultat (groupe * minoritaires) / Fonds propres           | 8,9%   | 11,3%  | 20,4%  | 11,3%  | -7,1%  | Fonds propres hors TSDI  |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                  | -20,5% | -7,0%  | -2,2%  | -3,1%  | 18,2%  | Jusqu'à 2000, dette financière nette négative  |
| <b>NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau</b> |  |        |        |        |        |        |  |
| <b>Autres informations complémentaires</b>  | TSDI   | 304    | 303    | 306    | 306    | 306    | TSDI émis en 1991 par Framatome pour un montant de 200000000 € (contrepartie au cours de l'exercice 1991MFP)                             |

# AREVA

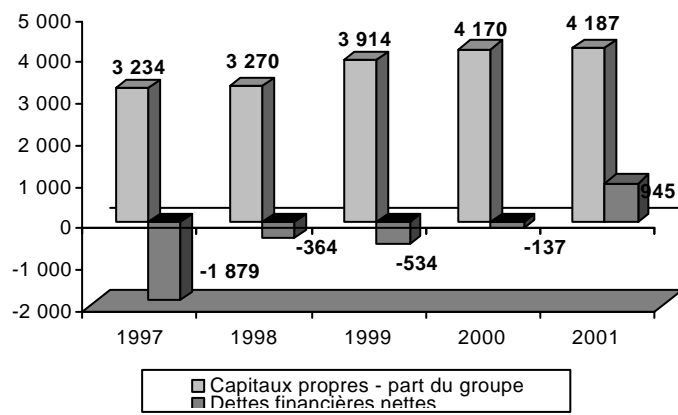
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*



# GROUPE CHARBONNAGES DE FRANCE

## Charbonnages de France, Houillères de Bassin de Lorraine, Houillères de Bassin du Centre et du Midi et leurs participations consolidées

Le groupe Charbonnages de France (CdF)<sup>1</sup> est constitué de trois établissements publics à caractère industriel et commercial : CdF (organe de direction, de coordination et de contrôle du groupe), les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) et les Houillères du bassin Centre-Midi (HBCM). Le groupe comprend également un ensemble de participations consolidées qui sont, pour l'essentiel, des sociétés productrices d'électricité (la Société Nationale d'Electricité et de Thermique et ses deux filiales SETNE et SETCM) et un holding, FILIANORD, chargé de la gestion de titres de participations de différentes sociétés ainsi que de biens immobiliers et mobiliers à caractère industriel.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier trimestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

Dans la perspective de l'arrêt d'exploitation des mines à l'horizon 2005, l'année 2001 a été marquée par la poursuite de la baisse de la production de houille (-33,7% par rapport à 2000 à 2,62 millions de tonnes). Cette forte baisse résulte des réductions d'effectifs opérées dans le cadre du Pacte charbonnier (possibilité de bénéficier du « congé charbonnier de fin de carrière » à 45 ans avec 25 annuités), de l'accroissement des difficultés techniques et géologiques et de la hausse de l'absentéisme. Après l'arrêt de l'ensemble des mines découvertes du Centre-Midi, trois mines de fond sont exploitées actuellement dont les deux principales en Lorraine. Le recul de la production a été amplifié par l'arrêt de l'exploitation de l'une des tailles sur le site de Merlebach, à la suite de l'accident mortel du 21 juin 2001. La mise en exploitation d'une autre taille n'a pas permis de compenser intégralement le déficit de production lié à cet accident.

L'année 2001 a par ailleurs été marquée par d'importantes cessions d'actifs qui ont permis de pérenniser des activités concernées dans des conditions satisfaisantes sur le plan économique et social. Les principales opérations ont concerné la Société nationale d'électricité et de Thermique (SNET) dont 30% du capital a été cédé à l'électricien espagnol ENDESA en février 2001 et les houillères de bassin dont une partie du patrimoine immobilier a été cédé au cours du deuxième semestre 2001 (à savoir, l'essentiel du parc immobilier des HBL et celui de Montceau les Mines). Par ailleurs, le réseau ferré des HBL (206 km de voies, 37 locomotives et 830 wagons) a été repris par VFLI, filiale du groupe SNCF-Participations. L'activité "laboratoire" des HBL a également été cédée.

S'agissant de l'activité de cokéfaction, la cokerie de Drocourt a été fermée en mars 2002 (en l'absence de repreneur) et le projet de cession de la cokerie de Carling (actuellement exploitée par les HBL) est en cours d'étude.

Enfin il convient de souligner que 2001 a été une année charnière pour la réhabilitation des sites miniers, la réhabilitation prenant désormais le relais de l'extraction.

### Eléments de conjoncture et de contexte

Soutenue par une conjoncture économique favorable au début de l'année 2001, la demande de charbon est restée importante et les prix relativement élevés. Au premier semestre, le bon niveau de production a permis d'augmenter les livraisons. Au second semestre, à la suite du déficit de production aux HBL, les livraisons vers EDF ont été interrompues et elles ont été réduites vers les autres secteurs.

---

<sup>1</sup> En l'absence de lien capitalistique entre les trois EPIC, l'établissement de comptes « consolidés » (comptes combinés au sens du Comité de la Réglementation Comptable) est justifié du fait du mode de fonctionnement centralisé de ces organismes autour de l'EPIC CdF qui est chargé des orientations stratégiques, de l'animation, du contrôle et du financement de l'ensemble.

Le marché du coke a été très contrasté en 2001. En début d'année, la quasi-pénurie tant pour le coke sidérurgique que pour le coke de fonderie a entraîné une hausse importante des prix de vente par rapport à 2000. En fin d'année, l'offre surabondante sur le marché du coke métallurgique liée au ralentissement de ce secteur, a creusé un peu plus l'écart entre les prix sur ce marché et ceux des coques de fonderie dont le marché a mieux résisté.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

### **La structure financière**

Les capitaux propres ont subi une dégradation de 2877 M€ en 2001 pour deux raisons : le déficit de l'exercice (1204 M€) et l'effet des changements de méthode comptable intervenus le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (1725 M€). L'application anticipée du règlement comptable sur les passifs s'est traduit par une augmentation de 1730 M€ des provisions pour charges (essentiellement les charges relatives à la Gestion des Sites Arrêtés (GSA) et à la Gestion de l'Adaptation des Effectifs (GAE)).

Les dettes financières ont diminué de 273 M€ passant de 5 732 à 5 459 M€, en raison notamment de l'arrivée à échéance d'un emprunt obligataire de 480 M€. Du fait des cessions d'actifs intervenues, l'émission d'un nouvel emprunt a été portée à 300 M€.

L'endettement net des EPIC [qui représente les dettes financières, déduction faite des créances représentées par les avances de financement consenties à la SNET et à l'ANGR (154 M€) et en ajoutant les dettes que constituent les comptes courants financiers nets des filiales](365 M€) a diminué de 372 M€ en 2001 après avoir enregistré une progression ininterrompue depuis 1988 (+ 80 %). Il s'établit à 5 179 M€ au 31 décembre 2001. Cette diminution s'explique par les produits des cessions d'actifs, qui permettent une stabilisation des ressources mobilisées par les EPIC.

### **L'exploitation**

#### *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires du groupe, qui a diminué de 115 M€ entre 2000 et 2001, s'établit à 967 M€. La houille et l'immobilier ne contribuent respectivement plus qu'à hauteur de 54 M€ et 234 M€ au chiffre d'affaires, tandis que l'électricité (473 M€), en représente désormais environ la moitié.

Si tous les secteurs d'activité voient leur chiffre d'affaires diminuer en 2001, la baisse la plus significative est celle du secteur "GSA, GAE et autres activités", pour 90 M€, qui est due essentiellement à la sortie du périmètre de consolidation de la société CdF Energie SA (-43 M€), à l'arrêt de l'activité d'Agglonord (-10 M€) et à la réduction d'activité des EPIC (-11 M€).

La baisse de 7 M€ du chiffre d'affaires de l'activité électrique traduit essentiellement la diminution des appels EDF.

#### *Résultat*

Le résultat d'exploitation se détériore de 90 M€ par rapport à 2000 (donnée pro-forma), la perte d'exploitation en 2001 étant de 518 M€. Si la contribution de l'activité houille reste fortement négative, à -302 M€, elle s'améliore de 87 M€, en raison de la réduction des dotations aux amortissements, en liaison avec la fermeture des dernières découvertes aux HBCM, de la diminution sensible des investissements, de la hausse de la valorisation de la houille et de la réduction des charges (baisse des effectifs employés, plan d'économies sur les fournitures et charges externes).

La dégradation de la contribution de l'activité Gestion des sites arrêtés (GSA), de -67 M€, pour une contribution négative de -114 M€ en 2001, s'explique en particulier par des dotations complémentaires pour les coûts futurs des travaux de fermeture du fond. La détérioration de la contribution de l'activité Gestion de l'adaptation des effectifs (GAE), de -66 M€, pour une contribution négative de -160 M€ en 2001, s'explique également par des dotations complémentaires destinées à tenir compte du coût des effectifs qui ne pourront pas être employés aux travaux de démantèlement.

Les contributions des activités électricité (+83 M€) et immobilier (+30 M€), bien que positives, sont en réduction (respectivement -11 M€ et -13 M€).



Le résultat net global de l'ensemble consolidé s'établit à -1 167 M€ contre -664 M€ (donnée proforma) en 2000, soit une dégradation de plus de 500 M€ attribuable principalement à la baisse du chiffre d'affaires de 115 M€ et à la forte dégradation du résultat exceptionnel (-396 M€ contre +33 M€ en 2000), qui s'explique par le provisionnement de la dépréciation des actifs de SOGINORPA consécutif à la cession des titres de cette société à l'EPINORPA, pour 644 M€. Les plus-values réalisées sur les cessions de participations, d'activités et de logements, pour 256 M€, ne suffisent pas à compenser cette charge exceptionnelle.

### **Les principales données du hors-bilan**

L'essentiel des engagements hors bilan est constitué par les engagements pris à l'égard du personnel retraité ou en activité en matière de retraite (pour l'essentiel prestations chauffage et de logement accordé aux retraités et aux veuves par l'association nationale de gestion des retraites). Ces engagements non provisionnés (qui devraient s'éteindre vers 2050) s'élevaient à 7,8 Md€ au 31 décembre 2001 et sont couverts annuellement par une subvention de l'Etat correspondant aux charges aux charges effectives de l'année considérée.

## **GOVERNEMENT D'ENTREPRISE**

### **Les conseils d'administration**

CdF et les houillères de bassin sont administrés par des conseils d'administration. Le conseil d'administration de CdF comprend dix huit membres dont cinq représentants de l'Etat, sept personnalités qualifiées et six représentants du personnel. Les conseils d'administration des houillères de bassin (HBL-HBCM) comprennent chacun vingt et un membres dont trois représentants de l'Etat, onze personnalités qualifiées et sept représentants du personnel.

### **Les divers comités**

Depuis 1996, CdF a développé une gestion active de sa dette et de ses taux en ayant recours à des instruments financiers ce qui a conduit à la création d'un *comité stratégique de trésorerie* (CST) et un *comité opérationnel de trésorerie* (COT). Ils sont composés de dirigeants du groupe, du chef de la mission de contrôle et, pour le CST, de représentants de l'Etat et de personnalités qualifiées.

Le conseil d'administration, qui se prononce annuellement sur les procédures générales de la fonction trésorerie, reçoit les comptes rendus des réunions du CST à qui il appartient éventuellement de proposer au conseil d'administration une modification des procédures générales, le CST tenant six réunions par an. Le COT se réunit tous les 15 jours environ ; il est responsable du suivi des marchés, des opérations financières et du suivi de la trésorerie.

## **Perspectives**

La politique de cession d'actifs, la gestion des personnels (gestion de « l'adaptation des effectifs ») et la remise en état des sites d'exploitation miniers et industriels constituent les principales préoccupations du groupe Charbonnages de France, dans la perspective de l'arrêt de l'exploitation à l'horizon 2005.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CDF AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Philippe de Ladoucette, Président  
M. Pierre Chassigneux  
M. Pierre-François Couture  
M. Christian Eckert  
M. Bernard Jully  
M. Edmond Pachura  
M. Jean-François Rocchi

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Laurent Galzy  
Mme Isabelle Moures  
M. François Philizot  
M. Ludovic Sénécaut  
Mme Marie-Solange Tissier

### **Administrateurs représentant du personnel**

M. Fabien Bado  
M. Serge Brettar  
M. Denis Engel  
M. Christian Fratter  
M. Jean-François Hochard  
M. Richard Pla

### **Commissaire du gouvernement**

M. Didier Houssin

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Michel Auge, Chef de mission

# CDF – EXERCICES 1997 à 2001

| Groupe Charbonnages de France   |  |        |        |        |        |        |   |
|---|--|--------|--------|--------|--------|--------|---|
| Charbonnages de France, Houillères de Bassin de Lorraine, Houillères de Bassin du Centre et du Midi et leurs participations consolidées |  |        |        |        |        |        |   |
| Comptes consolidés  | En millions d' Euros                                       | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>   | Capital détenu par l'Etat (en %)                           | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |   |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)       | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | (Sans objet)  |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12     | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | (Sans objet)  |
| <b>I - Activités et résultat</b>  | Chiffre d'affaires   | 1 171  | 1 057  | 967    | 1 031  | 967    | En 2001, impact des changements de méthode : + 511M€                                      |
|   | dont : résultat à l'étranger                               | 70     | 71     | 84     | 70     | 85     |   |
|   | Résultat d'exploitation / résultat opérationnel            | -290   | -331   | -382   | -289   | -318   |   |
|   | Résultat financier   | -380   | -286   | -255   | -297   | -252   |   |
|   | Capacité d'autofinancement / Marge brute d'autofinancement | -694   | -628   | -597   | -614   | -623   | CAF calculés par les auteurs du rapport   |
|   | Résultat net - part du groupe                              | -948   | -919   | -936   | -944   | -1 284 |   |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires                       | 17     | 17     | 17     | 17     | 17     |   |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                       | -931   | -902   | -919   | -927   | -1 267 |   |
|   | Total des immobilisations nettes                           | 2 794  | 2 545  | 2 487  | 2 332  | 2 387  |   |
|   | dont : coût d'acquisition net                              | 0      | 0      | 0      | 0      | 5      |   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>  | dont immobilisations incorporelles nettes                  | 2      | 4      | 0      | 4      | 3      |   |
|   | dont immobilisations financières nettes                    | 686    | 591    | 559    | 487    | 489    |   |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>   | Capitales propres - part du groupe                         | -3 382 | -4 393 | -4 993 | -5 387 | -6 283 | Sans subventions d'investissement. En 2001, impact des changements de méthodes : +1 128M€ |
|   | Intérêts minoritaires                                      | 228    | 227    | 228    | 226    | 267    |   |
| <b>IV - Dettes et autres engagements financiers</b>   | Dettes financières au cours de l'exercice                  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | dont reçues par l'Etat                                     | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Autres engagements de l'Etat                               | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | (Sans objet)  |
| <b>V - Provisions</b>   | Provisions pour risques et charges                         | 1 276  | 1 513  | 1 740  | 1 982  | 4 358  |   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                                  | 4 381  | 4 905  | 5 381  | 5 514  | 5 367  |   |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                   | 4 136  | 4 084  | 4 313  | 4 313  | 4 184  |   |
| <b>VII - Données sociales</b>   | Effectifs en moyenne annuelle                              | 14 325 | 13 099 | 11 740 | 10 373 | 9 311  | À compter de 1999, calculé par les réalisateurs de  |
|   | Charges de personnel                                       | 571    | 540    | 581    | 482    | 578    |   |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
| <b>VIII - Ratios</b>  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)    | 40     | 41     | 41     | 46     | 62     | Ratios et fonds propres ajustés   |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres           | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |   |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VIII) de ce tableau.

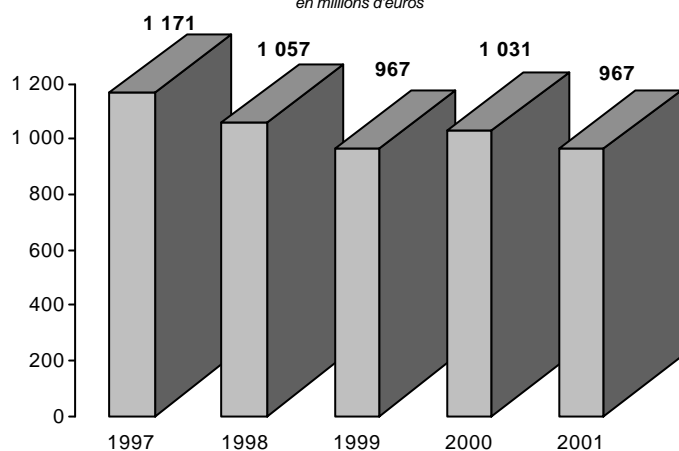
\* Comptes consolidés au sens de Comptabilité Réglementaire Comptable ; les trois états financiers sont liés par des relations économiennes et non des liens de participation.

\* En 2005, changements de présentation comptable du fait de l'arrêt de la plupart des unités d'exploitation et changements de méthodes d'évaluation des provisions (AM) et GSA (application anticipée de règlement).

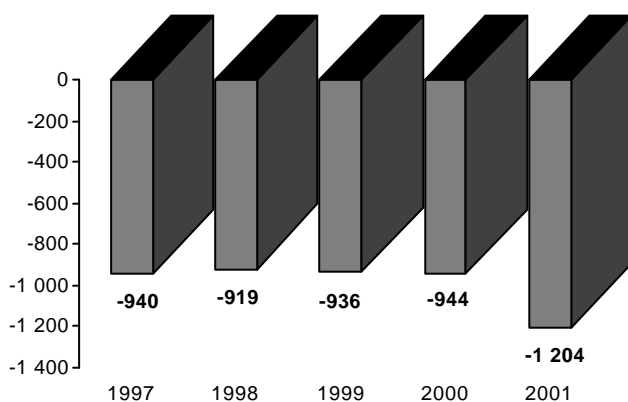
| Informations                         | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Capitales propres                    | -3 382 | -4 393 | -4 993 | -5 387 | -6 283 |
| Provisions pour risques et charges   | 1 276  | 1 513  | 1 740  | 1 982  | 4 358  |
| <b>par items 2000</b>                | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Dettes                               | 4 381  | 4 905  | 5 381  | 5 514  | 5 367  |
| Résultat d'exploitation              | -290   | -331   | -382   | -289   | -318   |
| <b>de fait</b>                       | -380   | -286   | -255   | -297   | -252   |
| Résultat financier                   | -380   | -286   | -255   | -297   | -252   |
| Résultat exceptionnel                | 11     | 11     | 11     | 11     | 11     |
| <b>des changements</b>               | -948   | -919   | -936   | -944   | -1 284 |
| Résultat net - part du groupe        | -948   | -919   | -936   | -944   | -1 284 |
| Résultat net - intérêts minoritaires | 17     | 17     | 17     | 17     | 17     |
| <b>de méthodes</b>                   | -931   | -902   | -919   | -927   | -1 267 |
| Résultat net de l'exercice consolidé | -931   | -902   | -919   | -927   | -1 267 |

## Charbonnages de France

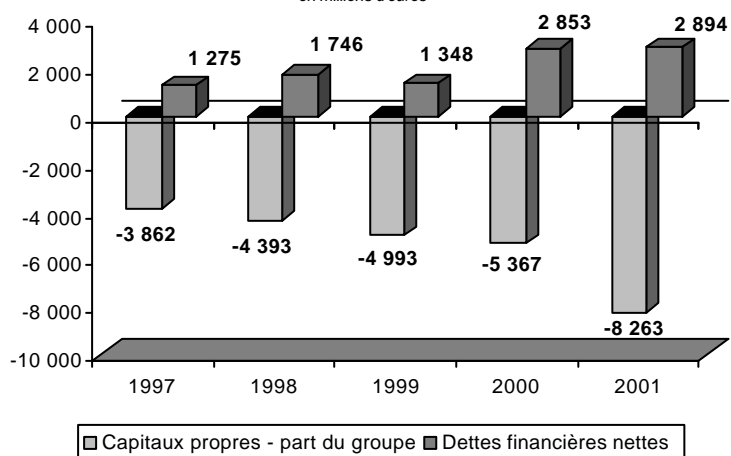
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*



# CNR

## Compagnie Nationale du Rhône

La CNR, société anonyme d'intérêt général soumise à un régime particulier, a été constituée en 1934, pour une durée de 99 ans, en application de la loi du 27 mai 1921 d'aménagement du Rhône de la frontière suisse à la Méditerranée, pour en être le concessionnaire. La concession de la CNR prendra fin le 31 décembre 2023.

La loi de 1921 a posé le principe d'une concession unique visant à la fois la production d'électricité, la navigation et l'irrigation. La mission interministérielle en charge de la réactualisation du cahier des charges de la concession a réaffirmé le caractère indissociable des trois missions de la concession et a estimé nécessaire la prise en compte de nouveaux besoins en matière de navigation et d'environnement dans le respect de l'équilibre financier de la concession.

La loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité en reconnaissant à la CNR le statut de producteur d'électricité indépendant de plein exercice, a entraîné une mutation importante de la compagnie. La CNR a négocié de nouvelles relations contractuelles avec EDF, élaboré un partenariat commercial avec la société Electrabel (groupe Suez) et s'est dotée d'une organisation industrielle et de commercialisation de la production électrique.

L'activité de la CNR se déploie dans les secteurs suivants : production et fourniture d'électricité à partir de ses aménagements hydroélectriques, exploitation et équipement de la voie navigable sur le Rhône et contribution au développement du transport fluvial, gestion du fleuve dans ses aspects de maîtrise de la sécurité hydraulique et de restauration de ses fonctions écologiques, mise en valeur du domaine foncier concédé, conseil et prestation de services pour compte de tiers dans le cadre de projets d'aménagements de la vallée du Rhône.

### **Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002**

L'exercice 2001 a été marqué par la poursuite du processus de transformation de la compagnie.

Disposant librement de sa production depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001, la CNR a mis en place une stratégie commerciale indépendante d'EDF et établit de nouvelles relations avec EDF, fondées sur les règles du marché. Dans le cadre de leurs relations nouvelles, EDF est devenue à la fois fournisseur et client de la CNR. L'avenant aux protocoles portant révision de leurs relations contractuelles, signé le 4 septembre 2001, en fixe le cadre. Ces nouvelles relations sont fondées sur un accord industriel avec un mandat d'exploitation des ouvrages hydroélectriques confié par la CNR à EDF pour une durée de cinq ans renouvelable et un accord commercial de vente d'électricité.

Elle a, par ailleurs, créé le 28 août 2001 en partenariat avec Electrabel une société commune de commercialisation, Energie du Rhône, qui fournit des prestations de service pour la commercialisation de son électricité et celle d'Electrabel sur le marché français des clients éligibles.

Les pouvoirs publics ont accompagné la mutation de la CNR en préparant l'actualisation du cahier des charges de la concession du Rhône qui devrait entrer en vigueur au début de 2003. De nouveaux statuts de la CNR sont en préparation, en application de l'article 21 de la loi portant diverses mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (MURCEF) du 11 décembre 2001, en vue de doter la compagnie d'une organisation se rapprochant le plus possible du droit commun, avec de nouveaux organes sociaux sous la forme d'un conseil de surveillance et d'un directoire et rendant possible l'ouverture du capital dans le respect de la majorité publique dont le principe a été confirmé.

## **Eléments internes à l'entreprise**

La CNR a engagé à l'automne 2001 un plan de réflexion à moyen terme qui s'est concrétisé par l'élaboration d'un plan stratégique d'entreprise sur la période 2002-2006, entré en vigueur en janvier 2002.

Elle s'est également dotée, en janvier 2002, d'une nouvelle organisation adaptée aux objectifs du plan stratégique, autour de ses activités principales, chacune étant organisée en centre de résultat.

La CNR a mis en oeuvre pour l'arrêté des comptes 2001, la dissociation comptable dont les principes ont été définis par une décision de la Commission de Régulation de l'Electricité du 15 février 2001. Le bilan 2001 dissocié fait apparaître sur un total de 3202,1 M€ un bilan relatif à la production hydroélectrique de 2 672,7 M€ et de 529,4 M€ pour les autres activités.

La compagnie a établi, en 2001, pour la première fois des comptes consolidés. Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les sociétés Stérex, Lyon Terminal, Parfirhône et Energie du Rhône, seule la société des Forces Motrices de Chancy-Pougny dont la CNR détient 27% ayant fait l'objet d'une mise en équivalence.

## **Eléments de conjoncture et de contexte**

### *Conjoncture*

Pour sa première année d'entrée sur le marché, la CNR a réalisé un exercice 2001 très satisfaisant. Sa production hydroélectrique s'est élevée à 16,9 TWH, soit une augmentation de 8,5% par rapport à une production moyenne (15,6 TWH), représentant 3 % de la production totale d'électricité française.

Le transport fluvial a enregistré une légère baisse du trafic avec 714Mt/km et de 3,69 Mt transportés, malgré la bonne tenue de l'activité sur le principal site, Lyon Edouard-Herriot avec 9,5 Mt (tous modes de transport confondus).

La CNR vend une part importante de sa production sur les marchés de gros ; depuis le début de 2002, elle est devenue un des acteurs de la bourse française de l'électricité, Powernext. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la CNR est adhérente en son nom propre à l'Union Française de l'Electricité.

### *Contexte*

La mise en place effective d'une nouvelle organisation industrielle et commerciale doit permettre à la CNR de renforcer sa maîtrise technique et industrielle des installations et de la commercialisation de sa production électrique. En parallèle, la mise en oeuvre du cahier des charges actualisé de la concession et des nouveaux statuts, d'ici le début 2003, conforteront l'avenir de la compagnie en tant que concessionnaire du Rhône et d'entreprise intervenant sur un marché concurrentiel.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

L'exercice 2001 s'est déroulé à périmètre constant et dans le cadre des relations contractuelles historiques entre la CNR et EDF jusqu'à fin mars 2001, ensuite, la CNR a vendu son électricité aux conditions du marché.

### **L'exploitation**

En application des protocoles EDF-CNR fixant les modalités de cession de sa production d'électricité, la CNR a perçu, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2001 une redevance de 75,95 M€. Les ventes d'électricité effectuées entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 décembre 2001 ont représenté un montant de 256,09 M€. Le chiffre d'affaires social de la CNR s'est élevé à 353,55 M€ en augmentation de 4,4 % par rapport à 2000. Ce résultat s'explique par la bonne hydraulité du printemps et le niveau des prix favorables de l'électricité en fin d'année.

La CNR a terminé l'exercice avec un résultat social net bénéficiaire de 36,76 M€, montant très nettement supérieur à celui de 2000 (0,23 M€).

## **La structure financière**

Le montant des investissements réalisés par la compagnie en 2001 s'est élevé à 20,51 M€ L'endettement social de la CNR s'élève au 31 décembre 2001 à 58,46 M€ dont 22,11 M€ d'emprunts à court terme et 36,36 M€ d'emprunts dont l'échéance est comprise entre 1 et 5 ans

## **Les engagements hors bilan**

Les engagements hors bilan de la CNR sont constitués de 1,79 M€ représentant le pécule à verser aux agents CNR partant en retraite, 1,07 M€ correspondant à une prime accordée aux médaillés du travail et 0,41 M€ pour une garantie d'emprunt accordée à l'association d'investissement des Tellines à laquelle participe la CNR à hauteur de 27,78%.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil s'est réuni à cinq reprises en 2001. Il est composé de vingt sept membres : sept représentants de l'Etat, cinq représentants des autres actionnaires, cinq représentants de régions, cinq représentants des intérêts généraux concernés par l'aménagement du Rhône et cinq représentants du personnel. EDF a démissionné de son poste d'administrateur à compter du 4 mai 2001.

Le conseil d'administration est appelé à être remplacé d'ici quelques mois par une structure à conseil de surveillance et directoire, conformément à la loi MURCEF.

Le conseil d'administration n'a pas créé en son sein de comités spécialisés.

## **Perspectives**

La CNR est engagée dans un processus de mutation, long et complexe pour devenir un producteur d'électricité de plein exercice dont une étape essentielle a été franchie avec la mise en place d'une organisation industrielle et commerciale, en partenariat avec EDF et Electrabel. Elle a su également acquérir rapidement une expérience en matière de commercialisation de sa production et fait la preuve de sa capacité à se positionner sur le nouveau marché de l'électricité en cours de formation.

Les prochaines étapes concernent l'actualisation de la concession d'ici la fin de 2002, la mise en place de nouveaux statuts et une recomposition du capital dans le respect de l'appartenance au secteur public, avec notamment l'entrée du groupe Suez.

# **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CNR AU 31 DECEMBRE 2001**

## **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Michel Margnes, Président

## **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Michel Besse

M. Michel Delahousse

M. Jean-Philippe Schweitzer,

M. Ludovic Senecaut

M. Pierre-Eric Rosenberg

M. Michel Vermeulen

## **Administrateurs représentant les régions**

M. Jean-Marc Coppola

M. Eric Fournier

M. Hubert Haenel

M. Jean Rosselot

M. Max Roustan

## **Administrateurs représentant des intérêts généraux concernés par l'aménagement du Rhône et de la liaison Rhin-Rhône**

M. François Bordry

M. Jean-Pierre Crémer

M. Jean-François Dalaise

M. Michel Margnes

## **Administrateurs représentant les actionnaires**

M. Roger Gérin

M. Michel Mercier

M. Lucien Weygand

## **Administrateurs représentant les salariés**

M. Jacques-Philippe Bois

M. Jacques Guilbert

M. André James

M. Roland Fain

M. Mattia Scotti

## **Commissaires du gouvernement**

M. Christophe Baulinet

M. Patrice Raulin

## **Mission de contrôle économique et financier**

M. Gilles Venet, Chef de mission

M. Alain Nourissier Contrôleur d'Etat

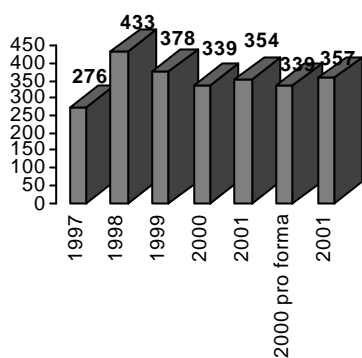


# CNR – EXERCICES 1997 À 2001

|   |   | <b>CNR</b>      |       |       |       |        |                   |        |  |
|---|---|-----------------|-------|-------|-------|--------|-------------------|--------|--|
|   | En millions d' Euros  | Comptes sociaux |       |       |       |        | Comptes annexes   |        | OBSERVATIONS   |
|   |   | 1997            | 1998  | 1999  | 2000  | 2001   | 2000<br>pro forma | 2001   |  |
| Degré d'appartenance  | Capital détenu par l'Etat (en %)  | 0,0             | 0,0   | 0,0   | 0,0   | 0,0    | 0,0               | 0,0    |  |
| ou Secteur Public   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)                            | 100,0           | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0  | 100,0             | 100,0  | 31/12/2001 : déduction indirecte de l'Etat (46,92%) par l'intermédiaire de EDF (16,67%), la SFRCP (16,67%) et de la Caisse des Dépôts et Consignations (13,58%)  |
|   | Valeur bookvalue de la participation de l'Etat au 31/12                         | /               | /     | /     | /     | /      | /                 | /      | Sans objet   |
| I- Actifs   | Chiffre d'affaires  | 276             | 435   | 570   | 338   | 354    | 339               | 357    |  |
|   | dont réalisés à l'étranger  | 1               | 1     | 2     | 2     | 3      | 2                 | 1      |  |
| et  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel                                  | 26              | 17    | 5     | -4    | 34     | 4                 | 34     |  |
|   | Résultat financier  | -25             | -25   | -8    | -6    | 8      | -7                | -4     |  |
| résultat  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement                       | 67              | 158   | 67    | 55    | 51     | 55                | 47     | Comptes sociaux CAF calculés par les rédacteurs du rapport jusqu'en 1999 ; comptes consolidés CAF en 2000 et MBA en 2001   |
|   | Résultat net - part du groupe   | /               | /     | /     | /     | /      | -0,3              | 23     |  |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires  | /               | /     | /     | /     | /      | 0                 | -8,2   |  |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé  | -4              | -33   | -8,3  | 0,3   | 37     | -0,3              | 23     |  |
| II- Immobilisations nettes  | Total des immobilisations nettes  | 3 825           | 3 034 | 5 086 | 3 998 | 2 115  | 3 100             | 5 117  |  |
|   | dont écart d'acquisition net  | /               | /     | /     | /     | /      | 0                 | 0      |  |
|   | dont immobilisations incorporelles nettes                                       | 0,3             | 1     | 1     | 1     | 3      | 1                 | 1      |  |
|   | dont immobilisations financières nettes   | 21              | 18    | 38    | 19    | 22     | 21                | 20     |  |
| III- Informations sur les fonds propres   | Capitaux propres - part du groupe   | 7               | -20   | -20   | -20   | 10     | -9                | 15     | Calculés par les rédacteurs du rapport   |
|   | Intérêts minoritaires   | /               | /     | /     | /     | /      | 0                 | 3      |  |
| IV- Dividendes et autres versements associés  | Dividendes versés au cours de l'exercice  | 0               | 0     | 0     | 0     | 0      | 0                 | 0      |  |
|   | dont reçus par l'Etat   | /               | /     | /     | /     | /      | /                 | /      | Déduction indirecte de l'Etat  |
|   | Autres rémunérations de l'Etat  | /               | /     | /     | /     | /      | /                 | /      | Sans objet   |
| V- Provisions   | Provisions pour risques et charges  | 5               | 5     | 3     | 3     | 8      | 10                | 11     |  |
| VI- Informations sur l'endettement financier  | Dettes financières nettes   | 200             | 150   | 181   | 62    | 48     | 59                | 46     |  |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an  | 79              | 114   | 80    | 59    | 57     | 59                | 37     |  |
| VII- Données sociales   | Effectifs en moyenne annuelle   | 651             | 651   | 650   | 654   | 667    | 660               | 697    |  |
|   | Charges de personnel  | 37              | 37    | 38    | 38    | 38     | 38                | 40     |  |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires                           | /               | /     | /     | 0,7%  | 10,5%  | /                 | 9,5%   | Fonds propres hors droits du concédant et provisions pour amortissement de caducité - 1997, 1998, 1999 : résultat social net après et 2000 : résultat consolidé pro forma net après - 1998, 1999, 2000 : fonds propres net après |
| VIII - Ratios   | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers F)                         | 57              | 56    | 58    | 58    | 58     | 58                | 57     |  |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres                                | /               | /     | 1,2%  | /     | 370,0% | /                 | 528,3% |  |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                                       | 4128,5%         | /     | /     | /     | 480,0% | /                 | 255,6% |  |
| <b>REMARQUES :</b> voir le tableau joint à la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau |   |                 |       |       |       |        |                   |        |  |
| Autres Informations complémentaires   | Autosité consolidée   | -4              | -4    | -4    | -4    | -4     | -4                | -4     |  |
|   | Droits de consolidation   | 2736            | 2 805 | 3 009 | 3 040 | 3 053  | 3 040             | 3 035  | Calculés par les rédacteurs du rapport   |
|   | Part de production attribuable aux actions A et B déduite du résultat financier | 1               | 1     | 1     | 1     | 1      | 1                 | 1      |  |

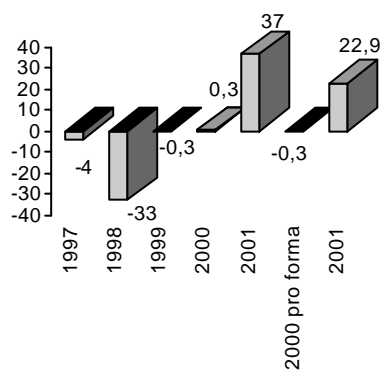
## Compagnie nationale du Rhône

Evolution du chiffre d'affaires  
en millions d'euros



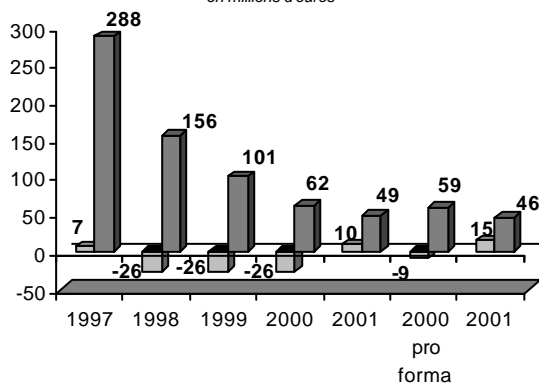
Deux derniers histogrammes : comptes consolidés

Résultat net - part du groupe  
en millions d'euros



Deux derniers histogrammes : comptes consolidés

Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
en millions d'euros



Deux derniers histogrammes : comptes consolidés

Capitaux propres - part du groupe
  Dettes financières nettes

# Electricité de France

## EDF

Electricité de France est un établissement public industriel et commercial. La loi de nationalisation de l'électricité et du gaz du 8 avril 1946 est le principal texte constitutif, auquel il faut désormais adjoindre la loi relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité du 10 février 2000.

En 2001, le groupe EDF a consolidé dans ses comptes 119 filiales, dont 45 dans EDF International : 18 filiales interviennent dans le secteur de la distribution (London Electricity, Light, Electricité de Strasbourg, Edenor, ...), 44 dans la production (Graininge, ECK, ISE, Shandong, ...) et 33 dans les services (Dalkia, EDF Trading, Tiru, SIIF...).

### Les faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

En 2001, les performances de la maison mère EDF en France ont compensé des résultats conjoncturels défavorables sur le plan international.

EDF a poursuivi sa stratégie de diversification et de croissance hors de l'électricité et hors de France, tout en s'adaptant à l'ouverture du marché et à l'accentuation de la concurrence. Après les turbulences climatiques de 1999 et 2000 et l'effort de remise en état des réseaux des deux derniers exercices, l'entreprise s'est lancée dans une restructuration interne ambitieuse en adoptant une organisation matricielle par branches et par filières, en regroupant le contrôle de ses filiales et en changeant de siège social. Enfin, EDF a signé un nouveau contrat de groupe avec l'Etat pour trois ans (2001-2003).

Malgré une augmentation sensible de périmètre et divers produits exceptionnels, on assiste, en 2001, à un tassement du résultat opérationnel d'EDF et à un fléchissement de la rentabilité du groupe comme en témoigne l'écart constaté entre les objectifs financiers et leur réalisation.

### Eléments internes à l'entreprise

Au plan de l'organisation interne, l'année 2001 et le premier semestre de 2002 ont enregistré des changements importants.

Les deux pôles « production » et « clients » qui structuraient l'entreprise depuis 1999 ont laissé place à 11 branches verticales : 4 branches géographiques (Europe centrale ; Europe de l'Ouest/Méditerranée/Afrique ; Amériques ; Asie), et 7 branches spécialisées autour d'un métier spécifique (Energies ; Commerce ; Services mixtes EDF/GDF à la clientèle ; Collectivités locales ; RTE<sup>(1)</sup> ; Services énergétiques ; Développement).

L'ensemble des filiales d'aval (énergies renouvelables, déchets, services divers, ...) a été regroupé autour d'une structure unique : EDF Développement et Environnement (EDEV), et d'un partenariat stratégique avec Vivendi Environnement, au travers de la société DALKIA.

Les synergies d'ensemble seront dégagées par l'organe de pilotage de tête de groupe – le COMEX – dont les 8 membres sont désormais les référents des 30 à 35 principaux directeurs opérationnels, appuyés par 6 responsables de « filière métier » aux fonctions transverses. Les effectifs d'état-major ont été sensiblement allégés, ce qui a permis à EDF de vendre son siège historique de la rue de Monceau et d'emménager dans ses nouveaux locaux de l'avenue de Wagram en mai/juin 2001, tout en se redéployant sur les sites de La Défense et de Cap Ampère.

---

<sup>(1)</sup> Réseau de transport de l'électricité.

Enfin, le groupe publie désormais des comptes dissociés de l'EPIC<sup>2</sup>, des comptes consolidés et des comptes semestriels, ce qui devrait contribuer – avec l'adoption des normes comptables IAS à partir de 2003 – à un meilleur suivi de ses performances.

A l'étranger, EDF a sensiblement élargi sa sphère d'activité en 2001 et au premier semestre 2002, notamment en Europe : en Allemagne avec l'acquisition de 34,5 % du capital d'EnBW, troisième électricien allemand ; en Italie avec la prise de contrôle direct de Fenice et la mise en place d'un partenariat avec Fiat pour l'achat de Montedison (devenu Edison) ; et en Grande-Bretagne, où le groupe London Electricity s'est vu doter de moyens de production et de distribution supplémentaires.

EDF a également renforcé son implantation en Amérique latine : Brésil (montée à 88 % dans le capital de Light), Argentine (contrôle à 90 % d'Edenor), Mexique (5 unités de cogénération à partir du gaz).

Mais le groupe a subi fin 2001 le double contrecoup de la crise financière argentine et des conditions climatiques brésiliennes, ce qui s'est traduit par des pertes de l'ordre de 1,4 Md€ pour EDFI en comptabilité sociale et de 602 M€ après consolidation.

Enfin, l'amortissement des survaleurs, notamment chez EnBW, a conduit à une contribution globale négative des filiales étrangères de 332 M€ en 2001 (soit une dégradation de 500 M€ par rapport à 2000).

Face à cette évolution défavorable, mais largement conjoncturelle, le groupe a décidé d'axer prioritairement son développement international sur l'Europe, et en particulier sur cinq pays : France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne et Espagne.

## **Eléments de conjoncture et de contexte**

L'adoption de la loi du 10 février 2000 transposant la directive européenne du 18 décembre 1996 avait conduit à l'ouverture à la concurrence de 30 % du marché français et à la création d'une autorité de régulation autonome : la Commission de Régulation de l'Electricité (CRE).

En 2001, l'apparition de producteurs indépendants comme la CNR ou la SNET, la mise aux enchères de capacités de production imposée par la Commission Européenne et l'arrivée en France de concurrents étrangers ont entraîné une diminution de 0,9% des ventes d'EDF sur le marché des clients éligibles, mais la contribution globale de la maison mère reste en légère progression avec un chiffre d'affaires de 28 Md€ et un résultat de 1,17 Md€.

En revanche, les hausses tarifaires définies par le contrat de groupe avec l'Etat n'ont pas été respectées (+ 1 % en novembre 2001 au lieu de 3,8 %). Par ailleurs, le groupe souligne la charge croissante et non compensée des obligations d'achats d'énergies sur son résultat opérationnel, qui s'est alourdie de 900 M€ l'an passé (cogénération ; filières hydraulique, éolienne ou incinération).

Les nouvelles conditions de fonctionnement du marché électrique européen se sont également traduites par des opportunités pour EDF, comme le montre le développement spectaculaire des activités d'EDF Trading dont la contribution au chiffre d'affaires du groupe atteint 2,5 Md€ en 2001 (contre 200 M€ en 2000 mais l'activité de la filiale n'avait véritablement démarré qu'en juin 2000).

Enfin, EDF a pu renégocier à la baisse avec Cogéma son contrat de retraitement des combustibles nucléaires, ce qui a conduit à 1,2 Md€ de reprise de provisions sur les comptes de 2001.

---

<sup>2</sup> En application de la loi du 10 février 2000, EDF tient des comptes séparés au titre respectivement de la production, du transport, de la distribution ainsi que de ses autres activités. Les bilans et comptes de résultat de chacune de ses activités figurent dans l'annexe des comptes sociaux de l'établissement public industriel et commercial.

## Commentaires sur l'activité et la situation financière

### La structure financière

La situation financière d'EDF s'est dégradée en 2001, sous l'effet des aléas monétaires et climatiques en Amérique du Sud d'une part, et d'autre part parce que la création de valeur liée à la croissance externe tarde à se concrétiser.

La dette nette du groupe – qui diminuait régulièrement – passe de 17,6 Md€ en 2000 à 22,2 Md€ en 2001, soit une progression de 26 % résultant principalement des acquisitions des filiales à l'étranger et de la prise en compte de leur endettement (Edenor, Light, EnBW, ...).

La structure financière et la rentabilité du groupe peuvent être mesurées par les ratios financiers suivants:

- le ratio « *dette financière nette/capitaux propres* » qui s'élève à 1,46 % en 2001 (1,23% en 2000) ;
- le ratio « *EBE/charges financières nettes* » qui atteint 5,33 % en 2001 (7,53 % en 2000) ;
- le *ROE* qui s'élève à 6,2 % en 2001 (8,4% en 2000) ;
- le *ROCE* qui s'élève à 5,7 % en 2001 (7% en 2000).

### Les investissements

Depuis cinq ans, les acquisitions et prises de participation notamment à l'étranger représentent une part croissante des investissements de l'établissement tandis que les investissements dans l'activité principale en France diminuent, principalement avec l'achèvement des grandes opérations d'équipement de production nucléaire. En 2001, les investissements ont connu une augmentation de près de 60 %, essentiellement à l'étranger : (i) investissements d'EDF en France sur l'activité principale : 2 941 M€ contre 2 845 M€ en 2000, et (ii) participations financières, principalement pour des investissements de développement : 6 848 M€ contre 3 312 M€ en 2000.

### L'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe EDF s'élève en 2001 à 40,7 Md€ en progression de 18,3 % sur l'année précédente. La part des filiales dans l'activité générale passe de 19 % à 31 %, et 35 % de ce total correspond désormais au chiffre d'affaires réalisé hors des activités de production électrique en France (contre 25 % l'an passé). Ainsi, la politique d'internationalisation et de diversification s'accélère.

La valeur ajoutée du groupe, soit 20,5 Md€, ne progresse que de 4,6 %, et l'excédent brut d'exploitation enregistre pour la troisième année consécutive une nouvelle baisse de 2 %. La rentabilité de l'ensemble reste médiocre.

Malgré l'apport d'éléments exceptionnels et non récurrents (reprises de provisions, cessions d'actifs financiers et immobiliers, titrisation de créances futures sur des clients), le résultat net part du groupe (841 M€) est en baisse de 300 M€ par rapport à 2000, où il était déjà en léger retrait sur l'exercice précédent.

La rémunération de l'Etat<sup>3</sup> suit ce mouvement à la baisse : 464 M€ en 1999, 380 M€ en 2000 et 315 M€ (dividendes) en 2001. La rémunération de l'Etat correspond à 37,5% du résultat net part du groupe conformément au contrat de signé entre l'Etat et le groupe pour la période 2001-2003.

<sup>3</sup> Jusqu'en 2000, en application du décret n°56-493 du 14 mai 1956, les dotations en capital faisait l'objet d'une rémunération qui comprenait une part fixe et une part variable. L'article 79 de la loi de finances rectificative pour 2001 a mis fin à cette modalité de rémunération : pour les établissements publics ayant à titre principal un caractère industriel, commercial ou financier. Le dividende qui constitue désormais le mode exclusif de rémunération de l'Etat est prélevé sur le bénéfice distribuable déterminé selon les mêmes modalités prescrites par le Code de commerce.

## **Les principales données hors bilan**

Les engagements donnés hors bilan autres que financiers ont diminué, passant de 21,2 Md€ en 2000 à 16,5 Md€ en 2001, sous l'effet de la baisse du montant des engagements commerciaux (SNET, Cogéma) et de la disparition des engagements transitoires pour l'achat de titres liés à certaines grandes acquisitions (EnBW, Light, ...).

Au 31 décembre 2001, les engagements hors bilan financiers à recevoir s'élèvent à 25,3 Md€ et à livrer à 17,3 Md€.

Par ailleurs, comme les années précédentes, les commissaires aux comptes ont émis une réserve sur l'information financière relative aux engagements futurs de retraite figurant dans les comptes sociaux et dans les comptes consolidés qui ne mentionnent pas le total de l'engagement de l'entreprise. En effet, l'entreprise ne donne, dans ses comptes, que des informations limitées sur l'évolution de ses charges de retraite.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration d'EDF comprend dix-huit membres : six représentants de l'Etat, six personnalités qualifiées et six représentants des salariés. Le Conseil tient au moins neuf séances par an. Il doit être saisi pour délibération des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'établissement ; des projets de prise, d'extension ou de cession de participations financièrement ou stratégiquement importantes ; des projets d'opérations de gestion de dette ou couverture de risques et notamment les emprunts, les garanties, les opérations de titrisation d'actifs financiers ou commerciaux ; des autorisations de dépenses supérieures à 15 M€ et des projets de vente supérieurs à 150 M€ dans le domaine immobilier ainsi que des projets de marché dont le montant global excède 15 M€. Le Conseil d'administration s'est réuni à onze reprises au cours de l'exercice 2001.

### **Les commissions du Conseil d'administration**

Deux commissions permanentes ont été créées. La *commission de l'exploitation* examine les activités des services d'exploitation et la situation des recettes et des dépenses ; la *commission des investissements* est normalement saisie des opérations d'équipement, des affaires immobilières ainsi que de leur financement, des projets de marchés.

### **Les comités du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration a créé plusieurs comités ayant pour mission d'approfondir des questions soumis à son examen.

#### *Comité d'audit*

Créé en avril 1999, il comprend quatre administrateurs. Il donne son avis sur les comptes et résultats périodiques, sur la gestion financière, sur le bilan du contrat d'entreprise ainsi que sur la politique de maîtrise des risques et le programme d'audit et sur le choix des commissaires aux comptes, renouvelés pour six ans en mai 2002. Ce comité s'est réuni quatre fois en 2001.

#### *Comité de la stratégie*

Créé en mars 2000, il comprend sept administrateurs. Il donne son avis sur les grandes orientations stratégiques, sur la politique de développement de l'entreprise notamment à l'étranger, sur la politique industrielle et commerciale ainsi que sur le budget d'investissement. Ce comité s'est réuni quatre fois en 2001.

### *Comité d'éthique*

Créé en septembre 2001, il comprend six administrateurs. Il veille à la bonne prise en compte des considérations éthiques et déontologiques dans les décisions prises par le groupe EDF, dans ses dimensions nationale et internationale. Son activité s'articule avec celle des deux précédents comités. Ce comité s'est réuni trois fois en 2001.

## **Perspectives**

A l'horizon 2005, l'ambition du groupe EDF est de réaliser 50 % de son chiffre d'affaires hors du marché de l'électricité en France et de développer ses engagements de service public. Le contrat de groupe, signé avec l'Etat, le 14 mars 2001, pour 3 ans, concrétise ces objectifs : 19 Md€ en 3 ans pourraient être consacrés à la croissance externe (notamment en Europe, en Europe Centrale et en Amérique Latine) et 9,2 Md€ aux investissements en France. La politique de prévoyance vis-à-vis des charges de long terme (nucléaire et retraites), initiée dans le précédent contrat d'entreprise, sera poursuivie.

Les progrès de productivité et l'amélioration de la rentabilité du groupe sont indispensables pour accompagner le développement ambitionné dans un marché concurrentiel ; c'est pourquoi le groupe s'est engagé notamment à un ratio de la dette nette aux capitaux propres inférieur à 1,25 en 2003 et à un rapport entre l'excédent brut d'exploitation et les charges financières supérieur à 7,5 sur la durée du contrat.

Malgré la dégradation passagère de sa situation financière, le groupe EDF estime toujours pouvoir atteindre ses principaux objectifs financiers fin 2003, en marquant une pause dans sa croissance externe très volontariste et en donnant priorité à la gestion sur le développement, afin de rétablir sa rentabilité.

L'année 2002 permettra peut-être de mieux cerner les principales incertitudes pesant le groupe à moyen terme : rythme d'ouverture du marché énergétique en Europe et projet de deuxième directive communautaire ; évolution de la politique tarifaire de l'Etat ; diversification hors électricité ; part relative des différentes sources de production électrique ; évolution de la situation en Amérique du Sud.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION D'EDF AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. François Roussely, Président  
M. François Ailleret  
M. Daniel Fonudoulis  
M. Jean Gaubert  
M. Yvon Montane  
M. Louis Schweitzer

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. André Aurengo  
M. Jean-Michel Charpin  
M. Pascal Colombani  
M. Nicolas Jachiet  
Mme Sophie Mahieux  
M. Jean-François Stoll

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Jean-Pierre Cremona  
M. Alain Martin  
M. Jean-Marc Mauchauffée  
M. Robert Pantaloni  
Mme Marie-Catherine Polo  
Mme Catherine Nedelec

### **Commissaire du gouvernement**

Mme Michèle Rousseau

### **Commissaire du gouvernement adjoint**

M. Jean-Pierre Falque-Pierrotin

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Gilbert Venet, Chef de la mission de contrôle  
M. Alain Nourrissier, Contrôleur d'Etat

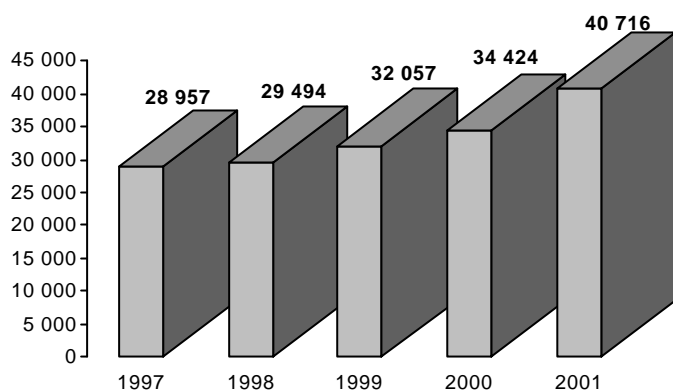


# EDF – EXERCICES 1997 À 2001

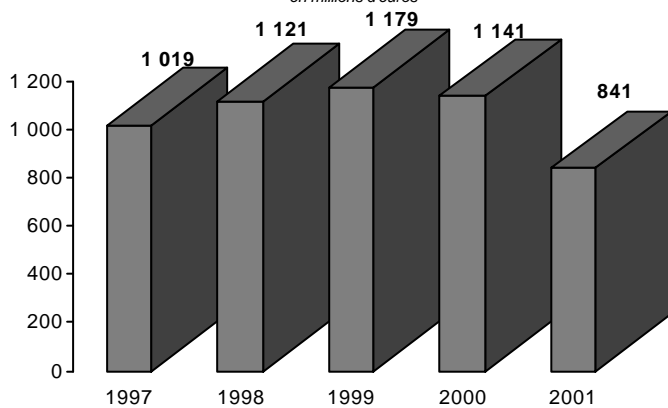
|   |   | <b>EDF</b>                  |         |         |         |         |  |
|---|---|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|--|
| <b>Comptes consolidés</b>   |   | <b>En millions d' Euros</b> |         |         |         |         | <b>OBSERVATIONS</b>  |
|   |   | 1997                        | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    |  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>   | Capital détenu par l'Etat (en %)                              | 300,0                       | 300,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   |  |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)          | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       | État objet   |
|   | Valeur lauréante de la participation de l'Etat au 31/12       | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       | État objet   |
| <b>I -</b>  | <b>Chiffre d'affaires</b>                                     | 28 957                      | 29 494  | 32 053  | 34 426  | 40 714  |  |
| <b>Activité</b>   | dont : ventes à l'étranger                                    | 2 943                       | 3 435   | 5 270   | 8 025   | 13 905  |  |
| <b>et</b>   | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel                | 2 331                       | 2 439   | 2 270   | 2 410   | 2 634   |  |
| <b>résultat</b>   | Résultat financier  | -973                        | -1 048  | -390    | -1 338  | -1 305  |  |
|   | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement     | 1 624                       | 9 059   | 8 287   | 6 805   | 6 539   | De 1997 à 1999, CAF calculée par rétroaction des rapports et avant rétroactions de l'Etat. Depuis 2000, MUA, avant rétroactions de l'Etat. |
|   | Résultat net - part de groupe                                 | 1 024                       | 1 121   | 1 179   | 1 341   | 841     | Avant rétroactions de l'Etat   |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires                          | -948                        | -4      | 13      | 25      | 7       |  |
|   | Résultat net de l'ensemble consolidé                          | 72                          | 1 114   | 1 196   | 1 356   | 848     |  |
|   | Total des immobilisations nettes                              | 34 153                      | 39 028  | 90 324  | 94 511  | 186 905 |  |
| <b>II -</b>   | dont : écart d'acquisition net                                | 3,1                         | 3       | 2       | 4       | 7       |  |
| <b>Immobilisations nettes</b>   | dont immobilisations incorporelles nettes                     | 386                         | 757     | 952     | 743     | 1 812   |  |
|   | dont immobilisations financières nettes                       | 4 057                       | 3 796   | 4 637   | 5 268   | 9 314   |  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>   | Capital propre - part de groupe                               | 11 148                      | 11 706  | 12 643  | 13 526  | 13 711  | 1997 : impact de restructuration du bilan (loi du 30 novembre 1995) : + 42 703MF   |
|   | Intérêts minoritaires   | -125                        | 439     | 604     | 754     | 1 502   |  |
| <b>IV -</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice                      | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       |  |
| <b>Dividendes et autres versements associés</b>   | dont versés par l'Etat  | 0                           | 0       | 0       | 0       | 0       |  |
|   | Autres observations de l'Etat                                 | 389                         | 464     | 464     | 338     | 7       |  |
| <b>V - Provisions</b>   | Provisions pour risques et charges                            | 38 381                      | 41 385  | 44 936  | 46 132  | 51 325  |  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>  | Dettes financières nettes                                     | 19 928                      | 19 478  | 17 444  | 17 568  | 22 209  |  |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                      | 15 561                      | 16 158  | 13 963  | 17 213  | 19 368  |  |
| <b>VII -</b>  | Effectifs en moyenne annuelle                                 | 112 043                     | 129 189 | 132 330 | 131 443 | 140 805 |  |
| <b>Données sociales</b>   | Charges de personnel  | 6 584                       | 6 755   | 7 623   | 7 239   | 8 472   |  |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires         | 0,2%                        | 3,8%    | 3,7%    | 3,4%    | 3,1%    |  |
| <b>VIII - Ratios</b>  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers F)       | 54                          | 52      | 53      | 55      | 61      | Résultat avant rétroactions de l'Etat et fonds propres hors droits des minoritaires  |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres              | 0,7%                        | 5,2%    | 5,0%    | 4,2%    | 5,6%    |  |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                     | 183,8%                      | 169,3%  | 131,7%  | 123,1%  | 146,0%  |  |
| <b>REMARQUES :</b> voir le tableau pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau   |   |                             |         |         |         |         |  |
| * Jusqu'à 2001, rémunération de l'Etat déductible du résultat comptable incluant une part fixe sur la base des données en capital et une part variable fixée par arrêté et figurant sur une ligne spécifique au fin de compte de résultat. L'article 79 de la loi de finances rectificative pour 2001 a mis fin à cette modalité de rémunération : pour les établissements publics ayant à titre principal un caractère industriel, commercial ou financier, le dividende qui constitue désormais le motif exclusif de rémunération de l'Etat est prélevé sur le bénéfice distribuable. |   |                             |         |         |         |         |  |
| <b>Autres informations complémentaires</b>  | Immobilisations nettes et concessions                         | 47 478                      | 49 347  | 38 937  | 53 439  | 55 660  |  |
|   | Dettes des concédants compte épingle des concessions - passif | 28 882                      | 28 882  | 28 848  | 28 248  | 28 680  |  |

## Electricité de France

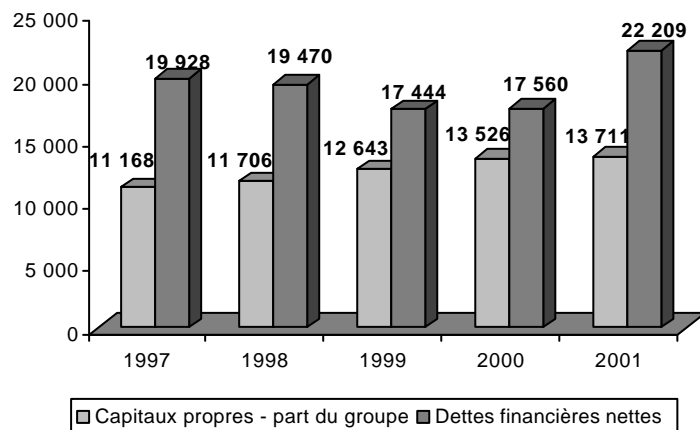
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*



# GAZ DE FRANCE

Gaz de France, établissement public industriel et commercial, est à la tête d'un groupe comprenant dans son périmètre de consolidation 193 entités au 31 décembre 2001. Il consolide directement 87 sociétés dont 56 en intégration globale, et sept sous-groupes dont le plus important est l'ensemble Cofathec dans le secteur des services. Outre Cofathec, on mentionnera comme filiales majoritaires la Compagnie française du Méthane -CFM qui a pour objet le transport de gaz dans le grand centre ouest de la France, et la société holding GDF International qui regroupe une grande partie des participations étrangères.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

#### *Développement en France et à l'étranger*

Les investissements ont atteint 1,7 Md€ en 2001, ce qui place GDF parmi les dix premiers investisseurs français.

En ce qui concerne les infrastructures de transport en France, un premier tronçon de l'« Artère des Marches du Nord-Est », connectée aux réseaux belge et suisse, et permettant à GDF de jouer un rôle important dans le transit nord-sud pour l'approvisionnement de l'Italie, a été mis en service. En ce qui concerne la distribution, 510 nouvelles communes ont été raccordées au réseau, notamment dans le cadre du plan de desserte.

Gaz de France a créé une filiale de négoce, Gaselys, dont il détient 51% du capital en partenariat avec la Société générale qui en détient 49 %, afin de disposer d'un instrument d'intervention sur les marchés de court terme en fort développement dans le domaine de l'énergie.

Le développement international s'est poursuivi en 2001, notamment par l'acquisition :

- d'actifs gaziers et pétroliers au Royaume-Uni, ainsi qu'en Norvège où l'acquisition la plus importante a été celle du champ de Snohvit en mer de Barents, à hauteur de 12% ;
- de sociétés mexicaines de transport de gaz ;
- de sociétés de services énergétiques en Italie.

Au début de 2002, Gaz de France :

- a conclu un accord portant sur l'achat en Egypte de 3,6 millions de tonnes par an de gaz naturel liquéfié - correspondant à un volume de 4,8 m<sup>3</sup> sous forme gazeuse - dont les premières livraisons devraient intervenir entre fin 2005 et fin 2006 (elles représenteront 10% des approvisionnements de Gaz de France);
- a acquis avec la société allemande Ruhrgas 49 % de la société gazière slovaque SPP, l'Etat slovaque conservant les 51 % restants. La société russe Gasprom dispose d'une option pour participer à l'opération. SPP assure l'importation, le transport, le stockage et la distribution de l'ensemble du gaz slovaque. En outre, plus de 80 milliards de m<sup>3</sup> de gaz russe sont acheminés chaque année grâce à ses infrastructures, soit environ 20% de la consommation de l'Union européenne. Il s'agit de la plus importante acquisition jamais réalisé par Gaz de France, d'un montant global de 3 100 M€partagé par moitié entre les deux entreprises acquéreuses.

## *Fonctionnement et organisation*

Un accord du 14 novembre 2001 a institué un comité européen d'entreprise, lieu d'information et de consultation des représentants du personnel du groupe travaillant dans l'Union européenne et dans les pays candidats à l'Union. Une première réunion s'est tenue à Paris le 1<sup>er</sup> février 2002.

Au début de 2002, Gaz de France s'est doté d'une charte d'engagements éthiques dont le bilan sera présenté chaque année au conseil d'administration. Ces engagements, qui s'appliquent à l'ensemble du groupe, portent notamment sur le respect de la personne humaine, la valorisation du dialogue social, la lutte contre les discriminations, la protection de l'environnement, la proscription de la corruption.

## **Eléments de conjoncture et de contexte**

### *Conjoncture*

Après l'envolée à partir de juin 2000 des prix du pétrole combinée à une forte revalorisation du dollar, ce qui a entraîné une hausse très importante des prix d'approvisionnement du gaz, un repli des cours sur les marchés pétroliers s'est produit à partir d'avril 2001.

### *Autres éléments de contexte*

Conformément à la directive gaz de 1998 (qui n'a pas encore fait l'objet d'une loi de transposition en droit français), l'entreprise a ouvert *de facto* son réseau aux « clients éligibles », le 10 août 2000, après en avoir publié les conditions d'accès sur internet. Fin 2001, elle a perdu 15 % en volume de sa clientèle française de gros clients dits éligibles, ces achats de gaz étant désormais acheminés par des tiers sur le réseau de Gaz de France.

Les tarifs d'acheminement de GDF ont été modifiés au 1<sup>er</sup> janvier 2002, de manière à atténuer l'effet de la distance.

Le retard de transposition juridique de la directive a conduit certains pays, notamment l'Espagne, à contester la possibilité pour GDF d'intervenir sur leur marché.

Une deuxième directive gaz est en préparation. Ses principaux enjeux sont les échéances d'ouverture totale à la concurrence des marchés du gaz, une séparation accrue de l'activité de transport au sein des entreprises intégrées telles que GDF, et le renforcement de la régulation publique des marchés ouverts.

Le contrat Etat-entreprise 2001-2003, signé le 2 mars 2001, intègre pour la première fois l'ensemble du groupe et non plus seulement l'EPIC. Il comporte un objectif de progrès de productivité de 2,7% par an en moyenne (en 2001, le progrès a été de 3,1%). Il prévoit un montant d'investissements sur trois ans de plus de 2,9 Md€ en équipements en France et de 2,6 Md€ milliards de francs en fonds propres dans des prises de participations. Il limite à 80% des capitaux propres l'endettement du groupe. La formule tarifaire de la distribution publique, élément essentiel de l'équilibre financier, reprend le principe d'une rétrocession aux clients de plus de la moitié des gains de productivité. Elle a été modernisée pour assurer une plus grande réactivité dans la répercussion des coûts d'approvisionnement sur les tarifs.

En matière sociale, conformément à la loi du 10 février 2000 qui a prévu la possibilité d'accords de branche en complément du statut du personnel, des décrets d'application ont mis en place en 2001 le cadre de la négociation collective pour les industries électriques et gazières. Deux accords ont été signés à la fin de l'année, dont l'un a créé des instances paritaires et déterminé leurs modalités de fonctionnement.

En ce qui concerne la sécurité, la directive européenne Seveso II a été mise en œuvre début 2001 pour les terminaux méthaniers et début 2002 pour les stockages.

L'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 a substitué au régime de la concession celui de l'autorisation de transport de gaz (régime en vigueur ailleurs en Europe), et prévu le transfert de la propriété des réseaux existants vers les opérateurs. Une commission spéciale a été mise en place pour fixer d'une part le prix de cession dû à l'Etat par les opérateurs acheteurs, d'autre part l'indemnité de résiliation anticipée des concessions, due par l'Etat aux concessionnaires. Fin mars 2002, dans les délais requis, Gaz de France a formulé sa demande de rachat du réseau, et versé à l'Etat un acompte à ce titre.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

### **La situation financière**

L'endettement au 31/12/2001 est de 3 379 M€ stabilisé par rapport à 2000. L'endettement net des filiales est de 2 046 M€(60 % du total).

Le ratio endettement net/capitaux propres, égal à 43 % en 1999 et à 64 % en 2000, est de 54 % fin 2001.

La capacité d'autofinancement s'élève à 2 224 M€ en augmentation par rapport à celle de l'année précédente (1 389 M€), principalement du fait de la hausse de l'EBE (voir ci-après). Elle a notamment permis de financer :

- les investissements techniques (1331 M€) : transport (352 M€), distribution (712 M€), exploration-production (119 M€ contre 50 en 2000) ;
- les investissements financiers (377 M€), c'est-à-dire principalement l'acquisition de filiales de transport au Mexique pour 194 M€ et de la société de services italienne Policarbo pour 83 M€ ;
- des remboursements d'emprunts.

### **L'exploitation**

En volume, les ventes de gaz consolidées sont en hausse de 9 %. Celles de l'EPIC augmentent de 2,3% et celles des filiales de 34 %. Ce dernier accroissement est dû en particulier à la filiale de vente en Grande-Bretagne.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 14 357 M€ en progression de 28 %. A périmètre de consolidation constant, la progression est de 26%.

Dans le total du chiffre d'affaires consolidé, la contribution de l'ensemble des filiales est de 20 % contre 18 % en 2000. Le chiffre d'affaires apporté par les filiales étrangères représente 12,7 % de ce total contre 10 % en 2000.

La contribution de l'EPIC au chiffre d'affaires passe de 9 171 M€ en 2000 à 11 482 M€ en 2001 (+ 25 %), en raison de l'augmentation des volumes (+ 2,3 %) et des prix moyens de vente du gaz (+ 21 %).

L'excédent brut d'exploitation (EBE) a atteint 2 851 M€(2 001 M€ en 2000).

La contribution de l'EPIC à l'EBE du groupe augmente de 676 M€ du fait de l'augmentation de la marge brute, dont le niveau en 2000 avait été particulièrement bas du fait d'un pincement de marge dû à la hausse des coûts d'approvisionnement.

La contribution des filiales à l'EBE représente comme en 2000 environ 20 % de l'EBE du groupe.

Le résultat d'exploitation se situe à 1 637 M€ en hausse de 763 M€ augmentation inférieure à celle de l'EBE, en raison des dotations aux provisions relatives aux filiales d'Amérique latine. En 2000, au contraire, l'évolution du résultat net avait été plus favorable que celle de l'EBE en raison de la diminution de certains amortissements ainsi que de reprises de provisions.

Le résultat net avant rémunération de l'Etat est de 891 M€ contre 431 M€ en 2000, soit une augmentation de 509 M€ Pour apprécier ce résultat, il convient notamment de prendre en considération : l'effet climatique; un fort déstockage générateur de bénéfices ; la réintégration d'une importante provision pour litige.

La contribution de l'EPIC au résultat net passe de 353 M€ à 862 M€ celle des filiales se réduit au contraire à 29 M€ (3 % du total), à comparer à 78 M€ en 2000 (18 % du total). Cette évolution s'explique par les difficultés rencontrées d'une part en Argentine et au Mexique, d'autre part dans le secteur des services énergétiques.

La situation difficile de la filiale argentine Gas Nea a conduit à passer des provisions qui impactent le résultat consolidé à hauteur de 75 M€ Les actifs incorporels ainsi que les créances sur l'Etat ont été provisionnées à 100%. En ce qui concerne la distribution au Mexique, en dépit du potentiel de développement, les raccordements de clients sont très en retard par rapport aux engagements pris auprès des autorités publiques, et la contribution des filiales concernées au résultat consolidé est fortement négative.

Quant au résultat net engendré par les filiales du pôle services, il est passé de l'équilibre en 2000 à un déficit de 50 M€ en 2001, partagé entre l'Italie et la France. Cette perte s'explique par des difficultés de restructuration et par une insuffisance de la rentabilité courante.

A compter de 2001, la rémunération de l'Etat au titre des dotations en capital est supprimée et remplacée par un dividende égal à 35 % du résultat consolidé après impôt sur les sociétés d'après le contrat Etat-entreprise.

### **Les principales données hors bilan**

Les engagements hors bilan augmentent notamment en raison du développement des interventions sur les marchés d'indices pétroliers et de devises, pour la couverture de la marge gaz dans le cadre de contrats de ventes à prix fixe ou d'opérations d'arbitrage. Les principaux engagements sont :

- en couverture du risque de change : 273 M€ de ventes à terme et 284 M€ d'achats à terme de devises ;
- en couverture du risque de taux : un swap taux variable/taux fixe de 235 M€;
- en couverture des fluctuations des cours des matières premières : des achats à terme (9 182 M€) et des ventes à terme (13 199 M€) de gaz naturel, des swaps et des options liées à des indices pétroliers.

Les autres engagements sont principalement les garanties et cautions données, relatives en particulier aux filiales non consolidées (265 M€), et les engagements sur marchés et commandes ( 489 M€).

Comme les années précédentes, les commissaires aux comptes ont émis une réserve sur l'information financière relative aux engagements futurs de retraites figurant dans les comptes sociaux et dans les comptes consolidés.

# Gouvernement d'entreprise

## Le conseil d'administration

Il est composé de six représentants de l'Etat, de six personnalités qualifiées, et de six représentants élus du personnel.

Son règlement intérieur traite des questions suivantes :

- l'élection et les pouvoirs du président du conseil d'administration ;
- la constitution, au sein du conseil d'administration, de commissions et de comités (voir plus loin) ;
- l'ordre du jour, et les points obligatoirement soumis au conseil (Pour décision : programmes de travaux, projets d'emprunt à long terme, projets de marchés les plus importants. Pour information : projets d'achats à long terme de gaz, projets de prises de participations, d'extensions ou de cessions de participation ayant des implications importantes sont aussi inscrites à l'ordre du jour les questions dont l'inscription est demandée par deux administrateurs ou par le président d'une des commissions) ;
- l'organisation des réunions, dont le nombre minimum est de huit par an (en 2001, le nombre de réunions a été de neuf).

Fin 2001, le seuil d'examen par le conseil d'administration des projets de marchés les plus importants a été porté de 25 MF (3,8 M€) à 12 M€ dans le cas général, et à 5 M€ en matière immobilière.

## Les commissions et comités du conseil d'administration

Il existe trois commissions permanentes, chargées de formuler un avis permettant de préparer les débats et les décisions du conseil : la commission des finances, celle de l'équipement, celle de l'exploitation et des affaires générales.

Par ailleurs, un comité d'audit et un comité de la stratégie ont été créés. 1999 n'est pas récent compte tenu de l'émergence récente des comités d'audit.

Les comités se distinguent des commissions notamment par le fait que le président du conseil d'administration n'y assiste pas, que le nombre de participants y est moindre, et que l'examen des sujets y est plus approfondi.

### *Comité d'audit*

Créé par le conseil d'administration du 15 décembre 1999, le comité d'audit, composé de quatre administrateurs choisis par le conseil, est chargé de donner à ce dernier un avis notamment sur les points suivants : comptes sociaux et consolidés ; budget ; contrôle interne ; politique de maîtrise des risques... Il se réunit, au minimum, avant les séances du conseil d'administration consacrées à l'examen du budget et des comptes. Il peut entendre les dirigeants de l'entreprise, les commissaires aux comptes, et toute autre personne, et se faire communiquer les documents qu'il juge nécessaires à l'exercice de sa mission. Le comité s'est réuni trois fois en 2000, et quatre fois en 2001, rythme qu'il est prévu de maintenir en 2002.

### *Comité de la stratégie*

Le conseil d'administration du 25 avril 2001 a créé un comité de la stratégie composé de membres choisis par le conseil, à savoir : deux représentants de l'Etat, deux personnalités qualifiées, et quatre administrateurs salariés représentant les quatre principales fédérations syndicales. Ce comité a pour mission de donner un avis au conseil sur les grandes orientations de l'entreprise qui sont obligatoirement soumises au conseil conformément à l'article 7 modifié de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983. Il se prononce sur la politique de développement, notamment à l'international. Il se réunit au minimum avant les réunions du conseil d'administration dont les ordres du jour comportent l'approbation de la partie investissement du projet de budget et le suivi du contrat Etat-entreprise. Il a tenu deux réunions en 2001. Trois réunions sont prévues en 2002.

## **Perspectives**

2001 marque la fin de la période de désendettement de Gaz de France. Le montant de la dette devrait désormais augmenter – dans la limite fixée par le contrat Etat-entreprise – en raison de l'importance accrue des prises de participations.

Les perspectives de Gaz de France sont liées pour une large part à l'ouverture des marchés gaziers résultant de la directive européenne de 1998. Cette ouverture, tout en présentant un risque non négligeable de pertes de parts de marché en France, constitue une opportunité historique de développement dans les autres pays d'Europe. Toutefois, l'opportunité ne pourra être pleinement saisie qu'après la transposition des règles européennes en droit français.

La question se pose par ailleurs de savoir à quelles conditions, et notamment avec quel statut, GDF pourra poursuivre le plus efficacement son développement dans un environnement concurrentiel.



## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE GAZ DE FRANCE AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs délégués en raison de leurs compétences particulières**

M. Pierre Gadonneix, Président  
M. Dominique Angleraud  
M. Eric Baudoult d'Hautefeuille  
M. Jean Besson  
M. Claude Gaillard  
M. Daniel Lebègue

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Philippe de Fontaine Vive  
M. Christian Fremont  
M. Alain Jacq  
M. Yves Martin  
M. Franck Mordacq  
M. Dominique Perreau

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Olivier Barrault  
M. Jacky Chorin  
M. Jean-Louis Lefranc  
M. Yves Mestas  
M. Daniel Rouvery  
Mme Nadine Tourment

### **Commissaire du gouvernement**

Mme Michèle Rousseau

### **Commissaire du gouvernement adjoint**

M. Didier Houssin

### **Mission de contrôle économique et financier**

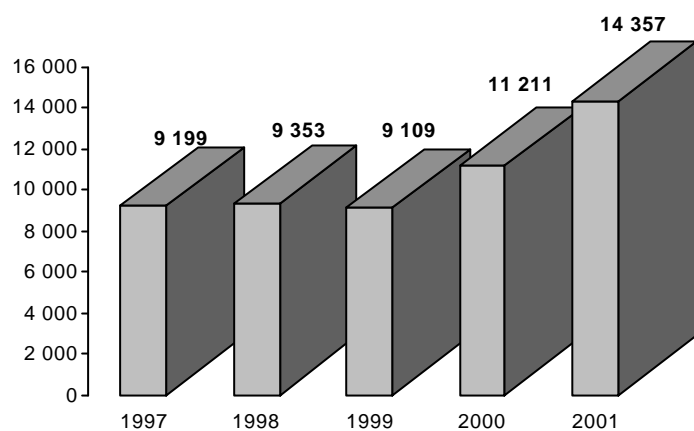
M. Gilbert VENET, Chef de la mission de contrôle  
M. Dominique Lemaire, Contrôleur d'Etat

## GAZ DE FRANCE – EXERCICES 1997 À 2001

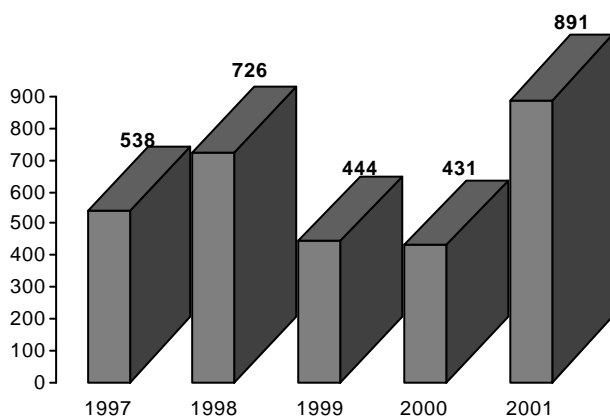
|  |   | <b>GDF</b>           |        |        |        |        |  |
|--|---|----------------------|--------|--------|--------|--------|--|
|  |   | En millions d' Euros |        |        |        |        |  |
| Comptes consolidés   |   | 1997                 | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>  | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0                | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)     | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | (Sans objet)   |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat en S/12     | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | (Sans objet)   |
| <b>I -</b>   | Chiffre d'affaires  | 9 199                | 9 353  | 9 308  | 11 211 | 14 257 |  |
| <b>Activités et résultat</b>   | dont réalisés à l'étranger                                | 403                  | 568    | 533    | 981    | 1 483  |  |
|  | Résultat d'exploitation/résultat opérationnel             | 935                  | 1 307  | 1 094  | 874    | 1 037  |  |
|  | Résultat financier  | -241                 | -257   | -99    | -166   | -120   |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 1 571                | 1 909  | 1 718  | 1 582  | 2 238  | Avant rétroactions de l'Etat   |
|  | Résultat net - part de groupe                             | 538                  | 728    | 444    | 431    | 391    |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                      | 4                    | 38     | 30     | 53     | 83     |  |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé                      | 542                  | 766    | 469    | 483    | 474    |  |
|  | Total des immobilisations nettes                          | 18 922               | 12 538 | 15 094 | 14 745 | 15 721 |  |
| <b>II -</b>  | Immobilisations nettes                                    |                      |        |        |        |        |  |
|  | dont titre d'acquisition net                              | 40                   | 396    | 201    | 361    | 483    |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 93                   | 169    | 246    | 271    | 463    |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 461                  | 879    | 1 115  | 1 485  | 1 354  |  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>  | Capitaux propres - part de groupe                         | 2 219                | 2 468  | 4 330  | 5 058  | 5 962  | 1997 : impact de changement de méthodes (+131MM)   |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 115                  | 179    | 158    | 284    | 380    |  |
| <b>IV -</b>  | Dividendes et autres versements accablés                  | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | Autres rétroactions de l'Etat                             | 259                  | 344    | 25     | 113    | 0      |  |
| <b>V - Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges                        | 3 849                | 4 358  | 4 508  | 4 547  | 4 683  |  |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>   | Dettes financières nettes                                 | 1 275                | 1 746  | 1 348  | 2 053  | 2 084  |  |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 828                  | 1 413  | 1 118  | 1 499  | 1 097  |  |
| <b>VII -</b>   | Dettes financières  | 38 254               | 30 947 | 31 396 | 32 217 | 34 070 | Moyenne calculée sur les exercices de rapport  |
| <b>Données sociales</b>  | Charges de personnel                                      | 1 467                | 1 395  | 1 555  | 1 718  | 1 980  |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | 5,9%                 | 8,1%   | 5,1%   | 4,3%   | 3,6%   | Résultat avant rétroactions de l'Etat - Fonds propres y compris titres participatifs mais hors droits en nature des associés |
| <b>VIII -</b>  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers F)   | 49                   | 52     | 50     | 53     | 54     |  |
| <b>Ratios</b>  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 17,3%                | 21,2%  | 8,6%   | 8,4%   | 14,7%  |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 48,6%                | 49,6%  | 24,6%  | 40,7%  | 42,9%  |  |
| <b>NOTA :</b> voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau  |   |                      |        |        |        |        |  |
| <b>* Répartition de l'Etat détachable du résultat comptable incluant une part fixe sur la base des dotations en capital et une part variable. Revis par année et figurant sur une ligne spécifique en fin de compte de résultat. L'article 29 de la loi de finances rectificative pour 2001 a mis fin à cette modalité de répartition ; pour les établissements publics ayant à titre principal un caractère industriel, commercial ou financier, le dividende qui constitue désormais le mode exclusif de répartition de l'Etat est prélevé sur le bénéfice distribuable.</b> |   |                      |        |        |        |        |  |
| <b>Autres informations</b>   | Droits en nature des associés                             | 3406                 | 3768   | 2 403  | 2 087  | 3 122  | 1999 : après imputation des subventions et participations de l'Etat (+211MM)   |
|  | Immobilisations nettes en construction                    | 7 058                | 7 801  | 7 396  | 7 536  | 8 222  |  |
| <b>complémentaires</b>   | Titres participatifs                                      | 304                  | 712    | 852    | 461    | 463    |  |

## Gaz de France

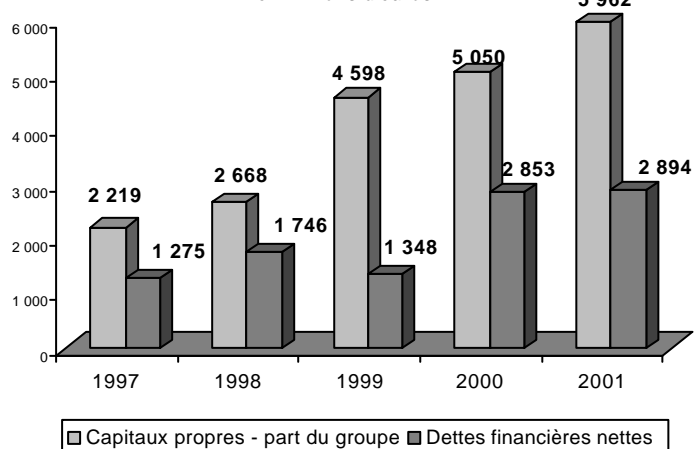
Evolution du chiffre d'affaires  
*en millions d'euros*



Evolution du résultat net-part du groupe  
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante  
*en millions d'euros*



Evolution des capitaux propres et des dettes financières nettes  
*en millions d'euros*



## II.3 Entreprises du secteur de l'armement et de l'aéronautique

### Synthèse sectorielle

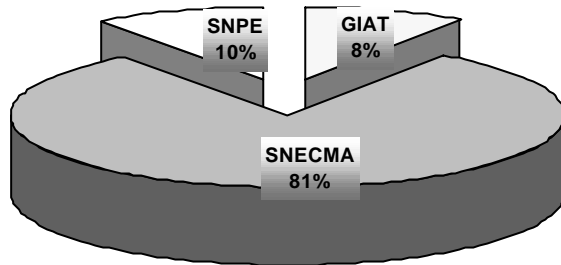
|                                | En millions d' Euros                                      | 1997   | 1998   | 1999    | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS |
|--------------------------------|---|--------|--------|---------|--------|--------|--------------|
|                                | Chiffre d'affaires  | 5 284  | 6 213  | 6 587   | 7 032  | 8 548  |              |
| <b>I -</b>                     | dont réalisé à l'étranger                                 | 3 249  | 4 143  | 4 418   | 3 180  | 4 878  |              |
| <b>Activité</b>                | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 47     | 182    | 362     | 315    | 554    |              |
| <b>et</b>                      | Résultat financier  | -5     | 14     | 23      | 15     | -1     |              |
| <b>résultat</b>                | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 315    | 34     | 228     | 257    | 492    |              |
|                                | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | -313   | 125    | 157     | 58     | 154    |              |
| <b>II -</b>                    | Total des immobilisations nettes                          | 1 428  | 1 720  | 1 957   | 3 053  | 3 898  |              |
|                                | dont écart d'acquisition net                              | 109    | 279    | 258     | 725    | 779    |              |
|                                | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 95     | 70     | 109     | 118    | 165    |              |
| <b>Immobilisations nettes</b>  | dont immobilisations financières nettes                   | 188    | 294    | 256     | 490    | 372    |              |
| <b>III - Informations</b>      | Capitaux propres - part du groupe                         | -1 336 | 293    | 643     | 640    | 1 311  |              |
| <b>sur les fonds propres</b>   | Intérêts minoritaires                                     | 13     | 28     | 68      | 85     | 112    |              |
| <b>IV -</b>                    | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 8      | 0      | 8       | 41     | 98     |              |
| <b>Dividendes et autres</b>    | dont reçus par l'Etat                                     | 8      | 0      | 8       | 40     | 98     |              |
| <b>versements assésés</b>      | Autres rémunérations de l'Etat                            | /      | /      | /       | /      | /      |              |
| <b>V - Provisions</b>          | Provisions pour risques et charges                        | 2 362  | 2 168  | 1 902   | 1 880  | 1 877  |              |
| <b>VI - Informations sur</b>   | Dettes financières nettes                                 | -8     | -178   | -862    | 394    | 141    |              |
| <b>l'endettement financier</b> | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 423    | 432    | 752     | 542    | 548    |              |
| <b>VII -</b>                   | Effectifs en moyenne annuelle                             | 38 442 | 38 949 | 38 418  | 44 252 | 58 443 |              |
| <b>Données sociales</b>        | Charges de personnel                                      | 1 712  | 1 770  | 1 902   | 2 185  | 2 568  |              |
|                                | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | -5,9%  | 2,2%   | 2,4%    | 0,8%   | 1,8%   |              |
| <b>VIII -</b>                  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 45     | 46     | 58      | 50     | 50     |              |
| <b>Ratios</b>                  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 23,6%  | 42,2%  | 22,8%   | 7,6%   | 10,8%  |              |
|                                | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 0,6%   | -55,6% | -135,2% | 46,9%  | 9,9%   |              |

NDIA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (groupé au point VII) de ce tableau

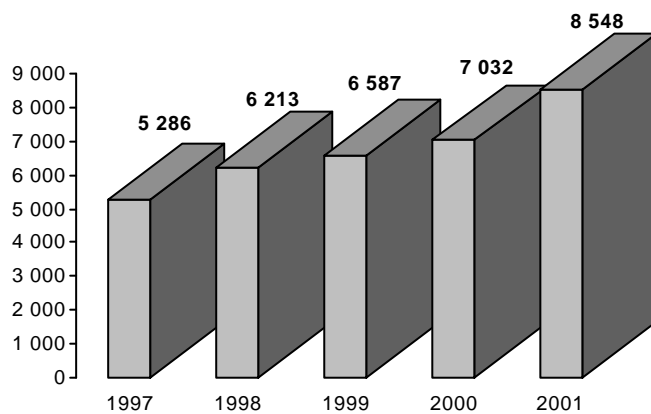
# Secteur Défense et Aéronautique

SNPE - GIAT Industries - SNECMA

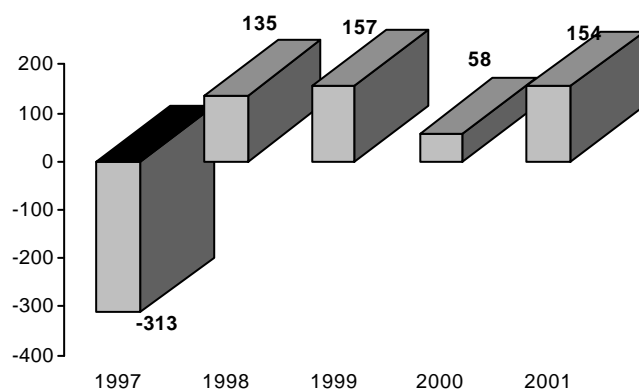
Chiffre d'affaires contributif de chaque entreprise au secteur  
en %



Evolution du chiffre d'affaires du secteur  
en millions d'Euros



Evolution du résultat net-part du groupe du secteur  
en millions d'euros



## Armement et aéronautique

|  | En millions d' Euros                                    | 1997   | 1998   | 1999    | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS |
|--|---|--------|--------|---------|--------|--------|--------------|
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>résultat</b>                   | Chiffre d'affaires                                      | 5 286  | 6 213  | 6 587   | 7 032  | 8 548  |              |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 3 249  | 4 145  | 4 416   | 3 160  | 4 076  |              |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 47     | 182    | 362     | 315    | 556    |              |
|  | Résultat financier                                      | -5     | 14     | 23      | 15     | -1     |              |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 315    | 34     | 220     | 257    | 492    |              |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | -313   | 135    | 157     | 58     | 154    |              |
| <b>II-<br/>Immobilisations nettes</b>                        | Total des immobilisations nettes                        | 1 420  | 1 730  | 1 957   | 3 053  | 3 098  |              |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 105    | 279    | 258     | 723    | 775    |              |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 95     | 70     | 109     | 118    | 165    |              |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 180    | 204    | 236     | 490    | 372    |              |
| <b>III- Informations<br/>sur les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                       | -1 336 | 293    | 643     | 660    | 1 311  |              |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 13     | 28     | 69      | 95     | 112    |              |
| <b>IV-<br/>Dividendes et autres<br/>versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0      | 0      | 0       | 41     | 98     |              |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0      | 0      | 0       | 40     | 96     |              |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                          | /      | /      | /       | /      | /      |              |
| <b>V - Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges                      | 2 363  | 2 168  | 1 902   | 1 880  | 1 877  |              |
| <b>VI - Informations<br/>endettement financier</b>           | Dettes financières nettes                               | -8     | -178   | -962    | 354    | 141    |              |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 423    | 432    | 752     | 542    | 548    |              |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                             | Effectifs en moyenne annuelle                           | 38 442 | 38 849 | 38 418  | 44 252 | 50 441 |              |
|  | Charges de personnel                                    | 1 732  | 1 770  | 1 902   | 2 195  | 2 568  |              |
| <b>VIII -<br/>Ratios</b>                                     | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | -5,9%  | 2,2%   | 2,4%    | 0,8%   | 1,8%   |              |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 45     | 46     | 50      | 50     | 51     |              |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 23,6%  | 42,2%  | 22,0%   | 7,6%   | 10,8%  |              |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 0,6%   | -55,6% | -135,2% | 46,9%  | 9,9%   |              |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

## GIAT Industries

| Comptes consolidés                               | En millions d' Euros                                    | 1997   | 1998   | 1999  | 2000  | 2001  | OBSERVATIONS                        |
|--|---|--------|--------|-------|-------|-------|-------------------------------------|
| Degré d'appartenance au Secteur Public           | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 99,9   | 99,9   | 99,9  | 99,9  | 99,9  |                                     |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | 0,0    | 0,0    | 0,0   | 0,0   | 0,0   |                                     |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /      | /      | /     | /     | /     | Sans objet                          |
| I-<br>Activité et résultat                       | Chiffre d'affaires                                      | 1 027  | 1 079  | 884   | 565   | 802   |                                     |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 486    | 652    | 523   | 171   | 362   |                                     |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | -170   | -184   | -154  | -297  | -190  |                                     |
|  | Résultat financier                                      | 2      | 22     | 27    | 20    | 24    |                                     |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | -240   | -557   | -439  | -402  | -264  | CAF                                 |
|  | Résultat net - part du groupe                           | -434   | -139   | -144  | -280  | -207  |                                     |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | 0      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                     |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | -434   | -139   | -144  | -280  | -207  |                                     |
| II-<br>Immobilisations nettes                    | Total des immobilisations nettes                        | 344    | 318    | 292   | 273   | 245   |                                     |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 0      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                     |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 6      | 6      | 6     | 7     | 5     |                                     |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 29     | 22     | 31    | 34    | 36    |                                     |
| III- Informations sur les fonds propres          | Capitaux propres - part du groupe                       | -1 535 | -155   | -299  | -579  | -195  |                                     |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 0      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                     |
| IV-<br>Dividendes et autres versements assimilés | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                     |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                     |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                          | /      | /      | /     | /     | /     |                                     |
| V - Provisions                                   | Provisions pour risques et charges                      | 1 614  | 1 215  | 874   | 706   | 633   |                                     |
| VI - Informations sur l'endettement financier    | Dettes financières nettes                               | -421   | -546   | -980  | -501  | -580  | Y compris avances conditionnées     |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 26     | 24     | 28    | 26    | 24    | Y compris avances conditionnées     |
| VII-<br>Données sociales                         | Effectifs en moyenne annuelle                           | 12 999 | 10 565 | 9 517 | 8 309 | 7 460 | Calculées par rédacteurs du rapport |
|  | Charges de personnel                                    | 441    | 406    | 396   | 393   | 366   |                                     |
| VIII -<br>Ratios                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | /      | /      | /     | /     | /     | Résultat et fonds propres négatifs  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 34     | 38     | 42    | 47    | 49    |                                     |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | /      | /      | /     | /     | /     |                                     |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | /      | /      | /     | /     | /     |                                     |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

## SNECMA

| Comptes consolidés                               | En millions d' Euros                                    | 1997                      | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
|--|---|---------------------------|--------|--------|--------|--------|--|
| Degré d'appartenance au Secteur Public           | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 97,2                      | 97,2   | 97,2   | 97,2   | 97,2   |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | 0,0                       | 0,0    | 0,0    | 0,0    | 0,0    |  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /                         | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| I-<br>Activité<br>et<br>résultat                 | Chiffre d'affaires                                      | 3 515                     | 4 340  | 4 860  | 5 646  | 6 893  |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 2 413                     | 3 099  | 3 460  | 2 572  | 3 271  | En 2000 et 2001 : hors Europe  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 184                       | 329    | 473    | 581    | 720    |  |
|  | Résultat financier                                      | -6                        | -9     | 2      | 13     | -11    |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 491                       | 520    | 580    | 601    | 678    | CAF  |
|  | Résultat net - part du groupe                           | 109                       | 248    | 258    | 318    | 358    |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | 5                         | 12     | 17     | 13     | 24     |  |
| II-<br>Immobilisations nettes                    | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 114                       | 260    | 275    | 331    | 382    |  |
|  | Total des immobilisations nettes                        | 781                       | 1 088  | 1 240  | 2 307  | 2 375  |  |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 86                        | 262    | 243    | 709    | 767    |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 75                        | 47     | 50     | 57     | 111    |  |
| III- Informations sur les fonds propres          | dont immobilisations financières nettes                 | 124                       | 156    | 179    | 431    | 317    |  |
|  | Capitaux propres - part du groupe                       | 4                         | 239    | 705    | 992    | 1 278  |  |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 12                        | 25     | 63     | 84     | 98     |  |
| IV-<br>Dividendes et autres versements assimilés | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0                         | 0      | 0      | 41     | 95     |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0                         | 0      | 0      | 40     | 93     |  |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                          | /                         | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| V - Provisions                                   | Provisions pour risques et charges                      | 688                       | 890    | 964    | 1 118  | 1 161  |  |
|  | VI- Informations sur l'endettement financier            | Dettes financières nettes | 229    | 133    | -282   | 472    | 356  |
| VII-<br>Données sociales                         | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 341                       | 367    | 371    | 322    | 309    |  |
|  | Effectifs en moyenne annuelle                           | 20 262                    | 23 111 | 23 533 | 30 481 | 37 501 | 1999 : effectifs au 31/12. 2000 et 2001 : calculés par les rédacteurs du rapport |
|  | Charges de personnel                                    | 1 078                     | 1 146  | 1 274  | 1 565  | 1 952  | Jusqu'en 1998 : hors intéressement et participation des salariés                 |
| VIII -<br>Ratios                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 3,2%                      | 6,0%   | 5,7%   | 5,9%   | 5,5%   |  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers€)  | 53                        | 50     | 54     | 51     | 52     |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 692,4%                    | 98,5%  | 35,8%  | 30,7%  | 27,8%  |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | /                         | /      | -36,6% | 43,8%  | 25,9%  | 1996 et 1997 : ratio non significatif  |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau



## SNPE

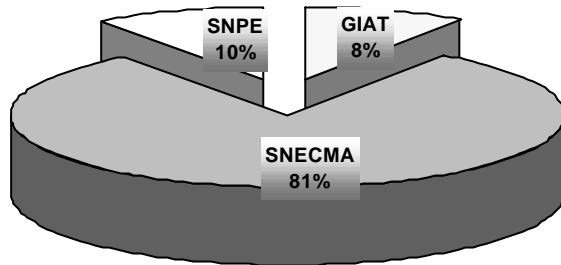
| Comptes consolidés                               | En millions d'Euros                                      | 1997  | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
|--|--|-------|--------|--------|--------|--------|--|
| Degré d'appartenance au Secteur Public           | Capital détenu par l'Etat (en %)                         | 99,9  | 99,9   | 99,9   | 99,9   | 99,9   |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)     | 0,0   | 0,0    | 0,0    | 0,0    | 0,0    |  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12  | /     | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| I-<br>Activité et résultat                       | Chiffre d'affaires                                       | 745   | 794    | 844    | 822    | 853    |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                                | 351   | 394    | 434    | 418    | 443    |  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel           | 32    | 37     | 43     | 30     | 26     |  |
|  | Résultat financier                                       | 0     | 1      | -6     | -17    | -14    |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                  | 64    | 71     | 78     | 57     | 78     | Depuis 2000, MBA   |
|  | Résultat net - part du groupe                            | 7     | 14     | 26     | 7      | -21    |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                     | 0     | 0      | 0      | -1     | 1      |  |
| Résultat net de l'ensemble consolidé             | 7  | 14    | 26     | 6      | -20    |        |  |
| II-<br>Immobilisations nettes                    | Total des immobilisations nettes                         | 294   | 324    | 425    | 473    | 478    |  |
|  | dont écart d'acquisition net                             | 20    | 17     | 15     | 14     | 8      |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                | 14    | 17     | 53     | 54     | 49     |  |
|  | dont immobilisations financières nettes                  | 26    | 27     | 26     | 25     | 19     |  |
| III- Informations sur les fonds propres          | Capitaux propres - part du groupe                        | 195   | 208    | 237    | 247    | 228    | Demandé à l'entreprise les capitaux propres hors subventions |
|  | Intérêts minoritaires                                    | 1     | 4      | 6      | 11     | 14     |  |
| IV-<br>Dividendes et autres versements assimilés | Dividendes versés au cours de l'exercice                 | 0     | 0      | 0      | 0      | 3      |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                    | 0     | 0      | 0      | 0      | 3      | Mis en compte-courant de l'actionnaire Etat                  |
| V - Provisions                                   | Autres rémunérations de l'Etat                           | /     | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| VI- Informations sur l'endettement financier     | Provisions pour risques et charges                       | 61    | 63     | 64     | 57     | 83     |  |
|  | Dettes financières nettes                                | 184   | 235    | 299    | 384    | 366    | Y compris avances conditionnées                              |
| VII-<br>Données sociales                         | Dettes financières brutes à plus d'un an                 | 55    | 41     | 353    | 194    | 216    |  |
|  | Effectifs en moyenne annuelle                            | 5 181 | 5 173  | 5 368  | 5 462  | 5 480  | Calculés par les rédacteurs du rapport                       |
| VIII -<br>Ratios                                 | Charges de personnel                                     | 213   | 219    | 232    | 237    | 250    | Depuis 1999, y compris participation et                      |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires    | 0,9%  | 1,8%   | 3,1%   | 0,8%   | -2,4%  |  |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers M€) | 41    | 42     | 43     | 43     | 46     |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres         | 3,6%  | 6,8%   | 10,7%  | 2,5%   | -8,3%  |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                | 93,7% | 111,0% | 123,1% | 149,0% | 150,7% |  |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

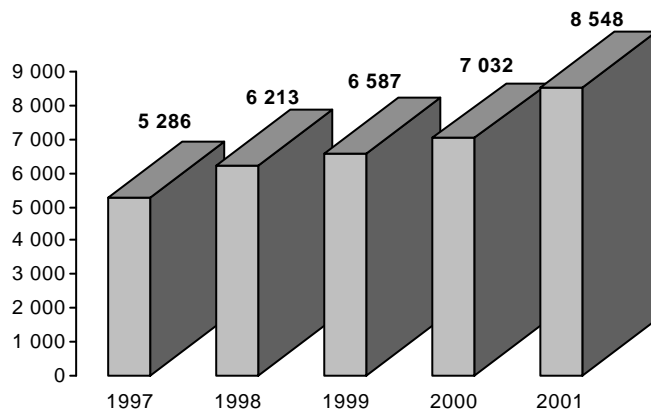
# Secteur Défense et Aéronautique

SNPE - GIAT Industries - SNECMA

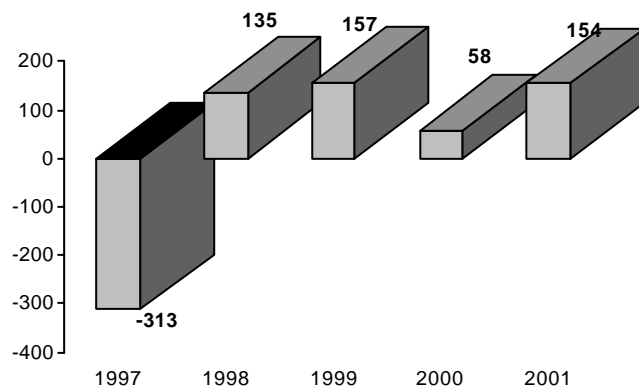
Chiffre d'affaires contributif de chaque entreprise au secteur  
en %



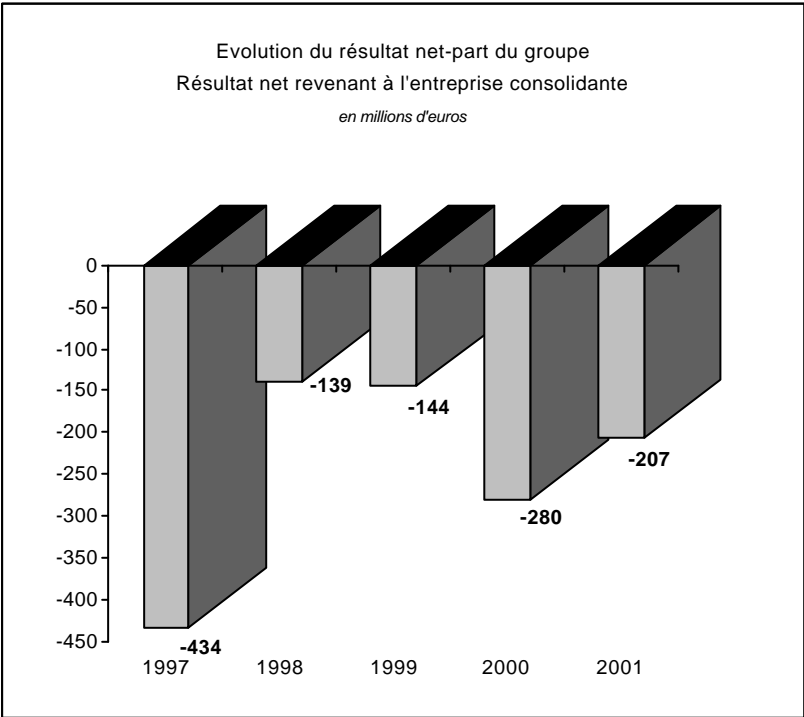
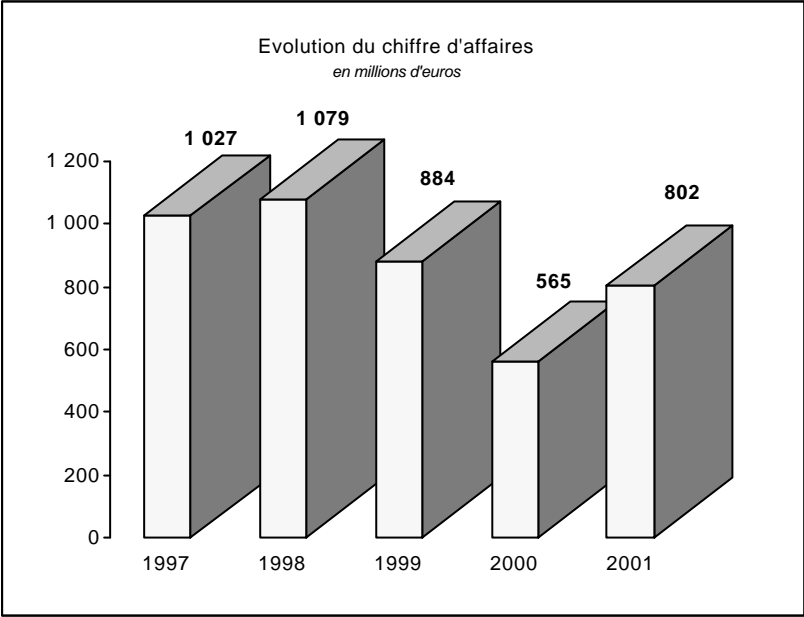
Evolution du chiffre d'affaires du secteur  
en millions d'Euros



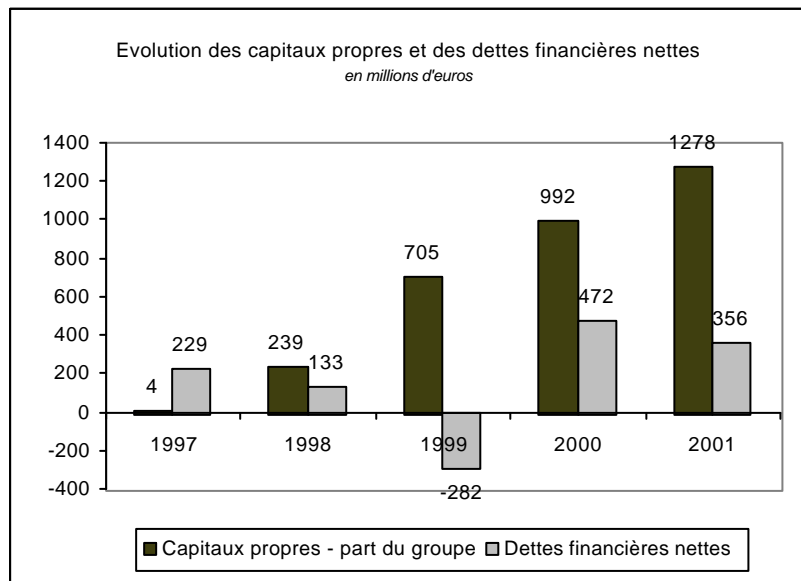
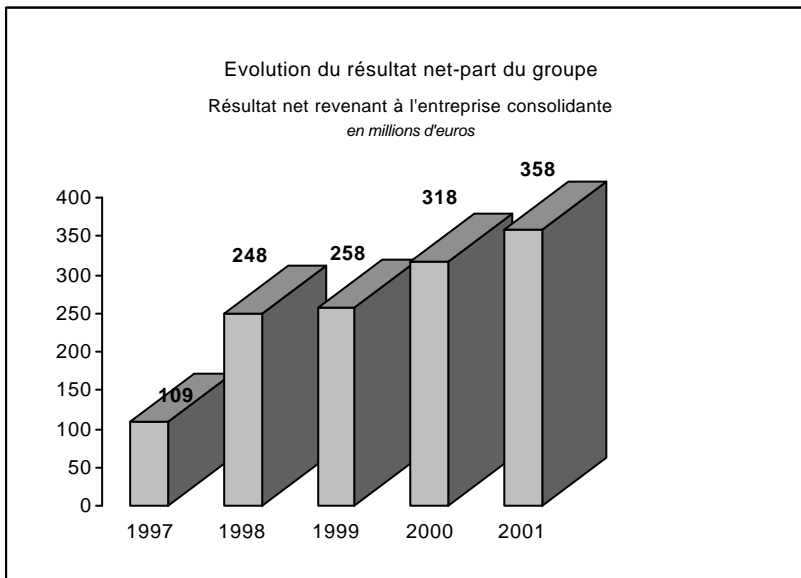
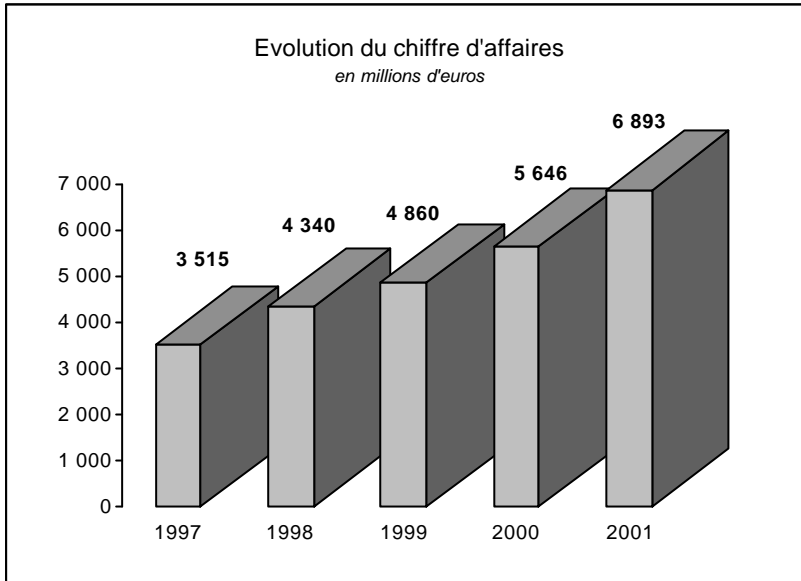
Evolution du résultat net-part du groupe du secteur  
en millions d'euros



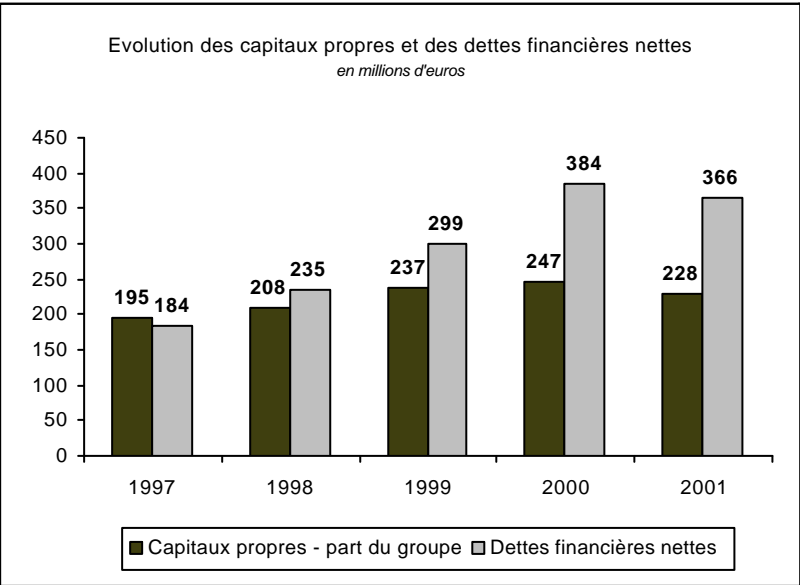
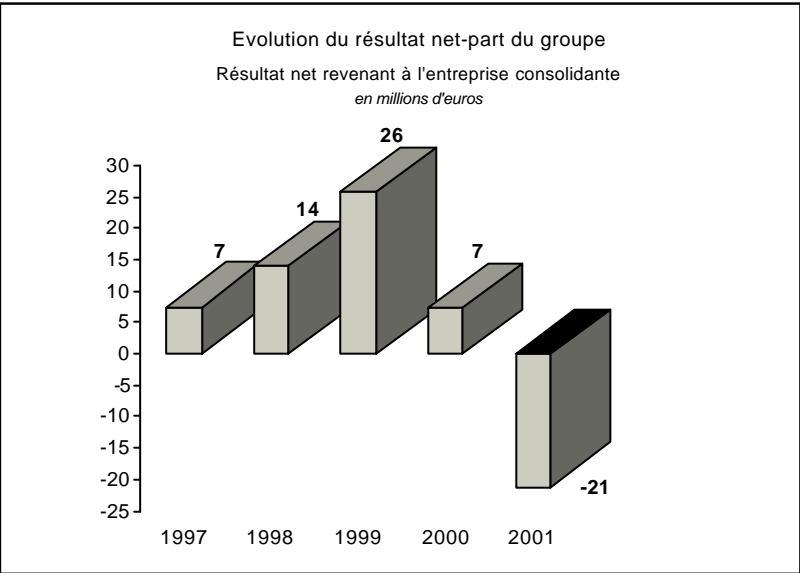
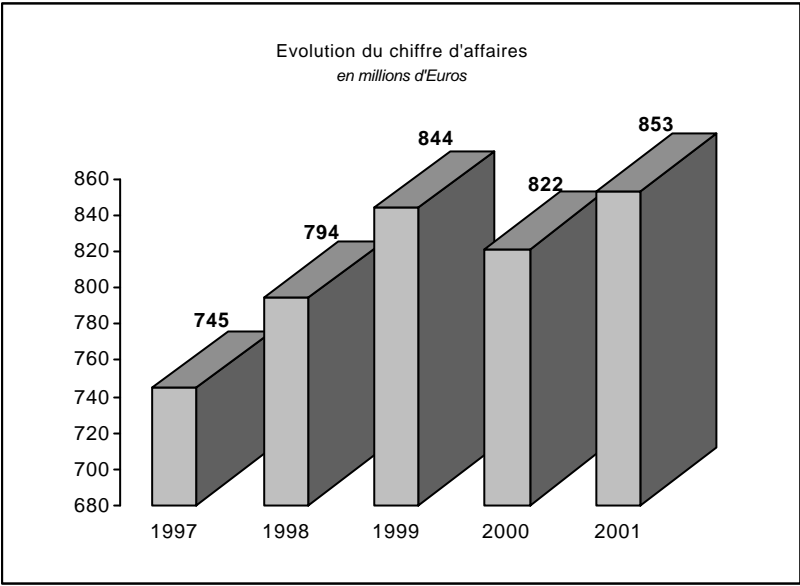
# GIAT Industries



# SNECMA



# S N P E



# GIAT Industries

Giat Industries est une société détenue à 99,9 % par l'Etat dont les activités incluent la fabrication de systèmes blindés et celle de systèmes d'armes et de munitions. La production de systèmes blindés (essentiellement le char Leclerc) représente 63% de l'activité en 2001.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

L'année 2001 a été principalement marquée par :

- la mise en oeuvre pour la troisième année, du Plan stratégique, économique et social avec la réalisation des premiers transferts industriels et la poursuite des actions de refondation des processus de fonctionnement du groupe ;
- la nomination de M. Luc Vigneron comme président de GIAT Industries en remplacement de M. Jacques Loppion ;
- la reprise des livraisons de chars Leclerc aux Emirats Arabes Unis (EAU) et la notification de la dernière tranche des chars Leclerc au profit de l'Armée de Terre.

SMV (Satory Military Vehicles), société commune entre Renault Véhicules Industriels (RVI) et GIAT, avait vocation d'assurer la maîtrise d'œuvre du programme du véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), et aurait dû démarrer ses activités en 2001. Cette société ne disposant pas en propre de moyens industriels, elle n'a pas pu être désignée comme titulaire du contrat de développement, qui a été confié directement aux deux sociétés mères. GIAT et RVI réfléchissent désormais à d'éventuels apports industriels à cette structure.

### Eléments de conjoncture et de contexte

Giat Industries a continué à souffrir en 2001, comme au cours des précédents exercices, de la réduction des budgets militaires, qui s'est traduit par l'absence de nouveaux contrats majeurs pour compenser la fin des contrats Leclerc en cours, entérinée par l'affermissement de la dernière tranche du contrat Leclerc pour l'armée de Terre.

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

### L'exploitation

Le chiffre d'affaires 2001 est de 802M€ en hausse de 42% par rapport à l'exercice précédent. La majeure partie de cet écart provient de la reprise des livraisons de chars Leclerc aux EAU.

Le résultat net part du groupe de l'exercice qui ressort à - 207M€ progresse de 73M€ par rapport à 2000 : cette amélioration tient essentiellement à la reprise des livraisons des chars EAU, mais le déficit traduit les difficultés récurrentes de l'entreprise à équilibrer son compte de résultat.

### La structure financière

Une nouvelle recapitalisation à hauteur de 591M€ a été souscrite par l'Etat fin 2001 (ce qui porte à 3 246 M€ le montant total des augmentations de capital souscrites depuis 1990). Les capitaux propres part du groupe de - 579M€ en 2000 ont donc été portés à - 195M€ à fin décembre 2001. La société reste néanmoins déficitaire. Conformément aux dispositions légales, les capitaux propres de l'entreprise devront être reconstitués à un niveau égal à la moitié de son capital social avant fin 2004.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres : six représentants de l'Etat nommés par décret, six personnalités qualifiées nommées par décret et six représentants des salariés élus par le personnel de la société et de ses filiales. Il s'est réuni à quatre reprises au cours de l'exercice 2001. Le conseil a créé d'un comité d'examen des offres à l'exportation, composé de 6 administrateurs.

### **Perspectives**

Les perspectives de l'entreprise dépendent très largement de la poursuite des efforts de restructuration, de la réussite du véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), et de la recherche de nouveaux partenariats industriels.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE GIAT AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Luc Vigneron, Président  
M. Jacques Loppion  
M. Jean Cédelle  
M. Alain Genel  
M. Yves Michot  
M. Patrick Faure

### **Administrateurs représentant l'Etat**

Mme Christine Buhl  
M. Claude Gaillard  
Mme Delphine Geny-Stephann  
M. Philippe Jost  
Poste vacant suite au décès de M. Jacques Menu  
M. Louis-Alain Roche  
M. Philippe Roger.

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Dominique Borderieux  
M. Eric Brune  
M. Christian Jaboulay  
M. Dominique Jausserand  
M. Christian Osete  
M. Alain Van Blitz

### **Commissaire du Gouvernement**

M. Olivier Rochereau (vérifier)

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Bertrand d'Esneval, Chef de la mission de contrôle  
M. Tony Lambert, Contrôleur d'Etat

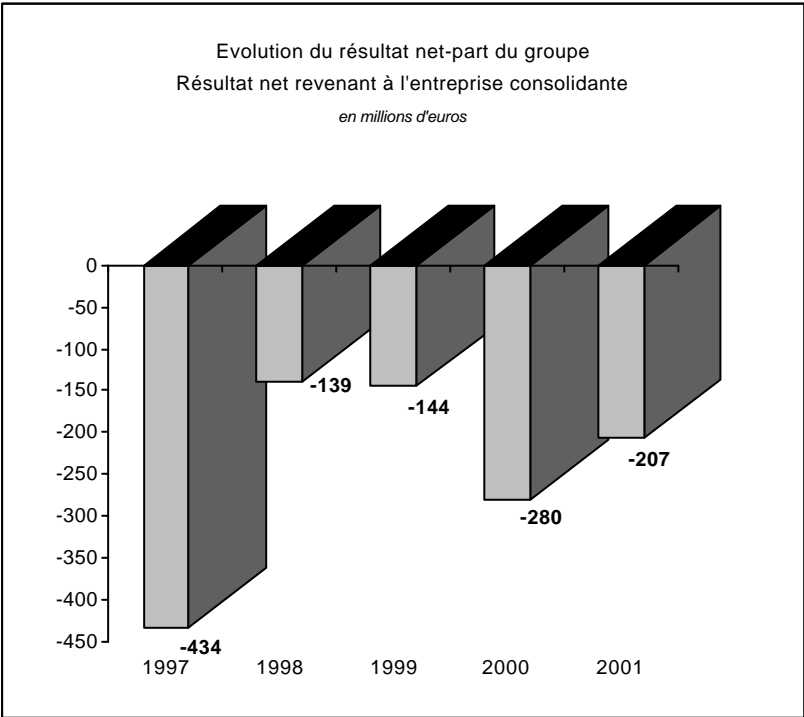
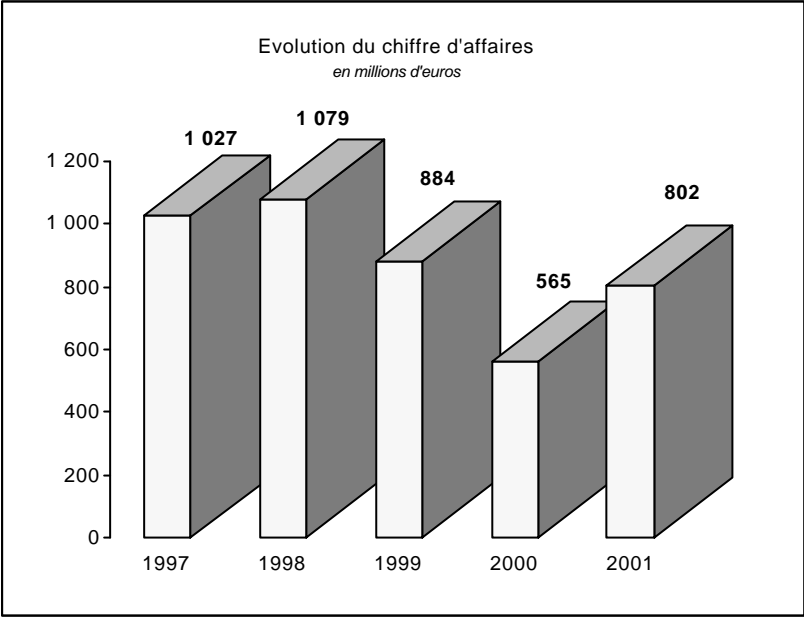
## GIAT INDUSTRIES – EXERCICES 1997 À 2001

|   |   | <b>GIAT Industries</b> |        |       |       |       |                                    |
|---|---|------------------------|--------|-------|-------|-------|------------------------------------|
| Comptes consolidés                            | En millions d' Euros                                      | 1997                   | 1998   | 1999  | 2000  | 2001  | OBSERVATIONS                       |
| Degré d'appartenance au Secteur Public        | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 99,9                   | 99,9   | 99,9  | 99,9  | 99,9  |                                    |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)      | 0,0                    | 0,0    | 0,0   | 0,0   | 0,0   |                                    |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12    | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     | Sans objet                         |
| I -   | Chiffre d'affaires  | 1 027                  | 1 079  | 884   | 585   | 882   |                                    |
|   | dont réalisé à l'étranger                                 | 406                    | 652    | 523   | 171   | 362   |                                    |
| Activités et résultat                         | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | -170                   | -184   | -154  | -297  | -190  |                                    |
|   | Résultat financier  | 2                      | 22     | 27    | 20    | 24    |                                    |
|   | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | -240                   | -257   | -429  | -482  | -284  | CAF                                |
|   | Résultat net - part du groupe                             | -434                   | -139   | -144  | -280  | -287  |                                    |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires                      | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
|   | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | -434                   | -139   | -144  | -280  | -287  |                                    |
| II -  | Total des immobilisations nettes                          | 344                    | 318    | 292   | 273   | 245   |                                    |
|   | dont : coût d'acquisition net                             | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
|   | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 0                      | 0      | 0     | 7     | 5     |                                    |
| Immobilisations nettes                        | dont immobilisations financières nettes                   | 29                     | 22     | 31    | 34    | 30    |                                    |
| III - Informations sur les fonds propres      | Capacité propres - part du groupe                         | -1 535                 | -155   | -289  | -579  | -193  |                                    |
|   | Intérêts minoritaires                                     | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
| IV -  | Dividendes versés ou dus de l'exercice                    | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
| Dividendes et autres versements anticipés     | dont reçus par l'Etat                                     | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
|   | Autres rémunérations de l'Etat                            | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
| V - Provisions                                | Provisions pour risques et charges                        | 1 614                  | 1 215  | 874   | 786   | 633   |                                    |
| VI - Informations sur l'endettement financier | Dettes financières nettes                                 | -421                   | -546   | -980  | -581  | -580  | Y compris avances conditionnées    |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 26                     | 24     | 26    | 26    | 24    | Y compris avances conditionnées    |
| VII -   | Effectifs en moyenne annuelle                             | 12 999                 | 10 565 | 9 517 | 8 389 | 7 460 | Calculées par rédacteur du rapport |
| Données sociales                              | Charges de personnel                                      | 441                    | 406    | 390   | 393   | 360   |                                    |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
| VIII -  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 34                     | 38     | 42    | 47    | 49    | Résultat et fonds propres négatifs |
| Ratios  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 0                      | 0      | 0     | 0     | 0     |                                    |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau



# GIAT Industries



# SNECMA

Snecma est une société détenue à 97,2 % par l'Etat, active dans le domaine des moteurs et des équipements aéronautiques et spatiaux. Les activités dans le domaine des moteurs (moteurs d'avions civils et militaires, d'hélicoptères, de fusées, de missiles et les services associés), principalement regroupées dans Snecma Moteurs et Turbomeca, représentent 65% du chiffre d'affaires du groupe. Le solde provient de la fourniture d'équipements aéronautiques : les principales filiales de Snecma dans ce domaine sont Messier-Dowty (trains d'atterrissage), Messier-Bugatti (systèmes de freinage), Hurel-Hispano (nacelles et inverseurs de poussée), Hispano-Suiza (équipements de moteurs aéronautiques).

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

Snecma a mis à profit l'année 2001 et le premier semestre 2002 pour consolider son organisation industrielle, en procédant à des transferts internes de différentes activités. Ainsi, la division Snecma Control Systems (équipements de régulation des moteurs) a été transférée de Snecma Moteurs à Hispano-Suiza, cette filiale étant appelée à regrouper l'ensemble des activités « équipements moteurs » du groupe. Les activités d'équipements pour systèmes d'atterrissage de Labinal ont été apportées à Messier-Bugatti, Labinal se spécialisant sur les équipements électriques et les services d'ingénierie. De même, l'activité « turbocompresseurs de forte puissance » d'Hispano-Suiza a été apportée à Turbomeca, qui regroupe ainsi les activités de Snecma dans le domaine des turbines et des moteurs d'hélicoptères. Enfin, Snecma a regroupé ses activités dans le domaine des systèmes d'atterrissage et de freinages au sein de Messier Services, dorénavant constituée en société co-détenue par Messier-Dowty (trains d'atterrissage) et Messier-Bugatti (freins).

Parallèlement à cette consolidation de ses activités, Snecma a procédé à différentes acquisitions. En particulier dans le domaine des nacelles de moteurs, Snecma, via sa filiale Hurel-Hispano, a racheté à Airbus sa part de 50% dans la société commune Aircelle. Cette société doit notamment réaliser les nacelles de l'A380. Dans le domaine de l'ingénierie, Snecma s'est renforcée grâce à l'acquisition par sa filiale Labinal de la société spécialisée Teuchos.

### Eléments de conjoncture et de contexte

Snecma a connu en 2001 une activité soutenue, en dépit de la baisse du trafic aérien à la suite des événements dramatiques de septembre.

Le chiffre d'affaires de la branche propulsion a ainsi progressé de 14% par rapport à 2000 (+7,5% sur une base pro-forma<sup>1</sup>). En particulier, le niveau des livraisons de moteurs CFM56 a continué à progresser en 2001 en s'élevant à 1044 exemplaires. L'activité progresse également dans les domaines des moteurs d'hélicoptère (Turbomeca).

Dans le domaine des équipements, l'année 2001 fait apparaître, indépendamment des opérations de croissance externe, une progression significative des chiffres d'affaires des filiales historiques : Messier-Dowty (+13,6%), Messier-Bugatti (+8,8%), Hispano-Suiza (+13%).

Le Premier ministre a annoncé en juin 2001, lors du salon du Bourget, l'intention du gouvernement de procéder à l'ouverture du capital de Snecma. Toutefois, les événements de septembre 2001, en affectant fortement les valorisations boursières des entreprises du secteur aéronautique, ont conduit le gouvernement à différer cette opération.

---

<sup>1</sup> Compte tenu de l'intégration de Turbomeca et Microturbo uniquement sur le second semestre 2000)

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

### **L'exploitation**

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 6,893 Md€ en progression de 22,1% par rapport à 2000 (données historiques<sup>2</sup>) soit une progression de 6,5% en données pro-forma<sup>3</sup>.

Le résultat d'exploitation du groupe progresse également, passant de 581M€ (données historique) et 640 M€ (données pro-forma) en 2000 à 720 M€ en 2001.

Le résultat net consolidé (part du groupe) s'est établi à 358 M€ en progression de 17,8% en pro-forma par rapport à 2000 (304 M€).

### **La structure financière**

La structure financière de Snecma est solide et continue de se renforcer. Ses fonds propres (intérêts minoritaires compris) progressent par rapport à 2000 de 1 076M€ à 1 376M€. La dette nette recule de 472M€ à 356M€, soit un ratio dette financière nette sur fonds propres à fin 2001 de 0,26. Par ailleurs, la capacité d'autofinancement générée par le groupe en 2001 (678M€) couvrait 1,9 fois son endettement net.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres : cinq représentants de l'Etat nommés par décret, un représentant des autres actionnaires élu par l'assemblée générale, six personnalités qualifiées nommées par décret et six représentants des salariés élus par le personnel de la société et de ses filiales. Le conseil s'est réuni à quatre reprises au cours de l'exercice 2001.

### **Les comités du conseil d'administration**

Le comité d'administration a créé, en décembre 1999, deux comités : un comité d'audit et des comptes et un comité stratégique.

#### *Comité d'audit*

Le comité d'audit et des comptes est composé de trois membres. Sa mission est, d'une part, d'examiner de manière détaillée les comptes afin d'éclairer le Conseil sur leur contenu et leur présentation, d'autre part, de prendre connaissance des procédures de contrôle interne et externe et de veiller à ce que celles-ci couvrent les zones de risque de façon appropriée. Le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2001.

#### *Comité stratégique*

Le comité stratégique est actuellement composé de trois membres. Sa mission est d'éclairer le conseil sur les questions relatives à la stratégie et au développement du groupe, ainsi qu'à la situation et aux perspectives d'évolution de son périmètre d'activité et de ses alliances.

---

<sup>2</sup> Chiffre d'affaires 2000 : 5,646 milliards d'euros

<sup>3</sup> Chiffre d'affaires 2000 pro-forma, compte tenu de l'intégration à partir du 1.01.2001 d'Hurel-Dubois (devenu Hurel-Hispano UK et Hurel-Hispano Meudon) et de Labinal à partir du 1.07.2000 : 6,473 milliards d'euros

## **Perspectives**

En 2002, Snecma devra faire face à la réduction probable de son activité provoquée par la baisse notable du trafic aérien mondial qui a suivi les attentats de septembre 2001. Début 2002, Snecma anticipait ainsi une baisse de son chiffre d'affaires annuel d'environ 10%. Dans cette conjoncture difficile, le groupe poursuit ses efforts de réduction des coûts afin d'éviter une dégradation trop sensible de sa performance économique.

Par ailleurs, l'effet négatif des événements de septembre 2001 sur les perspectives commerciales et financières des entreprises du secteur de l'aéronautique a conduit à reporter l'ouverture du capital de Snecma annoncée en juin 2001 par le Premier Ministre. Néanmoins, cette opération, qui permettrait de donner à Snecma les moyens de poursuivre sa croissance et de faciliter la consolidation du secteur de la propulsion et des équipements aéronautiques en Europe, conserve toute sa pertinence. Elle pourrait donc intervenir quand les perspectives d'activité du marché aéronautique se seront suffisamment clarifiées.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION de SNECMA AU 31 DÉCEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Jean-Paul Béchat, Président  
M. Frédéric d'Allest  
M. Michel Bernard  
M. Emile Blanc  
M. Mario Colaiacovo  
M. Bruno Revellin-Falcoz

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Etienne Bosquillon de Jenlis  
M. Philippe Coq  
M. Philippe Delleur  
M. Pierre Graff  
Mme Dephine Geny-Stephann

### **Administrateur représentant les actionnaires**

M. Patrice Durand

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Daniel Bouchet  
Mme Gisèle Cailloux  
M. Robert Fourmental  
M. Claude Godart  
M. Alain Léonnard  
M. Marcel Virlouvét

### **Commissaire du gouvernement**

M. Jean-Pierre Champey

### **Mission de contrôle économique et financier**

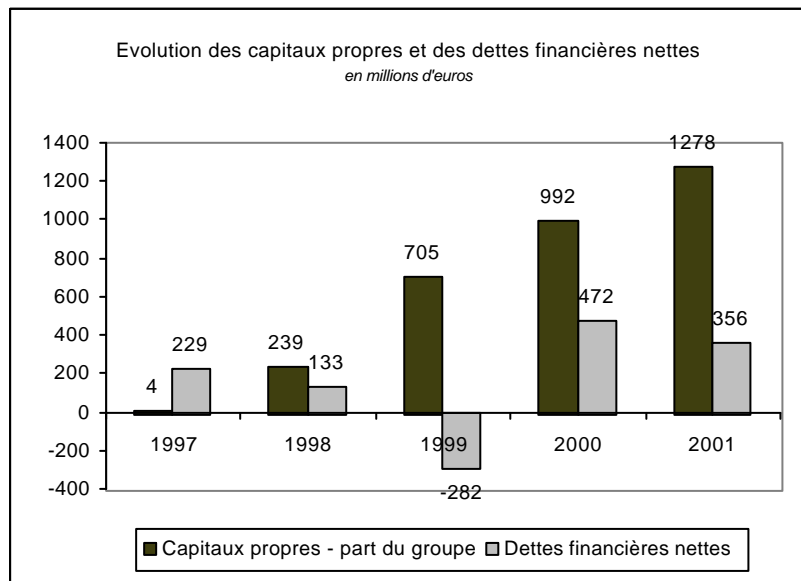
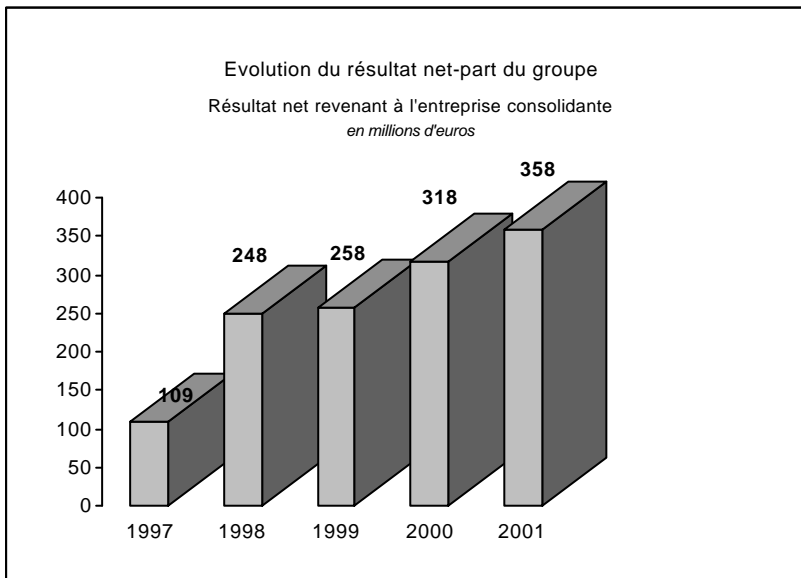
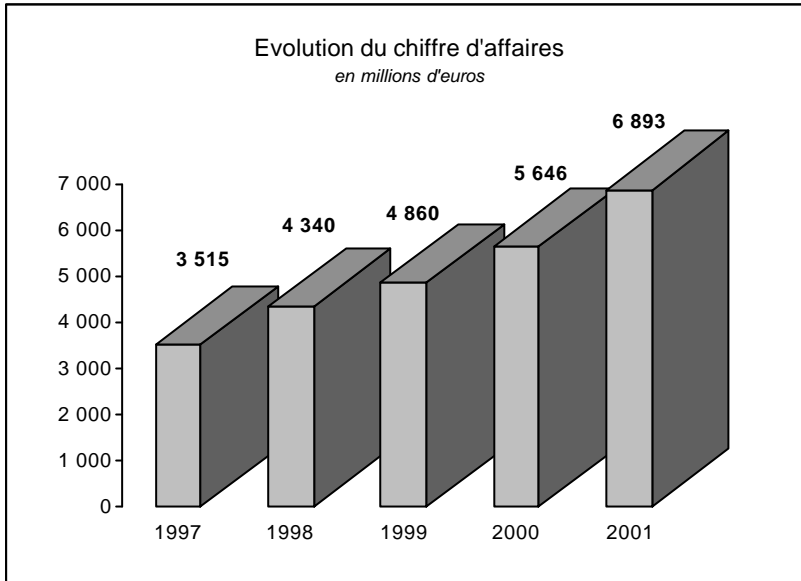
M. Bertrand D'ESNEVAL, Chef de mission  
M. Bernard Delmont, Contrôleur d'Etat

## SNECMA – EXERCICES 1997 À 2001

|  |   | <b>SNECMA</b>        |        |        |        |        |   |
|--|---|----------------------|--------|--------|--------|--------|---|
|  |   | 1997                 | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   |   |
|  |   | En millions d' Euros |        |        |        |        |   |
| Comptes consolidés                                   |   | 1997                 | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 93,2                 | 93,2   | 93,2   | 93,2   | 93,2   |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)      | 0,0                  | 0,0    | 0,0    | 0,0    | 0,0    |   |
|  | Valeur horaire de la participation de l'Etat au 31/12     | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | l'Etat objet  |
|  | Chiffre d'affaires  | 2 513                | 4 388  | 4 388  | 5 646  | 8 393  |   |
|  | dont réalisé à l'étranger                                 | 2 413                | 3 089  | 3 466  | 2 532  | 3 271  | En 2000 et 2001: hors Europe  |
| <b>I - Actifs et résultats</b>                       | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 104                  | 129    | 471    | 181    | 720    |   |
|  | Résultat financier  | -4                   | -9     | 2      | 13     | -11    |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 491                  | 528    | 588    | 681    | 670    | CAAF  |
|  | Résultat net - part du groupe                             | 109                  | 140    | 278    | 318    | 392    |   |
|  | Résultat net - attributs minoritaires                     | 5                    | 12     | 17     | 13     | 24     |   |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé                      | 114                  | 260    | 295    | 331    | 382    |   |
|  | Total des immobilisations nettes                          | 781                  | 1 088  | 1 240  | 2 387  | 2 375  |   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>                   | dont: actif d'acquisition net                             | 88                   | 282    | 243    | 789    | 787    |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 75                   | 47     | 58     | 57     | 111    |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 124                  | 156    | 178    | 431    | 307    |   |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>      | Capitaux propres - part du groupe                         | 4                    | 239    | 785    | 992    | 1 270  |   |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 12                   | 25     | 63     | 84     | 90     |   |
| <b>IV - Dettes et autres engagements financiers</b>  | Dettes financières  | 8                    | 8      | 8      | -41    | 83     |   |
|  | dont reçues par l'Etat                                    | 8                    | 8      | 8      | -46    | 83     |   |
|  | Autres états financiers de l'Etat                         | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | l'Etat objet  |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                        | 643                  | 886    | 964    | 1 118  | 1 141  |   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b> | Dettes financières nettes                                 | 129                  | 133    | -182   | 472    | 396    |   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 381                  | 387    | 371    | 323    | 389    |   |
| <b>VII - Données sociales</b>                        | Effectif en moyenne annuelle                              | 20 262               | 23 113 | 23 533 | 38 481 | 37 581 | 1999 : effectif au 31/12. 2000 et 2001 : calculés par les calculateurs du rapport |
|  | Charges de personnel                                      | 1 078                | 1 148  | 1 274  | 1 545  | 1 952  | Jusqu'en 1998 : hors cotisations et participations des salariés                   |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | 3,2%                 | 6,8%   | 5,7%   | 5,9%   | 5,5%   |   |
|  | Charges de personnel / Effectif moyen (en milliers€)      | 53                   | 50     | 54     | 51     | 52     |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | 682,4%               | 88,5%  | 25,8%  | 30,7%  | 27,8%  |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | 0                    | 0      | -36,8% | 43,8%  | 25,9%  | 1998 et 1997 : ratio non significatif   |

REMARQUE : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (groupes au point VII) de ce tableau

# SNECMA



# SNPE

SNPE est une société détenue à 99,9% par l'Etat dont les activités concernent la production de matériaux énergétiques et la chimie fine. Les activités de chimie fine (intermédiaires pour la pharmacie, l'agrochimie et les peintures et vernis notamment) ont représenté en 2001 59,3% de l'activité du groupe (contre 61% en 2000) ; le domaine « matériaux énergétiques » qui regroupe les activités explosifs industriels, poudres et explosifs, propulsion de missiles et lanceurs, a représenté l'essentiel du solde (40,5%).

## Faits majeurs de l'exercice 2000 et du premier semestre 2001

### Eléments internes à l'entreprise

L'année 2001 a été marquée par l'arrêt des usines toulousaines du groupe SNPE, suite à l'explosion survenue le 21 septembre 2001 dans l'usine voisine d'AZF. L'impact financier de cet arrêt a pu être limité dans les comptes 2001 grâce à la couverture par les assurances des pertes d'exploitation et des dommages subis.

Les travaux visant à la constitution d'une société commune entre SNPE et Snecma détenue à parité regroupant leurs activités respectives dans le domaine de la propulsion solide (propulsion de missiles et propulsion spatiale) et des matériaux énergétiques se sont poursuivis. Les deux sociétés envisagent un schéma en trois étapes, aboutissant d'ici 2005 à l'absorption complète par la société commune, Héralclès, des activités apportées par chacune d'elles.

### Eléments de conjoncture et de contexte

Le domaine matériaux énergétiques a présenté en 2001 un accroissement significatif de son chiffre d'affaires (+8,9%), notamment généré par une forte progression des ventes dans les domaines des explosifs civils (+25%) et de la propulsion de missiles tactiques (+9%). Le pôle « préparation du futur » (propulsion spatiale et balistique, sécurité automobile) connaît également une progression, grâce aux travaux sur le missile M51 et à la croissance des activités de sécurité automobile.

Dans le domaine de la chimie, l'année 2001 a été marquée par une légère progression du chiffre d'affaires (+0,8%), grâce à la croissance des activités pharmaceutiques et d'additif pour carburant qui a compensé l'impact de l'arrêt des usines de Toulouse.

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

### L'exploitation

Le chiffre d'affaires consolidé de SNPE s'est établi à 853M€ en 2001, en augmentation de 3,9% par rapport à l'année précédente. A périmètre comparable et sans l'accident de Toulouse, la croissance aurait été de 3,1%.

Le résultat d'exploitation, corrigé des coûts induits par le sinistre de Toulouse dont la charge est transférée aux assurances, s'est établi à 26M€, en baisse par rapport à 2000 (32M€). Le résultat net - part du groupe est affecté par des amortissements exceptionnels (33M€) liés au sinistre de Toulouse, et fait apparaître une perte de 21,3M€ contre un profit de 7,3M€ en 2000.

## **La structure financière**

Les capitaux propres-part du groupe s'établissent à 228M€ pour une dette nette de 366M€ en baisse par rapport à fin 2000 (384M€). La trésorerie du groupe s'est améliorée (variation de trésorerie : +50M€) grâce notamment à une progression significative de la marge brute d'autofinancement (78M€ contre 57M€ en 2001) et à des cessions d'immobilisations financières (23,9M€).

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres : cinq représentants de l'Etat nommés par décret, un représentant des autres actionnaires élu par l'assemblée générale des actionnaires, six personnalités qualifiées nommées par décret et six représentants des salariés élus par le personnel de la société et de ses filiales. Le conseil n'a pas constitué de comités.

## **Perspectives**

SNPE a du tirer les conséquences du redémarrage partiel de ses activités à Toulouse et devra adapter sa stratégie pour sa branche d'activité "chimie fine".

En 2002, SNPE entend finaliser la filialisation de ses activités « matériaux énergétiques » (hors explosifs civils), puis apporter une participation dans la filiale ainsi constituée à la future entreprise commune avec SNECMA, Héraklès.



## **CONSEIL D'ADMINISTRATION SNPE AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Jacques Loppion, Président  
M. Pierre Betin  
M. Jean Faure  
M. Pierre Potier  
M. Arsène Schun

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Philippe Coq  
Mme Delphine Geny-Stephann  
M. Joseph Mailloux  
M. Gérard Mathieu  
M. Jean-luc Tavernier

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Yves Boudeaud  
M. Gilles Glad  
M. Jean-Claude Laurent  
M. Alain Philippe  
M. Pierre Vitrant  
Mme Carol Waligorski

### **Administrateur représentant les actionnaires**

M. Patrick Méra

### **Commissaire du gouvernement**

M. André Le Berre

### **Mission de contrôle économique et financier**

Anne - Dominique Fauvet, Chef de mission  
M. Jean-Pierre Jaugin, Contrôleur d'Etat

# SNPE – EXERCICES 1997 À 2001

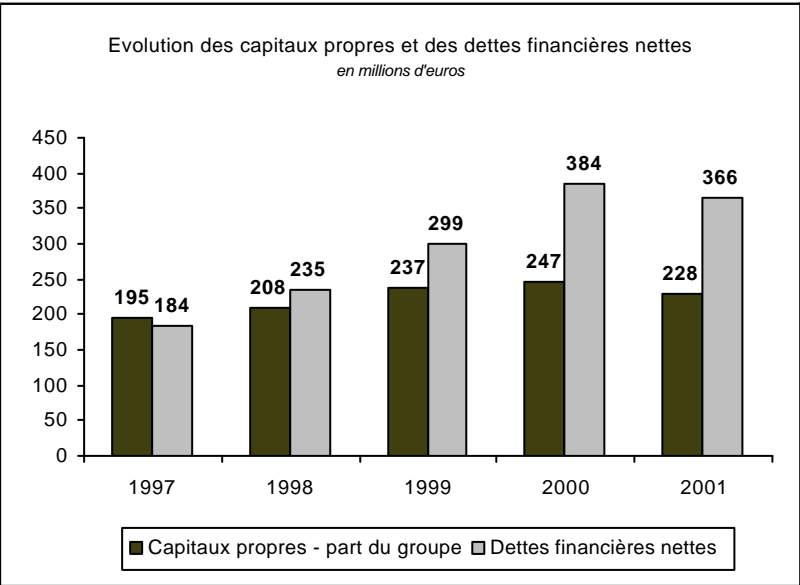
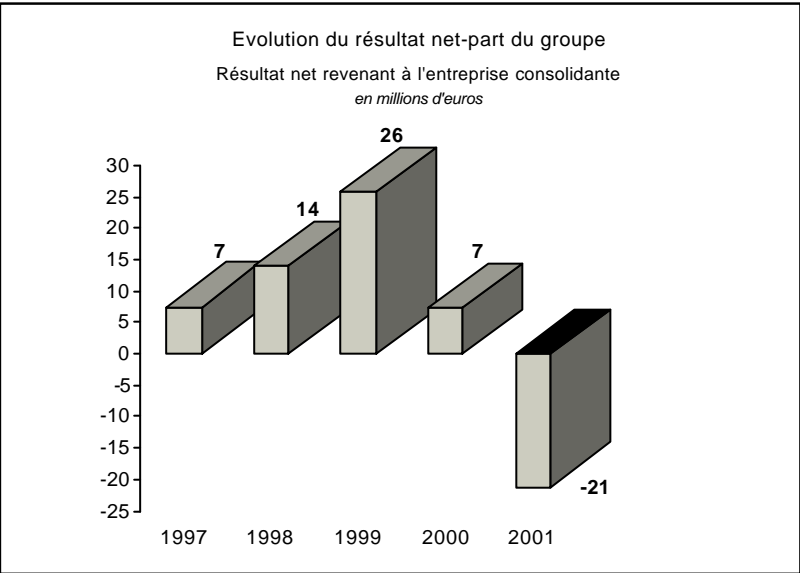
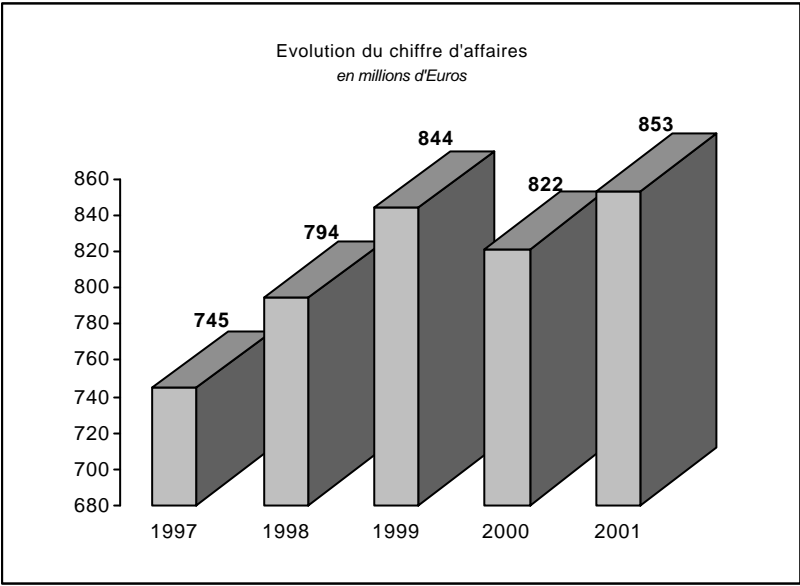
|  |  | SNPE  |        |        |        |        |   |
|--|--|-------|--------|--------|--------|--------|---|
| Comptes consolidés                                   | En millions d'€uros  | 1997  | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                           | 99,9  | 99,9   | 99,9   | 99,9   | 99,9   |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)      | 0,0   | 0,0    | 0,0    | 0,0    | 0,0    |   |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12     | 0     | 0      | 0      | 0      | 0      | (Sans objet)  |
| <b>I - Activité et résultat</b>                      | Chiffre d'affaires   | 795   | 794    | 844    | 823    | 853    |   |
|  | dont réalisé à l'étranger                                  | 353   | 384    | 434    | 418    | 443    |   |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel             | 32    | 37     | 43     | 36     | 26     |   |
|  | Résultat financier   | 0     | 3      | -6     | -17    | -14    |   |
|  | Capacité d'auto-financement/ Marge brute d'autofinancement | 64    | 71     | 78     | 57     | 78     | Depuis 2000, MDA  |
|  | Résultat net - part du groupe                              | 7     | 14     | 26     | 7      | -21    |   |
|  | Résultat net - activités minoritaires                      | 0     | 0      | 0      | -1     | 1      |   |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé                       | 7     | 14     | 26     | 6      | -20    |   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>                   | Total des immobilisations nettes                           | 294   | 324    | 425    | 473    | 478    |   |
|  | dont : état d'acquisition net                              | 28    | 17     | 15     | 14     | 8      |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                  | 14    | 17     | 53     | 54     | 49     |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                    | 26    | 27     | 26     | 25     | 19     |   |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>      | Capitaux propres - part du groupe                          | 195   | 200    | 237    | 247    | 228    | Decreusé à l'entreprise les capitaux propres hors subventions |
| <b>IV - Dettes et autres engagements financiers</b>  | Dettes financières   | 0     | 0      | 0      | 0      | 3      | Mis en compte-concomitant de l'actionnaire Etat               |
|  | dont reçues par l'Etat                                     | 0     | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                         | 63    | 63     | 64     | 57     | 83     |   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b> | Dettes financières totales à plus d'un an                  | 194   | 235    | 299    | 304    | 300    | Y compris avances conditionnées                               |
| <b>VII - Données sociales</b>                        | Effectifs en moyenne annuelle                              | 5 183 | 5 173  | 5 380  | 5 462  | 5 480  | Calculés par les réalisateurs du rapport                      |
|  | Charges de personnel                                       | 213   | 219    | 232    | 237    | 250    | Depuis 1999, y compris participation et intéressement         |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires      | 0,9%  | 1,0%   | 3,1%   | 0,8%   | -2,4%  |   |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers M€)   | 43    | 42     | 43     | 43     | 46     |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres           | 3,6%  | 6,9%   | 30,7%  | 2,9%   | -8,7%  |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                  | 93,7% | 111,0% | 123,1% | 149,8% | 150,7% |   |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\* En 2000, changement de méthodes : reconnaissance des impôts différés actifs en créance (impact sur les provisions pour risques et charges à l'ouverture : 12M€), comptabilisation à l'actif des biens pris en location financement (impact sur les capitaux propres à l'ouverture : 0,61M€)

\* En 2001, changement de méthodes : comptabilisation des contrats à long terme de Solergue à l'avancement (impact sur les capitaux propres à l'ouverture : 1,58M€)

# S N P E



## II.4 Entreprises du secteur financier

### Synthèse sectorielle

|                              | En millions d' Euros                     | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | OBSERVATIONS |
|------------------------------|--|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| <b>I - Résultat</b>          | Résultat net de l'ensemble consolidé     | 335   | 375   | 524   | 611   | 799   |              |
| <b>II - Capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe        | 3 205 | 3 693 | 4 074 | 4 532 | 5 682 | Hors FRBG    |
| <b>III -</b>                 | Dividendes versés au cours de l'exercice | 75    | 78    | 100   | 138   | 178   |              |
| <b>Dividendes</b>            | dont reçus par l'Etat                    | 41    | 18    | 18    | 13    | 24    |              |
| <b>IV - Données sociales</b> | Efficacité en moyenne annuelle           | 4 167 | 2 688 | 2 739 | 2 868 | 2 878 |              |
|                              |  |       |       |       |       |       |              |

## SYNTHESE DES TROIS ENTREPRISES DU SECTEUR FINANCIER

(CCR, CNP assurances et BDPME)

|                              | En millions d'Euros                      | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | OBSERVATIONS |
|------------------------------|--|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| <b>I - Résultat</b>          | Résultat net de l'ensemble consolidé     | 335   | 375   | 524   | 611   | 799   |              |
| <b>II - Capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe        | 3 205 | 3 693 | 4 074 | 4 532 | 5 682 | Hors FRBG    |
| <b>III-<br/>Dividendes</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice | 75    | 76    | 101   | 130   | 170   |              |
|                              | dont reçus par l'Etat                    | 41    | 16    | 16    | 13    | 24    |              |
| <b>IV - Données sociales</b> | Effectifs en moyenne annuelle            | 4 167 | 2 680 | 2 739 | 2 868 | 2 876 |              |

## SECTEUR ASSURANCE

CCR, CNP-ASSURANCES

|  | En millions d'Euros                           | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS |
|--|---|--------|--------|---------|---------|---------|--------------|
| <b>I - Activité<br/>et résultat</b>                  | Primes de réassurances brutes                 | 17 490 | 16 340 | 17 842  | 18 338  | 18 189  |              |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé          | 326    | 354    | 500     | 582     | 766     |              |
| <b>II -<br/>Provisions techniques</b>                | Provisions techniques                         | 84 017 | 96 888 | 112 886 | 125 455 | 135 676 |              |
|  | Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires | 1 919  | 2 152  | 3 122   | 3 162   | 3 355   |              |
| <b>III - Placements</b>                              | Placements (montant net)                      | 83 136 | 96 136 | 112 289 | 127 250 | 138 842 |              |
|  | Plus values latentes                          | 8 912  | 14 977 | 14 225  | 13 212  | 9 917   |              |
| <b>IV - Information<br/>sur les capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe             | 2 767  | 3 240  | 3 603   | 4 015   | 5 142   |              |
|  | Intérêts minoritaires                         | 348    | 451    | 491     | 591     | 902     |              |
| <b>V -<br/>Dividendes</b>                            | Dividendes versés au cours de l'exercice      | 75     | 76     | 101     | 130     | 170     |              |
|  | dont reçus par l'Etat                         | 41     | 16     | 16      | 13      | 24      |              |
| <b>VI - Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                 | 2 599  | 2 680  | 2 739   | 2 868   | 2 876   |              |
| <b>VII -<br/>Ratios</b>                              | Résultat net / Primes                         | 1,9%   | 2,2%   | 2,8%    | 3,2%    | 4,2%    |              |
|  | Résultat net / Fonds propres                  | 10,5%  | 9,6%   | 12,2%   | 12,6%   | 12,7%   |              |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau  
CNR : comptes sociaux

## CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE

| Comptes consolidés                               | En millions d'euros                              | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS Proforma 1998* |
|--|--|--------|--------|---------|---------|---------|-----------------------------|
| <b>Degré d'appartenance au Sect Pub.</b>         | % détenus par l'Etat                             | 99,92% | 99,92% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |                             |
|  | % détenus par le Secteur Public autre que l'Etat | 0,08%  | 0,08%  | 0,00%   | 0,00%   | 0,00%   |                             |
| <b>I - Activité et résultat</b>                  | Primes de réassurances brutes                    | 596    | 575    | 838     | 820     | 899     | 759                         |
|  | dont sans garantie de l'Etat                     | 275    | 272    | 467     | 301     | 395     | 422                         |
|  | dont avec garantie de l'Etat                     | 321    | 303    | 371     | 518     | 504     | 337                         |
|  | Résultat net- part du groupe                     | /      | /      | /       | /       | /       | Sans objet                  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires             | /      | /      | /       | /       | /       | Sans objet                  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé             | 44     | 41     | 24      | 73      | 98      | Résultat social             |
| <b>II - Provisions techniques</b>                | Provisions techniques                            | 1 470  | 1 528  | 2 493   | 2 511   | 2 622   | 1 702                       |
|  | Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires    | 28     | 24     | 648     | 294     | 93      |                             |
| <b>III - Placements</b>                          | Placements (montant net)                         | 1 946  | 2 052  | 2 141   | 2 808   | 3 062   |                             |
|  | Plus values latentes                             | 186    | 258    | 252     | 283     | 259     |                             |
| <b>IV - Information sur les capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe                | 561    | 593    | 604     | 667     | 743     | Capitaux propres sociaux    |
|  | Intérêts minoritaires                            | /      | /      | /       | /       | /       | Sans objet                  |
| <b>V - Dividendes</b>                            | Dividendes versés au cours de l'exercice         | 15     | 14     | 14      | 11      | 22      |                             |
|  | dont reçus par l'Etat                            | 15     | 14     | 14      | 11      | 22      |                             |
| <b>VI - Données sociales</b>                     | Effectifs en moyenne annuelle                    | 161    | 174    | 179     | 188     | 196     |                             |
| <b>VII - Ratios</b>                              | Résultat net / Primes                            | 7,3%   | 7,2%   | 2,8%    | 8,9%    | 10,9%   |                             |
|  | Résultat net / Fonds propres                     | 7,8%   | 7,0%   | 3,9%    | 10,9%   | 13,2%   |                             |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau

\* 1999 : changement de méthodes pour évaluation des primes : primes émises = estimation du chiffre d'affaires attendu "in fine" (données pro-forma 1998 dans colonne observations)

## CNP-ASSURANCES

| Comptes consolidés                             | En millions d'euros                                  | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS      |
|--|--|--------|--------|---------|---------|---------|-------------------|
| <b>Degré d'appartenance au Sect Pub.</b>       | Capital détenu par l'Etat (en %)                     | 42,50% | 1,00%  | 1,00%   | 1,00%   | 1,18%   |                   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%) | 47,50% | 61,00% | 61,00%  | 61,00%  | 61,00%  |                   |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat       | /      | 61     | 86      | 72      | 58      | A compter de 1998 |
| <b>I - Activité et résultat</b>                | Primes d'assurance brutes                            | 16 894 | 15 765 | 17 004  | 17 518  | 17 290  |                   |
|  | dont Vie   | 15 756 | 14 687 | 15 827  | 16 255  | 15 923  |                   |
|  | dont Non-vie   | 1 138  | 1 078  | 1 177   | 1 263   | 1 366   |                   |
|  | Résultat technique Vie                               | 231    | 290    | 339     | 395     | 511     |                   |
|  | Résultat technique Non-vie                           | 5      | -8     | 22      | 46      | 1       |                   |
|  | Résultat net- part du groupe                         | 250    | 275    | 435     | 467     | 584     |                   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                 | 33     | 38     | 41      | 43      | 84      |                   |
| Résultat net de l'ensemble consolidé           | 283  | 313    | 476    | 509     | 668     |         |                   |
| <b>II - Provisions techniques</b>              | Provisions techniques                                | 82 547 | 95 360 | 110 393 | 122 944 | 133 054 |                   |
|  | Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires        | 1 892  | 2 128  | 2 474   | 2 868   | 3 262   |                   |
| <b>III - Placements</b>                        | Placements (montant net)                             | 81 190 | 94 084 | 110 148 | 124 442 | 135 780 |                   |
|  | Plus values latentes                                 | 8 726  | 14 719 | 13 973  | 12 929  | 9 658   |                   |
| <b>IV - Informations sur les fonds propres</b> | Capitaux propres - part du groupe                    | 2 206  | 2 647  | 2 999   | 3 348   | 4 399   |                   |
|  | Intérêts minoritaires                                | 348    | 451    | 491     | 591     | 902     |                   |
| <b>V - Dividendes</b>                          | Dividendes versés au cours de l'exercice             | 60     | 62     | 87      | 119     | 148     |                   |
|  | dont reçus par l'Etat                                | 26     | 2      | 2       | 2       | 2       |                   |
| <b>VI - Données sociales</b>                   | Effectifs en moyenne annuelle                        | 2 438  | 2 506  | 2 560   | 2 680   | 2 680   |                   |
| <b>VII - Ratios</b>                            | Résultat net / Primes                                | 1,67%  | 1,98%  | 2,80%   | 2,91%   | 3,86%   |                   |
|  | Résultat net / Fonds propres                         | 11,07% | 10,09% | 13,64%  | 12,94%  | 12,60%  |                   |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau

\* 2001 : application des nouvelles de consolidation (règlement du Comité de réglementation comptable n°2000-05) : cf.informations pro forma ci-dessous

|                               |   |  |         |         |  |
|-------------------------------|---|--|---------|---------|--|
| <b>Informations pro forma</b> | Résultat technique Vie                            |  | 381     | 429     |  |
|                               | Résultat technique Non-vie                        |  | 18      | 42      |  |
|                               | Résultat net revenant à l'entreprise consolidante |  | 505     | 528     |  |
|                               | Résultat net revenant aux intérêts minoritaires   |  | 59      | 63      |  |
|                               | Résultat net                                      |  | 564     | 591     |  |
|                               | Provisions techniques brutes                      |  | 109 782 | 122 264 |  |
|                               | Capitaux propres                                  |  | 3542    | 3958    |  |



## BDPME

### Banque de développement des PME

| Comptes consolidés  | En millions d'Euros                                  | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS |
|---|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------------|
| <b>Degré d'appartenance au Sect Pub.</b>                      | Capital détenu par l'Etat (en %)                     | 51,52% | 51,52% | 51,52% | 50,53% | 50,53% |              |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%) | 40,45% | 40,45% | 40,45% | 41,60% | 41,60% |              |
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>Résultats</b>                   | Produit net bancaire P.N.B                           | 263    | 249    | 247    | 259    | 283    |              |
|   | Charges générales d'exploitation                     | 149    | 137    | 142    | 141    | 141    |              |
|   | Résultat brut d'exploitation                         | 113    | 133    | 110    | 133    | 126    |              |
|   | Résultat net- part du groupe                         | 3      | 15     | 18     | 20     | 22     |              |
|   | Résultat net- intérêts minoritaires                  | 6      | 6      | 7      | 9      | 11     |              |
|   | Résultat net de l'ensemble consolidé                 | 8      | 21     | 25     | 29     | 33     |              |
| <b>II-<br/>Titres - actif</b>                                 | Titres de placement                                  | 469    | 1 465  | 1 226  | 911    | 635    |              |
|   | Titres d'activité de portefeuille                    |        | 53     | 52     | 52     | 47     |              |
|   | Titres d'investissement                              | 2 497  | 2 152  | 2 158  | 2 335  | 2 358  |              |
| <b>III-<br/>Information sur les<br/>fonds propres</b>         | Capitaux propres - part du groupe                    | 438    | 453    | 470    | 517    | 540    |              |
|   | F.R.B.G  | 31     | 42     | 53     | 78     | 123    |              |
|   | Intérêts minoritaires                                | 118    | 110    | 141    | 155    | 153    |              |
| <b>IV-Opérations<br/>avec la clientèle</b>                    | Opérations avec la clientèle (actif)                 | 8 057  | 7 394  | 7 231  | 7 139  | 7 030  |              |
|   | Opérations avec la clientèle (passif)                | 222    | 251    | 265    | 230    | 183    |              |
| <b>V-<br/>Dividendes</b>                                      | Dividendes versés au cours de l'exercice             | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |              |
|   | dont reçus par l'Etat                                | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |              |
| <b>VI- Opérations de<br/>trésorerie et<br/>interbancaires</b> | Opérations de trésorerie et interbancaires-Actif     | 3 337  | 4 012  | 3 290  | 2 963  | 3 347  |              |
|   | Opérations de trésorerie et interbancaires-Passif    | 4 217  | 4 397  | 4 200  | 4 173  | 4 337  |              |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                              | Effectifs en moyenne annuelle                        | 1 568  | 1 457  | 1 334  | 1 263  | 1 238  |              |
|   | Charges de personnel                                 | 102    | 93     | 94     | 91     | 98     |              |
|   | Coefficient d'exploitation                           | 56,69% | 55,07% | 57,41% | 54,48% | 49,82% |              |
| <b>VIII-<br/>Ratios</b>                                       | Résultat net (groupe + minoritaires) / PNB           | 3,19%  | 8,50%  | 10,00% | 11,11% | 11,66% |              |
|   | Ratio de solvabilité                                 | 10,49% | 11,59% | 12,10% | 12,00% | 12,00% |              |
|   | Résultat net (groupe + minoritaires) / Fonds propres | 1,43%  | 3,50%  | 3,72%  | 3,84%  | 4,04%  |              |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\*2000, deux changements de méthodes significatifs :

\* constatation d'impôt différé actif : impact sur les capitaux propres de 18M€

\* provisionnement ex-ante des crédits à la production : provision constituée de 33,8M€(impact sur le résultat)

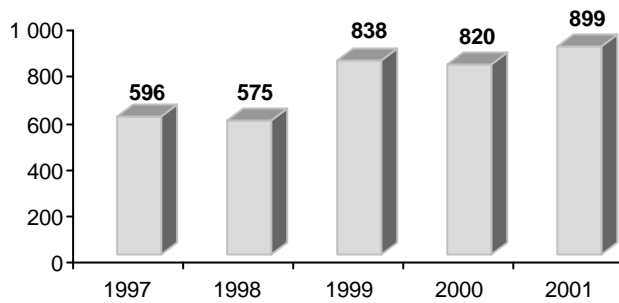
\* 2001 : application des nouvelles de consolidation (règlement du Comité de réglementation comptable n°2000-04) : cf.informations pro forma ci-dessous

|                           |                                   |  |     |     |  |
|---------------------------|-----------------------------------|--|-----|-----|--|
| Informations<br>pro forma | Produit net bancaire P.N.B        |  | 252 | 272 |  |
|                           | Résultat brut d'exploitation      |  | 104 | 124 |  |
|                           | Titres d'activité de portefeuille |  | 49  | 48  |  |

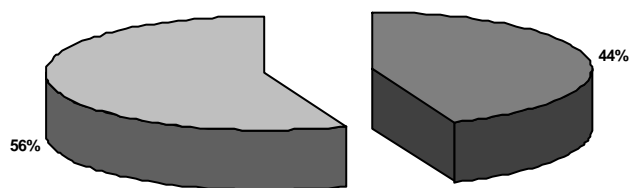
## Caisse centrale de réassurance

### Evolution du chiffre d'affaires

Primes d'assurance brutes  
en millions d'euros



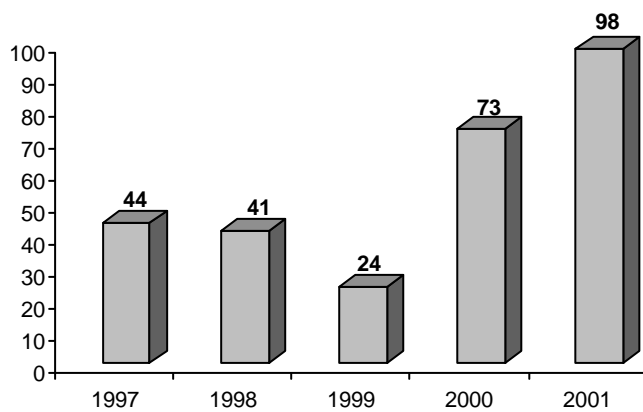
### Répartition des primes brutes par activité



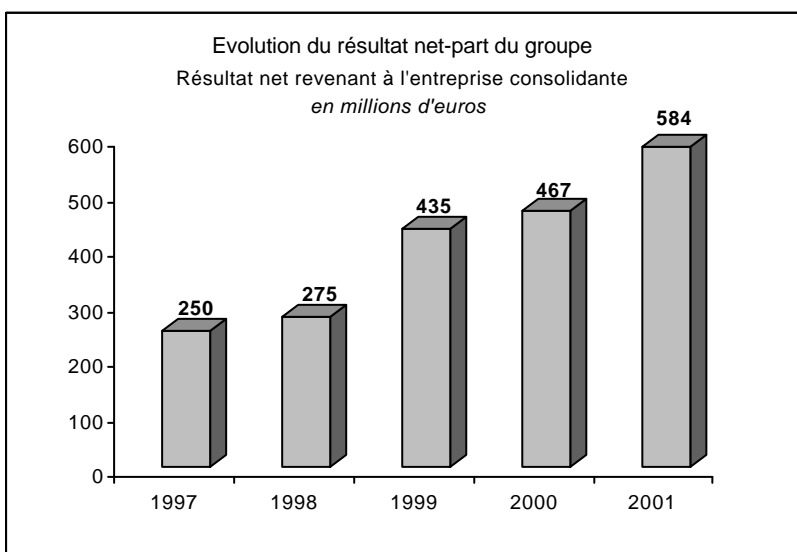
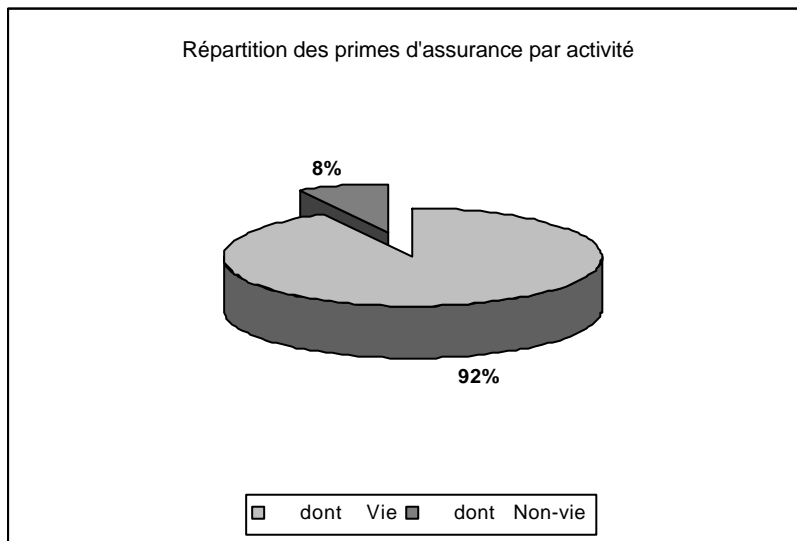
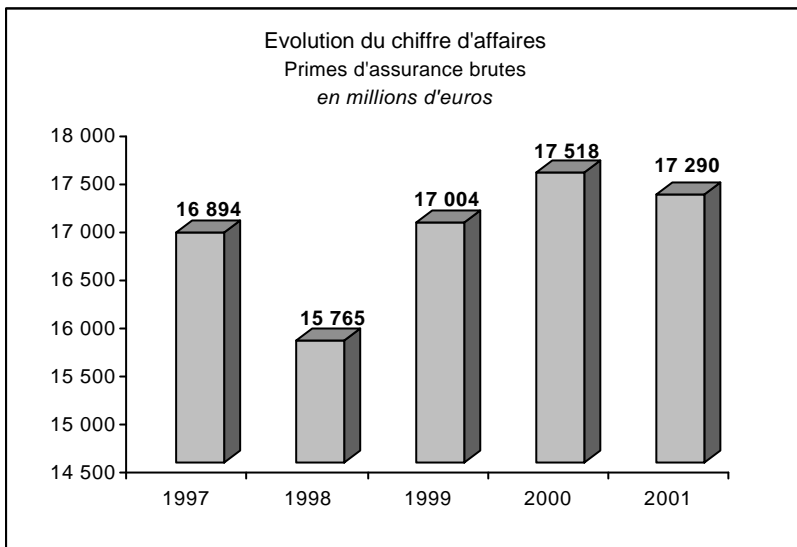
■ dont sans garantie de l'Etat ■ dont avec garantie de l'Etat

### Evolution du résultat

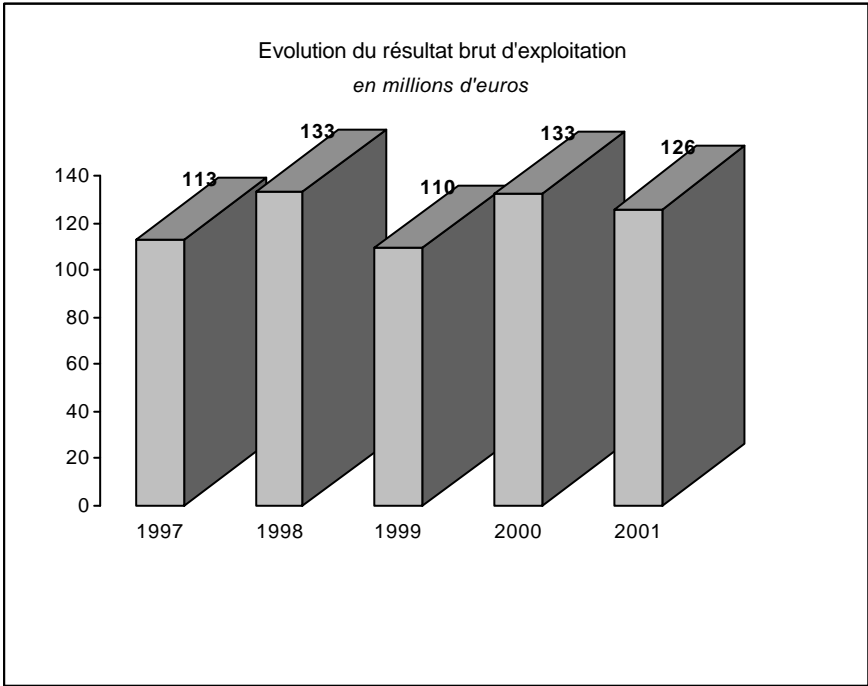
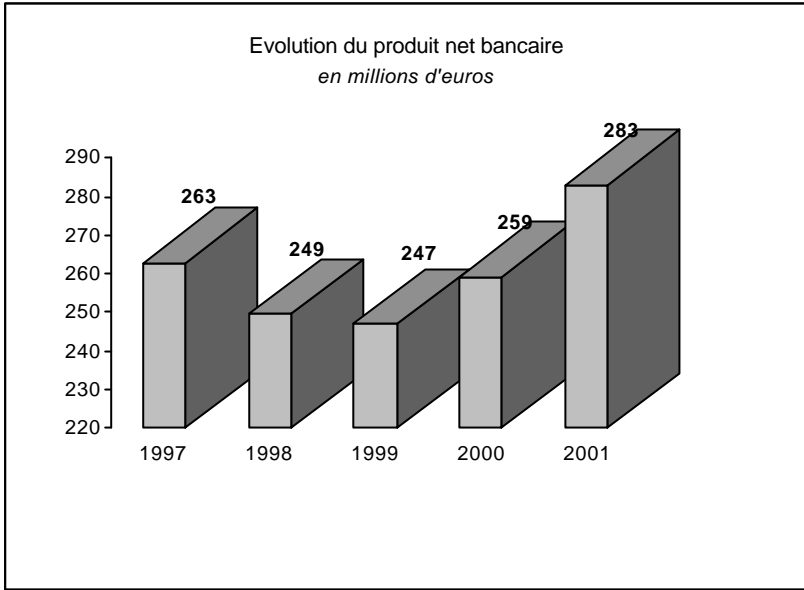
en millions d'euros



## Caisse nationale de prévoyance



**BDPME**



## SYNTHESE DES TROIS ENTREPRISES DU SECTEUR FINANCIER

(CCR, CNP assurances et BDPME)

|                              | En millions d'Euros                      | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | OBSERVATIONS |
|------------------------------|--|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| <b>I - Résultat</b>          | Résultat net de l'ensemble consolidé     | 335   | 375   | 524   | 611   | 799   |              |
| <b>II - Capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe        | 3 205 | 3 693 | 4 074 | 4 532 | 5 682 | Hors FRBG    |
| <b>III-<br/>Dividendes</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice | 75    | 76    | 101   | 130   | 170   |              |
|                              | dont reçus par l'Etat                    | 41    | 16    | 16    | 13    | 24    |              |
| <b>IV - Données sociales</b> | Effectifs en moyenne annuelle            | 4 167 | 2 680 | 2 739 | 2 868 | 2 876 |              |

## SECTEUR ASSURANCE

CCR, CNP-ASSURANCES

|  | En millions d'Euros                           | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS |
|--|---|--------|--------|---------|---------|---------|--------------|
| <b>I - Activité<br/>et résultat</b>                  | Primes de réassurances brutes                 | 17 490 | 16 340 | 17 842  | 18 338  | 18 189  |              |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé          | 326    | 354    | 500     | 582     | 766     |              |
| <b>II -<br/>Provisions techniques</b>                | Provisions techniques                         | 84 017 | 96 888 | 112 886 | 125 455 | 135 676 |              |
|  | Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires | 1 919  | 2 152  | 3 122   | 3 162   | 3 355   |              |
| <b>III - Placements</b>                              | Placements (montant net)                      | 83 136 | 96 136 | 112 289 | 127 250 | 138 842 |              |
|  | Plus values latentes                          | 8 912  | 14 977 | 14 225  | 13 212  | 9 917   |              |
| <b>IV - Information<br/>sur les capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe             | 2 767  | 3 240  | 3 603   | 4 015   | 5 142   |              |
|  | Intérêts minoritaires                         | 348    | 451    | 491     | 591     | 902     |              |
| <b>V -<br/>Dividendes</b>                            | Dividendes versés au cours de l'exercice      | 75     | 76     | 101     | 130     | 170     |              |
|  | dont reçus par l'Etat                         | 41     | 16     | 16      | 13      | 24      |              |
| <b>VI - Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                 | 2 599  | 2 680  | 2 739   | 2 868   | 2 876   |              |
| <b>VII -<br/>Ratios</b>                              | Résultat net / Primes                         | 1,9%   | 2,2%   | 2,8%    | 3,2%    | 4,2%    |              |
|  | Résultat net / Fonds propres                  | 10,5%  | 9,6%   | 12,2%   | 12,6%   | 12,7%   |              |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau

CNR : comptes sociaux

## CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE

| Comptes consolidés                               | En millions d'euros                              | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS Proforma 1998* |
|--|--|--------|--------|---------|---------|---------|-----------------------------|
| <b>Degré d'appartenance au Sect Pub.</b>         | % détenus par l'Etat                             | 99,92% | 99,92% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |                             |
|  | % détenus par le Secteur Public autre que l'Etat | 0,08%  | 0,08%  | 0,00%   | 0,00%   | 0,00%   |                             |
| <b>I - Activité et résultat</b>                  | Primes de réassurances brutes                    | 596    | 575    | 838     | 820     | 899     | 759                         |
|  | dont sans garantie de l'Etat                     | 275    | 272    | 467     | 301     | 395     | 422                         |
|  | dont avec garantie de l'Etat                     | 321    | 303    | 371     | 518     | 504     | 337                         |
|  | Résultat net- part du groupe                     | /      | /      | /       | /       | /       | Sans objet                  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires             | /      | /      | /       | /       | /       | Sans objet                  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé             | 44     | 41     | 24      | 73      | 98      | Résultat social             |
| <b>II - Provisions techniques</b>                | Provisions techniques                            | 1 470  | 1 528  | 2 493   | 2 511   | 2 622   | 1 702                       |
|  | Parts des cessionnaires et récessionnaires       | 28     | 24     | 648     | 294     | 93      |                             |
| <b>III - Placements</b>                          | Placements (montant net)                         | 1 946  | 2 052  | 2 141   | 2 808   | 3 062   |                             |
|  | Plus values latentes                             | 186    | 258    | 252     | 283     | 259     |                             |
| <b>IV - Information sur les capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe                | 561    | 593    | 604     | 667     | 743     | Capitaux propres sociaux    |
|  | Intérêts minoritaires                            | /      | /      | /       | /       | /       | Sans objet                  |
| <b>V - Dividendes</b>                            | Dividendes versés au cours de l'exercice         | 15     | 14     | 14      | 11      | 22      |                             |
|  | dont reçus par l'Etat                            | 15     | 14     | 14      | 11      | 22      |                             |
| <b>VI - Données sociales</b>                     | Effectifs en moyenne annuelle                    | 161    | 174    | 179     | 188     | 196     |                             |
| <b>VII - Ratios</b>                              | Résultat net / Primes                            | 7,3%   | 7,2%   | 2,8%    | 8,9%    | 10,9%   |                             |
|  | Résultat net / Fonds propres                     | 7,8%   | 7,0%   | 3,9%    | 10,9%   | 13,2%   |                             |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau

\* 1999 : changement de méthodes pour évaluation des primes : primes émises = estimation du chiffre d'affaires attendu "in fine" (données pro-forma 1998 dans colonne observations)

## CNP-ASSURANCES

| Comptes consolidés                             | En millions d'euros                                  | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS      |
|--|--|--------|--------|---------|---------|---------|-------------------|
| <b>Degré d'appartenance au Sect Pub.</b>       | Capital détenu par l'Etat (en %)                     | 42,50% | 1,00%  | 1,00%   | 1,00%   | 1,18%   |                   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%) | 47,50% | 61,00% | 61,00%  | 61,00%  | 61,00%  |                   |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat       | /      | 61     | 86      | 72      | 58      | A compter de 1998 |
| <b>I - Activité et résultat</b>                | Primes d'assurance brutes                            | 16 894 | 15 765 | 17 004  | 17 518  | 17 290  |                   |
|  | dont Vie   | 15 756 | 14 687 | 15 827  | 16 255  | 15 923  |                   |
|  | dont Non-vie   | 1 138  | 1 078  | 1 177   | 1 263   | 1 366   |                   |
|  | Résultat technique Vie                               | 231    | 290    | 339     | 395     | 511     |                   |
|  | Résultat technique Non-vie                           | 5      | -8     | 22      | 46      | 1       |                   |
|  | Résultat net- part du groupe                         | 250    | 275    | 435     | 467     | 584     |                   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                 | 33     | 38     | 41      | 43      | 84      |                   |
| Résultat net de l'ensemble consolidé           | 283  | 313    | 476    | 509     | 668     |         |                   |
| <b>II - Provisions techniques</b>              | Provisions techniques                                | 82 547 | 95 360 | 110 393 | 122 944 | 133 054 |                   |
|  | Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires        | 1 892  | 2 128  | 2 474   | 2 868   | 3 262   |                   |
| <b>III - Placements</b>                        | Placements (montant net)                             | 81 190 | 94 084 | 110 148 | 124 442 | 135 780 |                   |
|  | Plus values latentes                                 | 8 726  | 14 719 | 13 973  | 12 929  | 9 658   |                   |
| <b>IV - Informations sur les fonds propres</b> | Capitaux propres - part du groupe                    | 2 206  | 2 647  | 2 999   | 3 348   | 4 399   |                   |
|  | Intérêts minoritaires                                | 348    | 451    | 491     | 591     | 902     |                   |
| <b>V - Dividendes</b>                          | Dividendes versés au cours de l'exercice             | 60     | 62     | 87      | 119     | 148     |                   |
|  | dont reçus par l'Etat                                | 26     | 2      | 2       | 2       | 2       |                   |
| <b>VI - Données sociales</b>                   | Effectifs en moyenne annuelle                        | 2 438  | 2 506  | 2 560   | 2 680   | 2 680   |                   |
| <b>VII - Ratios</b>                            | Résultat net / Primes                                | 1,67%  | 1,98%  | 2,80%   | 2,91%   | 3,86%   |                   |
|  | Résultat net / Fonds propres                         | 11,07% | 10,09% | 13,64%  | 12,94%  | 12,60%  |                   |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau

\* 2001 : application des nouvelles de consolidation (règlement du Comité de réglementation comptable n°2000-05) : cf.informations pro forma ci-dessous

|                               |   |  |         |         |  |
|-------------------------------|---|--|---------|---------|--|
| <b>Informations pro forma</b> | Résultat technique Vie                            |  | 381     | 429     |  |
|                               | Résultat technique Non-vie                        |  | 18      | 42      |  |
|                               | Résultat net revenant à l'entreprise consolidante |  | 505     | 528     |  |
|                               | Résultat net revenant aux intérêts minoritaires   |  | 59      | 63      |  |
|                               | Résultat net                                      |  | 564     | 591     |  |
|                               | Provisions techniques brutes                      |  | 109 782 | 122 264 |  |
|                               | Capitaux propres                                  |  | 3542    | 3958    |  |



## BDPME

### Banque de développement des PME

| Comptes consolidés  | En millions d'Euros                                  | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS |
|---|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------------|
| <b>Degré d'appartenance au Sect Pub.</b>                      | Capital détenu par l'Etat (en %)                     | 51,52% | 51,52% | 51,52% | 50,53% | 50,53% |              |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%) | 40,45% | 40,45% | 40,45% | 41,60% | 41,60% |              |
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>Résultats</b>                   | Produit net bancaire P.N.B                           | 263    | 249    | 247    | 259    | 283    |              |
|   | Charges générales d'exploitation                     | 149    | 137    | 142    | 141    | 141    |              |
|   | Résultat brut d'exploitation                         | 113    | 133    | 110    | 133    | 126    |              |
|   | Résultat net- part du groupe                         | 3      | 15     | 18     | 20     | 22     |              |
|   | Résultat net- intérêts minoritaires                  | 6      | 6      | 7      | 9      | 11     |              |
|   | Résultat net de l'ensemble consolidé                 | 8      | 21     | 25     | 29     | 33     |              |
| <b>II-<br/>Titres - actif</b>                                 | Titres de placement                                  | 469    | 1 465  | 1 226  | 911    | 635    |              |
|   | Titres d'activité de portefeuille                    |        | 53     | 52     | 52     | 47     |              |
|   | Titres d'investissement                              | 2 497  | 2 152  | 2 158  | 2 335  | 2 358  |              |
| <b>III-<br/>Information sur les<br/>fonds propres</b>         | Capitaux propres - part du groupe                    | 438    | 453    | 470    | 517    | 540    |              |
|   | F.R.B.G  | 31     | 42     | 53     | 78     | 123    |              |
|   | Intérêts minoritaires                                | 118    | 110    | 141    | 155    | 153    |              |
| <b>IV-Opérations<br/>avec la clientèle</b>                    | Opérations avec la clientèle (actif)                 | 8 057  | 7 394  | 7 231  | 7 139  | 7 030  |              |
|   | Opérations avec la clientèle (passif)                | 222    | 251    | 265    | 230    | 183    |              |
| <b>V-<br/>Dividendes</b>                                      | Dividendes versés au cours de l'exercice             | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |              |
|   | dont reçus par l'Etat                                | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |              |
| <b>VI- Opérations de<br/>trésorerie et<br/>interbancaires</b> | Opérations de trésorerie et interbancaires-Actif     | 3 337  | 4 012  | 3 290  | 2 963  | 3 347  |              |
|   | Opérations de trésorerie et interbancaires-Passif    | 4 217  | 4 397  | 4 200  | 4 173  | 4 337  |              |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                              | Effectifs en moyenne annuelle                        | 1 568  | 1 457  | 1 334  | 1 263  | 1 238  |              |
|   | Charges de personnel                                 | 102    | 93     | 94     | 91     | 98     |              |
|   | Coefficient d'exploitation                           | 56,69% | 55,07% | 57,41% | 54,48% | 49,82% |              |
| <b>VIII-<br/>Ratios</b>                                       | Résultat net (groupe + minoritaires) / PNB           | 3,19%  | 8,50%  | 10,00% | 11,11% | 11,66% |              |
|   | Ratio de solvabilité                                 | 10,49% | 11,59% | 12,10% | 12,00% | 12,00% |              |
|   | Résultat net (groupe + minoritaires) / Fonds propres | 1,43%  | 3,50%  | 3,72%  | 3,84%  | 4,04%  |              |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\*2000, deux changements de méthodes significatifs :

\* constatation d'impôt différé actif : impact sur les capitaux propres de 18M€

\* provisionnement ex-ante des crédits à la production : provision constituée de 33,8M€(impact sur le résultat)

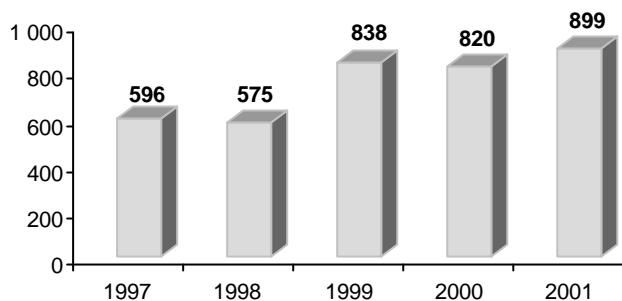
\* 2001 : application des nouvelles de consolidation (règlement du Comité de réglementation comptable n°2000-04) : cf.informations pro forma ci-dessous

|                           |                                   |  |     |     |  |
|---------------------------|-----------------------------------|--|-----|-----|--|
| Informations<br>pro forma | Produit net bancaire P.N.B        |  | 252 | 272 |  |
|                           | Résultat brut d'exploitation      |  | 104 | 124 |  |
|                           | Titres d'activité de portefeuille |  | 49  | 48  |  |

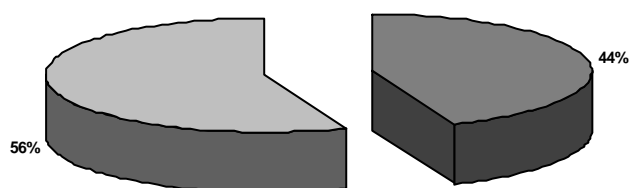
## Caisse centrale de réassurance

### Evolution du chiffre d'affaires

Primes d'assurance brutes  
en millions d'euros



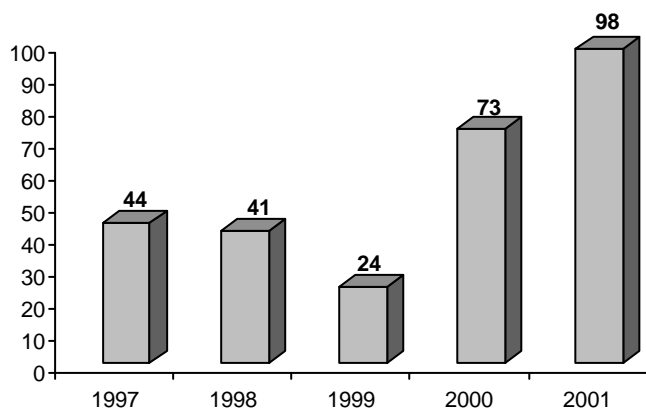
### Répartition des primes brutes par activité



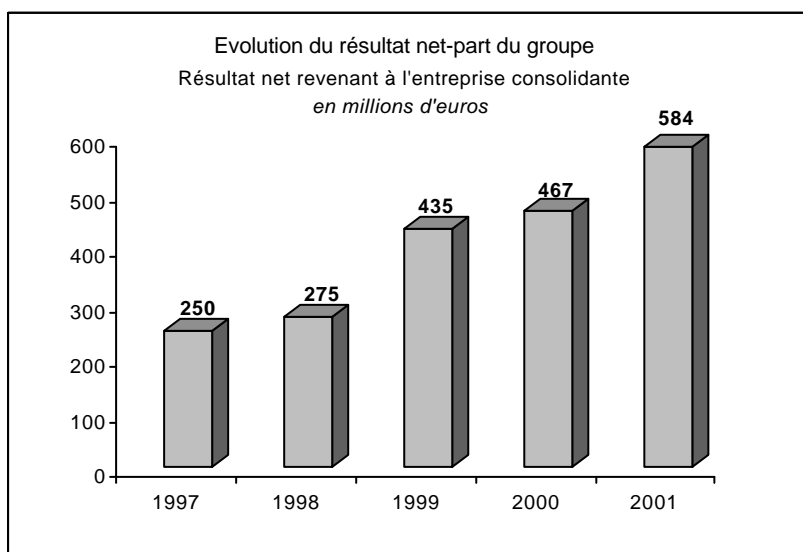
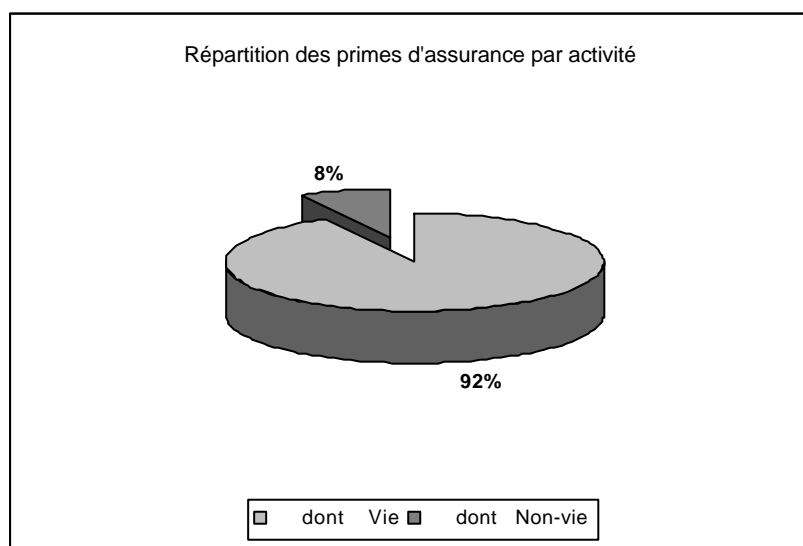
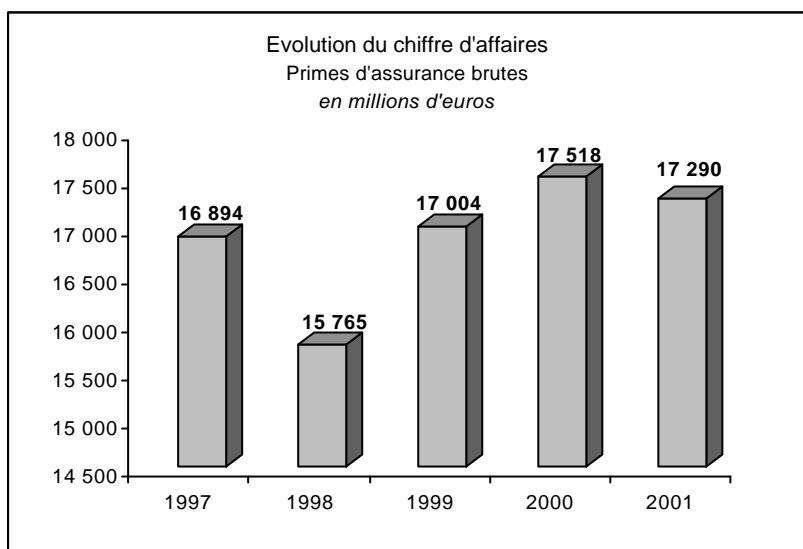
■ dont sans garantie de l'Etat ■ dont avec garantie de l'Etat

### Evolution du résultat

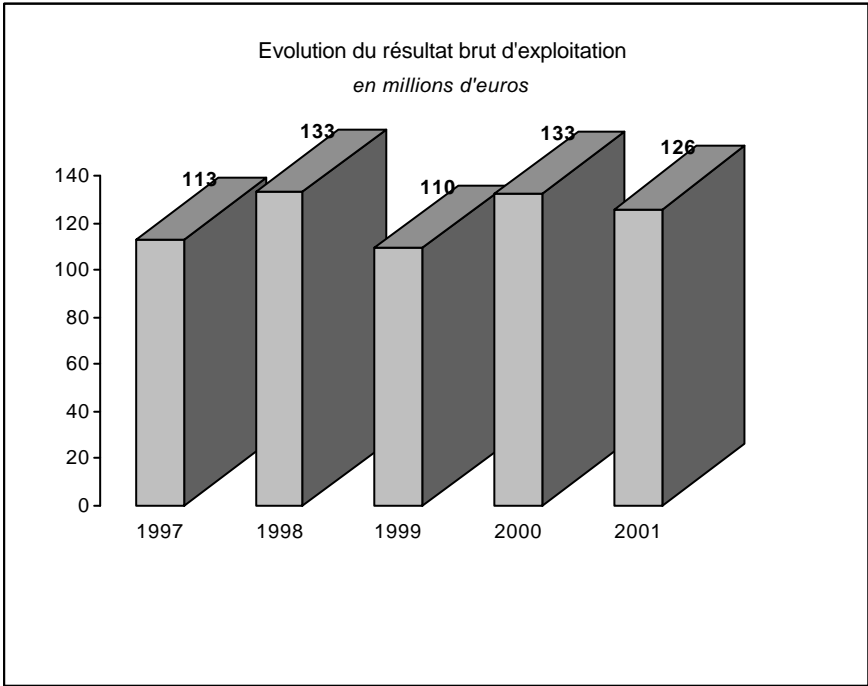
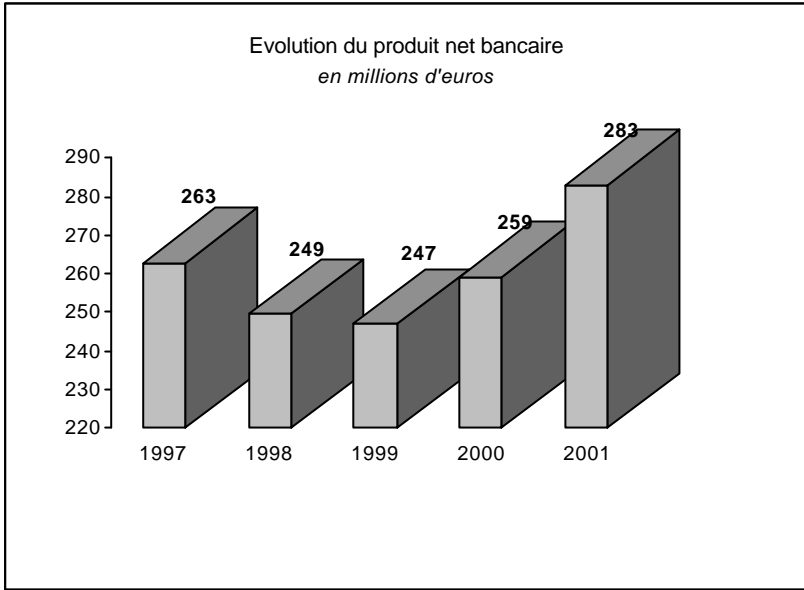
en millions d'euros



## Caisse nationale de prévoyance



**BDPME**



# **BDPME**

## **Banque du Développement des PME**

La BDPME, dont le capital est détenu majoritairement et directement par l'Etat, a été créée à la fin de l'année 1996 pour apporter un soutien financier aux PME, à l'exemple des dispositifs existants dans la plupart des pays développés. Organisée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance, son objet est de faciliter le développement et la pérennité des PME en facilitant leurs accès à toutes les formes de concours financiers qui leur sont nécessaires. Elle a été constituée sous la forme d'une holding qui regroupe :

- la SOFARIS, qu'elle détient à 49,45 % du capital, et qui intervient en garantie des financements bancaires aux PME et gère à cet effet des fonds de garantie alimentés par des ressources publiques. Elle permet aux banques d'accompagner les PME à des phases critiques et risquées de leur développement, notamment en création et en transmission notamment.
- le CEPME, dont elle détient 96,63 % du capital et qui intervient avec les banques pour financer les programmes de développement des PME et pour financer la trésorerie des entreprises titulaires de commandes publiques en avançant les paiements qui leur sont dus par les collectivités publiques.

La BDPME s'appuie sur les moyens accordés par la puissance publique: dotation aux fonds de garantie, accès à la ressource Codevi centralisée à la CDC et garantie par l'Etat pour les émissions d'emprunts sur le marché obligataire. Avec 40 implantations régionales, son action est relayée dans les DOM par l'Agence Française de Développement (AFD).

### **Faits majeurs de l'exercice 2000 et du premier semestre 2001**

Le CEPME et SOFARIS sont devenus des établissements de place travaillant pour le premier exclusivement en cofinancement, et spécialisé pour le second dans l'octroi de garanties. Ce nouveau positionnement conjugué à l'amélioration de la qualité des risques portés au bilan, a conduit à un rétablissement des équilibres financiers.

Au cours de l'exercice 2001, en partenariat avec plus de 500 établissements bancaires, organismes de fonds propres et organismes de proximité, SOFARIS a accompagné près de 38 600 PME dont 27 000 TPE (très petites entreprises) au travers de 45 000 concours. Le montant des concours garantis s'est élevé à 4,374 Md€ correspondant à 1,980 Md€ de risques pour SOFARIS. Par ailleurs, les accords de financements de l'investissement des PME, délivrés en 2001 se sont élevés à 1,25 M€

### **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

En 2001, la BDPME enregistre des résultats en progression par rapport aux deux exercices précédents, chacun des métiers (cofinancement, garantie, financement des créances publiques, intervention en fonds propres) a contribué à cette évolution positive.

Les résultats 2001 de la BDPME et de ses principales composantes (CEPME et SOFARIS) sont en légère augmentation par rapport à 2000. Le résultat net après impôts consolidé atteint 22,3 M€ contre 20 M€ en 2000, dont 14 M€ pour le CEPME et 10,7 M€ pour SOFARIS. Sur les deux dernières années, il est en progression de plus de 25 %.

Le résultat brut d'exploitation est en hausse sensible pour les deux derniers exercices passant de 103,9 M€ en 1999 à 126,3 M€ en 2001, du fait de la progression du produit net bancaire s'élevant de 251,7 M€ en 1999 à 282,9 en 2001. Les charges d'exploitation et d'investissement ont quant à elles pu être contenues à un niveau stable (-156,6 M€).

Au total, en 2001 le résultat d'exploitation ressort à 96 M€ au lieu de 86 M€ en 2000 et 67 M€ en 1999. Les bons chiffres de l'exploitation ont permis de consolider la structure financière de la BDPME.

Au 31 décembre 2001, le ratio de solvabilité était de 7,8 %.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil de surveillance et le directoire**

Le conseil de surveillance de la BDPME est composé de quinze membres dont trois représentants de l'Etat, deux représentants des actionnaires, cinq personnalités qualifiées appartenant au secteur bancaire et financier et au monde entrepreneurial ainsi que cinq représentants élus des salariés. Un collège de censeurs composé de trois membres dont le commissaire du Gouvernement du CEPME et de SOFARIS siège au Conseil mais sans voix délibérative. Le mandat des membres du conseil de surveillance est de cinq ans renouvelable. Présidé par Jacques FREIDEL, Président de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises, il se réunit quatre à cinq fois par an.

Le directoire est composé de trois membres. Il est élu pour cinq ans par le Conseil de Surveillance dans les conditions de droit commun et sur proposition de l'Etat. Il est présidé par Mme Ariane Obolensky et comprend le directeur général de la banque et de ses deux principales filiales et le directeur général adjoint, en charge des activités financières.

### **Les comités du directoire**

Trois comités spécialisés présidés par un membre du directoire se réunissent de façon régulière.

#### *Comité d'audit*

Le comité est une émanation directe du conseil de surveillance. Composé de cinq membres dont un représentant de l'Etat, il donne trois fois l'an un éclairage sur les comptes sociaux et consolidés semestriels et annuels de la BDPME et de ses filiales, sur les prévisions budgétaires annuelles et sur la bonne application des règles de contrôle interne mises en place.

#### *Comité des risques de contrepartie*

Le Comité des risques de contrepartie dont les missions sont définies dans le mémorandum des activités financières du CEPME, spécifie le corps des règles régissant la gestion financière du CEPME et de ses filiales. Soumis à l'approbation du Directoire de la BDPME une fois par an, ce document est présenté au comité d'audit, au conseil de surveillance de la BDPME et au conseil d'administration du CEPME.

#### *Comité financier de SOFARIS*

Le Comité financier de SOFARIS est une émanation du conseil d'administration de SOFARIS. Ce comité définit les grandes orientations financières de la société. Siègent en son sein un représentant de l'Etat, un représentant de la Caisse des Dépôts et deux représentants des banques.

# CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA BDPME AU 31 DECEMBRE 2001

**Président** : M. Jacques Freidel

## **Administrateurs représentant l'Etat**

M. François Cailleteau : Vice-Président

M. François Perol

M. Patrice Vermeulen

## **Administrateurs représentant les actionnaires**

M. Claude Forget (représentant la Banque fédérale des Banques Populaires)

M. Didier Havette (représentant la Caisse des Dépôts et Consignations)

## **Administrateurs désignées en raison de leurs compétences particulières**

Mme Martine Clément

M. Michel Gonnet

M. Pierre Simon

## **Administrateurs représentant les salariés**

M. Dominique Berthod

Mme Murielle Haccoun-Leseurre

Melle Véronique Mermet

M. Eric Pratlong

M. Alain Santerre

## **Censeurs**

M. Jean-Claude Demouy

M. Jean-Michel Séverino

## **Commissaire du Gouvernement**

M. Guy Worms

## BDPME – EXERCICES 1997 à 2001

| <b>BDPME</b>                                    |   |        |        |        |        |        |              |
|---|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------------|
| <b>Banque de développement des PME</b>          |   |        |        |        |        |        |              |
| Comptes consolidés                              | En millions d'Euros                                   | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS |
| Degré d'appartenance au Secteur Public          | Capital dérivé par l'Etat (en %)                      | 51,52% | 51,52% | 51,52% | 58,53% | 58,53% |              |
|   | Capital dérivé par le Secteur Public hors Etat (en %) | 48,48% | 48,48% | 48,48% | 41,47% | 41,47% |              |
| I - Actifs et Résultats                         | Produit net bancaire P.N.B.                           | 263    | 248    | 247    | 259    | 283    |              |
|   | Charges globales d'exploitation                       | 149    | 133    | 142    | 141    | 141    |              |
|   | Résultat brut d'exploitation                          | 113    | 135    | 119    | 135    | 128    |              |
|   | Résultat net - part du groupe                         | 3      | 15     | 10     | 20     | 23     |              |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires                  | 6      | 6      | 7      | 9      | 11     |              |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                  | 9      | 21     | 25     | 29     | 33     |              |
| II - Titres - actif                             | Titres de placement                                   | 489    | 1 400  | 3 238  | 961    | 635    |              |
|   | Titres d'actif de portefeuille                        |        | 52     | 52     | 52     | 47     |              |
|   | Titres d'investissement                               | 2 497  | 3 352  | 3 358  | 2 328  | 2 358  |              |
| III - Informations sur les fonds propres        | Capitaux propres - part du groupe                     | 438    | 453    | 478    | 517    | 548    |              |
|   | P.F.E.O.  | 31     | 42     | 53     | 78     | 123    |              |
|   | Intérêts minoritaires                                 | 118    | 118    | 141    | 151    | 153    |              |
| IV - Opérations avec la clientèle               | Opérations avec la clientèle (actif)                  | 8 057  | 7 394  | 7 231  | 7 139  | 7 038  |              |
|   | Opérations avec la clientèle (passif)                 | 222    | 251    | 265    | 230    | 183    |              |
| V - Dividendes                                  | Dividendes versés au cours de l'exercice              | 8      | 8      | 8      | 8      | 8      |              |
|   | dont reçu par l'Etat                                  | 8      | 8      | 8      | 8      | 8      |              |
| VI - Opérations de trésorerie et interbancaires | Opérations de trésorerie et interbancaires Actif      | 3 337  | 4 812  | 3 290  | 2 983  | 3 387  |              |
|   | Opérations de trésorerie et interbancaires Passif     | 4 217  | 4 393  | 4 200  | 4 173  | 4 337  |              |
| VII - Données sociales                          | Efficacité en heures travaillées                      | 1 568  | 1 457  | 3 334  | 1 263  | 1 238  |              |
|   | Charges de personnel                                  | 102    | 93     | 96     | 81     | 88     |              |
|   | Coefficient d'exploitation                            | 56,69% | 55,87% | 57,87% | 54,48% | 49,82% |              |
| VIII - Ratios                                   | Résultat net (groupe + minoritaires) / PNB            | 3,19%  | 5,90%  | 4,08%  | 11,11% | 11,66% |              |
|   | Ratio de solvabilité                                  | 18,49% | 11,99% | 12,18% | 12,08% | 12,08% |              |
|   | Résultat net (groupe + minoritaires) / Fonds propres  | 1,43%  | 3,97%  | 3,72%  | 3,54%  | 4,04%  |              |

**REMARQUES :** voir le tableau pour la définition de chacune des lignes (sauf au point VI) de ce tableau

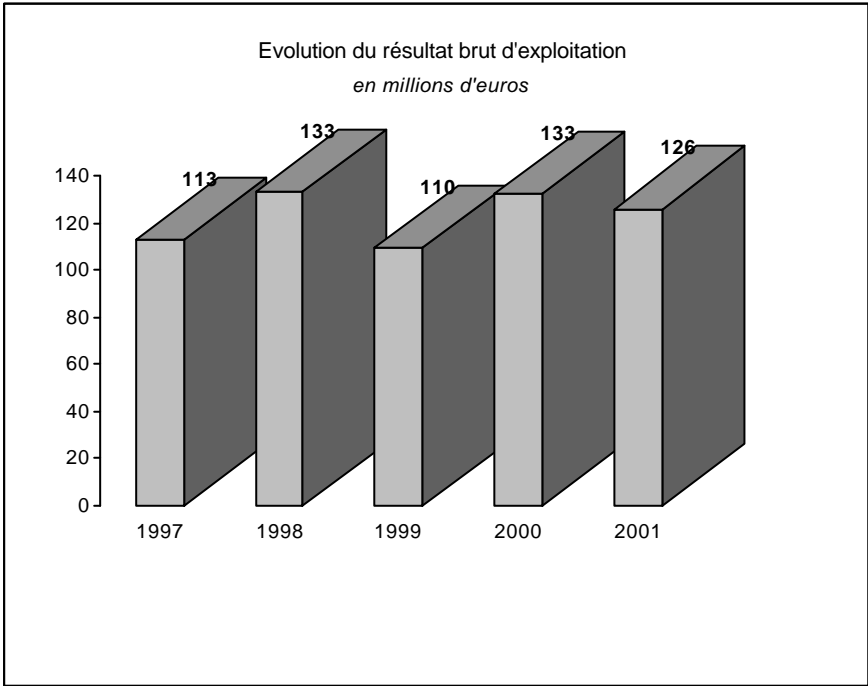
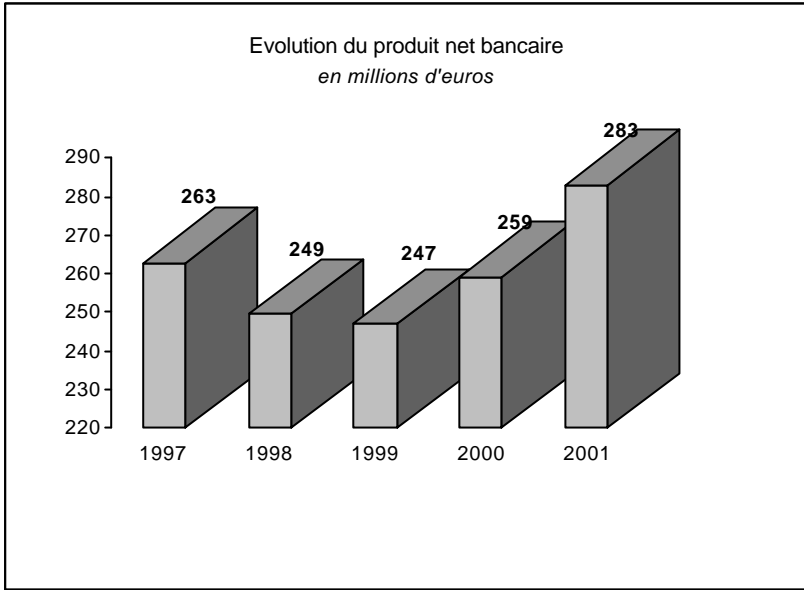
\* 2000, deux changements de méthodes significatifs :

- constatation d'impôt différé actif : impact sur les capitaux propres de 18M
- provisionnement ex ante des crédits à la production : provision constituée de 33.600 (impact sur le résultat)
- \* 2001 : application des nouvelles de consolidation (réglement du Comité de réglementation comptable n°2001.01) ; et informations par forme d'intermédiaires

| Informations | Produit net bancaire P.N.B.    | 2000 | 2001 |
|--------------|--------------------------------|------|------|
| par forme    | Résultat brut d'exploitation   | 104  | 114  |
|              | Titres d'actif de portefeuille | 40   | 40   |



**BDPME**



# CCR

## Caisse Centrale de Réassurance

La CCR, détenue à 100% par l'Etat, est une société de réassurance dont l'effectif moyen en 2001 a été de 196 salariés et qui a réalisé, en 2001, un chiffre d'affaires brut de rétrocessions de 899 M€ Elle gère le système de réassurance des catastrophes naturelles qui bénéficie de la garantie de l'Etat ainsi que trois fonds publics qui n'ont pas de personnalité juridique : le Fonds national de garantie des calamités agricoles, le Fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction et le Fonds de prévention des risques naturels. Elle mène par ailleurs des activités concurrentielles.

### Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

#### Eléments internes à l'entreprise

Sur le plan opérationnel :

- la CCR s'est efforcée de renforcer la technicité de ses équipes, en créant une direction de la gestion technique des acceptations et des rétrocessions et en dispensant à l'ensemble des équipes des formations à la gestion des bases de données.
- La CCR a mis en place un site internet "risques de guerre" qui permet non seulement de consulter les tarifs applicables pour la couverture des risques de guerre mais aussi, pour ses correspondants, d'obtenir la délivrance directe de la garantie par la CCR.
- En vue d'améliorer les plans de prévention des risques prévisibles et, notamment, de visualiser les zones les plus exposées aux risques, la CCR a initié une base de données statistiques, en cours de constitution, destinées à être exploitées à l'aide de logiciels cartographiques.

En ce qui concerne le développement international, dans le cadre de l'élargissement du réseau mis en place les années précédentes autour des succursales libanaise et canadienne, la CCR a passé des accords de représentation locale avec l'Allemagne et l'Espagne.

Enfin, l'année 2001 a été marquée par la notation dont a fait l'objet la CCR pour la première fois. Au terme des investigations menées par les agences Standard & Poor's et A.M. Best, la CCR a été notée, respectivement AAA (Perspective Stable) et A (excellent). Ces notations ont été reconduites pour l'année 2002.

#### Eléments de conjoncture et de contexte

Les attentats du 11 septembre 2001 constituent, au-delà du drame humain qu'ils représentent, l'événement majeur de l'année 2001 pour l'industrie de l'assurance et de la réassurance. C'est en effet le plus grand sinistre jamais supporté. La conséquence est une restriction des conditions d'assurance et de réassurance, principalement dans deux domaines : en aviation (limitation des engagements à l'égard des dommages au sol en cas de détournement d'avion) et en risques entreprises (moindre couverture des dommages et des pertes occasionnés par des attentats et des actes de terrorisme).

C'est dans ce contexte que la CCR a été autorisée à réassurer avec la garantie de l'Etat (art. L 431-10 du code des assurances) les assureurs aviation pour les dommages causés au sol, du fait d'actes terroriste. Cette autorisation a été prolongée jusqu'à fin octobre 2002.

L'année 2001 a vu entrer en application les dispositions de l'arrêté du 5 septembre 2000 modifiant le code des assurances en instaurant, pour les communes non dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR), le principe d'une modulation des franchises en fonction du nombre d'arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pris dans ces communes pour un même risque. La prescription de PPR, entraînant la suspension de la modulation, s'est accélérée en 2001.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

Le chiffre d'affaires brut de rétrocessions de l'année 2001 s'élève à 899 M€ contre 820 M€ en 2000. Il correspond pour 56% aux risques avec garantie de l'Etat (504 M€) et 44% aux risques sans garantie de l'Etat (395 M€).

En réassurance avec garantie de l'Etat, les encaissements afférents aux risques de catastrophes naturelles demeurent prédominants (486 M€). Cependant, suite aux événements du 11 septembre, l'encaissement des primes relatives aux risques exceptionnels s'est accru de 38% (18,6 M€), notamment en raison du doublement des taux de base risques de guerre et à l'élargissement à l'aviation du champ d'intervention avec la garantie de l'Etat. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la CCR a également été autorisée à intervenir avec la garantie de l'Etat en réassurance du pool GAREAT mis en place pour la couverture attentats ou actes de terrorisme affectant les grands risques industriels ; l'impact se mesurera sur le chiffre d'affaires 2002.

En réassurance traditionnelle, le pôle traité non-vie reste prédominant à 58% et concerne géographiquement l'Europe à 67%. L'activité vie-assurance de personnes (31%) reste essentiellement tournée vers le marché français. Le portefeuille "facultatives non-vie" reste stable à 11% du chiffre d'affaires global de la réassurance sans garantie de l'Etat. D'une manière générale sur ce secteur, la CCR cherche à améliorer la qualité de son portefeuille en minimisant son exposition aux risques.

Le résultat technique (net de rétrocessions) s'élève pour 2001 à 127 M€ contre 88,8 M€ en 2000. L'augmentation du chiffre d'affaires net de rétrocessions et celle du produit des placements alloués ont, en effet, compensé la hausse de la charge des sinistres et la variation de la provision pour égalisation.

Le résultat de souscription net de rétrocessions (résultat technique diminué des produits des placements alloués et augmenté des frais généraux) est de 16,4 M€ contre un déficit de 10,2 M€ en 2000. Cette augmentation est due à la réassurance garantie par l'Etat (69,1 M€, en hausse d'environ 50%, en particulier grâce au relèvement de la prime catastrophes naturelles conjugué à une sinistralité modérée malgré les inondations survenues en début d'année (Baie de Somme...). Le résultat de souscription net de rétrocessions pour la réassurance sans la garantie de l'Etat est quant à lui resté relativement stable à -52,7 M€ (le déficit aurait été moindre sans l'impact des événements du 11 septembre 2001).

Le résultat après impôt s'élève à 98 M€ contre 73 M€ en 2000, amélioration due, là encore, à la branche réassurance garantie par l'Etat, l'activité sans garantie de l'Etat présentant un résultat négatif sensiblement équivalent à celui de l'année 2000 : la réassurance traditionnelle de la CCR, s'avère encore non rentable.

Le dividende pour 2001 représente 29 M€ soit 9,67 € par action contre 7,33 € en 2000.

# Gouvernement d'entreprise

## Le conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de quinze membres. Sous la présidence de M. Masquelier, siègent cinq administrateurs représentant l'Etat, trois administrateurs représentant les salariés et six personnalités qualifiées<sup>1</sup> nommées par l'assemblée générale des actionnaires.

Au cours de l'année 2001, le conseil s'est réuni quatre fois, avec un taux de présence de 88%.

## Le comité d'audit

Mis en place par le conseil d'administration du 17 décembre 1999, il comprend cinq membres (deux représentants de l'Etat, deux personnalités qualifiées et un représentant des salariés) et a pour mission de s'assurer de la fiabilité des méthodes comptables et de contrôle interne, d'examiner les travaux des commissaires aux comptes et d'émettre un avis sur la stratégie financière et la politique des risques.

Pour sa deuxième année d'existence, le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2001 avec un taux de présence de 80%. Lors de sa première séance, le comité a auditionné les commissaires aux comptes qui ont, notamment, formulé plusieurs recommandations en matière d'outils de prévision et de simulation. Lors de sa deuxième séance, le comité a notamment pris acte de la présentation de comptes semestriels au conseil d'administration dès 2002 et de la publication de ceux-ci à partir de 2003.

## Perspectives

Toutes activités confondues, la CCR est classée parmi les 25 premiers réassureurs mondiaux. Mais si l'on ne tient compte que de ses activités privées, elle se situe très en deçà. En effet, dans un secteur qui a connu une forte tendance à la concentration, la CCR reste un acteur modeste dans la branche réassurance sans garantie de l'Etat. Sa stratégie consistera en la matière à préserver la qualité de son portefeuille en minimisant son exposition aux risques.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CCR AU 31 DECEMBRE 2001

**Président :** M. Thierry Masquelier

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Jean-Louis Bellando  
M. Hugues Bied-Charreton  
M. Thierry Francq  
M. Olivier Hérès  
M. Bertrand Schneiter

### **Administrateurs représentant les salariés**

Mme Vilayvanh Ngaosyvanh  
M. Yvan Queyroi  
M. Paul Seguin

### **Autres administrateurs**

M. Gérard Andreck  
M. Jean Baligand  
M. Patrick Lucas  
M. Yves Mansion  
M. André Migeo  
M. Thierry Van Santen

---

<sup>1</sup> Personnes physiques jouissant d'une compétence particulière dans le domaine de l'assurance en raison des fonctions qu'elles exercent, lors de leur nomination, au sein d'une entreprise d'assurance, d'une entreprise industrielle ou commerciale, d'une entreprise de courtage d'assurance ou d'une agence générale d'assurance.

## CCR – EXERCICES 1997 À 2001

| CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE                   |  |        |        |         |         |         |                             |
|--|--|--------|--------|---------|---------|---------|-----------------------------|
|  |  |        |        |         |         |         |                             |
|  |  |        |        |         |         |         |                             |
|  |  |        |        |         |         |         |                             |
|  |  |        |        |         |         |         |                             |
| Comptes consolidés                               | En millions d'euros                              | 1997   | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS Preforma 1998* |
| <b>Degré d'appartenance au Sect. Pub.</b>        | % détenus par l'Etat                             | 99,82% | 99,82% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |                             |
|  | % détenus par le Secteur Public autre que l'Etat | 0,00%  | 0,00%  | 0,00%   | 0,00%   | 0,00%   |                             |
|  | Primes de réassurance brutes                     | 598    | 575    | 838     | 838     | 899     | 758                         |
| <b>I - Activités et résultat</b>                 | dont sans garantie de l'Etat                     | 275    | 272    | 467     | 301     | 395     | 422                         |
|  | dont avec garantie de l'Etat                     | 323    | 303    | 371     | 538     | 504     | 337                         |
|  | Résultat net - part du groupe                    | /      | /      | /       | /       | /       | / Sans objet                |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires             | /      | /      | /       | /       | /       | / Sans objet                |
|  | Résultat net de l'exercice consolidé             | 44     | 41     | 24      | 73      | 99      | Résultat social             |
| <b>II - Provisions techniques</b>                | Provisions techniques                            | 1 478  | 1 528  | 2 493   | 2 511   | 2 622   | 1 700                       |
|  | Parte des cautionsnaires et rétrocessionnaires   | 28     | 24     | 648     | 294     | 93      |                             |
| <b>III - Placements</b>                          | Placements (incluant net)                        | 1 946  | 2 852  | 2 141   | 2 808   | 3 962   |                             |
|  | Plus values latentes                             | 186    | 258    | 252     | 283     | 259     |                             |
| <b>IV - Information sur les capitaux propres</b> | Capitaux propres - part du groupe                | 961    | 993    | 804     | 867     | 743     | Capitaux propres sociaux    |
|  | Intérêts minoritaires                            | /      | /      | /       | /       | /       | / Sans objet                |
| <b>V - Dividendes</b>                            | Dividendes versés au cours de l'exercice         | 15     | 14     | 14      | 11      | 22      |                             |
|  | dont reçus par l'Etat                            | 15     | 14     | 14      | 11      | 22      |                             |
| <b>VI - Donations sociales</b>                   | Efficacité en exercice sociale                   | 961    | 174    | 179     | 188     | 196     |                             |
| <b>VII - Ratios</b>                              | Résultat net / Primes                            | 7,3%   | 7,2%   | 2,8%    | 8,9%    | 10,9%   |                             |
|  | Résultat net / Fonds propres                     | 7,8%   | 7,0%   | 3,9%    | 10,9%   | 13,2%   |                             |

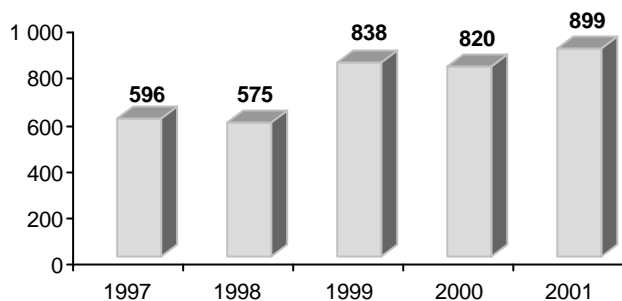
**NOTA :** voir le tableau pour la détermination de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau

\* 1999 : changement de méthodes pour évaluation des primes : primes déduites = estimation du chiffre d'affaires attendu "in fine" (données pro-forma 1998 dans colonne observées)

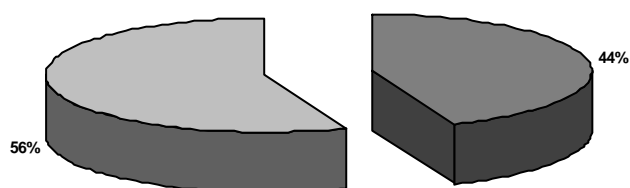
## Caisse centrale de réassurance

### Evolution du chiffre d'affaires

Primes d'assurance brutes  
en millions d'euros



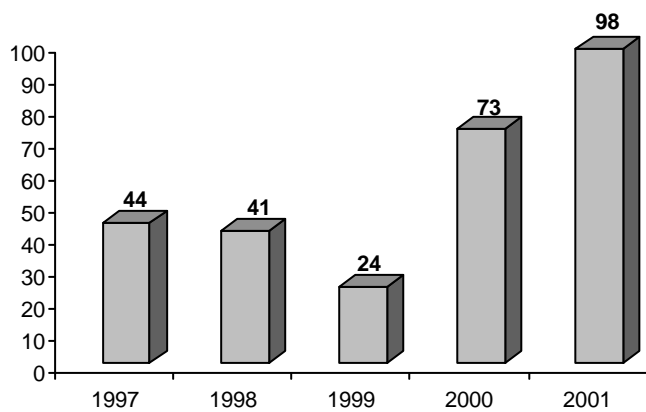
### Répartition des primes brutes par activité



■ dont sans garantie de l'Etat ■ dont avec garantie de l'Etat

### Evolution du résultat

en millions d'euros



# CNP ASSURANCES

CNP Assurances est une société détenue à 1,2 % par l'Etat, et à plus de 50% par des entreprises publiques. Ses activités concernent pour l'essentiel la conception et la gestion de produits d'assurances de personnes. La distribution de ces produits s'appuie principalement sur les réseaux de La Poste, des Caisses d'Epargne et du Trésor Public, qui lui assurent au total 27 000 points de vente.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

Dans le cadre d'une diversification visant à mieux répondre aux attentes de ses clients, une filiale a été créée pour développer l'activité caution. CNP caution a obtenu son agrément le 25 janvier 2001 et a conclu un accord avec le Crédit Immobilier de France début 2002. CNP Assurances a par ailleurs renouvelé son accord de partenariat sur l'assurance des crédits aux particuliers avec COFIDIS et COVEFI.

Faisant suite à leur accord cadre de coopération et de partenariat signé en février 2000, les groupes CNP Assurances et AZUR-GMF ont créé une nouvelle société d'assistance détenue à parité : Filassistance International. Confirmant son intérêt pour ce domaine d'activité, CNP s'est porté acquéreur d'une majorité de L'Age d'Or Expansion, société de services de proximité.

Une nouvelle convention a été signée le 4 mai 2001 avec le Trésor public pour confirmer et régler les conditions de distribution de produits d'assurance vie de la CNP par le réseau du Trésor. Le Groupe Caisse d'Epargne et CNP Assurances ont conclu un accord sur l'assurance emprunteur qui couvre 26 Caisses d'Epargne de métropole, dont 25 en exclusivité.

A compter d'avril 2001, CNP Assurances a émis en plusieurs tranches des emprunts obligataires subordonnés pour un total de 400 millions d'euros.

Le groupe poursuit sa stratégie sélective de développement à l'international avec l'acquisition, annoncée le 14 février 2001 et finalisée le 6 juillet 2001, de Caixa Seguros, 6ème assureur au Brésil, leader sur le marché de l'assurance emprunteur. Caixa Seguros figure depuis le troisième trimestre dans le périmètre de consolidation. Le 25 septembre 2001, CNP Assurances a par ailleurs obtenu une licence en assurance vie en Chine.

L'année 2001 a vu l'achèvement du passage à l'Euro et la conclusion le 13 novembre 2001 de l'accord sur la réduction du temps de travail.

CNP Assurances a réalisé une augmentation de capital réservée aux salariés en juin 2002.

### Eléments de conjoncture et de contexte

Le marché national de l'assurance de personnes a connu un recul de 7 % en 2001 à 92,6 Md€ et celui de l'assurance vie et capitalisation un recul de 8 % à 84,8 Md€. Ce recul intervient après les hausses exceptionnelles de 1999 et 2000. 2001 constitue cependant la deuxième performance historique de ces marchés. Les épargnants ont privilégié les supports en euros au détriment des supports en unités de compte, influencés en cela par les mauvaises performances boursières.

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

Les provisions mathématiques ont progressé de 8,8 % au 31 décembre 2001 (+ 8 % à périmètre constant) pour atteindre 133 Md€. Sur la même période les actifs gérés augmentent de 8,8 % à 135,8 Md€ (+ 8,4 % à périmètre constant). Les plus values latentes sont en retrait à 9,6 Md€ essentiellement dû à la baisse des marchés actions. Le ratio des plus values latentes rapporté à la valeur comptable nette passe ainsi de 10,4 % à 7,1 % en un an.

Le chiffre d'affaires brut consolidé (ou primes d'assurance brutes) s'établit à 17,3 Md€, soit une baisse de 1,3 % par rapport à 2000 (- 3,1 % à périmètre constant). Cette baisse est moins marquée que celle du marché de l'assurance de personnes qui a connu une chute de 7 % sur la même période. Cette bonne performance relative fait suite à l'érosion constatée en 2000 qui s'expliquait alors par deux raisons principales : seul le réseau des Caisses d'Epargne avait commercialisé au début des années 90 des PEP bancaires et ceux-ci ont peu été transférés vers des produits d'assurance vie en 2000 et le transfert massif observé en 1999 du livret A vers des produits d'assurance a été stoppé par la remontée du taux de ce livret en juillet 2000. Les chiffres d'affaires dans les grands réseaux partenaires s'établissent respectivement à 6 495 M€(- 2,1 %), 5 974 (- 10,5 %) et 1 442 M€(+ 15,1 %) pour La Poste, les Caisses d'Epargne et le Trésor Public

Le résultat net récurrent part du groupe progresse de 12,2 % (à normes constantes, + 14,1 % à périmètre constant) pour atteindre 528,3 M€(+10,7 % avec les éléments non récurrents). La rentabilité sur fonds propres moyens part du groupe progresse de 0,2 points (+ 0,4 points à périmètre constant) à 13,2 %.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le directoire et le conseil de surveillance**

CNP Assurances est une société à directoire et conseil de surveillance. Depuis l'assemblée générale des comptes 2001, le directoire comprend cinq membres et le conseil de surveillance, outre le président et le vice-président, quinze membres, trois censeurs et quatre représentants du comité d'entreprise. Au cours de l'exercice 2000, le conseil de surveillance s'est réuni cinq fois, avec un taux de présence moyen de 80 %.

### **Les comités du conseil de surveillance**

#### *Comité d'audit*

Pour sa deuxième année de fonctionnement, le comité d'audit s'est réuni à quatre reprises en 2001. Il comprend cinq membres. Le comité d'audit est particulièrement chargé d'examiner les comptes annuels et semestriels de la société, le fonctionnement de son audit interne et tout événement susceptible d'exposer la société à un risque significatif. En 2001, il a porté une attention particulière à l'acquisition de 50,75 % de Caixa Seguros, à la politique de gestion des portefeuilles d'actions et au régime de Préfon.

#### *Comité des rémunérations*

L'organisation et le fonctionnement du comité des rémunérations, mis en place en 1993, ont également été formalisés. Ce comité comprend quatre membres et a pour principale mission d'examiner les principes et modalités de rémunération des membres du directoire et du président du conseil de surveillance. Il est aussi associé, le cas échéant, à la mise en place d'un plan de souscription ou d'achat d'actions, à la mise en place d'un système de participation ou à tout projet d'augmentation de capital réservée aux salariés. Le comité s'est réuni une fois en 2001 pour émettre des propositions sur les critères de rémunération des membres du directoire et sur la répartition des jetons de présence aux membres du Conseil et aux censeurs.

### **Autres informations**

Le cercle des actionnaires, créé à l'automne 2000, réunit plus de 19 000 actionnaires. Tous les actionnaires individuels peuvent ainsi bénéficier de services spécifiques allant d'un accès privilégié à des services du groupe à des sessions d'initiation à la bourse ou à l'accès à un service de conseil patrimonial.



## **Perspectives**

Avec l'appui de ses réseaux, CNP assurances doit conforter ses parts de marchés, poursuivant ainsi la reconquête des parts de marché perdues en 2000. Les performances du premier trimestre 2001 semblent confirmer cette reconquête. CNP Assurances devrait par ailleurs poursuivre sa stratégie sélective de développement international. L'accent doit enfin être mis sur le suivi de la récente acquisition brésilienne.

## **CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA CNP AU 31 DECEMBRE 2001**

**Président :** M. Edmond Alphandéry

**Vice-Président :** M. Charles Milhaud

### **Membres**

M. Robert Allemon

M. Gérard Barbot

M. Jean Bassères (représentant l'Etat)

Mme Isabelle Bouillot

M. Daniel Caille

M. Jean-Baptiste Le Corre

M. Jean-Jacques Doaré

M. Alexandre Lamfalusssy

M. Daniel Lebègue (représentant la Caisse des Dépôts et Consignations)

M. Michel Liès (représentant la Compagnie suisse de réassurances)

M. Pierre Servant

M. Martin Vial (représentant Sopassure)

M. Philippe Wahl

M. Patrick Werner

### **Représentants du Comité d'entreprise**

M. Patrick Berthelot

M. Sébastien Fournier

M. Alain Griffith

Mme Irène Wieclaw

### **Censeurs**

M. Bertrand Comolet

M. Jean Lecointre

M. Jean-Louis de Mourgues

## **COMPOSITION DU DIRECTOIRE**

**Président :** Gilles Benoist

### **Membres**

M. Jean-Paul Marchetti

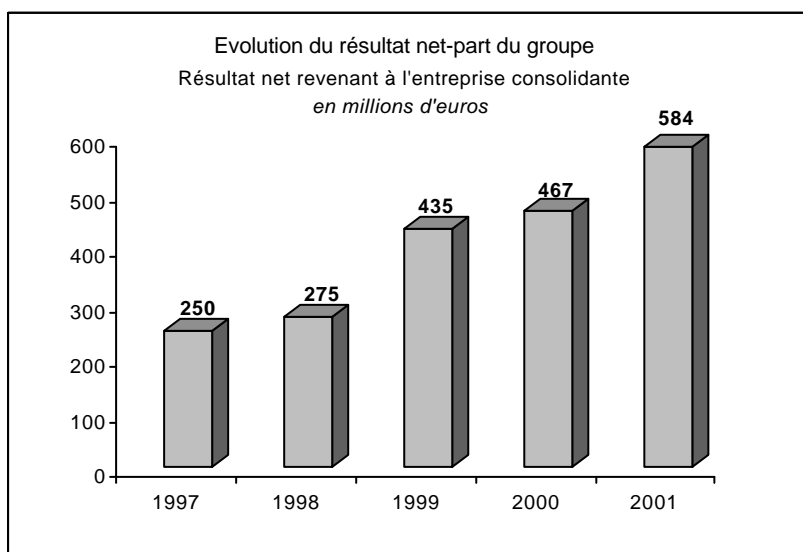
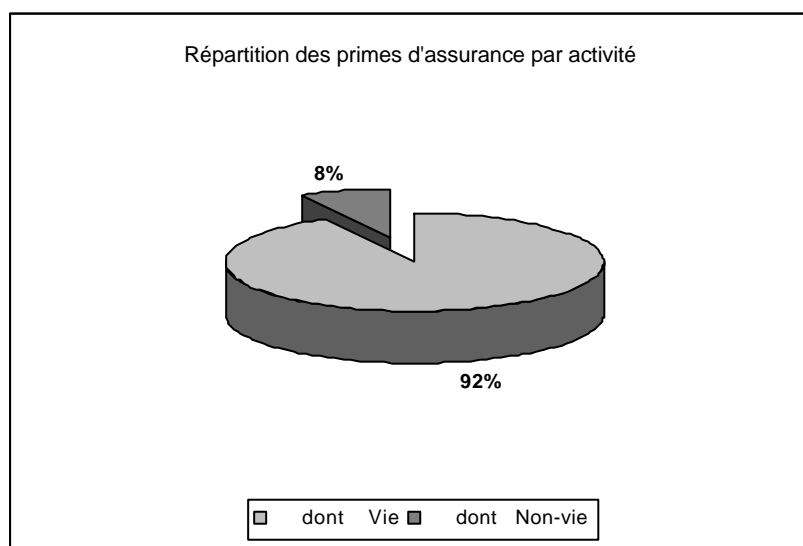
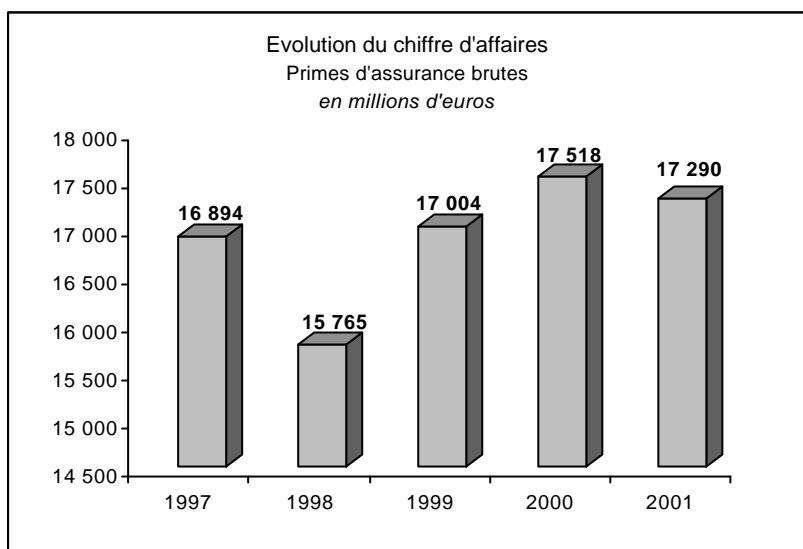
M. Jacques Ouvaroff

M. Jean-Pierre Walbaum

## CNP – EXERCICES 1997 À 2001

| CNP-ASSURANCES   |   |                     |        |         |         |         |                   |
|--|---|---------------------|--------|---------|---------|---------|-------------------|
|  |   | 1997                | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS      |
| Comptes consolidés   |   | En millions d'euros |        |         |         |         |                   |
| Degré d'apparte-   | Capital décaissé par l'Etat (en %)                      | 41,58%              | 1,80%  | 1,80%   | 1,80%   | 1,18%   |                   |
| nance au Sect. Pub.  | Capital décaissé par le Secteur Public hors Etat (en %) | 41,58%              | 61,80% | 61,80%  | 61,80%  | 61,80%  |                   |
|  | Valeur nominale de la participation de l'Etat           | 0                   | 61     | 38      | 72      | 58      | À compter de 1998 |
|  | Primes d'assurance brutes                               | 16 854              | 15 765 | 17 804  | 17 518  | 17 238  |                   |
|  | dont Vie  | 15 756              | 14 687 | 15 827  | 16 255  | 15 923  |                   |
| I - Activité   | dont Non-vie  | 1 138               | 3 878  | 1 377   | 1 263   | 1 368   |                   |
| et   | Résultat technique Vie                                  | 231                 | 299    | 338     | 395     | 513     |                   |
| résultat   | Résultat technique Non-vie                              | 5                   | -1     | 22      | 46      | 3       |                   |
|  | Résultat net - part du groupe                           | 259                 | 275    | 405     | 467     | 504     |                   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | 32                  | 38     | 41      | 43      | 34      |                   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 283                 | 313    | 476     | 509     | 658     |                   |
| II -   | Provisions techniques                                   | 82 547              | 95 368 | 118 392 | 122 844 | 123 654 |                   |
| Provisions techniques  | Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires           | 1 892               | 2 128  | 2 474   | 2 868   | 2 262   |                   |
| III - Placements   | Placements (montant net)                                | 31 195              | 34 854 | 118 248 | 124 442 | 125 738 |                   |
|  | Plus valeurs latentes                                   | 8 726               | 14 719 | 13 873  | 12 828  | 9 658   |                   |
| IV - Informations  | Capitaux propres - part du groupe                       | 2 266               | 2 647  | 2 899   | 3 348   | 4 299   |                   |
| sur les fonds propres  | Intérêts minoritaires                                   | 348                 | 411    | 491     | 591     | 932     |                   |
| V -  | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 65                  | 62     | 87      | 119     | 148     |                   |
| Dividendes   | dont reçus par l'Etat                                   | 28                  | 2      | 2       | 2       | 2       |                   |
| VI - Demandes sociales   | Efficacité en casernes assurés                          | 2 418               | 2 506  | 2 568   | 2 638   | 2 638   |                   |
| VII -  | Résultat net / Primes                                   | 1,87%               | 1,83%  | 2,80%   | 2,91%   | 3,80%   |                   |
| Ratios   | Résultat net / Fonds propres                            | 11,97%              | 10,89% | 15,84%  | 12,84%  | 12,69%  |                   |
| <b>NOTES :</b> voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VI) de ce tableau  |   |                     |        |         |         |         |                   |
| * 2001 : application des nouvelles règles de consolidation (réglement du Comité de réglementation comptable n°2001-05) - cf. Informations par forme ci-dessous |   |                     |        |         |         |         |                   |
| Informations   | Résultat technique Vie                                  |                     |        | 381     | 629     |         |                   |
|  | Résultat technique Non-vie                              |                     |        | 18      | 42      |         |                   |
|  | Résultat net revenant à l'ensemble consolidé            |                     |        | 567     | 738     |         |                   |
| par forme  | Résultat net revenant aux intérêts minoritaires         |                     |        | 28      | 61      |         |                   |
|  | Résultat net  |                     |        | 564     | 586     |         |                   |
|  | Provisions techniques brutes                            |                     |        | 109 702 | 122 264 |         |                   |
|  | Capitaux propres  |                     |        | 3542    | 3938    |         |                   |

## Caisse nationale de prévoyance



## Divers

|  | En millions d' Euros                                    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS |
|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|--------------|
| <b>I-<br/>Activité<br/>et<br/>résultat</b>                   | Chiffre d'affaires                                      | 40 620  | 41 857  | 44 865  | 52 301  | 62 707  |              |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 2 493   | 4 091   | 5 111   | 10 495  | 17 293  |              |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 4 240   | 4 365   | 5 014   | 5 404   | 5 478   |              |
|  | Résultat financier                                      | -1 231  | -1 162  | -920    | -2 397  | -4 215  |              |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 6 897   | 7 673   | 8 497   | 7 781   | 7 989   |              |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 1 972   | 2 135   | 2 778   | 3 806   | -9 172  |              |
| <b>II-<br/>Immobilisations nettes</b>                        | Total des immobilisations nettes                        | 37 974  | 40 592  | 46 010  | 129 228 | 125 033 |              |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 331     | 955     | 1 489   | 36 417  | 35 807  |              |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 592     | 850     | 1 221   | 16 497  | 18 449  |              |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 5 208   | 6 486   | 8 542   | 37 854  | 36 786  |              |
| <b>III- Informations<br/>sur les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                       | 14 939  | 17 832  | 19 788  | 33 866  | 21 710  |              |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 671     | 1 273   | 1 894   | 2 602   | 8 685   |              |
| <b>IV-<br/>Dividendes et autres<br/>versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0       | 991     | 1 025   | 1 025   | 1 075   |              |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0       | 743     | 647     | 645     | 640     |              |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                          | /       | /       | /       | /       | /       |              |
| <b>V - Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges                      | 4 968   | 5 293   | 5 842   | 9 412   | 10 511  |              |
| <b>VI - Informations<br/>endettement financier</b>           | Dettes financières nettes                               | 18 972  | 17 261  | 18 695  | 65 071  | 67 457  |              |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 13 155  | 15 885  | 16 381  | 34 455  | 58 623  |              |
| <b>VII-<br/>Données sociales</b>                             | Effectifs en moyenne annuelle                           | 466 318 | 471 728 | 478 730 | 504 232 | 533 275 |              |
|  | Charges de personnel                                    | 13 155  | 15 885  | 16 381  | 34 455  | 58 623  |              |
| <b>VIII -<br/>Ratios</b>                                     | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 4,9%    | 5,1%    | 6,2%    | 7,3%    | -14,6%  |              |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 28      | 34      | 34      | 68      | 110     |              |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 12,6%   | 11,2%   | 12,8%   | 10,4%   | -30,2%  |              |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 121,5%  | 90,3%   | 86,2%   | 178,4%  | 221,9%  |              |

**NOTA :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

## EMC

| Comptes consolidés                                   | En millions d' Euros                                      | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | OBSERVATIONS   |
|--|---|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>        | Capital détenu par l'Etat (en %)                          | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  | 100,0  |  |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)      | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12   | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>I- Activité et résultat</b>                       | Chiffre d'affaires  | 3 024  | 2 973  | 2 316  | 2 607  | 2 653  |  |
|  | dont réalisé à l'étranger                                 | 1 679  | 1 663  | 1 632  | 1 807  | 1 893  |  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel            | 89     | 86     | 60     | 128    | 96     |  |
|  | Résultat financier  | -54    | -61    | -60    | -109   | 115    |  |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement | 89     | 82     | 82     | 95     | 41     | A compter de 1998 : hors Groupe Louis Sanders  |
|  | Résultat net - part du groupe                             | -197   | -129   | -116   | -92    | -121   |  |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                      | 44     | 47     | 38     | 42     | 34     |  |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                      | -153   | -83    | -78    | -50    | -86    |  |
| <b>II- Immobilisations nettes</b>                    | Total des immobilisations nettes                          | 1 070  | 1 065  | 1 123  | 1 128  | 1 213  | A compter de 2000 y compris immobilisations prises en crédit-bail (impact sur 2000 : 27 M€)                                |
|  | dont écart d'acquisition net                              | 22     | 30     | 29     | 37     | 33     |  |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes                 | 139    | 143    | 175    | 67     | 74     | A compter de 2000 y compris amortissement des fonds commerciaux (impact sur 2000 : 99 M€)                                  |
|  | dont immobilisations financières nettes                   | 112    | 128    | 95     | 101    | 96     |  |
| <b>III- Informations les fonds propres</b>           | Capitaux propres - part du groupe                         | -357   | -478   | -592   | -912   | -1 007 | Hors subvention d'investissement - Impact du changement de méthode en 2000: (- 260 M€)                                     |
|  | Intérêts minoritaires                                     | 489    | 493    | 511    | 545    | 573    |  |
| <b>IV- Dividendes et autres versements assimilés</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | dont reçus par l'Etat                                     | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |  |
|  | Autres rémunérations de l'Etat                            | /      | /      | /      | /      | /      | Sans objet   |
| <b>V - Provisions</b>                                | Provisions pour risques et charges                        | 196    | 174    | 193    | 357    | 301    | A compter de 2000 y compris provision pour pensions et retraites (impact sur 2000 : 201M€)                                 |
| <b>VI- Informations sur endettement financier</b>    | Dettes financières nettes                                 | 1 169  | 1 274  | 1 372  | 1 551  | 1 780  | A compter de 2000 : y compris dettes sur immobilisations en crédit-bail (impact sur 2000 : 25M€; 1999 pro-forma : 1397 M€) |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an                  | 931    | 1 040  | 1 040  | 1 166  | 1 120  | A compter de 2000 y compris dettes sur immobilisations en crédit-bail (impact sur 2000 : 35 M€)                            |
| <b>VII- Données sociales</b>                         | Effectifs en moyenne annuelle                             | 14 641 | 14 614 | 12 768 | 13 145 | 13 237 | Calculés par les rédacteurs du rapport   |
|  | Charges de personnel                                      | 581    | 573    | 541    | 500    | 514    | Y compris la participation des salariés  |
| <b>VIII - Ratios</b>                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires     | /      | /      | /      | /      | /      | Résultat et fonds propres négatifs   |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)   | 40     | 39     | 42     | 38     | 39     |  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres          | /      | /      | /      | /      | /      |  |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres                 | /      | /      | /      | /      | /      |  |

**NOTA** : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

\* En 2000, EMC a procédé à des changements de méthodes : comptabilisation des opérations de crédit-bail, comptabilisation des provisions pour indemnités de départ à la retraite, des provisions pour indemnités de départ à la retraite, amortissement des fonds commerciaux, présentation des subventions d'investissement en "produits constatés d'avance", comptabilisation en résultat des écarts de conversion sur les créances et dettes en monnaies étrangères.

|                            |   |    |      |      |     |   |                   |
|----------------------------|---|----|------|------|-----|---|-------------------|
| <b>Autres informations</b> | Chiffre d'affaires                                |    | 2317 | 2316 |     | Données pro-forma du compte de résultat consolidé 1998 : consolidation par mise en équivalence du groupe Louis Sanders (diminution du pourcentage de détention : 24%) |                   |
|                            | Résultat d'exploitation                           |    | 77   | 61   |     |   |                   |
| <b>pro forma</b>           | Résultat financier                                |    | -57  | -60  |     |   |                   |
|                            | Résultat net revenant à l'entreprise consolidante |    | -129 | -116 |     |   |                   |
|                            | Résultat net revenant aux intérêts minoritaires   |    | 47   | 38   |     |   |                   |
| <b>Inform. Complément.</b> | Autres fonds propres                              | 10 | 10   | 94   | 100 | 138   | Avances de l'Etat |

## France Télécom

| Comptes consolidés                            | En millions d' Euros                                    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS   |
|---|---|---------|---------|---------|---------|---------|--|
| Degré d'appartenance au Secteur Public        | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 75,0    | 63,6    | 63,2    | 55,5    | 55,5    |  |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     |  |
|   | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | 24 960  | 44 109  | 81 905  | 58 909  | 28 765  |  |
| I- Activité et résultat                       | Chiffre d'affaires                                      | 23 893  | 24 648  | 27 233  | 33 674  | 43 026  |  |
|   | dont réalisé à l'étranger                               | 814     | 2 427   | 3 480   | 8 688   | 15 400  |  |
|   | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 3 855   | 3 893   | 4 355   | 4 856   | 5 200   |  |
|   | Résultat financier                                      | -957    | -923    | -682    | -2 147  | -4 184  | A compter de 1998, hors charge d'actualisation des congés de fin de carrière |
|   | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 6 289   | 6 853   | 7 436   | 6 863   | 7 406   | CAF  |
|   | Résultat net - part du groupe                           | 2 266   | 2 300   | 2 768   | 3 660   | -8 280  |  |
|   | Résultat net - intérêts minoritaires                    | -150    | -133    | -197    | -52     | -714    |  |
|   | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 2 116   | 2 167   | 2 571   | 3 712   | -8 994  |  |
| II- Immobilisations nettes                    | Total des immobilisations nettes                        | 31 146  | 33 260  | 38 278  | 108 407 | 98 968  | Hors impôts différés à long terme nets                                       |
|   | dont écart d'acquisition net                            | 286     | 872     | 1 206   | 36 049  | 34 963  |  |
|   | dont immobilisations incorporelles nettes               | 401     | 646     | 925     | 16 289  | 18 189  |  |
|   | dont immobilisations financières nettes                 | 4 418   | 5 165   | 7 183   | 23 256  | 17 521  | Y compris autres actifs à long terme   |
| III- Informations sur les fonds propres       | Capitaux propres - part du groupe                       | 14 286  | 16 991  | 18 904  | 33 157  | 21 087  |  |
|   | Intérêts minoritaires                                   | 181     | 779     | 1 369   | 2 036   | 8 101   |  |
| IV- Dividendes et autres versements assimilés | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0       | 991     | 1 025   | 1 025   | 1 075   |  |
|   | dont reçus par l'Etat                                   | 0       | 743     | 647     | 645     | 640     |  |
| V - Provisions                                | Autres rémunérations de l'Etat                          | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet   |
|   | Provisions pour risques et charges                      | 4 502   | 4 730   | 4 884   | 8 111   | 9 376   |  |
| VI- Informations sur l'endettement financier  | Dettes financières nettes                               | 15 396  | 13 067  | 14 628  | 60 998  | 63 423  |  |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 9 027   | 12 080  | 12 233  | 30 547  | 54 543  |  |
| VII- Données sociales                         | Effectifs en moyenne annuelle                           | 165 042 | 169 099 | 174 262 | 188 866 | 206 184 |  |
|   | Charges de personnel                                    | 6 960   | 7 202   | 7 524   | 8 540   | 9 613   | Y compris participation  |
| VIII - Ratios                                 | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 18,3%   | 18,1%   | 19,6%   | 21,9%   | /       | 2001 : résultat négatif  |
|   | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 42      | 43      | 43      | 45      | 47      |  |
|   | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 30,3%   | 25,1%   | 26,3%   | 20,9%   | /       | 2001 : résultat négatif  |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 106,4%  | 73,5%   | 72,2%   | 173,3%  | 217,3%  |  |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

|                                     |   |  |  |        |        |  |   |
|-------------------------------------|---|--|--|--------|--------|--|---|
| Autres informations complémentaires | Chiffre d'affaires                                |  |  | 30 054 | 36 504 |  | Informations pro forma comme si Orange PLC avait été acquis le 01/01/1999 avec le financement correspondant |
|                                     | Résultat opérationnel                             |  |  | 4 413  | 4 871  |  |   |
|                                     | Résultat net revenant à l'entreprise consolidante |  |  | 9      | 1 718  |  |   |

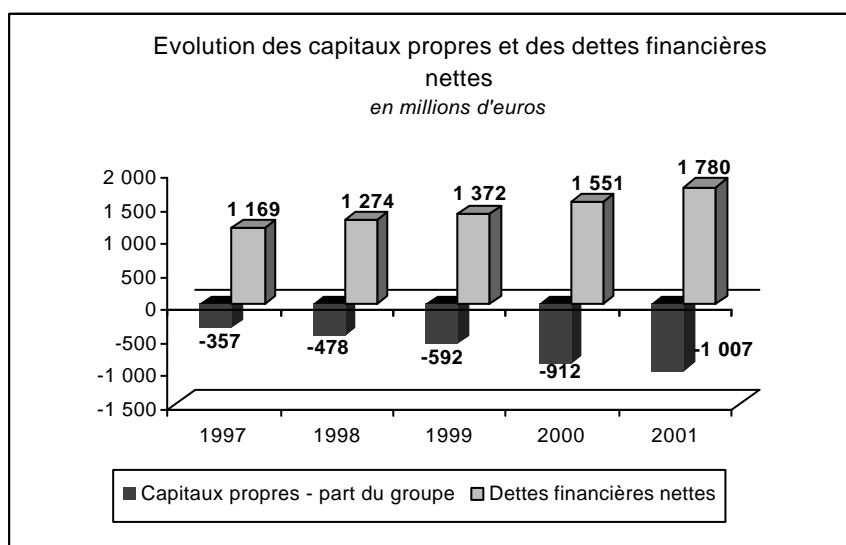
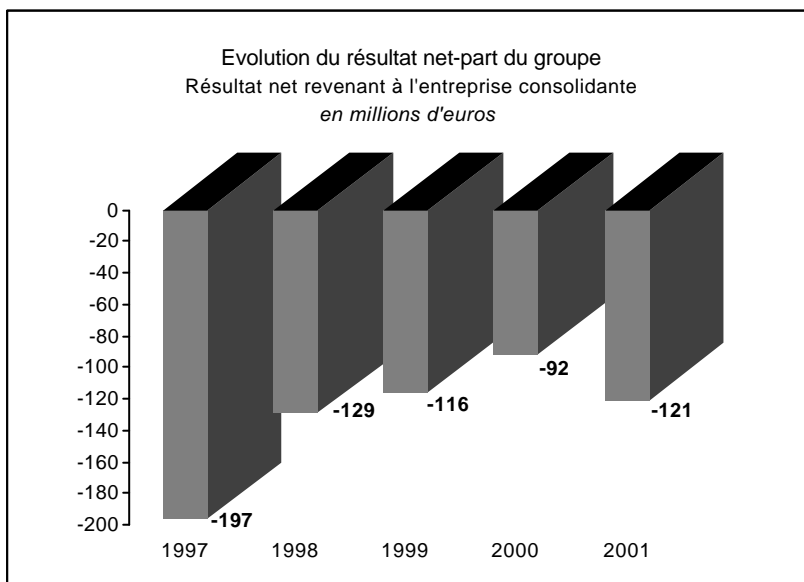
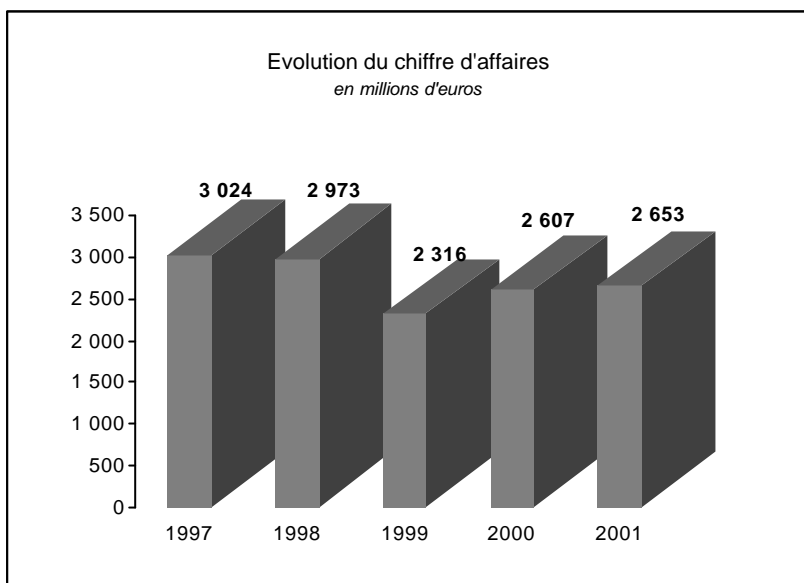
## La Poste

| Comptes consolidés                               | En millions d' Euros                                    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS  |
|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|---|
| Degré d'appartenance au Secteur Public           | Capital détenu par l'Etat (en %)                        | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0   |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)    | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet  |
|  | Valeur boursière de la participation de l'Etat au 31/12 | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet  |
| I-<br>Activité<br>et<br>résultat                 | Chiffre d'affaires                                      | 13 702  | 14 236  | 15 315  | 16 020  | 17 028  |   |
|  | dont réalisé à l'étranger                               | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       | Information indisponible  |
|  | Résultat d'exploitation/ résultat opérationnel          | 295     | 387     | 600     | 420     | 182     | Y compris participation des salariés  |
|  | Résultat financier                                      | -220    | -177    | -178    | -141    | -146    |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute                 | 518     | 738     | 980     | 824     | 542     | MBA à partir de 1999  |
|  | Résultat net - part du groupe                           | 9       | 51      | 284     | 139     | -95     |   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires                    | 0       | 0       | 1       | 5       | 3       |   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé                    | 9       | 51      | 285     | 144     | -92     |   |
| II-<br>immobilisations nettes                    | Total des immobilisations nettes                        | 5 758   | 6 267   | 6 609   | 19 693  | 24 852  |   |
|  | dont écart d'acquisition net                            | 23      | 53      | 254     | 331     | 811     |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes               | 52      | 61      | 121     | 141     | 186     |   |
|  | dont immobilisations financières nettes                 | 678     | 1 193   | 1 265   | 14 497  | 19 169  | 2000 : y compris titres d'investissement acquis par Efinoste dans le cadre de la gestion<br>2001 : impact des changements de méthodes comptables (-125M€) |
| III- Informations sur les fonds propres          | Capitaux propres - part du groupe                       | 1 010   | 1 319   | 1 477   | 1 621   | 1 630   |   |
|  | Intérêts minoritaires                                   | 1       | 1       | 14      | 21      | 11      |   |
| IV-<br>Dividendes et autres versements assimilés | Dividendes versés au cours de l'exercice                | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |   |
|  | dont reçus par l'Etat                                   | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |   |
| V - Provisions                                   | Autres rémunérations de l'Etat                          | /       | /       | /       | /       | /       | Sans objet  |
| VI- Informations sur l'endettement financier     | Provisions pour risques et charges                      | 270     | 390     | 765     | 944     | 834     |   |
|  | Dettes financières nettes                               | 2 407   | 2 920   | 2 695   | 2 522   | 2 254   |   |
| VII-<br>Données sociales                         | Dettes financières brutes à plus d'un an                | 3 197   | 2 765   | 3 108   | 2 742   | 2 960   |   |
|  | Effectifs en moyenne annuelle                           | 286 635 | 288 015 | 291 700 | 302 221 | 313 854 | Effectifs mensuels moyens   |
| VIII -<br>Ratios                                 | Charges de personnel                                    | 9 559   | 9 708   | 9 965   | 10 531  | 11 016  | Y compris participation   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires   | 0,1%    | 0,7%    | 3,7%    | 1,8%    | /       | 2001 : résultat négatif   |
|  | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €) | 33      | 34      | 34      | 35      | 35      |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres        | 1,8%    | 7,8%    | 38,1%   | 17,2%   | -11,4%  |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres               | 237,9%  | 221,2%  | 180,7%  | 153,6%  | 137,4%  |   |

NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (jusqu'au point VII) de ce tableau

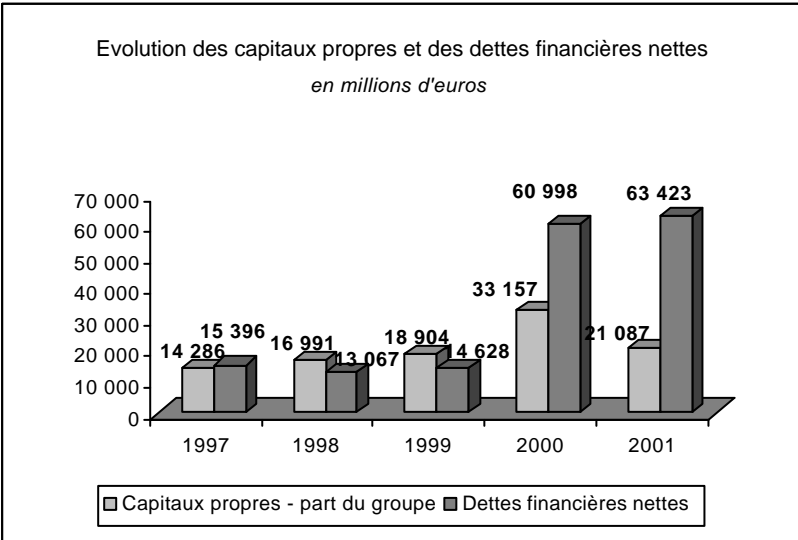
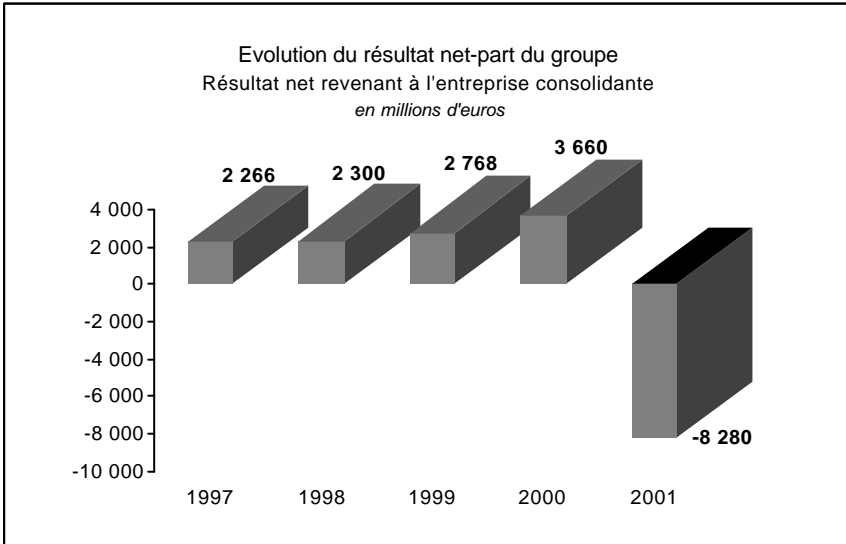
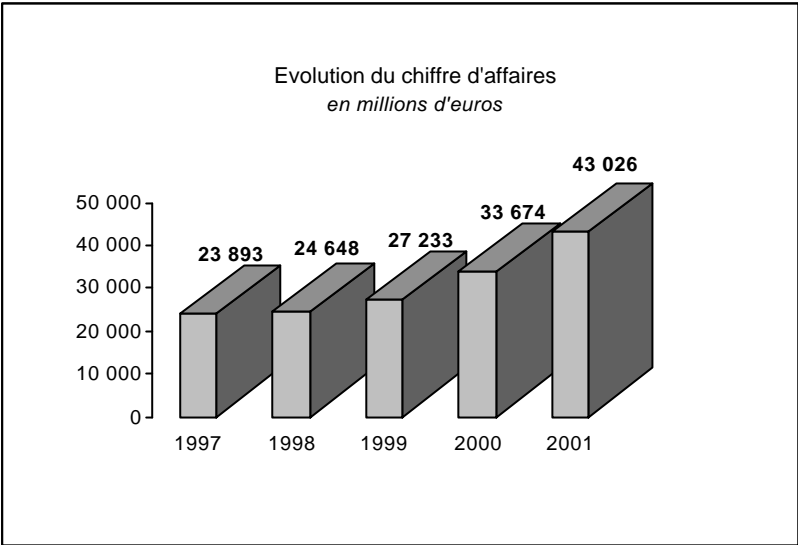
|                                  |   |  |  |  |        |        |  |
|----------------------------------|---|--|--|--|--------|--------|--|
| Autre information complémentaire | Titres d'investissement acquis par Efinoste dans le cadre de la gestion des fonds CCP y compris intérêts courus |  |  |  | 13 757 | 18 363 |  |
|----------------------------------|---|--|--|--|--------|--------|--|

## Entreprise Minière et Chimique

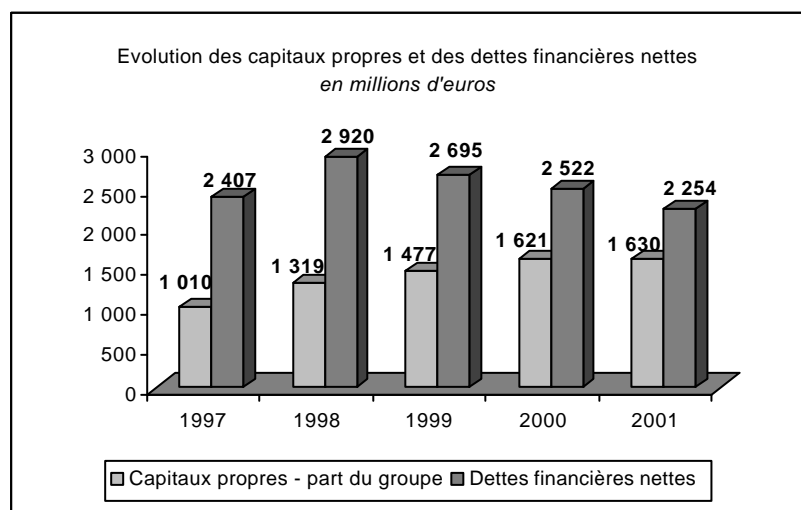
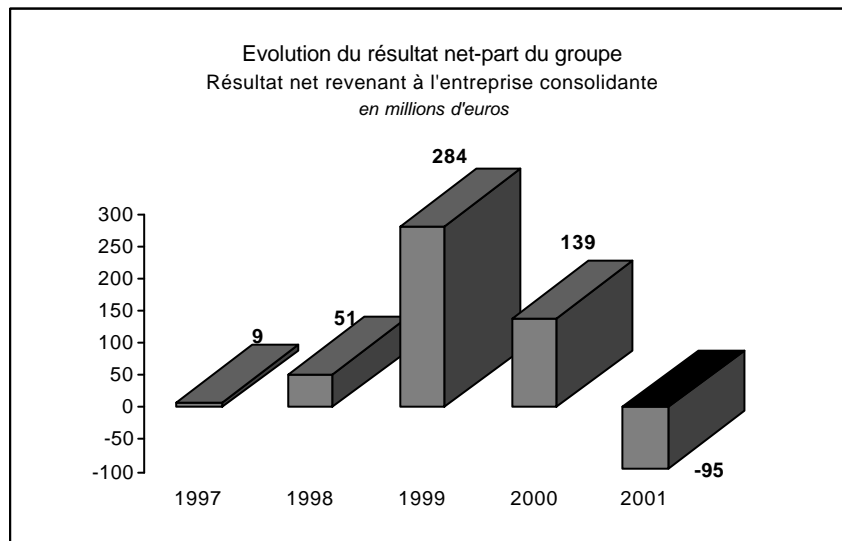
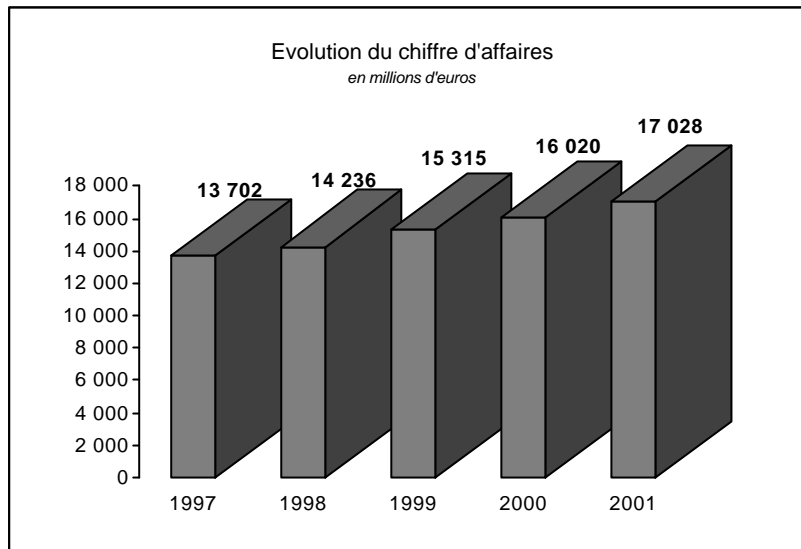




# France Télécom



## LA POSTE



# ASF

## AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE

Le groupe Autoroutes du Sud de la France (ASF), qui construit, entretient, et exploite des autoroutes, est, en termes de réseau exploité, le premier concessionnaire d'autoroutes en France, le deuxième en Europe et le troisième dans le monde. Au 30 juin 2002, le réseau du groupe ASF comptait 2 794 kilomètres d'autoroutes en exploitation et 252 kilomètres de liaison nouvelle en cours de construction.

La société ASF détient 96,15% du capital et des droits de vote de sa filiale ESCOTA (société des autoroutes Estérel – Cote d'Azur – Provence – Alpes) et 99,50% du capital et des droits de vote de la société radio trafic (SRT). ESCOTA détient également 99,50% de la société de radiodiffusion des autoroutes du sud-est (SORIASE).

ASF est cotée à la bourse de Paris depuis le 28 mars 2002. Le capital social de la société ASF s'élève désormais à 29 343 641 € divisé en 230 978 001 actions. Il est détenu par l'Etat (directement ou indirectement via l'établissement public Autoroutes de France) à 50,3%, par les collectivités territoriales à 0,7%, par les chambres de commerce et d'industrie à 0,2%, par les salariés du groupe à 2,4%, et les 46,4% restants sont flottants. Au 31 décembre 2001, le groupe ASF comptait 8 277 salariés.

### Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

#### Eléments de conjoncture et de contexte

L'ouverture du capital d'ASF en 2002

Le premier semestre 2002 a été marqué par les évènements suivants :

- la refonte des cahiers des charges des concessions d'ASF et ESCOTA donne la possibilité au Groupe d'accéder directement aux marchés financiers avec une forte visibilité sur les conditions économiques régissant ces concessions ;
- la passation d'un contrat de groupe pour la période 2002-2006 régit les relations avec l'Etat concédant en matière notamment de politique tarifaire et de programme d'investissements ;
- l'introduction en bourse d'ASF le 28 mars 2002 sur le premier marché d'EURONEXT Paris a été bien accueillie tant par les investisseurs (le placement global a été sur-souscrit 19 fois) que par le public (environ 900 000 ordres reçus) et les salariés de l'entreprise (87% des ayants droits ont souscrit à l'offre). Cette ouverture du capital s'est accompagnée d'une augmentation de capital de 878,4 M€ qui permettra au groupe de se développer dans les meilleures conditions.

### Commentaire sur l'activité et la situation financière

#### La progression du trafic

Entre 1997 et 2001, le trafic sur les autoroutes du groupe ASF, mesuré en kilomètres parcourus, et à réseau courant, a connu une progression de 25%, soit une croissance annuelle moyenne d'environ 5,7%, les trafics annuels moyens des véhicules légers et des véhicules lourds progressant respectivement de 6,6% et de 1,3% au cours de cette même période. Cette progression s'explique d'une part par la mise en service, au cours de la période, d'environ 364 kilomètres d'autoroute, ainsi que par une augmentation, durant cette période, du nombre d'utilisateurs. A réseau stable (au 1<sup>er</sup> janvier 1997), le trafic annuel moyen sur les autoroutes du groupe ASF a connu une progression d'environ 5,0% sur la même période.

## L'exploitation

Au cours des exercices 2000 et 2001, le groupe ASF a procédé à plusieurs changements de méthodes comptables consécutifs à la réforme du secteur autoroutier décrite ci-dessus. Afin de permettre la comparaison des états financiers relatifs à l'exercice 2001 avec les états financiers relatifs aux exercices 2000 et 1999, des éléments *pro forma* ont été calculés et présentés pour les exercices 1999 et 2000, suivant les nouvelles méthodes comptables adoptées pour l'arrêté des comptes 2001.

### *Chiffre d'affaires*

Les recettes de péage représentent environ 97,5% du chiffre d'affaires. La part restante du chiffre d'affaires est générée par les redevances des installations commerciales sur le réseau et la location de fibres optiques et de pylônes pour les opérateurs de télécommunication.

Entre 2000 et 2001, le chiffre d'affaires du groupe ASF a augmenté de 2,3%, passant de 1.886,6 M€ en 2000 à 1.929,8 M€ en 2001. Cette faible augmentation reflète l'impact négatif du changement de régime de TVA (internalisation de la TVA pour les véhicules légers et changement de classification des véhicules des classes 3 et 4). Hors impact de ce changement de régime, les recettes de péage auraient augmenté de 8,5% en 2001, ce qui s'explique à hauteur de :

- 5,6% par la croissance du trafic à réseau stable ;
- 2,1% par les hausses tarifaires intervenues ;
- 1,2% par l'allongement du réseau ASF de 166 kilomètres en 2001.

### *Résultat d'exploitation*

Le résultat d'exploitation est en baisse de 10,6%, de 843,2 M€ en 2000 à 753,6 M€ en 2001. Cette baisse est principalement attribuable à l'internalisation de la TVA et au changement de classification des véhicules qui ont entraîné la perte de chiffre d'affaires, ainsi qu'à une augmentation des charges d'exploitation de 691,9 M€ à 779,0 M€ :

- hausse de 12,2% des achats et charges externes à 262,1 M€ qui s'explique notamment (i) par une croissance des dépenses de grosses réparations et d'entretien à la suite d'accidents survenus sur le réseau, (ii) par une croissance des dépenses de sous-traitance et de location d'équipements de viabilité en raison des mauvaises conditions météorologiques ;
- hausse de 15,5% des charges de personnel à 289,3 M€ - qui s'explique notamment (i) par la mise en œuvre de l'accord de participation des salariés applicable pour la première fois en 2001, (ii) par l'augmentation de la masse salariale consécutive à la mise en place des 35 heures, à la croissance du trafic, à la mise en service de nouvelles sections, aux mesures d'amélioration du service et (iii) à l'augmentation des charges sociales.

Les dotations aux amortissements et aux provisions ont augmenté de 13%, passant de 351,5 M€ en 2000 à 397,2 M€ en 2001. Cette augmentation reflète principalement l'effet de l'allongement du réseau du groupe.

### *Résultat net*

Le résultat net est en baisse de 16,4%, passant de 261,4 M€ en 2000 à 218,4 M€ en 2001. Hors impact du changement de régime de TVA, le résultat net du groupe aurait été en augmentation.

## La structure financière

Au 31 décembre 2001, l'endettement du groupe ASF s'élevait à 8 509 M€ contre 7 872 M€ au 31 décembre 2000. Cet endettement correspond pour la quasi-totalité à des emprunts souscrits auprès de la Caisse nationale des autoroutes (CNA).

La CNA est un établissement public et administratif ayant pour mission de procurer aux SEMCA les ressources nécessaires au financement de leurs travaux de construction ou d'aménagement, et de répartir ces ressources entre les SEMCA. La CNA contracte ou émet deux types d'emprunts à long terme, qui sont pour la quasi-totalité à taux fixe : des emprunts auprès de la Banque européenne d'investissement et des emprunts obligataires internationaux. Le groupe ASF a décidé de renoncer progressivement à se financer par le biais de la CNA. A cette fin, le groupe ne contractera plus d'emprunts de la CNA pour financer ses besoins au titre de nouvelles concessions qu'il pourra obtenir à compter de 2002. Concernant les concessions en cours de vie, ASF cessera, à compter de début 2004, de recourir à la CNA pour financer ses dépenses afférentes aux investissements complémentaires sur autoroutes en service (ICAS). Puis, à compter du début 2006, ASF ne contractera plus aucun nouvel emprunt auprès de la CNA pour tous ses besoins de financement.

L'augmentation du capital de 878,4 M€ intervenue au premier semestre 2002, concomitamment à l'ouverture du capital du groupe, a permis de renforcer la structure du bilan du groupe : le ratio d'endettement net (gearing) ressort ainsi à 267% au 30 juin 2002 contre 467% au 31 décembre 2001.

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

Les dispositions des statuts de la société relatives au conseil d'administration ont été modifiées par l'assemblée générale mixte du 13 mars 2002. Le conseil d'administration de la société est actuellement composé de 13 membres, dont 4 administrateurs représentant l'Etat.

Le conseil d'administration d'ASF s'est réuni deux fois en 2001.

### **Les comités spécialisés**

Le conseil d'administration du 13 mars 2002 a constitué trois comités spécialisés :

#### *Comité d'audit*

Le comité d'audit est chargé principalement de présenter chaque année au conseil d'administration une communication sur l'établissement des comptes sociaux et des comptes consolidés, notamment sur la pertinence et la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes, et de s'assurer que les procédures internes de collecte et de contrôle des informations garantissent celles-ci. Il saisit également le conseil d'administration de la question du choix du référentiel de consolidation et se prononce sur la désignation, le renouvellement et la qualité du travail des commissaires aux comptes ;

#### *Comité de la stratégie et des engagements*

Le comité de la stratégie et des engagements est chargé d'émettre des recommandations en matière de stratégie du groupe. Il est notamment chargé d'émettre un avis sur les conditions économiques et financières des offres que la société pourrait présenter dans le cadre du développement et de la diversification de ses activités ;

#### *Comité des rémunérations*

Le comité des rémunérations est chargé de formuler des propositions quant au montant et à l'évolution de la rémunération du président, du directeur général, et des directeurs généraux délégués.

#### *Commission consultative des marchés*

La commission consultative des marchés de la société, dont la création a été approuvée par le conseil d'administration du 10 mai 2001, émet un avis sur l'attribution des marchés qui lui sont soumis et vérifie les procédures de passation des marchés au sein d'ASF.

## Perspectives

La stratégie de développement d'ASF s'articule autour de trois points clés :

- (i) achever la construction de son réseau dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité et de protection de l'environnement ;
- (ii) poursuivre l'optimisation de sa rentabilité ;
- (iii) participer à de nouveaux relais de croissance, en s'appuyant sur ses métiers de base d'investisseur, d'exploitant et de maître d'ouvrage.

Ces nouveaux relais de croissance, conjugués à la croissance du trafic, l'extension du réseau et la poursuite de la maîtrise des charges, devraient se traduire positivement sur les résultats du groupe ASF pour les prochains exercices.

Ainsi, dans le cadre de sa stratégie d'optimisation de sa rentabilité, de développement et de diversification, le groupe ASF s'est fixé un objectif de marge d'EBITDA de 65% en 2005.

Compte tenu de son programme d'investissements futurs, le groupe ASF s'est également fixé les objectifs de structure financière suivants :

- un ratio d'endettement net (gearing) de 200% en 2005 ;
- un ratio dette financière nette / EBITDA inférieur au 5,5 à l'horizon 2005 et inférieur à 4 à l'horizon 2010 ;
- un ratio EBITDA sur frais financiers supérieur à 3,3 en 2005.

Le groupe ASF, qui a obtenu une notation AA- de l'agence Standard and Poor's en février 2002, a également pour objectif d'améliorer sa notation à AA d'ici 2006.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION D' ASF AU 13 MARS 2002

### **Administrateurs nommés par l'Assemblée générale**

M. Bernard Val, Président  
M. René Barbery  
M. Michel Charasse  
M. Michel Davy de Virville  
M. Hubert du Mesnil  
M. Pierre-Henri Gourgeon  
M. Bernard Maurel  
M. Jacques Oudin  
M. Gerard Payen

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Dominique Becker  
M. Stéphane Brimont  
M. Luc Rémont  
M. Bernard Seligmann

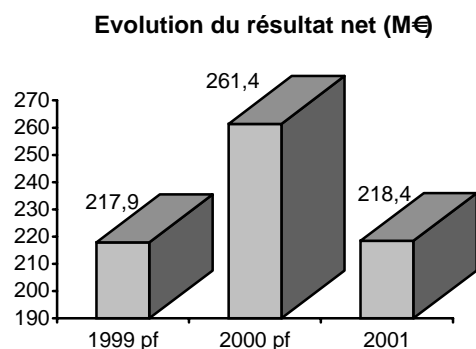
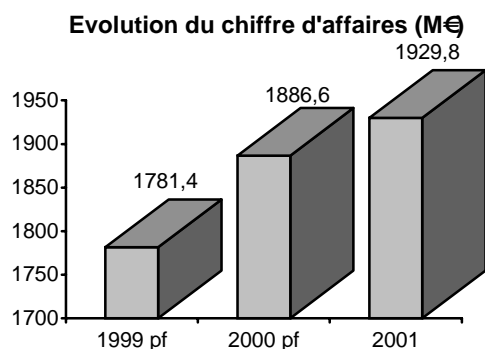
### **Commissaire du gouvernement**

M. Patrick Gandil

### **Mission de contrôle économique et financier**

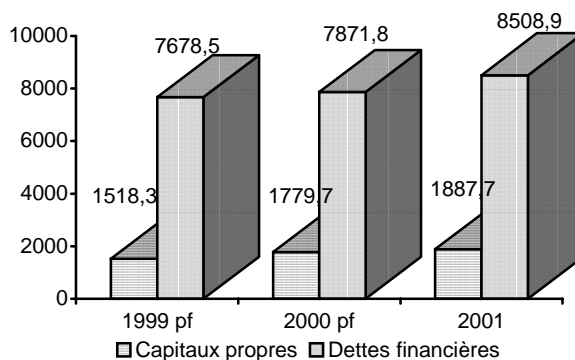
M. Jean-Pierre Demunieux, Chef de mission

| Millions €                                     | 1999<br>pro forma | 2000<br>pro forma | 2001           |
|--|-------------------|-------------------|----------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>                      | <b>1.781,4</b>    | <b>1.886,6</b>    | <b>1.929,8</b> |
| Charges d'exploitation                         | (652,7)           | (691,9)           | (779,0)        |
| EBITDA   | 1.128,7           | 1.194,7           | 1.150,8        |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | (336,8)           | (351,5)           | (397,2)        |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                 | <b>791,9</b>      | <b>843,2</b>      | <b>753,6</b>   |
| Résultat financier                             | (437,7)           | (429,0)           | (421,0)        |
| Résultat exceptionnel                          | (0,5)             | (1,7)             | (21,4)         |
| Impôts sur les résultats                       | (135,8)           | (151,1)           | (92,8)         |
| <b>Résultat net</b>                            | <b>217,9</b>      | <b>261,4</b>      | <b>218,4</b>   |



| Millions €  | 1999<br>pro forma | 2000<br>pro forma | 2001             |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| <b>ACTIF</b>                                      |                   |                   |                  |
| Immobilisations incorporelles                     | 18,8              | 17,0              | 12,9             |
| <i>Domaine concédé</i>                            | <i>13.123,7</i>   | <i>13.864,4</i>   | <i>14.954,2</i>  |
| <i>Amortissements</i>                             | <i>(3.074,2)</i>  | <i>(3.394,7)</i>  | <i>(3.755,7)</i> |
| Immobilisations corporelles nettes                | 10.049,5          | 10.469,7          | 11.198,5         |
| Immobilisations financières                       | 12,6              | 12,2              | 13,5             |
| Total actif immobilisé                            | 10.080,9          | 10.498,9          | 11.224,9         |
| Total actif circulant                             | 564,8             | 756,8             | 489,7            |
| <b>Total de l'actif</b>                           | <b>10.645,7</b>   | <b>11.255,7</b>   | <b>11.714,6</b>  |
| <b>PASSIF</b>                                     |                   |                   |                  |
| Capitaux propres                                  | 1.518,3           | 1.779,7           | 1.887,7          |
| Autres fonds propres                              | 104,7             | 104,7             | 104,7            |
| Provisions pour risques et charges                | 84,3              | 76,6              | 52,5             |
| <i>Emprunts et dettes financières</i>             | <i>7.678,5</i>    | <i>7.871,8</i>    | <i>8.508,9</i>   |
| <i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>          | <i>20,4</i>       | <i>33,1</i>       | <i>39,2</i>      |
| <i>Autres dettes et comptes de régularisation</i> | <i>1.239,5</i>    | <i>1.389,8</i>    | <i>1.121,6</i>   |
| Total dettes                                      | 8.938,4           | 9.294,7           | 9.669,7          |
| <b>Total du passif</b>                            | <b>10.645,7</b>   | <b>11.255,7</b>   | <b>11.714,6</b>  |

**Evolution des capitaux propres et des dettes financières (M€)**



|      | Véhicules légers    |                            | Poids lourds (*)    |                            | Total               |                            |
|------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|
|      | Km<br>(en millions) | Croissance<br>en % (n/n-1) | Km<br>(en millions) | Croissance<br>en % (n/n-1) | Km<br>(en millions) | Croissance<br>en % (n/n-1) |
| 1997 | 18.539              | -                          | 4.054               | -                          | 22.593              | -                          |
| 1998 | 19.434              | 4,8%                       | 4.320               | 6,6%                       | 23.754              | 5,1%                       |
| 1999 | 20.897              | 7,5%                       | 4.645               | 7,5%                       | 25.542              | 7,5%                       |
| 2000 | 21.567              | 3,2%                       | 4.911               | 5,7%                       | 26.478              | 3,7%                       |
| 2001 | 23.959              | 11,1% (**)                 | 4.272               | (13,0)% (**)               | 28.231              | 6,6%                       |

(\*) les "poids lourds" sont les véhicules des classes 3 et 4

(\*\*) une modification des classes des véhicules est intervenue en 2001. Hors impact de ce changement de classification, les volumes de trafic de véhicules légers et de véhicules lourds enregistrés en 2001 par ASF se seraient élevés respectivement à 22.898 millions de kilomètres et 5.333 millions de kilomètres, en croissance respectivement de 6,2% et de 8,6% par rapport à l'année 2000.



# EMC

## ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE

Créé en 1967 pour gérer les actifs des Mines de Potasse d'Alsace (MDPA), l'Entreprise Minière et Chimique (EMC) est un établissement public à caractère industriel et commercial, qui a diversifié ses activités dans le domaine de la chimie (groupe TESSENDERLO), l'alimentation animale (groupe Glon-Sanders) et le traitement des déchets (TREDI). L'EMC est aujourd'hui à la tête d'un groupe comprenant 202 sociétés, dont 168 sont consolidées par intégration globale, 14 par intégration proportionnelle et 20 par mise en équivalence. S'agissant de l'organisation, l'EMC EPIC détient intégralement EMC SA, sous-holding regroupant les activités industrielles et commerciales opérant dans le secteur concurrentiel. L'EPIC EMC détient par ailleurs l'intégralité de MDPA-SA, société minière dont l'activité extractive devrait cesser à la fin du premier semestre 2003 et qui se consacre de plus en plus aux actions environnementales, de ré-industrialisation et de reconversion des personnels.

### Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

#### Eléments internes à l'entreprise

L'année 2001 a été marquée par la poursuite de la réduction de l'exploitation des mines de potasse, liée à une augmentation du nombre des départs en retraites ou des reconversions de telle sorte que l'effectif des MDPA n'est plus que de 962 personnes à la fin mai 2002 contre 1 111 début 2001. Dans ce contexte, l'entreprise a décidé d'avancer la date de cessation de l'activité extractive qui devrait intervenir à la fin du premier semestre 2003 au lieu de la fin 2004. La production marchande des MDPA est en réduction par rapport à 2000 (244 000 tonnes K<sub>2</sub>O contre 321 000 tonnes en 2000).

L'EMC ayant vocation à réaliser l'ensemble de ses actifs d'ici à la fin 2004. La principale cession à signaler sur la période sous revue concerne le groupe TREDI, filiale spécialisée dans les services et conseils pour l'environnement ainsi que le traitement et la valorisation des déchets industriels. EMC-SA a cédé au groupe SECHE, la totalité de sa participation (43%) dans TREDI en avril 2002, cette cession ayant été rémunérée en partie en numéraire (42,75 M€) et en partie en actions SECHE (11,32 % du capital).

Les deux principales entités du groupe affectées par l'arrêt d'exploitation de la potasse et la disparition programmée de l'EPIC sont :

- Les **MDPA** : le plan social mis en œuvre en 1997 a été constamment amélioré ; pour tenir compte de l'arrêt de l'activité extractive dès 2003 au lieu du 31.12.2004, de nouvelles dispositions ont été négociées au premier semestre 2002. Elles aboutissent notamment à accélérer les départs en pré-retraites et à dispenser de reconversion environ 150 personnes qui resteront employées à des travaux de fermeture ou de reconversion du bassin potassique jusqu'à ce qu'elle puissent bénéficier d'une mesure d'âge (soit au plus tard jusqu'en 2010).
- La **SCPA**, qui perd sa source d'approvisionnement en potasse avec la fermeture des MDPA, et doit donc engager des mesures de restructuration. Un accord sur l'avenir des personnels de la SCPA a ainsi été signé au cours du premier semestre 2002; ce texte servira de fondement aux différents plans sociaux qui accompagneront la cession des activités engrais-fertilisation de la société.

En outre, aux MDPA, un accord de réduction du temps de travail a été signé dès 1998 mais a partiellement été renégocié en 2000 pour mettre un terme à un contentieux sur le décompte du temps effectif de travail pour les personnels de jour. L'avenant correspondant a été signé en avril 2000 et en contrepartie un calendrier de travail et de repos a été mis au point pour les années 2000-2004.

## Eléments de conjoncture et de contexte

### *Conjoncture*

L'année 2001 s'est caractérisée par une conjoncture particulièrement morose pour les principales activités dans lesquelles intervient le groupe :

- **Chimie** : le chiffre d'affaires de l'activité PVC a brutalement chuté en 2001 sous l'effet conjugué du niveau de prix élevé de l'éthylène, sa principale matière première, et de la forte chute des prix de vente du PVC due à une conjoncture médiocre dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Un redressement s'opère au deuxième trimestre 2002, mais le résultat 2001 d'EMC-Belgique est de ce fait en régression de 28% par rapport à celui de 2000 (90,4 M€, résultat historiquement le meilleur du groupe). Les marchés de la chimie minérale, de la chimie fine et de la transformation des matières plastiques ont été plus favorables, de telle sorte que le groupe, qui a par ailleurs fait de nouvelles acquisitions dans ces secteurs, réussit à faire progresser globalement son CA de 4% en 2001.
- **Engrais** : les ventes de chlorure de potasse ont subi une chute de 5 à 10% sur le marché international, et les ventes d'engrais binaires et ternaires ont reculé de près de 20% sur le marché français en 2001. L'accident de l'usine AZF de Toulouse a en plus perturbé l'ensemble de la profession.
- **Logistique** : la mévente des engrais, la quasi disparition des exportations de produits agro-alimentaires à Anvers et la faiblesse des importations de charbon par EDF ont entraîné une forte baisse des manutentions portuaires, de telle sorte que les filiales du groupe SCPA (SOGEMA et NSC) enregistrent des déficits en 2001.
- **Alimentation animale** : les filiales du groupe SCPA intervenant dans ce secteur, en particulier au Vietnam, ont pâti des inondations, de la hausse des cours des matières premières libellés en dollars, et d'une situation globalement défavorable de l'agriculture, tandis que la concurrence devenait de plus en plus vive, en particulier en Asie.

Seules les activités de **traitement de déchets industriels et de réhabilitation des sites pollués** ont bénéficié d'une demande soutenue en 2001, mais un conflit social au premier semestre 2001 a empêché la filiale TREDI d'en profiter pleinement.

Enfin la **volatilité des marchés boursiers** a été forte :

- L'action de TESSENDERLO Chemie est tombée à 23 € en octobre 2001, alors qu'elle avait atteint près de 75 € en 1998 ; elle se situe à ce jour à environ 35 € malgré l'annonce des mauvais résultats 2001
- A l'inverse, l'action de TREDI à 23 € lors de sa mise en bourse en 2001 était à plus de 40 € lors de la transaction avec SECHE.

### *Autres éléments de contexte*

Les pouvoirs publics ont contribué au cours des années 1998 à 2001 aux charges induites par la fermeture progressive des mines de potasse. 82 M€ ont ainsi été alloués annuellement depuis 1998 mais la consolidation de ces avances en dotation en capital est subordonnée à l'autorisation de la Commission européenne. Celle-ci a effet engagé à l'encontre de la France la procédure de contrôle de compatibilité des aides d'Etat avec le marché commun (JOCE du 3 février 2001).

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

### **La structure financière**

L'endettement net du groupe s'élève à 1,79 Md€, contre 1,55 M€ en 2000, dont plus de 1,17 Md€ pour l'EPIC EMC, qui supporte les charges d'emprunts accumulés au cours des années pour soutenir les MDPAs. S'agissant des filiales du groupe, on mentionnera l'endettement à hauteur de 375 M€ (dont 190 M€ de dettes financières nettes et 153,5 M€ de dettes d'exploitation) du groupe SCPA ( Société commerciale des potasses et de l'azote), principalement en raison des pertes (14,3 M€ en 2001, et 3,3 M€ en 2000) et des besoins de financement de ses activités à l'étranger.

Le total des investissements du groupe s'est élevé à 261 M€ dont 70% ont été engagés par EMC Belgique, 21% par le groupe Tredi et 8% par la SCPA. Pour EMC Belgique, le groupe TESSENDERLO a réalisé plusieurs investissements importants dans le secteur de la chimie fine, avec notamment le rachat à ATOFINA de son activité dans les chlorotoluènes et l'acquisition de l'usine ACCORDIS spécialisée dans les produits voisins. Le groupe TREDI a confirmé sa stratégie de développement international avec de nouvelles acquisitions au Brésil, en Nouvelle Zélande et en Espagne, de sorte que l'activité internationale du groupe a représenté 22% de son CA en 2001. La SCPA a cherché à consolider ses activités au Vietnam, avec l'investissement dans une unité de granulation.

## **L'exploitation**

La légère augmentation du chiffre d'affaires consolidé 2001 (2 653 M€ contre 2 607 M€ en 2000) résulte, pour l'essentiel :

- d'une part, de l'augmentation globale du chiffre d'affaires de TESSENDERLO CHEMIE (chiffre d'affaires 2001 de 1 890 M€ contre 1 818 M€ en 2000), liée à la fois à :
  - l'augmentation du chiffre d'affaires du métier chimie fine de 37 M€ qui résulte de :- deux acquisitions en Grande-Bretagne, dans l'aval des dérivés chlorés (les activités d'Atofina dans les chlorotoluènes et Accordis Fine Chemicals, spécialisée dans les lignes de produits dérivés complémentaires), ces acquisitions devant porter le poids de la chimie fine de 10 à 15 % environ, en année pleine, dans le chiffre d'affaires consolidé de TESSENDERLO CHEMIE.
  - mais également l'augmentation du chiffre d'affaires du métier chimie minérale de 49 M€ et de celui du métier transformation de matières plastiques de 47 M€, qui font plus que compenser la baisse du chiffre d'affaires PVC de 70 M€
- ainsi d'autre part au dynamisme du secteur «environnement» (groupe TREDI) dont le chiffre d'affaires consolidé atteint 169 M€ en 2001 contre 160 M€ en 2000.

Le chiffre d'affaires des MDPA est au contraire en baisse (65 M€ contre 78 M€ en 2000), de même que celui du groupe SCPA qui enregistre une forte baisse (730 M€ contre 776 M€ en 2000) principalement en raison de la faiblesse de la demande d'engrais.

L'exercice 2001 se traduit, pour le groupe EMC, par une perte nette consolidée de 86,2 M€ (contre 50 M€ en 2000). Le résultat net part du groupe en 2001 est de -120,6 M€ contre -91,9 M€ en 2000.

## **Les principales données du hors-bilan**

L'essentiel des engagements hors bilan est constitué par les prestations dues par les MDPA et la SCPA aux mineurs retraités et à leurs ayants droit en application du statut du mineur. Conformément au nouveau référentiel comptable, EMC a retenu, à compter de 2000, le traitement comptable préférentiel en provisionnant le montant estimé non actualisé des charges restant à payer à ce titre jusqu'à la fin de l'exploitation minière (130,6 M€), prévue pour 2004. Les charges à payer au-delà de 2004, soit 379,1 M€ (montant non actualisé), restent inscrites dans les engagements donnés par l'EMC mais sont compensées par un engagement équivalent reçu de l'Etat conformément aux dispositions de la loi de finances rectificatives n° 70-1283 du 30 décembre 1970 (reprise de ces charges par l'Etat à la fin de l'exploitation).

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Les organes dirigeants**

Conformément au décret n°67-797 du 20 septembre 1967 modifié, l'EMC est gérée par un directoire et contrôlée par un conseil de surveillance.

#### *Directoire*

Le directoire comprend quatre membres. Son président est choisi parmi ses membres. Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'établissement.

#### *Conseil de surveillance*

Le conseil de surveillance comprend douze membres dont quatre représentants de l'Etat, quatre personnalités qualifiées et quatre représentants des salariés. Il exerce le contrôle permanent de la gestion de l'entreprise par le directoire et à ce titre délibère sur toutes les grandes orientations stratégiques, économiques ou financières de l'entreprise.

### **Le comité financier**

L'article 18 du décret précité prévoit la création d'un comité financier au sein du conseil de surveillance. Ce comité aux séances duquel peuvent assister des représentants des tutelles financières, est chargé de préparer les délibérations du conseil de surveillance ayant un objet financier et examine toutes questions d'ordre financier dont il est saisi par le conseil de surveillance, les commissaires du gouvernement ou le contrôleur d'Etat.

## **Perspectives**

La mission du groupe EMC reste centrée tout d'abord sur l'organisation de la fin de l'activité minière et la poursuite de la reconversion du bassin potassique au regard de la réhabilitation de l'environnement, de la ré-industrialisation et de la conversion du personnel. Les MDPA doivent poursuivre la gestion de la réduction de leur production jusqu'à la mi-2003 (date de la cessation d'activité) en maîtrisant les coûts de production et dans les meilleures conditions de sécurité.

La seconde mission du groupe consiste à mener à bien la cession de ses actifs au mieux des intérêts financiers de l'entreprise qui sont inséparables de ceux de l'Etat. Ainsi dans l'impossibilité de céder la SCPA, détenue à 100% par eMC, il a été décidé d'arrêter un plan de cession de SCPA, détenue à 100% par EMC, de traiter séparément les 4 principaux pôles d'activités de cette société :

- Le pôle logistique devrait être cédé d'ici la fin 2002 ou courant 2003.
- Le pôle environnement sera cédé d'ici la fin 2002.
- Le pôle engrais-fertilisation sera cédé courant 2003.
- Le pôle international est en cours de filialisation et la société en question sera cédée d'ici 2004.

Quant au groupe TESSENDERLO Chimie détenu à 40,39% et au groupe GLON-SANDERS détenu à 23,8%, ils devraient être cédés d'ici 2004.

L'EPIC EMC ayant vocation à être dissout au cours de l'année 2004, l'ensemble des biens, biens droits et obligations résiduels seront en effet dévolus à l'Etat.

## **CONSEIL DE SURVEILLANCE D'EMC AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Jacques Bouvet  
M. Pierre-Noël Giraud  
M. Jean-François Hervieu  
M. Ervin Rosenberg

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Christian De Torquat, Président  
M. Dominique Perreau  
M. Jean-Luc Schneider  
Mme Edith Vidal

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Gabriel Bonte  
M. Roland Dubel  
M. Bertrand Morgenthaler  
M. Jean Trzebiatowski

### **Commissaires du gouvernement**

M. Bertrand de l'Epinois  
M. Maurice Cotte

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Anne - Dominique Fauvet, Chef de la mission  
M. Edmond Robin, Contrôleur d'Etat

## **COMPOSITION DU DIRECTOIRE**

### **Président**

Pierre-François Couture

### **Membres**

M. Gérard Marchand  
M. Claude Niedergang  
M. Bernard Rolland

# EMC – EXERCICES 1997 À 2001

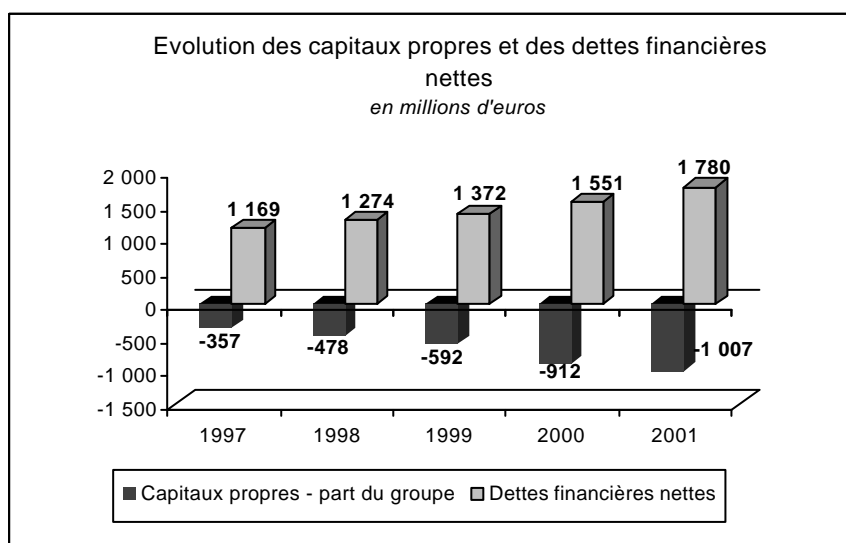
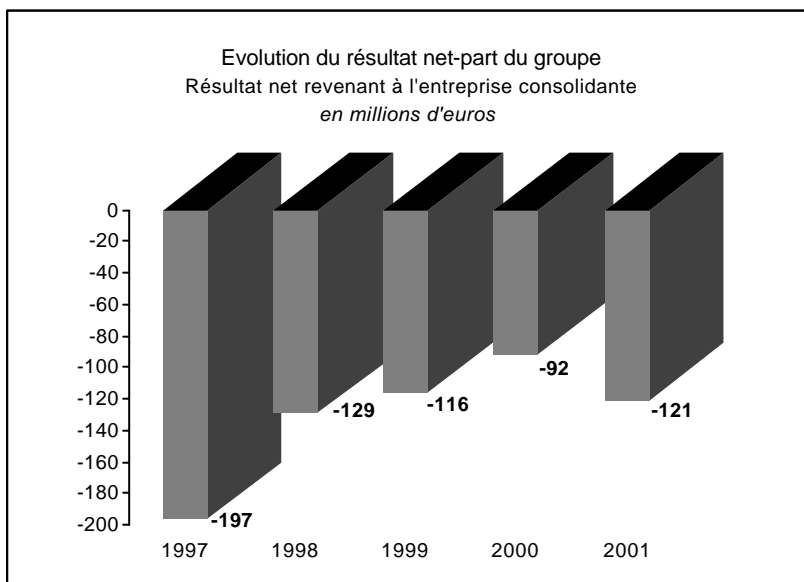
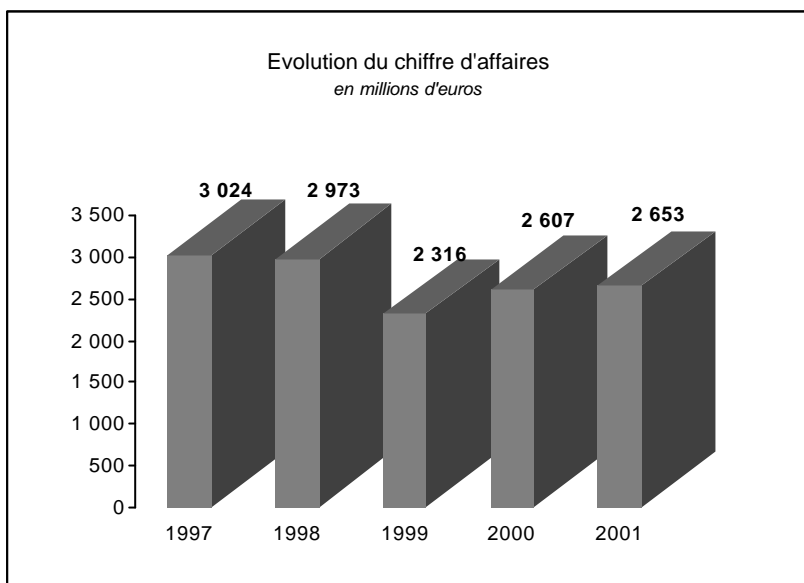
|   |  | EMC                  |        |        |        |        |   |
|---|--|----------------------|--------|--------|--------|--------|---|
|   |  | En millions d' Euros |        |        |        |        |   |
|   |  | 1997                 | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   |   |
| <b>Comptes consolidés</b>                               |  |                      |        |        |        |        |   |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>           | Capital détenu par l'Etat (en %)                             | 308,8                | 308,8  | 308,8  | 308,8  | 308,8  |   |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)         | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet  |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12       | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet  |
|   | Chiffre d'affaires   | 2 028                | 2 973  | 2 384  | 2 687  | 2 651  |   |
| <b>I -</b>  | dont réalisé à l'étranger                                    | 1 679                | 1 663  | 1 632  | 1 887  | 1 893  |   |
| <b>Activité et résultat</b>                             | Résultat d'exploitation / résultat opérationnel              | 39                   | 36     | 66     | 120    | 96     |   |
|   | Résultat financier   | -54                  | -61    | -68    | -189   | -115   |   |
|   | Capacité d'auto-financement / Marge brute d'auto-financement | 39                   | 32     | 32     | 95     | 41     | A compter de 1998 : hors Groupe Lotus-Eurotel   |
|   | Résultat net - part du groupe                                | -197                 | -129   | -116   | -92    | -121   |   |
|   | Résultat net - activités accessoires                         | -44                  | -47    | 30     | -42    | 34     |   |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                         | -153                 | -83    | -78    | -50    | -86    |   |
|   | Total des immobilisations nettes                             | 1 078                | 1 085  | 1 123  | 1 120  | 1 213  | A compter de 2000 y compris immobilisations prises en crédit-bail (impact sur 2000 : 27 MM)                             |
| <b>II -</b>   | dont : écart d'acquisition net                               | 22                   | 38     | 29     | 37     | 33     |   |
|   | dont immobilisations incorporelles nettes                    | 139                  | 143    | 170    | 67     | 74     | A compter de 2000 y compris amortissement des fonds commerciaux (impact sur 2000 : 99 MM)                               |
|   | dont immobilisations financières nettes                      | 112                  | 128    | 93     | 181    | 96     |   |
| <b>III - Informations les fonds propres</b>             | Capitaux propres - part du groupe                            | -357                 | -470   | -582   | -912   | -1 087 | Hors subvention d'investissement - Impact du changement de méthode en 2000 (- 268 MM)                                   |
|   | Résultats minoritaires                                       | 439                  | 493    | 511    | 545    | 573    |   |
| <b>IV - Dividendes et autres versements auxiliaires</b> | Dividendes versés au cours de l'exercice                     | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Autres versements auxiliaires                                | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Autres versements de l'Etat                                  | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      | Sans objet  |
| <b>V - Provisions</b>                                   | Provisions pour risques et charges                           | 196                  | 174    | 193    | 307    | 381    | A compter de 2000 y compris provisions pour pensions et retraites (impact sur 2000 : 201MM)                             |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>    | Dettes financières nettes                                    | 1 169                | 1 274  | 1 372  | 1 551  | 1 780  | A compter de 2000 y compris dettes sur immobilisations en crédit-bail (impact sur 2000 : 258M ; 1999 geo-Euro : 137 MM) |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                     | 923                  | 1 048  | 1 048  | 1 166  | 1 120  | A compter de 2000 y compris dettes sur immobilisations en crédit-bail (impact sur 2000 : 35 MM)                         |
| <b>VII - Données sociales</b>                           | Effectif en moyenne annuelle                                 | 14 641               | 14 614 | 12 768 | 12 145 | 12 227 | Calculés par les réalisateurs du rapport  |
|   | Charges de personnel   | 581                  | 573    | 541    | 580    | 504    | Y compris la participation des salariés   |
| <b>VIII - Ratios</b>                                    | Résultat (groupe + accessoires) / Chiffre d'affaires         | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Charges de personnel / Effectif moyen (en milliers €)        | 40                   | 39     | 42     | 30     | 29     | Résultat et Fonds propres négatifs  |
|   | Résultat (groupe + accessoires) / Fonds propres              | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      |   |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                    | 0                    | 0      | 0      | 0      | 0      |   |

**NOTES :** voir le lexique pour la définition de chacune des lignes jusqu'au point VII de ce tableau

\* En 2000, EMC a procédé à des changements de méthodes : comptabilisation des opérations de crédit-bail, comptabilisation des provisions pour indemnités de départ à la retraite, des provisions pour indemnités de départ à la retraite, amortissement des fonds commerciaux, provisions des subventions d'investissement en "provision constatée d'avance", comptabilisation en résultat des écarts de conversion sur les entrées et dettes en monnaies étrangères.

|                            | Chiffre d'affaires                            | 1997 | 1998  | 1999  | 2000 | 2001 |   |                   |
|----------------------------|---|------|-------|-------|------|------|---|-------------------|
| <b>Autres Informations</b> | Chiffre d'affaires                            |      | 2 177 | 2 130 |      |      | Données geo-Euro du compte de résultat consolidé 2000 : réajustées par plus de 40 |                   |
|                            | Résultat d'exploitation                       |      | 77    | 41    |      |      | ajustements du groupe Lotus Eurotel   |                   |
|                            | Résultat financier                            |      | -77   | -68   |      |      | (diminution du pourcentage de détention : 28%)                                    |                   |
| <b>geo-Euro</b>            | Résultat net réajusté à l'étranger consolidé  |      | -129  | -130  |      |      |   |                   |
|                            | Résultat net réajusté sur activité accessoire |      | 47    | 30    |      |      |   |                   |
| <b>Indem. Complément.</b>  | Autres fonds propres                          |      | 38    | 36    | 94   | 100  | 130   | Avances de l'Etat |

## Entreprise Minière et Chimique



# FRANCE TELECOM

France Télécom, transformé en société anonyme par la loi du 26 juillet 1996, est une entreprise globale de télécommunications présente dans la téléphonie fixe, le mobile, l'internet et les services de données aux entreprises. Elle comprend dans son périmètre de consolidation 255 entités dont 234 par intégration globale.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du premier semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

France Télécom a poursuivi en 2001 et au 1<sup>er</sup> semestre 2002 la réorganisation de ses activités autour des segments de téléphonie mobile (Orange), internet (Wanadoo), services fixe voix et données hors de France services fixe voix et données en France :

- *Segment mobile* : en février 2001, France Télécom a procédé à l'introduction en bourse d'Orange et à la cession de 15% du capital de l'entreprise. En juillet 2002 France Télécom a fait apport de ses activités de téléphonie mobile en Egypte (ECMS-Mobinil) à Orange. Le premier semestre 2002 a également été marqué par le conflit opposant France Télécom/Orange à G.Schmid, l'actionnaire fondateur de Mobilcom, dont Orange détient 28,5%.
- *Segment internet* : ambitionnant de devenir un leader de l'accès à internet en Europe, Wanadoo a poursuivi sa stratégie de croissance externe avec l'acquisition par voie d'échange de titres de Freeserve au Royaume Uni (mars 2001), et celle d'Indice Multimedia (avril 2001) et Eresmas (juillet 2002) en Espagne par voie d'augmentation de capital réservée.
- *Segment services fixe, voix et données hors de France* : en juin 2001, la fusion Equant-Global One a été finalisée, France Télécom possédant 54% du nouvel ensemble coté. Un chantier de restructuration dont l'objectif est le développement des synergies entre les deux entités a été engagé. Par ailleurs en septembre 2001, France Télécom et son partenaire polonais Kulczyk Holding sont devenus le 1<sup>er</sup> actionnaire de l'opérateur historique polonais TPSA en portant leur participation de 35% à 47,5% du capital.

### Eléments de conjoncture et de contexte

#### *Conjoncture*

Évalué à 1197 Md€ en 2001 le marché mondial des services de télécommunications a continué à croître à un rythme important (+8,5%) quoique en léger retrait par rapport à l'année 2000 (+11%). Cette croissance est tirée par l'activité de téléphonie mobile et la croissance du trafic de données. Le marché européen, sur lequel est centré France Télécom, a connu une croissance de l'ordre de 7% en valeur.

France Télécom disposait fin 2001 de 92 millions de clients dans le monde dont 40% hors de France.

#### *Autres éléments de contexte*

- *Contexte réglementaire* : deux évolutions réglementaires importantes touchant le marché des communications locales sont récemment intervenues : au 1<sup>er</sup> janvier 2001, les dispositions du décret ouvrant la boucle locale à la concurrence sont entrées en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2002 les modalités de suppression de la zone locale de tri décidée par l'ART en juillet 2001 (basculement automatique vers la concurrence des communications locales des clients ayant déjà opté pour la présélection pour leurs communications longue distance) ont été appliquées. Ces évolutions réglementaires ont eu pour effet de permettre à la concurrence de s'adjuger une part significative du marché des communications locales, marché qu'elle n'était pas parvenu jusqu'ici à pénétrer.



- *Contexte concurrentiel* : l'année 2001 a vu s'opérer une restructuration du marché des télécommunications en France. Suite à l'éclatement de la bulle TMT, la difficulté des opérateurs à trouver des financements dans un contexte boursier déprimé est à l'origine d'un mouvement de consolidation capitalistique, notamment parmi les opérateurs alternatifs. Quelques grands acteurs émergent à l'issue de ce mouvement : Cegetel, Louis Dreyfus Communication et Tele2.

Dans un contexte concurrentiel aigu, mais moins agressif que les années précédentes, France Télécom est parvenu en France à stabiliser ses parts de marché sur le trafic longue distance avec 63,8% de parts de marché en juin 2002. L'entreprise a par ailleurs conforté sa part de marché dans la téléphonie mobile avec 49% du parc des mobiles et 40% des accès internet. Sur le trafic local, après la marche d'escalier enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre 2002, conséquence de l'évolution du contexte réglementaire, France Télécom tend à stabiliser sa part de marché : elle atteint 82,7% au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2002.

- *Contexte boursier* : la dégradation des marchés financiers s'est accentuée au cours de l'année 2001 et au cours du premier semestre 2002. L'indice européen des télécommunications Eurostoxx Telecom a baissé de 25% au cours de l'année 2001. La chute de l'action France Télécom a été sur la même période de près de 50%. Cette dégradation s'est poursuivie et accentuée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2002, l'action cotant à un niveau inférieur de près de 50% au prix de son introduction en bourse d'octobre 1997. Cette dégradation du contexte boursier s'avère très défavorable à l'entreprise, qui se trouve très dépendante de la bonne tenue des marchés financiers pour la mise en œuvre de son plan de désendettement (cession d'actifs cotés, conversion en fonds propres de 10 Md€ d'obligations échangeables et convertibles émises).

## Commentaire sur l'activité et la situation financière

### La structure financière

Conséquence des opérations de croissance externe engagées entre 1999 et 2001 et du renchérissement du coût des licences UMTS, la dette financière nette de France Télécom s'établit fin 2001 à 63,4 Md€ Compte tenu de la croissance de l'EBITDA<sup>1</sup>, le ratio dette nette rapporté à l'EBITDA s'établit fin 2001 à 5,2<sup>2</sup> contre 5,6 à fin 2000. Parallèlement le ratio de l'EBITDA rapportés aux frais financiers s'établit à 3,2 contre 5,4 fin 2000.

La consolidation de l'opérateur polonais TPSA et le contexte peu propice aux cessions d'actifs de télécommunications (alors que les engagements, notamment hors bilan, liés aux acquisitions passées continuaient de mobiliser les financements) ont porté la dette nette à 69,7 Md€ à la fin du premier semestre 2002. La structure financière de France Télécom présente un fort effet de levier, le ratio de dette nette rapportée aux capitaux propres s'établit à 3 fin 2001. Ce ratio s'est fortement dégradé au premier semestre 2002.

Au niveau du tableau des flux de trésorerie, France Télécom a enregistré des flux de trésorerie d'exploitation de 7 Md€ en 2001 (contre 6,6 Md€ en 2000). Après imputation de 8,5 Md€ d'investissements en 2001 (contre 14,3 Md€ en 2000, année exceptionnelle du fait du paiement de certaines licences UMTS), les flux de trésorerie libres s'établissent à -1,5 Md€ en 2001 contre -7,7 Md€ en 2000.

### L'exploitation

Le chiffre d'affaires consolidé a progressé en 2001 de 33,7 Md€ à 43 Md€, soit une progression de près de 28%, après une croissance de 24% en 2000. La téléphonie mobile est à l'origine de 65% de cette croissance. France Télécom ne réalise plus à la fin de l'année 2001 que 46% de chiffre d'affaires dans les services fixes, voix et données en France contre 55% en 2000 et réalise désormais 36% de son chiffre d'affaires à l'international contre 26% en 2000.

<sup>1</sup> Earning before interest, taxes, depreciation, amortization

<sup>2</sup> Après prise en compte de la cession des actifs immobiliers intervenue au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2002, ce rapport est ramené à 4,9/

L'EBITDA progresse de 14% à 12,3 Md€ témoignant d'une croissance des charges d'exploitation plus rapide que des produits d'exploitation. Du fait des évolutions de périmètre et du caractère en moyenne moins mature des nouveaux actifs consolidés, la marge d'EBITDA sur la base de l'historique régresse de 32,1% en 2000 à 28,6% en 2001. La rentabilité opérationnelle se redresse pourtant en données pro forma, lesquelles retracent la performance du groupe sur la base d'un périmètre à fin 2000 identique à celui existant fin 2001 : en données pro forma la marge d'EBITDA passe ainsi de 27,4 % en 2000 à 28,6 % en 2001. La progression du résultat opérationnel sur une base historique s'établit à 7,1% à 5,2 Mds€

France Télécom a constaté en 2001, des provisions et des amortissements exceptionnels importants qui ont eu un impact total sur le résultat net part du groupe de 10,2Md€(après prise en compte de l'impôt, de la quote-part des sociétés mises en équivalence et des intérêts minoritaires) dont :

- 5.9Md€ pour NTL : dépréciation des actions ordinaires pour 2.075 Md€, dépréciation des obligations convertibles évaluées par référence à leur cours de bourse au 31 décembre 2001 pour 161M€, dépréciation des preferred shares pour 2.415Md€ provision pour risque de 811M€ sur les preferred shares qui font l'objet d'options d'achat et de vente détenues par des institutions financières et prise en charge de différents frais liés à la restructuration à hauteur de 448M€;
- 3.9Md€ pour Mobilcom : dépréciation des titres mis en équivalence pour 839M€ et de divers actifs pour 554M€ et amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition pour 2.5Md€;
- Equant (amortissement des CVG pour 2 077 Md€) ;
- Telecom Argentina (dépréciation des titres pour 0,4 Md€) ;

Ajoutées à ces provisions, les charges financières nettes (3,8 Md€ en 2001 contre 2 Md€ en 2000) et l'amortissement récurrent des écarts d'acquisition (2,5 Md€ en 2001 contre 1,1 Md€ en 2000) conduisent France Télécom à afficher en 2001 une perte nette consolidée de 8,3 Md€ contre un résultat positif de 3,6 Md€ en 2000.

### **Les principales données hors bilan**

Hormis les engagements hors bilan liés directement liés à ses activités opérationnelles (contrats d'équipement, engagements souscrits à l'occasion de l'obtention de licences), les principaux engagements de France Télécom sont liés à des opérations d'investissements financiers (option de vente (pour 4,97 Md€) exerçable avant mars 2002 consentie à Vodafone sur les actions FT remises en paiement partiel de l'acquisition d'Orange Plc, engagement à apporter à Mobilcom les concours financiers nécessaires à la mise en œuvre d'un réseau UMTS en Allemagne, CVG émis lors de la fusion Equant-Global One (2,077 Md€ mais qui sont déjà provisionnés), option de vente consentie à des établissements financiers pour le rachat de 1,1 Mds\$ d'actions préférentielles NTL (déjà provisionné pour 811 M€), option de vente consentie à la société EON à l'occasion de l'acquisition par France Télécom des parts de la société OCSA en actions Orange (0,95 Md€ exercée en juin 2002), option de vente consentie par France Telecom (1,8 Md€) aux banques de Kulczyk Holding leur permettant de vendre la participation initiale de Kulczyk Holding de 10% dans TPSA et sa participation complémentaire de 3.57% entre octobre 2003 et janvier 2007 à un prix égal au coût d'acquisition plus les intérêts courus moins les dividendes), garantie de prix sur la vente d'actions CCIC (465 M€) exercée en juillet 2002. Les engagements relatifs à cette partie du hors bilan s'élèvent à 11,4 Md€ pour partie déjà provisionnés, hors engagements sur le dossier MobilCom qui a amené l'opérateur à constater une provision supplémentaire de 7,29 Md€ pour le premier semestre 2002.

# Gouvernement d'entreprise

## Le conseil d'administration

Le 31 décembre 2001, il était composé de 21 membres soit dix représentants de l'Etat (), quatre administrateurs nommés par l'assemblée générale, et sept représentants élus du personnel, au titre de l'application de la loi DSP. Il s'est réuni à six reprises au cours de l'année 2001.

## Les comités du conseil d'administration

### *Comité d'audit*

Le comité d'audit, composé de trois administrateurs choisis par le conseil, a pour mission de donner son avis sur les sujets de nature financière ou comptable (comptes semestriels et annuels, sociaux et consolidés, principes et méthodes comptables, conclusions des rapports d'audit ou de contrôle, programmes de l'audit interne et externe, désignation et renouvellement des commissaires aux comptes). Une Charte adoptée en mai 1997 en détaille le fonctionnement. Il s'est réuni à 6 reprises en 2001.

### *Comité des rémunérations*

Composé de trois administrateurs choisis par le conseil, il est chargé de soumettre au conseil d'administration des propositions concernant la rémunération du Président. Il peut être consulté sur la rémunération des membres du comité exécutif et sur la politique de rémunérations des dirigeants du groupe. Il s'est réuni à 2 reprises en 2001.

## Perspectives

France Télécom fait aujourd'hui face à plusieurs défis :

- (i) réunir les conditions d'un désendettement rapide et significatif. Pour ce faire, l'entreprise devra veiller à améliorer la rentabilité (marge d'EBITDA) et maîtriser le rythme des investissements afin de dégager des flux de trésorerie croissants ;
- (ii) maintenir un niveau soutenu de flux de trésorerie provenant de l'activité de téléphonie fixe pour ménager le temps nécessaire à l'arrivée à maturité des nouvelles activités du groupe. La réussite de cette transition est un des éléments qui conditionnent la mutation sans heurt de France Télécom et une gestion sereine sur long terme de la question des personnels sous statut présents dans l'entreprise ;
- (iii) réussir l'intégration des différentes composantes du groupe en montrant sa capacité à développer des synergies entre les différentes entités ;
- (iv) convaincre les marchés financiers de la pertinence de sa stratégie industrielle et financière pour assurer dans de bonnes conditions le refinancement de la dette et la restructuration financière de l'entreprise.

Ces défis s'inscrivent dans un contexte dégradé comme l'attestent les comptes relatifs au premier semestre 2002 qui, s'ils témoignent de bonnes performances opérationnelles de l'ensemble des activités, se sont traduits par une perte de 12,2 Md€ résultant pour l'essentiel des provisions passées au titre des investissements réalisés dans Mobilcom et dans NTL. A la suite de ces pertes, les fonds propres consolidés de la société ont été fortement impactés et sont désormais négatifs de 440 M€. Les fonds propres sociaux s'établissent pour leur part à 19 Md€. L'endettement atteignant 69,7 Md€ au 31/06/02, la structure financière de France Télécom est devenue particulièrement déséquilibrée. Par ailleurs, les résultats du premier semestre 2002 et la dégradation de la note de France Telecom par les agences de notation ont fortement contraint les modalités de financements auxquelles avait accès la société, augmentant par là-même la tension sur les sources de liquidité.

Face à cette situation, le conseil d'administration a tout d'abord décidé de cesser son soutien à l'opérateur Mobilcom, extrêmement coûteux et de rentabilité non garantie dans l'état actuel du marché allemand de la téléphonie mobile, comme l'a démontré un audit stratégique réalisé pendant l'été 2002.

Par ailleurs, le Gouvernement a pris acte de la démission de M. Michel BON de son poste de Président de l'entreprise. Il a été remplacé le 2 octobre 2002 par M. Thierry BRETON. La nouvelle direction de l'entreprise s'est vue confier pour mission de conduire un état des lieux de l'entreprise, sur lequel s'appuiera un plan de redressement financier et de développement stratégique, permettant de réduire la dette de l'entreprise tout en renforçant ses atouts.

Les grandes lignes de ce plan de redressement devraient être arrêtés dans les prochaines semaines. L'Etat est décidé à assumer pleinement son rôle d'actionnaire majoritaire et participera au renforcement substantiel des fonds propres de l'entreprise. Dans l'attente, l'Etat a annoncé qu'il serait prêt à prendre, si cela est nécessaire, les mesures permettant d'éviter à l'entreprise tout problème de financement.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE FRANCE TELECOM AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs nommés par l'Assemblée générale**

M. Michel Bon, Président  
M. François Grappotte  
M. Georges Likierman

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Jean-Paul Béchat  
M. Alain Costes  
M. Pierre-François Couture  
M. Jacques de Larosière  
M. Yannick d'Escatha  
M. Roger Fauroux  
M. Pierre Gadonneix  
M. Nicolas Jachiet  
Mme Sophie Mahieux  
M. Jacques Rigaud

### **Administrateur représentant les actionnaires salariés**

M. Jean Simonin

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Alain Baron  
M. Jean-Yves Bassuel  
Mme Monique Biot  
M. Michel Bonneau  
Mme Brisson-Autret  
M. Jean-Claude Desraynaud  
M. Jean-Michel Gaveau

### **Censeurs nommés par le conseil d'administration**

M. Eric Hayat  
M. Lestrade  
M. Gilles Mortier

### **Commissaire du gouvernement**

M. Jeanne Seyvet

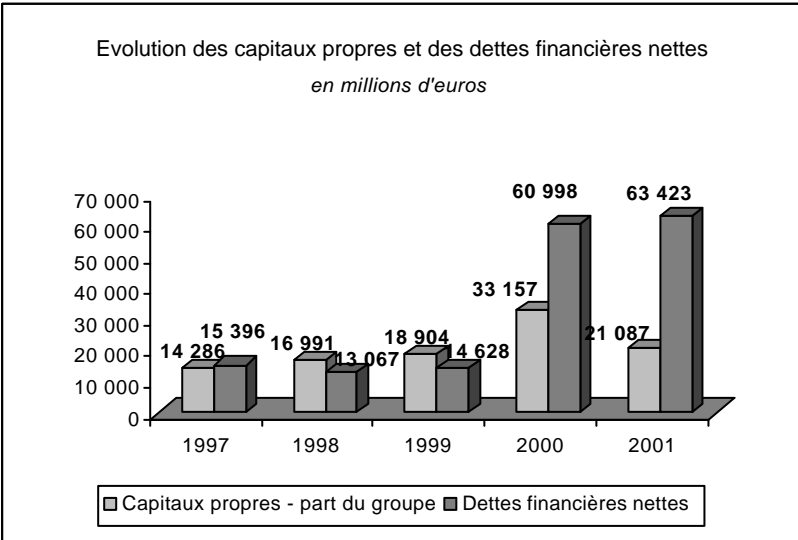
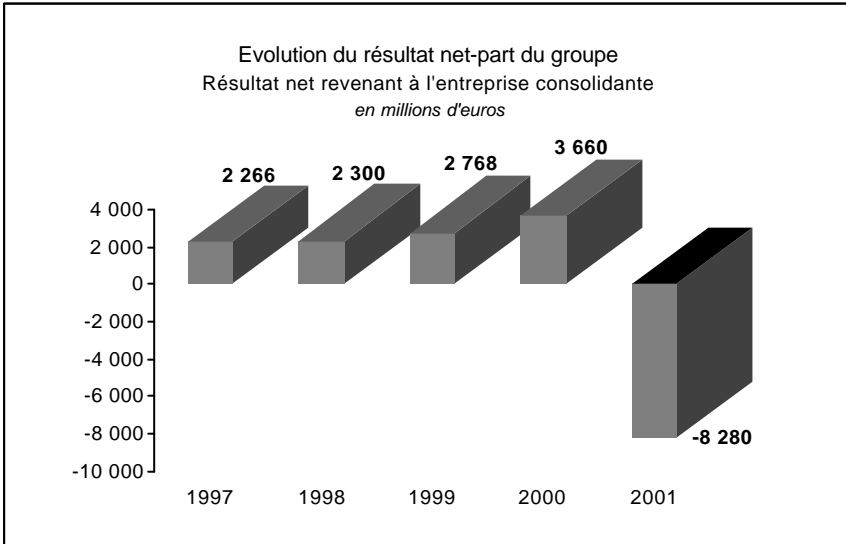
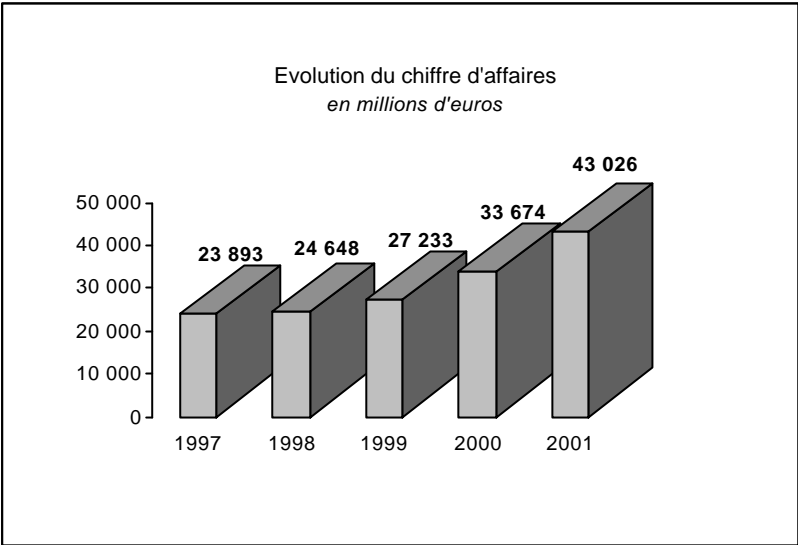
### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Charles Coppolani, Chef de mission

# FRANCE TELECOM – EXERCICES 1997 À 2001

|   |  | <b>France Télécom</b> |         |         |         |         |   |
|---|--|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---|
|   |  | En millions d' Euros  |         |         |         |         |   |
| Comptes consolidés  |  | 1997                  | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    | OBSERVATIONS  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>   | Capital détenu par l'Etat (en %)                           | 75,8                  | 63,4    | 63,2    | 55,1    | 55,1    |   |
|   | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en %)      | 0,0                   | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     |   |
|   | Valeur nominale de la participation de l'Etat au 31/12     | 24 968                | 44 189  | 31 985  | 58 989  | 28 765  |   |
|   | Chiffre d'affaires   | 23 093                | 24 646  | 27 233  | 33 674  | 43 026  |   |
| <b>I - Activités</b>  | dont réalisé à l'étranger                                  | 314                   | 2 427   | 3 488   | 8 688   | 15 488  |   |
| <b>et résultat</b>  | Résultat d'exploitation / résultat opérationnel            | 3 855                 | 3 893   | -4 355  | -4 856  | 5 280   |   |
|   | Résultat financier   | -957                  | -923    | -682    | -2 147  | -4 184  | À compter de 1998, lors charge d'amortissement des comptes de fin de carrière                               |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>  | Capacité d'autofinancement / Marge brute d'autofinancement | 6 229                 | 6 353   | 7 436   | 6 383   | 7 486   | CAF   |
|   | Résultat net - part du groupe                              | 2 288                 | 2 288   | 2 780   | 3 680   | -8 280  |   |
|   | Résultat net - activités accessoires                       | -158                  | -133    | -197    | -52     | -704    |   |
|   | Résultat net de l'exercice consolidé                       | 2 130                 | 2 155   | 2 583   | 3 628   | -8 984  |   |
|   | Total des immobilisations nettes                           | 31 148                | 33 288  | 38 270  | 308 487 | 98 983  | Hors compte d'effets à long terme nets  |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>   | dont : actif d'acquisition net                             | 288                   | 672     | 1 286   | 58 049  | 58 983  |   |
|   | dont immobilisations incorporelles nettes                  | 481                   | 646     | 925     | 16 289  | 18 189  |   |
|   | dont immobilisations financières nettes                    | 4 418                 | 5 185   | 7 183   | 23 256  | 17 521  | Y compris autres actifs à long terme  |
| <b>IV - Dividendes et autres versements accablés</b>  | Capitales propres - part du groupe                         | 14 286                | 16 991  | 18 994  | 33 157  | 23 087  |   |
| <b>V - Provisions</b>   | Intérêts minoritaires                                      | 181                   | 779     | 1 389   | 2 026   | 8 181   |   |
|   | Dividendes versés au cours de l'exercice                   | 8                     | 991     | 1 025   | 1 025   | 1 075   |   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>  | Autres rétrocessions de l'Etat                             | 8                     | 743     | 647     | 645     | 645     |   |
|   | Provisions pour risques et charges                         | 4 582                 | 4 738   | 4 884   | 8 111   | 9 376   | Y compris effets  |
| <b>VII - Données sociales</b>   | Dettes financières nettes                                  | 15 396                | 13 067  | 14 628  | 68 990  | 63 421  |   |
|   | Dettes financières brutes à plus d'un an                   | 9 027                 | 12 088  | 12 233  | 38 547  | 54 543  |   |
| <b>VIII - Ratios</b>  | Effectifs en moyenne annuelle                              | 165 062               | 169 099 | 178 262 | 182 386 | 208 184 |   |
|   | Charges de personnel                                       | 8 988                 | 7 282   | 7 524   | 8 546   | 9 613   | Y compris participations  |
| <b>complémentaire</b>   | Résultat (groupe + accessoires) / Chiffre d'affaires       | 16,3%                 | 16,1%   | 19,6%   | 21,9%   | 17,2%   | Y compris résultat négatif  |
|   | Charges de personnel / Effectifs moyens (en milliers €)    | 40                    | 40      | 40      | 40      | 47      |   |
| <b>complémentaire</b>   | Résultat (groupe + accessoires) / Fonds propres            | 30,3%                 | 25,1%   | 36,3%   | 30,9%   | 17,8%   | Y compris résultat négatif  |
|   | Dettes financières nettes / Fonds propres                  | 186,4%                | 73,5%   | 72,2%   | 173,3%  | 217,3%  |   |
| <b>NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes (sauf pour VIII et complémentaire)</b> |  |                       |         |         |         |         |   |
| <b>Autres informations</b>  | Chiffre d'affaires   |                       |         | 38 834  | 36 354  |         | Informations pro forma comme si Orange PLC avait été acquis le 01/01/1999 avec le financement correspondant |
|   | Résultat opérationnel                                      |                       |         | 4 411   | 4 571   |         |   |
|   | Résultat net venant à l'exercice consolidé                 |                       |         | 6       | 171     |         |   |

# France Télécom



# LA POSTE

La Poste est un établissement public qui développe ses activités autour de trois métiers : le courrier, le colis et la logistique et les services financiers.

## Faits majeurs de l'exercice 2001 et du 1er semestre 2002

### Eléments internes à l'entreprise

Dans le domaine du colis, La Poste contrôle à 85 % depuis janvier 2001 le réseau allemand de franchisés DPD. Sa part de marché en Europe est estimée à 10 %, conformément à l'objectif visé. La priorité est désormais donnée à la consolidation de l'activité et à la mise en œuvre des synergies. Sur la base d'un plan d'activité traduisant ces priorités, Geopost, la holding colis-logistique de La Poste, a été capitalisée à hauteur de 900 M€ par La Poste afin de donner au bilan une structure normale au regard de l'activité. La Poste a par ailleurs conclu un partenariat avec la poste suédoise dans le domaine du colis rapide et express sur les marchés scandinaves et baltes.

La Poste a joué un rôle majeur dans le processus de passage à l'euro fiduciaire en assurant en particulier 20 % du change universel. La fréquentation des bureaux de poste a augmenté de 40 % au mois de janvier 2002.

La Poste et l'Etat ont signé en mars 2002 une nouvelle convention visant à poursuivre l'adaptation des bureaux de poste aux spécificités des zones urbaines sensibles. Ce plan concerne 1 300 bureaux et un montant de 75 M€

Dans le domaine du courrier, La Poste a dû faire face à 1 000 alertes à la poudre sur le dernier trimestre 2001. Ces alertes ont sérieusement perturbé l'activité des centres de tri.

Dans le domaine des nouvelles technologies, La Poste a fêté le million d'adresses électroniques ouvertes sur laposte.net.

A l'occasion de la présentation des résultats 2001, le groupe La Poste a dévoilé le logo dont il vient de se doter.

### Eléments de conjoncture et contexte réglementaire

Le chiffre d'affaires de La Poste dépend très directement de la conjoncture française notamment et a donc été affecté par le ralentissement de la croissance. Les conséquences des événements du 11 septembre ont par ailleurs pesé sur l'activité. Le niveau élevé des prix de transport continue à avoir un impact défavorable sur les charges de l'entreprise. Mais surtout, les charges de l'entreprise sont encore lourdement impactées par la mise en œuvre de l'ARTT (La Poste ne bénéficie pas des réductions de charges associées au dispositif).

Le cadre réglementaire de l'UE pour les services postaux a été fixé par la directive initiale relative aux services postaux (97/67/CE). La nouvelle directive relative aux services postaux, définitivement adoptée en mai 2002, modifie ce cadre existant principalement en énonçant l'exigence de mettre en œuvre une ouverture graduelle et contrôlée du marché des services postaux à la concurrence, tout en maintenant un service postal universel. Toutes les dispositions de la directive postale initiale qui concernent l'offre d'un service universel resteront en vigueur. Selon la nouvelle directive, les États membres devront ouvrir à la concurrence les segments de marché suivants:

- à partir de 2003 :
  - l'acheminement de lettres pesant plus de 100 gr. (ou dont le prix d'affranchissement est plus de trois fois supérieur au tarif d'une lettre standard);
  - l'ensemble des envois de courrier transfrontalier (mais les États membres qui ont besoin de ce segment de marché pour assurer leur service universel pourraient se le réserver);
- à partir de 2006 :
  - l'acheminement de lettres pesant plus de 50 gr. (ou dont le prix d'affranchissement est plus de deux fois et demi supérieur au tarif d'une lettre standard).

La nouvelle directive relative aux services postaux exige que la Commission achève, dans le courant de 2006, une étude évaluant, pour chaque État membre, l'impact du service universel sur l'accomplissement complet du marché intérieur des services postaux en 2009. Sur la base des résultats de cette étude, la Commission ferait au Parlement européen et au Conseil une proposition confirmant, le cas échéant, la réalisation complète du marché intérieur des services postaux en 2009 ou définirait d'autres étapes.

Le décret du 28 décembre 2001 a institué un Médiateur du service universel postal et organise une procédure de traitement des réclamations des usagers du service universel postal. M. Yann Pétel a été nommé médiateur par décret du 21 mars 2002.

Le décret du 3 mai 2002 a fixé les règles de gestion du patrimoine immobilier de La Poste, assouplie par la loi MURCEF qui a déclassé les biens immobiliers de La Poste relevant du domaine public. La Poste dispose donc désormais de son patrimoine dans des conditions de droit commun sous réserve de ne pas atteindre les obligations fixées par l'Etat.

## **Commentaire sur l'activité et la situation financière**

### **La structure financière**

L'endettement financier net du groupe ne diminue que très faiblement et reste à un niveau élevé (2 254 M€) qui représente 1,4 fois le montant de ses capitaux propres et douze fois son résultat d'exploitation. Les frais financiers nets représentent 80 % du résultat d'exploitation. Les capitaux propres - part du groupe sont stables à 1 630 M€, impactés par le résultat net – part du groupe négatif de -95 M€

### **L'exploitation**

Les comptes sociaux font apparaître une augmentation de 2,3 % du chiffre d'affaires à 14,9 Md€ Le chiffre d'affaires des services financiers contribue à nouveau fortement à cette évolution avec une augmentation de 4,2 %, pour atteindre 3,8 Md€ Le chiffre d'affaire du courrier (+1,5 % soit 10,0 Md€) est tiré par les entreprises et les administrations alors que celui du grand public baisse de 3 % confirmant ainsi une baisse déjà constatée, imputable notamment à la dématérialisation du courrier.

Le chiffre d'affaires consolidé enregistre une forte augmentation de 6,6 % à 17,0 Md€ qui, outre les éléments ci-dessus mentionnés, trouve principalement son explication dans l'évolution du périmètre de l'activité colis.

Après avoir atteint un niveau historique en 1999, les résultats se sont à nouveau dégradés en 2001, traduisant une maîtrise des charges difficile avec notamment une augmentation de 4,6 % des charges de personnel (11,0 Md€), supérieure aux prévisions, et la poursuite de l'augmentation de 13,9 % (2,6 Md€) des charges externes hors achats (transport et sous-traitance notamment). Le résultat d'exploitation baisse de 68 % en social et de 58 % en consolidé et le résultat net consolidé, négatif pour la première fois depuis 1996, s'établit à - 92 M€ Hors l'amortissement exceptionnel des écarts d'acquisitions de 170 M€ passé dans la branche colis, le résultat net s'inscrit en baisse de 46 % à 78 M€ Le résultat des sociétés mises en équivalence (CNP principalement) est en progression régulière à 105 M€

## **Gouvernement d'entreprise**

### **Le conseil d'administration**

En vertu de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications et du décret n°90-1111 du 12 décembre 1990 portant statut de La Poste, le conseil d'administration de La Poste est composé de vingt et un membres, soit sept représentants de l'Etat, sept représentants du personnel et sept personnalités choisies en fonction de leurs compétences dont deux représentants des associations nationales d'usagers. Le conseil d'administration s'est réuni à dix reprises en 2001. Les représentants de l'Etat et les personnalités qualifiées ont été nommés par décret du 14 décembre 2000. Deux administrateurs de l'Etat ont été remplacés, respectivement par décrets des 26 avril et 5 juin 2002.



## **Les comités du conseil d'administration**

Le conseil d'administration du 25 janvier 2001 a décidé de la création d'un comité d'audit dont le règlement intérieur a été approuvé dans la séance du 26 avril. Le *comité d'audit*, composé de trois membres du conseil d'administration, est présidé par M. Cordier (président du conseil de surveillance de Bayard Presse). Il s'est réuni pour la première fois le 19 juin 2001, la fréquence de ses réunions étant de trois par an. Ses missions portent notamment sur la qualité et la fiabilité de l'information financière produite et sur la qualité du contrôle interne. Le comité donne un avis au président du groupe sur la procédure de choix des commissaires aux comptes.

## **Perspectives**

La Poste doit poursuivre la rationalisation et la mise en œuvre des synergies dans ses activités colis, et faire un effort important dans la maîtrise de ses charges pour sortir d'une situation financière qui se dégrade. Dans le domaine du courrier, La Poste doit notamment accélérer significativement ses efforts de rationalisation de son organisation industrielle, en particulier pour ce qui concerne le tri et la distribution. Ces gains de productivité sont seuls à même de fournir les marges de manœuvre nécessaires à l'entreprise pour affronter le processus de libéralisation en cours et faire face aux évolutions de la demande.

Ces enjeux de rationalisation, de productivité et de qualité de service seront au cœur du contrat de plan dont la négociation est en cours.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA POSTE AU 31 DECEMBRE 2001**

### **Administrateurs désignés en raison de leurs compétences particulières**

M. Martin Vial, Président  
Mme Isabelle Bouillot  
M. Thierry Breton  
M. Alain Cordier  
M. Paul Emaer  
M. Jean-René Fourtou  
M. Philippe Lagayette

### **Administrateurs représentant l'Etat**

M. Michel Balluteau  
M. Jean-Louis Guigou  
M. Jérôme Haas  
M. Dider Lombard  
M. Dominique Maillard  
M. Francq Mordacq  
M. Patrice Raulin

### **Administrateurs représentant les salariés**

M. Hubert Carles  
Mme Jacqueline Guichard  
Mme Marie-Claire Mazas  
M. Alain Pocholle  
Mme Sylviane Rigobert  
M. Michel Schneckenburger  
M. Christian Toussaint

### **Commissaire du gouvernement**

M. Maurice Cotte

### **Mission de contrôle économique et financier**

M. Jacques Graindorge, Chef de mission

# LA POSTE – EXERCICES 1997 À 2001

|  |  | <b>La Poste</b> |         |         |         |                           |   |
|--|--|-----------------|---------|---------|---------|---------------------------|---|
|  |  | 1997            | 1998    | 1999    | 2000    | 2001                      |   |
| Comptes consolidés   | En millions d' Euros   |                 |         |         |         |                           | OBSERVATIONS  |
| <b>Degré d'appartenance au Secteur Public</b>  | Capital détenu par l'Etat (en %)   | 100,0           | 100,0   | 100,0   | 100,0   | 100,0                     |   |
|  | Capital détenu par le Secteur Public hors Etat (en%)   | 0               | 0       | 0       | 0       | 0                         | (Sans objet)  |
|  | Valeur horaire de la participation de l'Etat au 31/12  | 0               | 0       | 0       | 0       | 0                         | (Sans objet)  |
|  | Chiffre d'affaires   | 17 792          | 14 236  | 15 315  | 16 020  | 17 023                    |   |
| <b>I - Activités et résultat</b>   | dont réalisé à l'étranger  | 0               | 0       | 0       | 0       | 0                         | (Information indisponible)  |
|  | Résultat d'exploitations/ résultat opérationnel  | 299             | 387     | 680     | 420     | 181                       | (Y compris participations des salariés)   |
|  | Résultat financier   | -128            | -177    | -178    | -141    | -146                      |   |
|  | Capacité d'autofinancement/ Marge brute d'autofinancement  | 518             | 728     | 988     | 824     | 542                       | MEA à partir de 1999  |
|  | Résultat net - part du groupe  | 9               | 51      | 284     | 129     | -91                       |   |
|  | Résultat net - intérêts minoritaires   | 0               | 0       | 1       | 3       | 3                         |   |
|  | Résultat net de l'ensemble consolidé   | 9               | 51      | 285     | 144     | -82                       |   |
|  | Total des immobilisations nettes   | 5 758           | 8 287   | 8 689   | 19 693  | 24 852                    |   |
| <b>II - Immobilisations nettes</b>   | dont : actif d'acquisition net   | 23              | 53      | 254     | 331     | 811                       |   |
|  | dont immobilisations incorporelles nettes  | 52              | 81      | 121     | 141     | 186                       |   |
|  | dont immobilisations financières nettes  | 678             | 1 193   | 1 283   | 14 497  | 19 189                    | 2000 : y compris titres d'investissement acquis par Edipost dans le cadre de la gestion des fonds CCF |
| <b>III - Informations sur les fonds propres</b>  | Capitaux propres - part du groupe  | 1 018           | 1 315   | 1 477   | 1 621   | 1 630                     | (2000 : impact des changements de méthodes comptables (-125M€))                                       |
| <b>IV - Dividendes et autres versements accablés</b>   | Dividendes versés au cours de l'exercice   | 0               | 0       | 0       | 0       | 0                         |   |
|  | dont reçus par l'Etat  | 0               | 0       | 0       | 0       | 0                         |   |
|  | Autres remboursements de l'Etat  | 0               | 0       | 0       | 0       | 0                         | (Sans objet)  |
| <b>V - Provisions</b>  | Provisions pour risques et charges   | 278             | 188     | 765     | 944     | 824                       |   |
| <b>VI - Informations sur l'endettement financier</b>   | Dettes financières nettes  | 2 497           | 2 928   | 2 695   | 2 522   | 2 254                     |   |
|  | Dettes financières brutes à plus d'un an   | 3 197           | 2 765   | 3 183   | 2 743   | 2 740                     |   |
| <b>VII - Données sociales</b>  | Efficacité en moyenne annuelle   | 288 620         | 288 013 | 294 798 | 302 221 | 313 894                   | Efficacité mensuelle moyenne  |
|  | Charges de personnel   | 9 558           | 9 798   | 9 985   | 10 521  | 11 006                    | (Y compris participations)  |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Chiffre d'affaires  | 0,1%            | 0,7%    | 3,7%    | 1,8%    | (2001 : résultat négatif) |   |
| <b>VIII - Ratios</b>   | Charges de personnel / Efficacité moyenne (en millions €)  | 33              | 34      | 34      | 35      | 35                        |   |
|  | Résultat (groupe + minoritaires) / Fonds propres   | 1,0%            | 7,0%    | 20,1%   | 17,2%   | -11,4%                    |   |
|  | Dettes financières nettes / Fonds propres  | 277,0%          | 221,2%  | 180,7%  | 153,8%  | 137,4%                    |   |
| <b>NOTA : voir le lexique pour la définition de chacune des lignes Groupes ou partie VII de ce tableau</b> |  |                 |         |         |         |                           |   |
| <b>Autres informations complémentaires</b>   | Titres d'investissement acquis par Edipost dans le cadre de la gestion des fonds CCF (y compris intérêts courus) |                 |         |         | 13 737  | 18 303                    |   |

## LA POSTE

